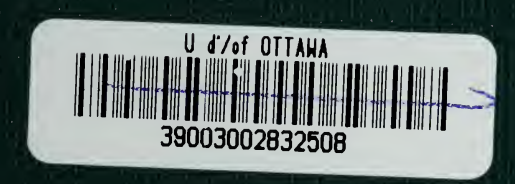

U d'/of OTTAWA
39003002832508



DISTELBARTH

FRANCE VIVANTE

PAUL DISTELBARTH

FRANCE VIVANTE

TEXTE FRANÇAIS DE L'AUTEUR

Ière PARTIE :

LA PERSONNE FRANCE

EDITIONS «ALSATIA» PARIS



PRÉFACE

AU LECTEUR FRANÇAIS

Lecteur de mon pays, et je voudrais que tu fusses légion, me voici bien à l'aise pour te présenter le livre de PAUL DISTELBARTH *sur la France; qu'il me suffise de te renvoyer à la préface destinée au lecteur de l'autre côté. Qu'y pourrais-je ajouter?*

Ceci cependant, qui me semble valoir la peine qu'on le dise.

Ce livre, avant qu'il ne soit sorti des presses de l'imprimerie, devait primitivement porter un autre titre, non pas celui de « Lebendiges Frankreich » *(France Vivante) qui s'étale sur la couverture de la magnifique édition allemande, mais celui de:* Frankreich als Person, *c'est-à-dire: « La Personne France ». La « Personne France », cela prend, n'est-il pas vrai, une autre puissance d'évocation. Nous savons bien, nous Français, ce que cela signifie et comment une telle expression, connue, mais pas courante et encore moins galvaudée, vient à la fois dépouiller et frapper en haut relief notre croyance en la France; mais le passionnant de l'affaire, c'est qu'un étranger, un Allemand bien et noblement allemand, l'ait de lui-même découvert et ait apporté à le dire son honneur et sa probité. Nous ne saurions donc que le féliciter d'avoir, en sous-titre de l'édition française, repris ce titre original et significatif.*

Il faut bien convenir que cela n'a pas été fait par tous les étrangers, en particulier par les Allemands qui ont, depuis quelque quinze ans, écrit sur la France, et nous ne leur en tenons nulle rigueur. Ceux qui sont historiens ont fait de l'histoire; ceux qui sont philosophes ou romanciers ont fait acte de virtuosité philosophique ou de jonglerie imaginative; ils ont écrit pour des lecteurs initiés ou pour des classes moyennes... s'il y a encore une classe moyenne en Allemagne; ils n'ont pas écrit pour tout le monde, d'autant qu'ils n'ont pas vécu la vie des Français au milieu des Français, la vie de tous les jours qui est la nôtre. Mais cela, sans quoi on ne connaît pas un pays, PAUL DISTELBARTH *l'a fait.*

Quand tant de gens ne cessent de crier aujourd'hui que Français et Allemands ne se comprennent pas parce qu'ils ne se connaissent pas, au moins voilà un homme qui a pris à tâche unique — et qui ne paye guère aux yeux des partisans — de dire à ses compatriotes quelle France est la vraie France parce qu'il a pris le temps de vivre chez elle et de la regarder vivre.

Oserai-je y insister, et ce sera mon dernier mot? Il ne suffit pas que l'Allemand qui vient en France convienne que la France a une autre figure que celle qu'il imaginait pour toutes sortes de raison, il faut encore qu'il dise en Allemagne ce qu'il a vu et ne s'en laisse point imposer par tout ce qui conduit ses compatriotes à une image inexacte de la France, ou déformée, ou fausse, donc défavorable. Autant en dirai-je des Français à l'égard de l'Allemagne.

Et qui sait si nous-mêmes ne devrons pas à PAUL DISTELBARTH *d'apprendre quelque chose de la France, que nous ne connaîtrons jamais assez?*

Le livre de PAUL DISTELBARTH *a remporté en Allemagne un incontestable succès dont je puis personnellement témoigner. La première édition épuisée,*

une seconde va paraître, après quelques vicissitudes maintenant disparues.

Puisse l'édition française consacrer définitivement une œuvre de bonne foi qui est l'une des meilleures contributions de ce temps, l'une des plus solides et des plus brillantes, à la connaissance réciproque des Français et des Allemands.

Henri PICHOT,
Président de l'UNION FÉDÉRALE
des Associations Françaises d'Anciens Combattants
et de Victimes de la Guerre.

PRÉFACE

AU LECTEUR ALLEMAND

Voici le livre vécu et médité jour par jour, trois ans durant, d'un homme qui s'est appliqué à étudier et à comprendre la France.

Cet homme, lecteur, est un homme de ton peuple, de ton sol, de ta race. Petit propriétaire terrien, c'est presque un paysan; sûrement, ce n'est ni un noble, ni un bourgeois, ni un professeur. C'est le père aimé d'une famille nombreuse et belle. C'est aussi — et quel titre pourrait être plus digne de respect — un homme qui a fait la guerre et qui, comme tel, a donné à son pays et au peuple de son pays la plus grande preuve d'amour filial et fraternel qui se puisse concevoir, puisqu'il a généreusement risqué sa vie pour la patrie allemande.

Mais justement et précisément en raison de ce sacrifice offert et dont seul le sort a voulu qu'il ne soit pas consommé, il a voué une part, la plus louable à mon avis, de son activité d'homme mûr, enrichi d'une sévère expérience, à élucider le malentendu franco-allemand, provocateur de tragiques conflits dont le dernier pèse encore lourdement, inexorablement sur nos destinées voisines et adverses. Et, pour commencer, — car, je suis convaincu qu'en ce sens sa carrière n'est pas close — il a voulu connaître la France pour la faire connaître à ses compatriotes. Je ne m'avance pas à la légère en disant qu'il y a réussi.

Entendons-nous bien: ce livre, ce n'est pas seulement « la France vue par un Allemand », *ni* « l'idée que se fait de la France un Allemand », *qui vient d'y passer trois années et qui les a entièrement consacrées à vivre au milieu de nous et avec nous; c'est beaucoup plus et mieux que cela: c'est la France découverte par un Allemand dans son être intime et dans sa personne séculaire par un effort loyal de libre observation.*

C'est que Paul Distelbarth *a pénétré dans le peuple de France par la porte la plus directe, la plus largement ouverte, la plus ensoleillée: combattant, il est allé aux combattants, à ceux qui, ayant lutté et souffert pour leur patrie, pour cette France qu'ils disent et croient éternelle, en sont dans le présent d'aujourd'hui la chair la plus sacrée, l'image la plus véridique, l'expression la plus éloquente et la plus haute. Et puis, le peuple combattant, c'est le peuple tout court, depuis que les chocs sanglants des temps contemporains le jettent par blocs massifs dans le brasier des batailles.*

Le peuple, n'est-ce pas lui toujours qui peine, qui chante et qui crée? Où donc est le secret de la vie française? Où, le fil mystérieux de son histoire et la promesse de son destin? Où, le gage de sa puissance et la raison de ses faiblesses? Où, le visage multiple et fidèle de la France? Où, la source de son génie? Paul Distelbarth *n'est point allé chercher l'unique réponse à tant d'interrogations dans la compilation livresque des historiens, des géographes, des poètes et des sociologues, encore qu'il y ait là matière abondante et précieuse; pas davantage dans les archives des ambassades et dans les discours des tribuns et des politiciens; non plus dans les conversations des salons et dans les articles de journaux; encore moins dans un séjour stéréotypé de quelques mois dans Paris. Il a dû d'abord accomplir un geste indispen-*

sable de probité: j'imagine que, d'une manière résolue, il a brisé et chassé de sa mémoire les clichés qu'il pouvait tenir de ses études et de ses lectures; qu'il s'est refait, pour nous regarder vivre, des yeux tout neufs et, pour ainsi dire, une conscience rajeunie, renouvelée et vierge, qui pût être sensible aux impressions l'assaillant en foule et en recevoir l'empreinte accusée et sans mélange. Il a voulu voir par lui-même, dégagé de tout préjugé, de toute lisière intellectuelle et morale. Pour un tel homme, avide de réalité et soucieux de vérité, c'est un devoir qui paye, car il engendre la joie intérieure et extérieure et confine à une sorte de volupté supérieure; mais tant d'hommes qui veulent paraître informés et se satisfont d'erreurs et d'à peu près sont incapables d'un tel effort et d'une telle attitude qu'il convient d'appeler cela par son nom: c'est une forme de courage.

La chance de PAUL DISTELBART *et son mérite, c'est d'avoir été accueilli chez nous par des gens du peuple qui, devant lui, sont restés eux-mêmes, simplement, sincèrement, tout bonnement, et sans que leur vînt l'idée de se montrer autres qu'ils ne sont devant un étranger, cet étranger fût-il un Allemand. Ainsi lui a-t-il été donné de saisir sur le vif la façon de se comporter des Français, je veux dire leur manière de travailler, de se nourrir, de se réjouir, de sentir, de penser et de parler. Et c'est par le contact du peuple vivant qu'il est parvenu à ressusciter l'image du passé français et qu'il a pu voir se dresser devant lui* « la personne de la France ».

La « personne » *de la France. C'est vrai. Nous autres Français, nous ne disons presque jamais:* le peuple français; *nous disons toujours:* la France. *Cette croyance en une* « personne France » *qui vit, non pas en dehors de nous, mais comme à la fois en nous et au-dessus de nous, qui domine et commande*

nos vies propres et dont nous, les Français d'aujourd'hui, ne sommes que l'incarnation passagère, est la substance même de notre mystique nationale.

Parce que le livre de Paul Distelbart *n'est pas seulement une œuvre de bonne foi, mais aussi un témoignage vécu, il vaut d'être lu avec confiance. S'il est nécessaire de se connaître pour se comprendre et indispensable de se comprendre pour s'entendre, cette œuvre constitue sans conteste possible présentement l'une des plus remarquables contributions qui nous soient venues d'Allemagne à la connaissance de la France par le peuple allemand.*

Est-ce un hommage à la France? Oui, si, comme je le pense, toute volonté de vérité à l'égard d'autrui est un hommage.

Henri PICHOT,
Président de l'UNION FÉDÉRALE
des Associations Françaises d'Anciens Combattants
et de Victimes de la Guerre.

INTRODUCTION

« Toute compréhension ne nous vient que par l'amour. » — Richard Wagner.

C'est Michelet, l'historien génial du dix-neuvième siècle qui a dit que la France était **une personne.** Il a opposé à la personne France les Allemands qui, selon lui, étaient « un peuple » et les Anglais qui formaient « un empire ».

D'autres ont parlé depuis longtemps de « l'âme collective » que la France se serait « donnée » au dix-septième siècle.

Ces mots, cependant, ne restaient qu'images et symboles. Jamais l'idée ne serait venue à personne de les prendre dans leur sens littéral.

Depuis un certain temps, la situation a changé. Nous avons compris qu'il existe en effet des âmes collectives. Nous savons que des êtres, vivant dans une communauté étroite, ont **réellement** une âme commune à tous, et qui les enveloppe comme un aura. Ainsi, une famille peut avoir une âme collective, par laquelle elle se distingue très nettement d'autres familles, de même une tribu, voire tout un peuple. En Allemagne il y a de cela un exemple concluant : la différence entre les âmes souabes et bavaroises. Quand, venant du pays souabe, on franchit le Lech, affluent du Danube, on entre dans un tout autre monde ; on en a la sensation très nette.

Quiconque veut conduire des masses doit connaître leur âme collective — que ce soit sciemment ou par intuition. Sans cette connaissance, il se méprendra souvent.

* * *

Plus haut placée que le sentiment sur l'échelle de l'évolution, se trouve **la conscience**, qui se rend compte d'elle-même dans le Moi. De même qu'il y a des âmes collectives, il y a aussi des **Moi collectifs**. Un tel Moi est une conscience, qui, chose étrange, déborde l'individu, et se répartit sur un nombre plus ou moins grand de porteurs ; elle est la même pour toute une communauté. De la conscience commune résulte la volonté commune, à laquelle les individus obéissent, sans, dans la plupart des cas, la connaître très bien. Le Moi collectif sent subconsciemment ce qu'il veut. Dans l'heure du danger, il élit un individu et en fait le prophète et l'exécuteur de sa volonté. Avec une force invincible, il brise toute résistance et forge les volontés disparates dans une seule, la sienne. Vouloir s'y soustraire devient alors un crime.

* * *

De même que l'individu évolue et peut devenir une « personnalité », de même le Moi collectif peut devenir « une personne ». La France en est l'exemple.

Beaucoup de choses curieuses s'expliquent, beaucoup de mystères s'éclaircissent, quand on se décide résolument à considérer la France, comme un grand Moi collectif, comme une personne. Toute son histoire devient par là simplifiée et ramenée à une ligne droite. Elle n'est autre que l'histoire du devenir et de l'évolution d'une personnalité.

Les Français eux-mêmes sentent très bien que leur communauté est une personne ; ils en parlent ainsi tout naturellement. Pour eux, « La France » n'est pas une

idée abstraite ni un symbole, mais une réalité, un être vivant.

Cependant, ne paraît-il pas contradictoire, sinon impossible, que ce peuple d'individualistes passionnés et intransigeants pût avoir un Moi collectif ? un dénominateur commun, auquel il serait possible de réduire tous ces individualismes farouches ?

Mais l'individualisme est parfaitement compatible avec un Moi collectif. Les frères d'une même famille peuvent différer comme jour et nuit, et, néanmoins, adopter la même attitude d'esprit devant les mêmes problèmes.

Du reste, à regarder de près, on trouve que cette immense variété d'individualités se ressemble beaucoup plus qu'on ne le pense. Chose certaine : les différences entre Français sont bien plus petites qu'entre Allemands. On dirait même que l'individualisme français est une réaction naturelle contre le danger que courent les Français de devenir trop semblables.

Toutes ces individualités multiples ne sont-elles pas sorties du même sol paternel et n'y restent-elles pas solidement enracinées ? Et la Sagesse que toutes ces racines aspirent des profondeurs, qui jaillit de toutes les sources, et qui est puisée dans toutes les fontaines, n'est-elle pas une même sagesse, celle de la personne France ?

Nous y trouverons aussi la raison pour laquelle tous les Français — à moins qu'ils ne quittent le chemin droit du raisonnement logique — arrivent toujours aux mêmes résultats dans leurs recherches. De là leur conviction que leurs idées, leurs solutions, leur façon de voir les problèmes, sont d'une vérité non conditionnée.

* * *

« Toute compréhension ne nous vient que par l'amour. »

Est-ce une phrase creuse, le grand mot d'un idéaliste vivant loin de la vie réelle ? Non, c'est une vérité toute humble et que nous pouvons constater tous les jours.

Si nous nous trouvons en face d'un visage aux cent petits plis, et que nous voulons pénétrer son mystère, nous devons l'approcher d'un cœur plein d'amour. Il faut s'oublier soi-même et arriver à s'identifier avec la personne qu'on veut apprendre à connaître. S'il nous reste la moindre antipathie dans le cœur, des préjugés, un parti pris, de la froideur seulement, — fût-ce à notre insu — ce visage se fermera devant nous, deviendra dur et impénétrable. La diligence la plus assidue, l'intelligence la plus perspicace, ne forceront pas l'entrée de ce temple. L'amour seul est le sésame qui fait tourner la porte sur ses gonds.

Le problème France-Allemagne occupe, de nos jours, plus que jamais l'humanité. Un nombre toujours croissant d'hommes de tous les pays comprend que la question de la Paix ne peut être résolue que par la collaboration franco-allemande. Mais pour y arriver, il faut d'abord que nous, Allemands, apprenions à connaître la France, telle qu'elle est réellement : son caractère, son âme, sa mentalité, la France vivante, la personne France. Sans la connaître à fond, nous n'arriverons jamais à adopter vis-à-vis d'elle une attitude juste, ni à éviter des erreurs fatales. Nous avons souvent commis des fautes, parce que fausse était l'image que nous nous étions faite de la France.

* * *

Que nous ayons vu la France sous un jour faux, ce n'est pas l'issue de la guerre mondiale qui en est la cause. Dès la fin du dix-neuvième siècle, depuis que l'Allemagne avait commencé à dépasser la France sur le terrain économique, l'Allemand, d'une façon générale, était allé en France avec une certaine volonté d'y

voir confirmée la supériorité de son pays. De cette volonté, il était rarement conscient. C'est pourquoi, aussitôt arrivé en France, il se sentait pris et charmé par cette vie plus joyeuse, plus facile, plus légère qu'il ne l'eût imaginée, par ce rythme doux qui berçait les cœurs, par l'absence de tant de préjugés et d'entraves, qui, dans son pays, rétrécissaient la vie. Cette joie de vivre, ces yeux brillants, cet esprit pétillant, ces trésors artistiques, tout cela l'enchantait, souvent jusqu'à l'envoûtement. Mais dès qu'il monta dans un wagon sale, dès qu'il vit un soldat en tenue négligée, il se ressaisit et constata que, tout de même, chez lui, « daheim » tout était beaucoup mieux, plus sérieux, plus solide. Aura-t-on le courage de condamner cette attitude ? Elle est si naturelle que nous n'avons pas même besoin de l'expliquer.

* * *

Ainsi, il s'était formée en Allemagne une image des Français, comme d'un peuple charmant et très doué, mais manquant de fond, s'enivrant facilement de paroles, mou, négligent, corrompu, en décadence manifeste.

Il est vrai qu'à ceux qui, durant quatre ans, ont lutté poitrine contre poitrine avec les Français, cette lutte a montré que ce peuple prétendu dégénéré possédait une ténacité extraordinaire et disposait de forces inépuisables d'invention. Cela fut une grande surprise pour les Allemands. Mais après la défaite, et surtout à cause du traité de paix, chargé de tant d'imperfections humaines, la France fut rendue responsable de tous les malheurs de l'Allemagne.

* * *

Ensuite, quand nous regardions la France, nous étions toujours éblouis par la lumière resplendissante de Paris, lumière qui semblait condamner la province à rester à

jamais dans l'ombre. Certes, jadis, Paris était la France; c'était à Paris que se concentraient les forces du pays entier ; c'était Paris qui décidait du sort de la France. Non seulement les élites du pays entier s'y trouvaient rassemblées, mais encore le peuple de Paris lui-même s'arrogeait le droit d'agir au nom de toute la patrie : vif, intelligent, frondeur, toujours inquiet, toujours tourné vers le progrès, il poussa l'évolution et fit les révolutions.

Les sources de la force française ont été cependant toujours en province. Sully, ami et ministre du bon roi Henri IV, les a clairement désignées. Il avait l'habitude de dire : « Le labourage et le pastourage, voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, les vrayes mines et trésors du Pérou. » C'est du pays entier que n'ont jamais cessé d'affluer les grands courants de forces matérielles et spirituelles, pour nourrir l'immense flamme qui jaillissait à Paris, éclairant l'univers. Durant des siècles, la province a borné son rôle à fournir l'immense brasier.

* * *

Tout cela a changé. Lentement d'abord et presque imperceptiblement ; un peu plus vite depuis 1871. Pendant longtemps on avait encore pu maintenir la fiction d'un Paris qui serait la France. Il y a des Parisiens, et non des moindres, persistant à le croire et, surtout, l'affirmant aux hôtes étrangers, qui, sur la foi de tels témoins, ne demandent pas mieux que de croire. C'est la guerre qui a rendu finalement le changement manifeste.

Aujourd'hui le peuple de France est adulte. Il sait ce qu'il veut, il le sait même très bien, et il est conscient de sa force. Voilà le fait nouveau et décisif avec lequel il faut dorénavant compter.

Apprendre à voir juste ce peuple, à le connaître avec ses qualités et ses défauts, avec les aspirations qui le poussent en avant et les atavismes qui le retiennent, découvrir les sources de sa force et ses entraves, voilà ce qui importe. Il ne s'agit poins d'idéaliser, nie de taire ce qui peut paraître déplaisant, loin de là ! C'est la vérité qu'il faut rechercher. On ne la trouvera, cependant pas, sans y apporter le dévouement d'un amour sûr et patient. Le visage de la personne France, il faut d'abord l'aimer, avant d'essayer de le déchiffrer : ce visage gai et doux, non assombri de graves soucis, prenant la vie pas trop au sérieux, tout rayonnant de la joie de vivre, de la volupté d'aimer et de se laisser aimer, et qui soudain vous regarde avec des yeux mystérieux et profonds, inexorables, durs, cruels, donnant le frisson, des yeux au fond desquels on devine le gouffre, où résident, de toute éternité, les MÈRES de Faust.

* * *

Quiconque a travaillé pour la réconciliation franco-allemande a souvent eu l'occasion de constater combien est fausse et défigurée l'image que nos deux peuples se font l'un de l'autre. Bien des fois, on en est effrayé et profondément découragé. C'est comme si un mur, érigé entre eux, les empêchait de se regarder en face. C'est ce mur qu'il s'agit d'abattre.

Pour y arriver, il faut que quelqu'un ait le courage d'entreprendre une double tâche : de pénétrer d'abord jusqu'au cœur du peuple français, de tracer ensuite une image véridique de ce peuple, qui, chose étrange, est peut-être le moins connu de tous les grands peuples d'Europe. C'est à cette tâche qu'est voué ce livre. Ce qui le différencie en principe d'autres ouvrages parus dans le passé, c'est qu'il n'est point construit sur la connaissance de la littérature française, ni sur le contact avec les élites, mais qu'il puise, en toutes pièces, sur

les expériences personnelles de l'auteur, auquel des circonstances heureuses, aussi bien que douloureuses, ont permis non seulement de connaître géographiquement la majeure partie de la France (ce qui devrait être la condition sine qua non de toute tentative d'écrire un livre sur la France), mais encore d'entrer partout en contact intime et vivant avec toutes les couches de la population.

Celui qui se risque à une tâche pareille ne doit pas avoir peur ni d'hostilité ouverte ou camouflée, ni de calomnies et d'attaques sournoises. Il est forcé de faire abstraction de bien des préjugés, soigneusement caressés par les esprits de ceux qui croient tout savoir. Cela ne se pardonne pas.

Mais si nous voulons enfin établir des relations amicales et durables entre nos deux pays, qui ont tant à se donner ; si une paix digne de ce nom doit remplacer cette sorte d'armistice où nous vivons, et qui, chaque jour, peut prendre fin et céder la place à une nouvelle guerre ; si, dans l'avenir, nos peuples, au lieu de s'entre-déchirer, veulent enfin arriver à collaborer ; si l'on veut tout cela, il faut renoncer aux préjugés. Il ne nous reste pas d'autre choix.

L'avenir de notre peuple, l'avenir de toute la civilisation occidentale en dépend.

I

LE PASSÉ VIVANT

a) L'Espace et le Temps

On peut vivre longtemps en France, on peut très bien connaître bon nombre de Français, travailler à côté d'eux dans le même bureau, prendre son repas tous les jours dans la même petite crémerie, et l'on ne saura guère d'eux que leur nom ; et encore ! Parfois, ce ne sera même que le prénom. Dans maintes maisons de commerce et dans certains bureaux, on a conservé l'habitude d'appeler les employés par leur prénom, et celui dont le prénom est déjà porté par quelqu'un de ses collègues n'a qu'à en choisir un autre, ou bien, plus simplement, à prendre celui de son prédécesseur. Le chef du rayon de la laine s'étant une fois appelé M. Jules, son nom est resté attaché à l'emploi. Ainsi n'est-il pas rare que des gens, qui pourtant se connaissent très bien, ignorent réciproquement leur vrai nom.

Assistez, au café, à une discussion très vive : les mots s'échangent comme des flèches ; deux hommes, visiblement deux vieux adversaires, sont en querelle pour la Liberté ou pour la Révolution, et quand l'un d'eux sera parti et que vous demanderez à l'autre : « Au fond, qui est-ce ? », il vous répondra : « Mais je le connais très bien. Dis donc, toi, depuis combien de temps vient-il ici ? Est-ce qu'un tel n'a pas dit qu'il était cheminot ? » Personne, cependant, ne sait son nom. En allemand le mot Monsieur, « Herr », exige toujours un complément, que ce soit le nom de famille

ou, mieux encore, le titre, car le titre permet tout de suite de classer l'homme dans l'échelle sociale et de savoir à quel degré d'estime il a droit ; mais le mot français « Monsieur » se suffit à lui-même.

Dans la maison de rapport ou à l'hôtel meublé, chacun vit solitaire. Les portes sont sans cartes de visites et sans plaques. Peut-être, dans une nuit d'insomnie, serez-vous, à travers la mince paroi, témoin involontaire d'une dispute ou d'un amour passionné, mais cela n'est pas une raison pour s'intéresser à son voisin. Un jour, on sera consterné par la nouvelle que tel jeune homme, doux et aimable, au regard un peu lourd, a tué sa maîtresse parce qu'elle a voulu le quitter.

Les gens, que vous voyez tous les jours, vous diront peut-être d'où ils sont originaires, à moins qu'ils ne soient tout bonnement de Paris. Ils vous parleront de leur petit pays, car tous les Français sont attachés à la glèbe qui les a vu naître. Attachement tenace dont on ne trouve guère, en Allemagne, d'exemple similaire. Jamais ils ne rompent les liens qui les attachent à leur petite patrie, et ils n'ont pas honte d'être sortis du peuple. Ils parlent de leur pays avec une sorte d'extase chaste : c'est alors qu'ils ouvrent leur cœur ; mais devant tout ce qui touche et tient à leur famille et à leur vie intérieure, ils tirent un rideau discret et sûr. Devant un étranger, ils ne montreront que le côté extérieur, un extérieur lisse et poli. Le mot « poli » qui a pris le sens de courtois vient de polir, rendre lisse et luisant. Il ne dit rien sur l'intérieur d'un homme, ni sur son caractère. Ce qui se cache derrière la surface polie ne regarde personne et n'oblige à rien. Il s'agit simplement d'arrondir les angles, de rendre lisses les surfaces, afin d'éviter les frictions et l'effort inutile. Cela doit suffire. Toute la vie française est ainsi organisée pour jouer le plus librement possible, sans heurts. On aménage partout des « roulements à billes », pour

obtenir, avec le moindre effort possible, le résultat voulu. Pour y arriver, il a fallu un long travail de la raison, effort qui a duré des siècles. La vie française est rationalisée. Les Américains seraient les pères de la rationalisation ? Ils l'ont sans doute développée jusqu'à l'extrême, exagérée jusqu'à l'absurdité ; mais ce sont les Français, grands adorateurs de la Raison, qui l'ont inventée. Nous en donnerons plus tard les preuves. Ils poursuivent en rationalisant d'autres buts que les Américains. Puis, ils ne vont jamais jusqu'au bout. Le Français est ainsi fait. Ce qui lui importe, c'est d'établir le principe. Quand il y a réussi, l'intérêt diminue et s'endort.

* * *

On dirait que la terre française, elle aussi, se voile devant les yeux étrangers. La France est un pays de grands contrastes, qui se trouvent souvent réunis sur un espace étroit. Personne ne le croira. On pourrait dire qu'elle est un pays de tunnels et de ponts ; mais les gens riront : « Où donc, où sont-ils, vos tunnels et vos viaducs ? On les aurait vus, au moins ! » Et, en effet, on peut traverser toute la France, sans rien voir de tout cela. Car le pays est couvert d'un réseau de grandes artères de communications qui évitent tous les obstacles. Avant les routes et les chemins de fer, c'étaient les fleuves qui permettaient de se rendre presque partout sans grande difficulté. On pouvait, depuis toujours, remonter la Seine à l'aviron, presque jusqu'à sa source ; puis on n'avait qu'une distance courte à traverser, sur un terrain presque plat, pour atteindre la Saône, qui mène au Rhône et à la Méditerrannée. Cette particularité du pays avait déjà frappé le géographe grec Strabon, du temps de l'empereur Auguste. De nos jours, les grandes lignes de chemin de fer empruntent les mêmes voies, d'ailleurs en les abrégeant.

Les gens qui passent toute leur vie à Paris, Français aussi bien qu'étrangers, et qui vont, en hiver, à la Côte d'azur, et, en été, sur les plages de l'Océan ou du Canal, ne voient jamais de la France que ce qui se trouve des deux côtés des grandes lignes de chemin de fer. S'ils prennent le wagon-lit, ils ne voient même pas cela. Arrivés au but du voyage, ils retrouvent Paris en petit, le même public, les mêmes maîtres d'hôtels, chefs d'orchestre, stars, humoristes et films. C'est là leur France et ils s'imaginent que c'est la France tout court. Tout au plus, s'ils se sont une fois arrêtés pour visiter une des grandes cathédrales ou les châteaux de la Loire. Au reste, il est entendu que la France est un « jardin ». Puis ils se mettent à écrire des livres sur cette France.

La vraie France, la personne France, — on aimerait dire encore plus précisément la mère France, — semble tout à fait heureuse qu'il en soit ainsi. Tant mieux si les Pullman-Express et les autorails traversent le pays à cent kilomètres à l'heure ! Et pour les automobiles, il faut construire de belles routes afin qu'elles puissent marcher à toute allure. Ainsi les gens passeront sans troubler la paix du pays. Voilà pourquoi les grands rapides s'arrêtent si rarement : une ou deux fois de Strasbourg à Paris, pas du tout de Liège, de Calais à Paris, deux fois de Paris à Lyon. L'Anglais peut échanger la brume de son pays contre le soleil de la Méditerrannée, sans que son train s'arrête plus de cinq ou six fois sur un parcours de quatorze cents kilomètres. C'est voulu comme cela. Pour les étrangers, il y a Paris, il y a les plages et la Côte d'azur ; mais le pays n'est pas fait pour eux, il est réservé aux enfants de la Mère France.

Regardons un peu ce grand hexagone, situé entre le Rhin et les Alpes d'un côté, et l'Océan de l'autre : Au centre, nous voyons le grand massif infiniment articulé, bâti de roches primitives, et d'où cent cours d'eau

descendent dans tous les sens. L'étranger ne le connaît pas, ne l'a jamais vu, et a oublié ce qu'on lui a fait apprendre à l'école à son sujet. Autour du Massif Central, soigneusement adapté aux vallées et aux dépressions, il y a le réseau des grandes lignes de chemin de fer sur lesquels les trains s'élancent : vingt rapides, chaque soir, vont de Paris vers Lyon, un toutes les dix minutes, pour la Côte d'azur, le Mont-Cenis, Genève, le Simplon, l'Oberland bernois. C'est entre les mailles de ce réseau qu'habitent les enfants de la Mère France, dans d'innombrables bourgs et petites villes, aux noms celtiques ou romains, aux bords de rivières qui ont été déjà baptisées par les hommes de l'âge de pierre, dans des hameaux et des villages ; des hommes, solidement amarrés au sol, ne pouvant être ni déracinés ni renversés ; industrieux et patients ; gais, jouissant de la vie ; se levant et se couchant avec les poules ; grands artistes dans la préparation du manger et du boire ; conscients d'eux-mêmes et de leur force, et d'une vitalité si grande, qu'ils ont pu absorber, au cours de trente siècles, tout ce qui était venu envahir leur pays : Gaulois, Romains, Wisigoths, Burgondes, Francs, Normands.

* * *

C'est cette structure spéciale de la France, qui, en cachant aux voyageurs tout ce qui se trouve en dehors des grandes voies de communications, a créé le concept d'un paysage typiquement « français ». Le modèle de ce paysage, on le trouvera facilement dans l'Ile-de-France, noyau du royaume franc, et appelé île parce qu'il est encadré de trois rivières avec leurs affluents : la Seine, la Marne et l'Oise. Le voyageur qui arrive de Strasbourg longe, sur deux cents kilomètres, la vallée de la Marne. Celui de Cologne connaît la vallée de l'Oise. Le Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Médi-

terrannée emprunte celle de la Seine. Beaucoup de voyageurs étrangers n'ont vu de la France que cela.

Voici les éléments qui constituent ce paysage : Une vallée accompagnée de collines arrondies, et qui ne sont que rarement percées de rochers ; les pentes parées de vignes, les hauteurs couvertes de bois et de champs. Ça et là un château de style classique ; un parc dessiné par Lenôtre ; une terrasse avec des tilleuls séculaires ; une petite ville archivieille, devenue toute grise groupée autour d'une église romane, ou gothique, dont les ornements ont été rongés par le temps, ou dominée d'un château féodal en ruines. Dans la vallée, la rivière, tantôt tracée dans une courbe majestueuse, tantôt formant des méandres capricieux, avec des îles, des arbres morts, des bancs de sable, des saules. Elle est accompagnée — sanglée dirait-on — de trois lignes géométriques que la main de l'homme a tracées, et qu'il a imposées à la nature comme un joug : le chemin de fer à double voie, large bandeau aux ponts solidement voûtés en pierres, et accompagné d'un réseau de fils télégraphiques qui s'élancent de poteau en poteau ; la route nationale, noire et polie, animée d'autos aux couleurs vives, étincelant au soleil ; le canal enfin, grave et silencieux, avec ses écluses et les maisonnettes des gardiens, garni des deux côtés d'un chemin de halage et d'une rangée de peupliers, et portant de temps en temps une péniche lourde tirée par deux percherons. Ces lignes sont dessinées sur un fond émeraude de prés, ou paissent des vaches blanches et paisibles, que personne ne garde. Puis, il y a les pêcheurs à la ligne.

Ce qui caractérise ce paysage, c'est que **la main de l'homme** l'a ainsi formé ; il est un produit de la **civilisation.** Ainsi nous rencontrons pour la première fois cette idée bien française de civilisation que nous retrouverons partout et toujours : la nature domptée par l'homme, qui, d'abord, s'est vaincu lui-même. Et ce qui

est français dans ce paysage c'est la part que l'homme a eue dans sa formation.

Ce type de paysage est loin d'être borné à l'Ile-de-France, où il a, cependant, pris naissance. Les Français l'ont imprimé à la nature partout où ils en ont trouvé les éléments. Savoir créer des types est une des grandes forces du peuple français. Toute l'Europe porte son sceau dans ses châteaux princiers, ses parcs et ses jardins.

Les traits de ce paysage ont été fixés, jusqu'aux moindres détails, dans de nombreux tableaux. Les peintres l'ont exploré, étudié, expliqué, représenté avec une curiosité et une patience inlassables. C'est un paysage de calcaire, à la lumière gris-argent, aux couleurs estompées, un paysage doux et suave. Ce n'est pourtant qu'un des aspects de la France, un des masques dont la personne France s'orne, un des plus aimables sans doute, mais pas le seul. Nous en verrons d'autres.

On retrouvera ce paysage, même au sud de la Loire, presque au centre de la France, dans une région qui n'a jamais été envahie de tribus germaniques, et où le langage se rapproche déjà de la langue d'Oc. Telle est la vallée du Cher, entre Bourges et Montluçon. On y arrive de Paris dans le rapide commode, qui relie la capitale aux grandes stations thermales de l'Auvergne. Pour ce faire, on quitte d'abord la vallée grouillante de la Seine, et l'on parcourt, comme en volant, les immenses champs de blé de la Beauce, presque vides d'habitations humaines. Orléans est dépassé. Puis on traverse la Loire, et les bruyères et les forêts de la Sologne, paradis des chasseurs et des braconniers. Pendant un certain temps, la silhouette de la cathédrale de Bourges accompagne le train, se dressant comme un menhir au-dessus de l'horizon, alors que la ville reste invisible. Soudain, le voyageur se trouve dans ce pay-

sage d'Ile-de-France qu'il n'attendait pas ici. Aucun des éléments ne manque au tableau : Le fier château de Châteauneuf-sur-Cher, avec son parc et sa grande terrasse ; un peu plus loin une église gothique, lieu de pèlerinage ; un vieux couvent roman ; une petite ville, Saint-Amand, avec l'adjonction « Montrond » en raison du mamelon rond au pied duquel elle s'étend. La forêt de Tronçay apparaît sur les hauteurs bordant la vallée, la plus vieille et la plus belle forêt de chênes de France, et qui fournit le bois pour les fûts dans lesquels le Cognac mûrit le parfum et la couleur qui lui sont particuliers. Le canal est étroit ; l'eau y semble rêver. De temps en temps, il déverse son trop-plein dans la rivière. Celle-ci se promène selon son caprice à travers le paysage ensoleillé, sans but, traçant des boucles, formant des îlots, s'attardant dans des bras morts où se reflètent des saules et les squelettes blancs de peupliers morts que personne n'abat. Dans cette paix, dans ce silence, se poursuit cependant, infatigablement, le jeu des lignes que l'homme a tracées. Elles s'attirent, se repoussent, se harcèlent, se rejoignent, se chassent et se croisent.

A l'ombre d'un grand orme, voilà une auto, parquée sur le gazon court. Jadis, l'orme était l'arbre français par excellence, et maint vieil orme s'appelle encore un « Sully », du nom du ministre de Henri IV qui l'a fait planter. A côté de l'auto, un petit groupe joyeux est en train de prendre son repas. Ce sont des gens de la ville venus pour pêcher. Les hommes ne portent que chemise et pantalon, les robes des dames sont aussi aérées que possible. Ils lèvent, en riant, leurs verres vers le train qui passe en hâte. Qu'elle est belle, la vie ! On prendra, sans doute, encore un beau brochet, ou, tout au moins, une friture de goujons ! Et si l'on ne prend rien du tout, qu'est-ce que cela peut bien faire ? Ah oui ! qu'elle est belle, la vie. Le soir, si la

pêche est favorable, on mangera le brochet rôti arrosé d'un bon vin de Sancerre ou de Pouilly-sur-Loire, puis viendra la nuit sereine, l'heure douce de l'amour et le sommeil profond.

* * *

Quiconque visite des amis dans la province française sera tôt ou tard frappé par le fait que les gens ont du temps. Il se peut que, devant leur fenêtre, passe le Train bleu pour Nice, ou la Malle des Indes, symbole de la hâte. Cela ne peut les troubler. Quand la sonnette du magasin tinte et qu'entre le rare visiteur, il sera cordialement salué ; puis le propriétaire décrochera le veston du clou enfoncé dans le chambranle pour s'apprêter à sortir. Le menuisier posera son rabot, le cordonnier essuiera la poix de ses doigts ; chacun d'eux a un factotum hérité de son père auquel il peut confier son affaire en toute sécurité, ou bien une femme plus « calée » que lui-même. On s'en va trinquer. Eh oui ! il faut trinquer pour fêter l'événement. En passant, on informe les copains et tout le monde se retrouve sur la terrasse du café. Ils ont tous du temps. Chacun paye sa tournée, question d'honneur. Il faut pouvoir tenir le coup !

D'où vient-il que le peuple français a du temps ? Car cela est certain, il a du temps. Il attend tranquillement que la plupart des choses s'arrangent toutes seules. Chez nous, en Allemagne, le salut de l'âme semble toujours dépendre de ce que ceci, ou cela, soit fait à la minute. Vite, vite ! Carpe diem ! Personne ne rattrapera jamais la minute qu'il a laissé écouler sans en tirer profit.

* * *

Que les Français aient du temps, il y a pour cela une raison profonde. Essayons de l'éclaircir.

Personne ne peut vivre dans le présent, ruban de lumière étroit qui tombe, comme par une fente, sur le fleuve ininterrompu des événements. Quand vous essayez de le saisir, il vous échappe. Avant que vous n'ayez eu le temps de vous en emparer, il s'est déjà transformé en passé. En-deça de ce ruban éclairé, il y a, dans la lumière mourante : hier ; au-delà, dans l'aube, il y a : demain.

Pour nous, Allemands, hier ne compte pas. Nous vivons toujours dans l'attente. Toutes nos pensées, tous nos efforts sont tendus vers demain. Nous méprisons le passé, et n'aimons pas à en tirer des expériences. Pour nous le seuil du présent est comme un ruban de start. Le racer piaffe, impatient de commencer la course. Quoi, hier ! « Hin ist hin, verloren ist verloren ! » Que puis-je faire du passé ? Que plus tard les savants le fouillent et le furettent, pour moi il ne compte pas. Hier j'ai été vaincu ? Tant pis ! Demain je ferai mieux !

Pour les Français, le passé reste vivant. Il coexiste à côté du présent. Il ne se décompose pas si vite, mais se conserve par ses propres forces pendant longtemps. Au contraire, un grand effort est fait pour l'éclairer, l'ordonner, pour faire voir ce qui en fut essentiel et pour en tirer des leçons.

Mais l'avenir aussi semble, en France, moins obscur, moins incertain, moins menaçant qu'ailleurs. Ce que sera demain n'est-il pas la conséquence logique de ce que fut hier ? Certes, il y a le hasard, la mort, surtout, est toujours aux aguets ; l'homme est impuissant contre elle. Mais il n'en est pas moins vrai que les événements se suivent dans un ordre logique. Des causes d'hier naîtront nécessairement les conséquences de demain. D'après le plan que nous avons conçu, sur les fondements que nous avons jetés hier, l'édifice sera érigé demain. On ne peut le construire dans le sable. Celui qui n'aura pas fait d'économies dans sa jeunesse n'aura

rien quand il sera vieux. C'est logique, il ne peut en être autrement. C'est pourquoi il n'est vraiment pas la peine de trop se casser la tête pour savoir ce que sera demain. Il suffit de faire attention que le maçon érige les murs bien d'aplomb, que la barque emportée par le courant reste au milieu du fleuve, ne dérive pas, évite les écueils, ne s'accroche nulle part. C'est amplement suffisant. C'est l'après-demain qui doit nous préoccuper. Ainsi raisonnent les Français.

Ils vivent dans une bande de temps bien plus large que nous, bande qui s'étend des deux côtés du présent. Le passé ne sombre pas si vite dans les ténèbres ; on se sert, d'ailleurs, de puissants phares pour l'éclairer. Et sur l'avenir se lève l'aube, et l'éternelle promesse faite aux paysans est écrite : « Tant que la terre subsistera, les semailles et les moissons, le froid et la chaleur, l'été et l'hiver, le jour et la nuit ne cesseront point. » Les Français ont plus de « place » dans le temps ; ils s'y installent et s'y sentent à leur aise.

Les Français sont un peuple de paysans, dans leur chair et dans leur mentalité. C'est une constatation que nous ferons à chaque occasion. Les paysans ne connaissent pas la hâte malsaine des citadins. Quand un homme de la ville s'installe à la campagne et veut faire le travail du paysan, il est toujours hanté par l'idée de terminer. Le paysan en rit. Sa vie oscille dans le rythme lent des saisons ; c'est ce rythme qui lui donne le calme et la patience. Chaque journée apporte son devoir ; on n'a pas besoin de s'en préoccuper, on le fait. A part ce travail journalier, le paysan compte avec de longs espaces de temps. Il plante un vignoble : celui-ci aura besoin de quatre années de travail et de soins, avant qu'on ne puisse couper une seule grappe de raisins ; après il donnera des récoltes pendant un demi-siècle, un siècle même. « J'étais un petit garçon, se dit l'homme mûr, quand mon père a planté cette vigne-là. Pendant

l'hiver, il a retourné la terre à soixante-quinze centimètres de profondeur. Il faisait doux, cet hiver-là ; je lui ai porté à manger. » — « Ce verger, c'est mon grand-père qui l'a planté, mais je n'en ai pas de souvenance. Il est maintenant dans son meilleur âge. » — « D'ici quinze à vingt ans, on pourra abattre cette chênaie ; c'est mon gars qui en aura le profit, cela lui rapportera une jolie somme. » Ainsi comptent les paysans. Qu'on fasse aujourd'hui un travail, souvent long et dur, dont on ne verra pas le bénéfice, c'est pour eux chose habituelle.

De même que les Français veulent être à leur aise dans le temps, ils veulent l'être dans l'espace. Tout ce qui est étroit est contraire à leur caractère. Il est vrai qu'ils se contentent d'habitations très étroites, mais, dans un climat doux, la maison pour le paysan n'est qu'un abri ; il n'y vit pas, il y dort seulement. Dans leur terre, ils ne veulent pas se sentir à l'étroit. Voilà la raison essentielle pour laquelle ils ont tôt commencé à limiter les naissances. Ils l'ont fait en pleine conscience de cause. C'est ridicule de croire qu'ils seraient trop dégénérés pour avoir davantage d'enfants. Il serait, de même, inexact de croire qu'ils n'aiment pas les enfants : ils les chérissent. Mais ils raisonnent ainsi : tous nos enfants ont le même droit au patrimoine. Dans le passé, nous avons eu assez de champs et de prés pour que chacun ait pu recevoir une part suffisante, mais, si nous continuons à les partager, le jour viendra où personne n'aura plus assez pour vivre : Il ne faut pas qu'on en arrive là ; ce ne serait pas raisonnable.

b) Agriculture éternelle

Le Bourbonnais, patrie des Bourbons, dont la vallée du Cher fait partie, ne prétend pas seulement être le cœur de la France, mais il se vante encore de réunir

sur un terrain limité, comme dans une grande foire-exposition, les meilleurs échantillons de tout ce qui fait la richesse et la beauté de la France. Connaître le Bourbonnais, ce serait, d'après ses habitants, connaître la France dans ce qu'elle possède de meilleur. Et, en effet, vous y trouverez de tout : non seulement les champs fertiles, lourds de blé doré, mais les vignes aux crus délicieux ; les vastes pâturages émeraudes, tachetés de bétail blanc ; les immenses et magnifiques forêts. Dans ce cadre riant, on voit les vieilles abbayes et églises romanes, les châteaux-forts du moyen âge, les demeures princières du dix-huitième, et tout un chapelet de villes, tantôt vieilles et romantiques, délice des artistes comme Hérisson, tantôt des cités très modernes. On y extrait du sol du fer et du charbon, et cette richesse a donné naissance à une industrie importante, à des villes où l'on peut tâter le pouls de notre époque fiévreuse. Pour que rien n'y manque, vous visiterez, dans un site charmant, une grande station balnéaire, Vichy, dont les sources minérales sont célèbres à travers le monde entier.

Le fer bourbonnais était apprécié des siècles avant Jésus-Christ. C'est ici qu'habitaient les Bituriges, peuplade gauloise qui a donné son nom à la ville de Bourges. D'ici, ils sont partis, vers 390, à la conquête de Rome. Ils avaient beaucoup ouï dire de la beauté et de la richesse de cette ville, ils en avaient la curiosité. De Rome, ils ont emporté tout l'or. C'est à cette occasion, que leur « Brenn » (ce qui veut dire « duc ») prononça la parole lourde de fatalité : « Væ victis ! ». Le glaive que Brennus jeta dans la balance, était fait de fer bourbonnais. — Des nids de houille se trouvent semés, grands et petits, sur tout le pays, souvent à portée de bêche. Aux environs de Commentry, des gens ont leur petite mine de charbon dans le coin du jardin, là où poussent les orties.

Le Bourbonnais possède encore, ceci nous l'avons vu, un coin idyllique, genre Ile-de-France, dans la vallée du Cher, en aval de Montluçon. Mais en amont de cette ville, tout le décor change. Soudain ce n'est plus un paysage aimable et riant, aux sites ravissants, mais un pays de granit : dur, aux sols maigres, aux roches rouges escarpées, aux cours d'eau rongeant profondément la pierre. Voici un nouvel aspect de la France, très différent de ce que nous connaissions. Ce n'est plus le masque doux et charmant, soigneusement embelli, un peu maquillé, mais un visage austère et qui ne cache point ses plis et ses rides.

En gare de Montluçon, on dételle tous les wagons qui ne sont pas indispensables. Le wagon-restaurant même, trop lourd pour les rampes fortes, y reste. Un train de marchandises le transportera à Eygurande, afin que les voyageurs n'en soient pas privés pour la descente. L'élégante machine du rapide est remplacée par un monstre lourd, aux quatre essieux accouplés, aux roues de faible diamètre, apte à escalader les pentes. La montée commence à la sortie même de la gare de Montluçon. Avant qu'on n'ait eu le temps de s'en rendre compte, on aperçoit déjà le Cher, profondément encaissé dans la vallée étroite, cherchant péniblement son chemin en contournant les obstacles qu'il ne peut vaincre. Voilà un barrage : en amont du mur, la nappe d'eau dort, noire et silencieuse, entre les pentes raides ; des rochers bizarres, les ruines d'un vieux manoir s'y mirent ; elle se plie à toutes les sinuosités de la vallée, tel un serpent monstrueux.

La voie ne cesse de monter. Pour gagner la hauteur, elle est forcée de faire de nombreux détours à droite et à gauche, de profiter de chaque ravin, d'emprunter les vallées des affluents. De nombreux ouvrages d'art ont été nécessaires. Ainsi la vallée de la Tardes a été franchie par un viaduc de 92 mètres de hauteur, un des

quatre viaducs français les plus hardis. A un moment donné le regard se pose sur tout un ensemble de bâtisses basses, jonchées sur un promontoire rocheux : c'est une mine d'or, car, à ce pays, rien ne semble devoir manquer. — D'un niveau de deux cents mètres au-dessus de la mer, on monte rapidement à quatre cents, puis cinq, six, sept cents mètres ; on finit par atteindre presque huit cents mètres. Tout ce pays forme le versant nord du grand massif central ; au sud, il est dominé par les monts Dore et les monts Dôme, qui s'élèvent jusqu'à plus de 1.800 mètres. Plus on monte, plus le regard s'échappe libre dans le lointain. Quelquefois, quand, d'un point dégagé, il embrasse tout le panorama, on croit voir une immense forêt, sans trace d'habitation, dont les différents plans offrent toutes les nuances dégradées, allant du vert foncé au bleu limpide, qui, à l'horizon, se confond avec le ciel. C'est une illusion, il ne s'agit point de forêt, mais d'arbres : arbres isolés, touffes d'arbres, petites fûtaies disséminées à travers le pays ; arbres de toutes essences : chênes, hêtres, charmes, bouleaux, sapins, châtaigniers. Les voilà autour de nous, ces arbres : ils garnissent les chemins, protègent les maisons, couronnent les mamelons. Partout où la charrue ne peut travailler aisément, on les a plantés ou laissé croître. Les champs et les prés, de forme irrégulière, adaptés aux accidents du terrain, sont clôturés de haies épaisses, dont jaillissent encore de hauts arbres. Au milieu d'un champ de blé, on voit, chose étrange, un chêne puissant. On dirait que ce peuple a le culte des arbres. Et quand le regard, d'un point élevé, plane sur les sommets de ces arbres, il ne peut apercevoir l'espace qui les sépare ; il ne voit qu'un immense rideau de feuillages qui, au loin, se perd dans la lumière.

Cela aussi est un paysage français : un vaste parc, le plus grand parc de l'Europe. La main de l'homme l'a

ainsi formé. C'est l'homme qui a abattu la forêt, laquelle a dû jadis couvrir tout ce pays. C'est l'homme qui a laissé subsister des arbres, sciemment, selon ses besoins et — on est forcé de le croire — selon son goût. Un homme de ce pays, auquel je racontais une fois que, chez nous, les routes étaient garnies d'arbres fruitiers, me répondit de suite : « Mais ce ne serait pas beau ! » Voilà ce qui lui importait.

Combien ce paysage diffère-t-il du type « Ile-de-France » ! Soudain on comprend qu'on ignore encore tout de la France, qu'elle nous réserve les plus grandes surprises ; on comprend l'erreur qui consiste à vouloir la juger d'après les apparences, à vouloir lui appliquer un schéma. Le meilleur est de renoncer tout de suite, et une fois pour toutes, à cette manie, génératrice de tant d'erreurs.

* * *

Nous sommes maintenant arrivés sur un haut plateau, mamelonné de collines, sillonné de ruisseaux, décoré d'arbres. Le train, dans un rythme alternant, tantôt monte péniblement, tantôt descend à grande allure. Pendant qu'il grimpe à la hauteur du prochain coteau, nous avons tout le loisir d'observer la campagne. Voilà un paysan qui laboure un champ avec deux bœufs blancs. Les bœufs, nous le voyons bien, sont attachés par leurs cornes au joug, le même pour les deux, fait d'un morceau de bois taillé. Des coussins de paille en adoucissent la pression sur le front. Le joug est accroché au timon (cela se fait au moyen d'un anneau qui n'est pas de fer, mais fait de minces branches de charme, tortillées d'abord, ensuite tressées). Il n'y a pas de harnais, pas de volée, ni cordes, ni courroies. Le laboureur se sert de l'aiguillon pour activer les bœufs, l'aiguillon, dont l'usage a disparu en Allemagne depuis longtemps et dont le nom subsiste seule-

ment dans les adages bibliques. Si le train ne faisait pas trop de bruit, nous entendrions les cris, par lesquels le paysan dirige son attelage : « hue ! dia ! » mots de la langue primitive, et qui se sont conservés à peu près semblables dans toute l'Europe. La charrue dont il se sert n'a ni avant-train, ni coutre : c'est le vieil araire, l'aratrum des Romains, suffisant pour ces terres légères.

Une idée nous frappe : Mais ce n'est pas le moment des labourages ! En juin ! Qu'est-ce qu'il fait, ce paysan ? Et tout autour on ne voit que des guérets bruns ! L'herbe des prairies, par contre, n'est guère encore coupée : jaune et sèche elle se balance dans la brise. Quelle drôle d'agriculture ! Est-ce que les saisons sont inverties ?

Réfléchissons un peu ! Toi, jeune Allemand, qui méprises les noms romains des mois et qui t'efforces à ne plus employer que les vieux noms germaniques, tu devrais pouvoir nous répondre ! Le mois de juin n'est-il pas le « Brachmond », la lune de la jachère ? — Eh oui, c'est la jachère que cet homme-là retourne. — Mais la jachère cela n'existe pas ! il y a cent ans que cela ne se fait plus ! — Eh bien non ! cela existe encore ; tu le vois de tes propres yeux.

En France, jamais rien ne se perd. Ce qui a été une fois vivant, persiste quelque part. Il ne s'agit que de le trouver. En France, dans la vallée du Queyras, dans les Hautes-Alpes, les hommes vivent et couchent encore dans le même local que les bêtes. Il fait trop froid là-haut et le bois est rare. Ces mêmes hommes ne cuisent du pain qu'une fois par an, du pain d'orge, préparé sans levain, devenant dur comme de la corne. Pour le manger, on le trempe dans de l'eau chaude ou dans du lait. Le paysan, devant nos yeux, accomplit son travail d'après des règles séculaires — que dis-je ? millénaires, plusieurs fois millénaires. — Pour lui, il n'y a jamais eu de raison pertinente de rien y changer.

La jachère, c'est au mois de juin qu'il faut la retourner, pas plus tôt et pas plus tard. Pas avant, parce qu'il faut bien attendre que la mauvaise herbe ait levé, et qu'elle soit ensuite devenue assez grasse pour servir d'engrais naturel. Pas après, parce que, autrement, elle mûrirait sa nouvelle semence et envahirait les champs. Pour faire du foin, on a le temps : ce qui importe avant tout, c'est le pain.

Un peu plus loin, on a déjà fauché un pré, et l'on est en train de charger le foin sur une charrette ; elle est attelée de vaches, avec un joug pareil à celui des bœufs. Ce n'est pas une voiture à quatre roues comme chez nous, mais un chariot à ridelles, ayant d'ailleurs la longueur d'une voiture normale, et supporté par deux grandes roues, hautes au moins de deux mètres. L'avant du chariot se termine en pointe, comme la proue d'une nef, et sépare les deux vaches jusqu'au milieu du dos. Elles disparaissent presque sous la charge du foin, qui déborde encore la proue. Le foin est rassemblé avec des râteaux larges, ayant des dents des deux côtés de la traverse. Pour monter les paquets de foin, on se sert de fourches, faites d'une branche d'arbre à deux ramifications ; les pointes sont coupées et aiguisées à la même hauteur. Blanches comme de l'os, elles proviennent sans doute du châtaigner. On imagine bien les paysans longeant en hiver les haies, pour trouver des branches aptes à donner des fourches. Ainsi chez nous, on va chercher une tige d'épine noire pour en faire un fouet, un beau fouet, dont la tige est à la fois élastique et solide, et qui donne des claquements aussi forts que des coups de pistolet : voilà qui fait la fierté d'un gars de village.

* * *

Voilà le passé vivant devant nos yeux ! Et non point un passé d'hier ou d'avant-hier ou d'il y a cent ans !

Les quelques siècles derniers, cela ne compte même pas. Il faut remonter tout le moyen âge, traverser la période des invasions barbares, puis les cinq siècles de la Pax Romana, et avant, sous la domination des Gaulois, nous trouverons dans cette région la même organisation de l'agriculture, le même araire, le même joug, les mêmes bœufs et les mêmes hommes. Cela nous ramène des siècles avant Jésus-Christ, à l'époque où l'usage du fer commençait à se généraliser en France. La seule différence serait peut-être que le soc et le versoir d'alors n'étaient pas de fer massif, mais de bois plaqué de fer ; car ce métal était encore rare et coûteux. Même avant l'âge de fer, pendant les vingt siècles qu'a duré l'âge de bronze, rien d'essentiel n'était différent, sauf que les parties métalliques étaient en bronze. Cet alliage était déjà très dur (l'obélisque de la Place de la Concorde a été taillé avec des ciseaux de bronze !). Et durant cinquante siècles avant l'âge de bronze, il n'y eut pas, il est vrai, de versoir, et le soc fut formé par une racine pointue et durcie au feu ; mais, à part ces différences techniques, tout l'essentiel était déjà comme nous le voyons maintenant. C'étaient, surtout, les mêmes hommes.

Il faut s'arrêter un peu pour réfléchir. Le passé s'étend devant nous, vivant, à perte de vue. Voilà dix mille ans que ce pays est à peu près ce qu'il est de nos jours. C'est à vous donner le frisson. Qu'est-ce qui s'est passé pendant ces siècles ! Les Gaulois ont envahi le pays et se sont installés en seigneurs terriens. Ils ont été soumis par les Romains. L'empire romain s'est écroulé sous le choc des Germains, qui ont occupé tout le pays au nord de la Loire. Ils y ont fait une répartition toute nouvelle des terres et ont organisé l'agriculture selon un mode nouveau, celui de l'assolement triennal : l'aire d'un village est divisée en trois parties, sur lesquelles alternent, d'année en année, le blé d'hi-

ver, le blé d'été et la jachère. Dans chaque partie, appelée sole, chacun a sa propriété individuelle en forme de longues bandes de terre, mais il lui est défendu de l'entourer d'une clôture, car, après la moisson, le troupeau du village entier y paîtra. Plus tard, la monarchie franque vit naître le règne de la féodalité, qui devait durer des siècles pour disparaître enfin. Et l'assolement triennal lui-même fut peu à peu abandonné.

Pendant tous ces siècles, rien ou presque rien ne fut changé à la vie de la région où nous nous trouvons. Ces terres légères, sans larges surfaces continues, n'avaient point tenté les envahisseurs barbares ; des champs maigres, ils en avaient eu chez eux ; ce n'était pas la peine de quitter pour cela leurs pays. Il ne fut donc pas question d'introduire l'assolement triennal. Le système féodal non plus n'y fut pas institué. Nous en avons la preuve, dans le nom que le pays a conservé : « Franc Alleud ». Alleud est un nom germanique, qui désigne une terre dont la propriété est restée entièrement libre. Ces paysans ont donc toujours été les maîtres de leurs terres et ont continué à les cultiver d'après les règles millénaires de l'assolement biennal. Une année le champ doit donner une récolte ; après la moisson il est déchaumé. L'autre année, il reste en jachère. En juin, « mois de jachère », il est retourné pour enterrer les mauvaises herbes. En automne, on y étendra du fumier, dans la mesure où l'on en a, puis il sera de nouveau labouré, ensuite hersé et ensemencé. Au printemps prochain, le cycle biennal recommencera, sauf qu'on y mettra une fois, pour changer, de l'avoine qui n'est semée qu'au printemps. Dans ce cas, les mottes de terre ne sont pas brisées en automne, mais exposées à l'action bienfaitrice du gel.

Evidemment, ce serait avantageux de pouvoir faucher l'herbe plus tôt ; cela permettrait de faire du regain. Seulement on n'en a pas le temps. Le paysan

n'est pas libre de choisir son travail ; il doit toujours parer au plus pressé. Le rythme puissant et sacré des saisons lui impose la suite des travaux. Avant de commencer la fenaison, il faut avoir retourné la jachère ; il en fut toujours ainsi et l'on ne peut rien y changer, sans risquer de bouleverser le résultat.

Avec les arbres, ce sont les haies qui donnent leur cachet à ce paysage. Si le pays, vu d'une éminence, donne l'impression d'une immense forêt : à vol d'oiseau, il apparaîtra, au contraire, comme un grand tapis bariolé, composé de lambeaux d'étoffes, de grandeurs, de formes, de couleurs bien différentes, rassemblés par ces épais bourrelets que sont les haies. Sur ce tapis, les fermes, isolées, vieilles et grises, ne font qu'un avec la terre. Les agglomérations sont rares.

* * *

Le rythme sacré de la vie, il ne faut jamais vouloir y toucher. Tout l'équilibre serait mis en danger. L'idée de l'équilibre, avec celle de la civilisation, domine toute la vie française ; elle ne cessera de nous hanter. Les Français ont le sentiment très net et la ferme conviction que leur pays se trouve en état d'équilibre ; ils y voient même un de ses traits le plus caractéristiques. Ils se rendent cependant compte que cet équilibre est chose très fragile, à laquelle il ne faut pas toucher, parce que le plus sage ne peut prévoir où cela mènerait.

A l'étranger, et notamment en Allemagne, on tend plutôt à croire que la France, au moins politiquement, manque d'équilibre. On la voit trop souvent en proie à des secousses violentes et à des oscillations fiévreuses semblant compromettre la stabilité du régime politique.

* * *

Nous voici donc commodément installé dans un wagon moderne, à larges baies, et dont le couloir nous permet de changer de place aussi souvent qu'une vue

nous attire. Et ce train, long serpent aux nombreuses articulations, nous promène à travers le passé le plus lointain, vivant pourtant de la façon la plus naturelle devant nos yeux. Cela ne se passe pas quelque part aux confins de la civilisation, mais au cœur même du pays qui fut civilisé l'un des premiers, et qui, dans le monde entier, l'est le plus complètement.

Ces paysans sont-ils donc arriérés, retardataires ? On n'osera l'affirmer quand on les connaît. Au contraire. Ce même cultivateur, qui est en train de charger son arche patriarcale de foin, a peut-être dans sa remise un char à fumier tout moderne, aux roues en tôle d'acier garnies de pneus ballon, char, dont la caisse est soulevée et vidée par la simple pression sur un levier. A moins qu'il ne soit très pauvre, il aura sûrement une auto. Une fois j'ai compté sur le marché d'un chef-lieu d'arrondissement plus de deux cents automobiles parquées, appartenant aux paysans venus pour acheter ou pour vendre. On les connaît de loin, au manque total d'entretien, aux tôles bosselées, au vernis sauté en grandes plaques, au fer rouillé. L'auto est rentrée dans les habitudes ; elle est devenue indispensable pour visiter les foires et marchés. Le dimanche, les jeunes gens s'en servent pour aller se promener avec leurs camarades. Oh ! ce n'est pas dans le bourg qu'ils vont, pour sûr, mais plus loin : en ville, dans le chef-lieu du département, dans le département voisin, au bord de la mer même. Ils assistent à Limoges, ou à Montluçon, ou à Angoulême, au match de football France-Espagne, étant parfaitement renseignés sur chaque membre des deux Onze, ou à une course de chevaux ; ils veulent voir passer le « Tour de France », assister au Cinéma. Ce sont des garçons fort éveillés, parfaitement « à la page », pas retardataires du tout ! Avec leur vieille caisse, ils vont à une allure à battre tous les records, comme chez nous, sur les chemins vicinaux, les jeunes

gens du village avec leurs bicyclettes ou la « moto » que l'un d'eux possède. De ces voitures, on peut se faire une idée quand on apprend leur prix. Un des premiers gagnants de la Loterie nationale, boulanger dans une petite ville de Provence, avait acheté la veille du tirage une automobile pour quatre-vingts francs ; il l'a raconté aux reporters. Ces voitures font les délices des caricaturistes. Peu importe, pourvu qu'elles marchent ! Et ces gars, vifs, intelligents, « débrouillards », arrivent toujours à les faire marcher. Ils bricolent toute la matinée du dimanche, jusqu'à ce que le moteur daigne enfin démarrer. Le moteur, pour eux, est un être vivant avec lequel il faut lutter et qu'il faut vaincre par l'intelligence. Alors, quand il se met à ronfler, la figure se détend, et les yeux rient. Mais on se contente de solutions provisoires. Dimanche prochain, si besoin est, on recommencera... « C'est le provisoire qui dure », grande règle de la sagesse française.

* * *

Pour qu'une organisation aussi vieille de l'agriculture ait pu se maintenir dans cette région jusqu'à nos jours, il faut qu'il y ait des raisons particulières. Il vaut la peine de s'y arrêter quelques instants. Elles seront de nature double : les unes résideront dans le caractère des hommes, les autres dans la nature des choses.

Quels sont le caractère et la race des hommes en présence desquels nous nous trouvons ici ?

César, en parlant des Gaulois, a dit qu'ils étaient « rerum novarum cupidi », mot, fauteur de bien des confusions. Voulut-il dire par là qu'ils étaient avides de changements ou simplement curieux ? Mais, au fond, est-ce aux Gaulois que nous avons à faire ici ?

Les Gaulois, envahisseurs étrangers, ayant imposé leur domination à la population autochtone, avaient

formé, dans ce pays, une sorte de noblesse, qui s'occupait de chasse et de guerre, mais méprisait profondément le travail manuel. Ainsi sont faits tous les peuples guerriers. Nous pouvons l'observer à travers l'histoire. Il n'en était pas autrement, plus tard, pour les Francs. De telles classes régnantes, pour mener la vie qui leur plaît, ont besoin d'une nombreuse population indigène de cultivateurs qui les nourrit. La France avait été habitée, depuis l'âge de la pierre polie, par un vieux peuple de paysans, qui devait être nombreux et qui était arrivé à un degré assez élevé de culture. C'est parce que la population était dense, et la terre bien cultivée, que la France avait attiré tous ces conquérants étrangers, dont les Gaulois furent les premiers. Mais, pour des raisons que nous nous efforcerons de démontrer ultérieurement, les Gaulois, de même que les envahisseurs postérieurs, ont été absorbés par la vieille race autochtone.

Les hommes, en présence desquels nous nous trouvons dans cette région, ne sont ni Gaulois, ni Romains, ni Germains ; ils ne portent les signes caractéristiques d'aucune de ces races. Ils ne peuvent donc être que les descendants des vieux paysans.

Dans le caractère de ces paysans, nous constatons un mélange très curieux de deux sortes de qualités : d'un côté, ils sont doués d'une ténacité incroyable dans la conservation de ce qu'ils tiennent, et d'une patience non moindre à accumuler des richesses. Jamais ils ne se séparent de ce qu'ils possèdent, avant qu'il ne soit amplement prouvé par l'expérience que la chose nouvelle qu'on leur propose est réellement meilleure. Aucune perte ne peut les décourager : que les seigneurs prennent leurs réserves, que la guerre détruise leurs biens, ils se mettent immédiatement de nouveau au travail et arrivent en peu de temps à réparer tous les

dommages. Toute l'histoire de France en fournit les documents.

De l'autre côté, ces mêmes gens ont l'esprit très éveillé, ouvert aux grandes idées, au progrès. Ils sont éloquents et toujours avides d'apprendre. Ils savent discerner l'essentiel de l'accessoire, et ne se laissent pas tromper par les apparences. Quand ils décident d'acheter un objet nouveau, il faut qu'il soit vraiment bon et moderne, afin qu'il puisse durer longtemps, et que l'argent ne soit pas dépensé inutilement.

Ainsi est fait le paysan français. Ce double caractère, nous ne le retrouverons pas seulement chez les paysans, mais dans toutes les couches sociales, à travers le pays entier. Le peuple français est un peuple à mentalité paysanne.

D'autres raisons matérielles ont été favorables à la conservation des vieux us et coutumes dans cette région.

C'est d'abord ce climat spécial de la France, climat spirituel, grâce auquel le passé reste longtemps vivant, cette atmosphère conservatrice, hostile à la décomposition. Sans doute, ce climat a-t-il été créé par les hommes, mais il semble maintenant exister indépendamment d'eux. Ce qui est conservé varie, cependant, de région en région. En aucun pays on ne succombe si facilement à la tentation de généraliser qu'en France. Mais, en aucun pays on ne se trompe si souvent en généralisant. Ainsi à cinquante kilomètres plus loin, nous pouvons voir, à la fin d'août, les paysans faire du regain ; ils ont adopté un autre rythme de travaux.

Ensuite le faible accroissement de la population dispense les hommes de la nécessité d'intensifier leur agriculture. Cependant, même si les paysans de ce plateau granitique, aux terres maigres, voulaient augmenter leur production, est-ce que ce serait si facile ? D'abord ils seraient obligés d'élever le bétail à l'étable

et il leur faudrait une main-d'œuvre plus nombreuse pour cela ; ensuite ils devraient acheter des engrais chimiques. Cela causerait des dépenses considérables. En revanche, ils auraient une récolte plus grande de blé. Mais ce blé, ils ne pourraient le vendre, sa qualité ne pouvant lutter avec celle des blés des grasses terres de la plaine. Les grandes difficultés dans lesquelles s'est débattue en 1935 l'agriculture française provenaient précisément du fait que, séduits par les hauts cours d'après-guerre, de nombreux paysans de régions montagneuses avaient augmenté leur production de froment. Maintenant, le gouvernement leur a interdit les emblavures. Soudain, on comprend ce qu'il en est de ce fameux **équilibre** : voilà un exemple probant. Toute l'économie du pays a été déséquilibrée du fait que des gens avaient voulu cultiver du blé dans des terres qui n'étaient pas propres à cela. Il faudra un bon moment pour rétablir l'équilibre.

Regardons un peu maintenant ce vieux joug ligotant les deux bêtes de l'attelage à un seul morceau de bois solide. Malgré son aspect archaïque, il est très pratique ; aussi s'est-il conservé presque partout en France. On ne connaît pas le joug individuel comme chez nous, et le collier est seulement porté par les chevaux. Le grand avantage de ce joug est d'épargner tout harnais. Quiconque, en Allemagne, a labouré avec des bœufs ou des vaches, sait combien il faut faire attention, pour éviter qu'en tournant les bêtes ne posent les pieds en dehors des cordes : c'est un souci perpétuel. Ensuite, ce bois rigide exerce une pression très salutaire sur des bœufs récalcitrants ; il les force à l'obéissance. Quand, à la fin de la matinée, la charrue reste sur le champ, d'un tour de main on aura décroché l'anneau ; les bêtes prennent le chemin de l'étable sans traîner derrière eux ni cordes ni courroies.

La vieille charrette à foin aux deux grandes roues, quelque préhistorique qu'elle puisse paraître, présente ce grand avantage de pouvoir tourner sur place. Puis, avec sa construction, elle ne peut tomber de côté. Elle semble appropriée pour ce pays montagneux, pour ces champs entourés de haies, aux sorties étroites, aux tournants dangereux, et où il y a tant de chances de renverser une charge de foin.

Dans l'emploi des fourches naturelles qui ne coûtent rien, il se manifeste, enfin, cette volonté d'épargne farouche et extrême, qui est peut-être le trait le plus significatif dans le caractère du paysan français.

* * *

Cette contrée, cependant, subit actuellement de grandes transformations. Partout on y construit des barrages et des usines électrodynamiques, d'où partent les grandes conduites de courant. C'est tout un réseau de fils métalliques qui est imposé au pays. Ces cours d'eau nombreux, ces vallées rocheuses, profondément encaissées, semblent en effet tout faits pour les barrages. Les paysans se méfient encore. Ils admettent la lumière électrique dans leurs demeures — l'avantage de voir clair à l'étable est trop manifeste, — mais ils n'installent pas de moteurs ; pourtant, pomper l'eau, couper la paille, scier le bois, cela leur rendrait la vie plus facile. Mais il faudrait que quelqu'un commence, un homme notable ; les autres le suivraient. Ce n'est pas l'argent qui fait défaut.

Voici encore un trait caractéristique : le grand rôle que jouent les notables en France. Toute la politique intérieure ne devient compréhensible que quand on le connaît.

Mais si l'emploi de la force électrique se généralisait, il ne s'ensuivrait pas forcément un abandon des vieilles

habitudes. L'automobile, par exemple, n'a pu arriver à les changer. En vérité personne ne peut le savoir.

Il est cependant certain qu'un esprit nouveau, précurseur peut-être de grands changements, a commencé à souffler à travers tout le pays de France.

c) Rêve du Moyen Age

Il y a quelques années, un journal illustré allemand, publiait des vues d'Aigues-Mortes, cette ville de la Méditerranée, qui, en marge des grandes voies de communications, dure, avec sa ceinture de murs et de tours, comme un rêve du moyen âge. La légende qui expliquait ces images pourrait servir d'exemple de la façon dont le peuple allemand a été, depuis 1871, informé sur la France ; car, en parlant du nom de la ville qui veut dire « Eaux-mortes » et en rappelant le passé glorieux de la petite place, d'où Saint Louis partit en croisade, rien n'était plus facile que de démontrer que la France était un pays mourant, au rebours de l'Allemagne, qui, dans tous les domaines, marchait à la tête de la civilisation et du progrès.

Voilà quelle est la vérité : Aigues-Mortes ne porte pas son nom, parce que c'est une ville morte ; depuis toujours elle s'est appelée ainsi. Ce nom signifie « eaux-saumâtres ». Non loin de là, il y a Aigues-Vives, eaux vives, patrie de Doumergue. Jamais Aigues-Mortes ne fut un port ayant quelque importance. La ville doit sa naissance à un fait précis : les rois de France ne possédaient pas d'issue sur la Méditerranée ; Marseille était une ville libre impériale, placée, au moins nominalement, sous la suzeraineté de l'Empereur, leur grand rival. Quand Saint Louis voulut partir en croisade, il lui fallut un port d'embarquement. C'est alors qu'il acheta, vers 1250, à un couvent, un morceau de terre dans les lagunes, situé non loin de l'embouchure d'un

canal et de deux petites rivières. Il fit enfoncer des pieux dans le marais et y construisit une tour forte devant lui servir de point d'appui, rien de plus. Tout autour, il n'y eut qu'eaux et marais. Un seul accès reliait ce fort à la terre ferme, accès protégé lui aussi par une tour fortifiée. C'est de là qu'il partit pour la Terre Sainte.

Plus tard, son fils, Philippe le Hardi, ajouta à la tour isolée un carré régulier de remparts, muni de tours et de portes, une petite forteresse complète, à l'intérieur de laquelle naquit une ville, mais qui ne parvint jamais à remplir cet emplacement, pas bien grand cependant. Jamais cette ville n'eut de signification autre que militaire, et celle-ci même ne fut pas importante. Jamais on n'y a lutté, jamais il n'y a eu ici de commerce ou de trafic de quelque envergure.

Mais, c'est précisément à ces circonstances que nous devons la conservation d'un bijou de l'art gothique primitif, qui n'a d'égal nulle part au monde. Nous avons l'habitude de prêter l'attribut « gothique » surtout aux églises ; nous pensons alors aux ogives, aux arcs-boutants, à un style d'ornementation. Mais l'art gothique était, en première ligne, une nouvelle technique, un procédé de construction de voûtes, inventé au début du douzième siècle, et dont l'application fut naturellement tout autre pour les églises que pour les fortifications. Pour les édifices sacrés, il importait de construire des nefs vastes, hautes, bien éclairées, aux murs aussi légers que possibles et percés de larges baies. De tout cela, il ne fut question dans la construction des forteresses. Là, il fallut avant tout de la solidité. Les plus importantes fortifications gothiques, les plus pures de style en même temps, furent érigées en Terre Sainte par les Croisés. Dans ce pays neuf, on pouvait créer des constructions entièrement neuves, n'étant pas gêné par des emplacements restreints, ni par des fondements

déjà existants dont il fallait s'accommoder. En occident, au contraire, il n'y a guère qu'Aigues-Mortes qui ait été créée ainsi de toutes pièces, devant son origine également aux croisades. C'est cela qui a déterminé son caractère. Dans la deuxième moitié du treizième siècle, elle fut construite d'une seule traite par une maison royale, qui, déjà riche et puissante, pouvait dépenser avec munificence. Aigues-Mortes dure, inaltérée, à peine vieillie depuis sept siècles, rêve du moyen âge. Le temps n'a pu lui faire grand mal. Le climat est doux ; les gelées, grandes ennemies de la pierre, sont rares. Le merveilleux calcaire de Beaucaire, amené sur le canal, a résisté à toutes les intempéries.

La tour de Saint Louis, appelée Tour de Constance, forme un des coins des remparts. C'est un cylindre formidable, sans fenêtres, sans créneaux, pourvu seulement de meurtrières longues et étroites. Tous les coins en sont arrondis. Du dehors, aucun art guerrier de l'époque ne pouvait l'endommager, et si l'ennemi avait pénétré par la porte, dans l'intérieur, il s'y serait trouvé pris comme dans une souricière. Ces murs, épais de plusieurs mètres (et tout cela repose sur des pieux !) contiennent tout un système de corridors et d'escaliers, un peu compliqué à première vue, mais fort intelligemment inventé, de sorte que les défenseurs pouvaient lancer leurs projectiles, non seulement à l'extérieur, mais encore tuer comme des rats tous ennemis ayant pénétré dans la grande salle intérieure. Dans l'épaisseur des murs, on a aménagé des citernes pouvant rassembler de grandes provisions d'eau de pluie, des caves de provisions, un four pour la cuisson du pain, une chapelle. On ne soupçonnerait rien de tout cela derrière ces murs lisses et ronds, ne donnant même aucune prise à qui voudrait les escalader.

Pratiquement, la Tour de Constance n'a servi que de prison politique, surtout pour mater la noblesse huguenote récalcitrante. Une protestante inflexible y a été enfermée durant trente-huit ans ; elle a gravé dans la pierre le mot « résistance », comme consolation et soutien pour elle et ses compagnes.

De la Tour de Constance, on fait la ronde sur tout le pourtour des remparts sans descendre une seule fois. Les trois autres coins sont protégés également par de formidables tours rondes, et chaque porte est flanquée de deux tours pareilles. Mais on voit bien que, dès la construction, on ne croyait déjà plus à la probabilité de luttes véhémentes. Dans l'entre-temps, Philippe le Hardi avait acquis le comté de Toulouse, avec Carcassonne, et ce petit point d'appui, perdu dans les marais, n'avait plus grande importance. L'architecte a cédé à sa fantaisie. En dehors des quatre portes principales, dont deux auraient amplement suffi, il a affaibli le mur encore par de nombreuses poternes, placées chacune dans une tour carrée. Ces tours sont toutes différentes les unes des autres. Il a dû éprouver un vrai plaisir à laisser jouer son imagination.

On le voit aussi à l'amour avec lequel tous les détails ont été exécutés. C'est un vrai musée de l'art de la fortification médiévale, très moderne à l'époque. L'architecte a voulu montrer qu'il était à la hauteur de son temps. Il n'a rien oublié. Tout y est : les créneaux, les meurtrières, les nez de poix, les latrines mêmes placées à distance égale, chacune dans une échauguette, avec un banc de pierre percé d'un rond. Des trous sont prévus partout dans les murs, près du sommet, destinés à recevoir, en cas de guerre, les poutres devant porter les hourds en bois, d'où les défenseurs, protégés eux-mêmes contre tout projectile, pourront empêcher l'agresseur d'approcher du mur.

Nul homme sensible qui, dans le soleil ardent, fera le tour des remparts, ne pourra fermer son cœur devant la magie de l'endroit. Sur la blancheur éblouissante des pierres, la chaleur fait osciller la lumière : les contours vibrent, les choses perdent de leur réalité. Cette vision d'un passé disparu depuis combien de siècles, est-ce un mirage ? Est-ce un rêve ? Dans le silence, seuls les pas du promeneur solitaire résonnent sur les dalles. Devant le bruit inaccoutumé, les lézards qui se chauffaient au soleil prennent la fuite ; quand on se penche sur les fissures, on voit, dans l'ombre, étinceler leur petits joyaux d'yeux qui vous regardent avec curiosité. Vers le midi, l'azur de la mer se confond avec le ciel. Des monceaux blancs de sel marin se détachent de l'horizon, brillant au soleil. A côté, sous des pins parasols noirs et majestueux se blottissent les baraques des salins. Une autre mer, celle des vignes entoure la ville à l'est et au nord et vient s'échouer au pied même des murs. La vigne a pris la place des marais qui autrefois s'étendaient immenses et tristes. La Tour Charbonnière marque encore le seul accès qu'il y eut jadis de la terre ferme. Toute austère et puissante, elle s'accommode cependant bien avec ce paysage riant. A l'ouest, les remparts sont longés par la route et le chemin de fer conduisant à la mer. Un autocar passe, un petit train : la technique moderne dans le cadre des croisades. Mais on n'est pas surpris : rien n'étonne dans les rêves.

A l'intérieur des remparts, la petite ville semble dormir. Deux rues forment croix et des ruelles étroites subdivisent les carrés réguliers. Les maisonnettes sont basses, aux toits faiblement inclinés et recouverts de ces tuiles romaines, demi-rondes, qu'on emploie partout dans le midi de la France. Aucun pignon ne dépasse la couronne des remparts. Le regard plonge dans des cours où le linge sèche, et où des outils attendent que leur maître vienne reprendre son petit travail. Dans

cette enceinte, ni des navigateurs, ni même des pêcheurs n'ont vécu, mais seulement de petits commerçants, des artisans et des cultivateurs. Vers le centre, le sol est un peu rehaussé pour permettre aux eaux de s'écouler. On verse tout sur la rue, qui, au milieu, a une petite rigole comme au moyen âge. Noires et puantes ces eaux se perdent sous les grandes portes. Que la pluie, de temps en temps, fasse son devoir et nettoye tout ! (Une canalisation, naturellement, ne serait pas possible, la nappe d'eau se trouvant à un mètre sous le niveau du sol. Il y a, cependant, une adduction d'eau potable.) Les maisons, tout comme les fortifications, reposent sur des pieux.

Quel que soit le point de vue sur lequel on se place, Aigues-Mortes, pour endormie qu'elle soit, ne fait pas l'impression de grandeur déchue ; elle n'a pas même l'air arriérée. C'est peut-être cela qui en fait le charme. C'est un passé sur lequel le temps n'a pas eu de prise. Les murs et les tours, tout est bien entretenu et non négligé ou délabré. Mais c'est surtout cette riche plaine tout autour, immense et belle, qui fait le charme du site. Cette vie luxuriante et débordante, loin de contraster avec les vieux murs, semble se communiquer à l'ensemble. Tout est naturel, doit être ainsi, ne pourrait être autrement.

Les vignes s'étendent à perte de vue, alourdies par les grandes grappes noires ; les feuilles grasses ont des reflets bleus provenant des sulfatages ; le sol est propre, sans mauvaises herbes. Ça et là, un attelage s'avance lentement entre les rangées, soit pour ameublir le sol, soit pour faire un traitement contre les maladies de la vigne. Des groupes de saules gris, quelques peupliers, de rares cyprès interrompent la magnifique monotonie des vignes. On ne voit pas, dans ce pays, les grandes rangées de cyprès inclinés par le vent, qui, dans la vallée du Rhône, doivent briser la

violence du mistral. De rares champs de blé, de luzerne ou de maïs font tache dans l'immense tapis vert-bleu.

Au milieu de ce paradis terrestre, imaginez la vision blanche de cette forteresse des Croisés ! non point en ruines, mais intacte, survivant depuis des siècles, et vous comprendrez peut-être le charme qui confond et envoûte le visiteur venu des brumes boréales !

* * *

Le Grau-du-Roi, où le canal débouche dans la mer, est, le dimanche, le but d'excursion de milliers de citadins de Nîmes, qui viennent y passer la journée. Ils se baignent, puis s'ébattent sur l'immense plage de sable fin, lisse comme du velours, s'égaient dans les dunes ou font la chasse aux crabes, et cuisinent entre deux mamelons de sable avec du bois sec ramassé. Sitôt le soleil couché, des myriades de moustiques chassent de nouveau les promeneurs vers la ville.

Pendant la semaine, il n'y a guère, dans ce petit port, que des pêcheurs. Ils partent en mer dans la nuit et reviennent dans la matinée. On fait la pêche au maquereau, au filet, la nuit, à la ligne dès que le jour pointe, car ce poisson est engourdi tant qu'il fait noir, mais extrêmement vif et méfiant aussitôt qu'il fait clair. S'il n'était pas tellement vorace, il ne mordrait pas ; pour le séduire, il faut un appât brillant, une petite sardine de préférence, ou un petit morceau de sa propre peau d'argent irisé. Irrégulièrement viennent des bancs de sardines, mais la grande pêche est celle du thon. Au rebours du maquereau, le thon est méfiant dans la nuit. On repère les bancs, parce que le thon nage à fleur d'eau, en sorte que les nageoires dorsales frisent la surface de la mer. Quand le soleil s'est levé, les thons s'engourdissent. On commence alors à les encercler de

loin et à les diriger vers le filet du milieu. Ils pourraient bien s'échapper, mais pris de peur et étourdis, moutonniers qu'ils sont, ils se serrent les uns contre les autres et se laissent prendre. Les filets d'encerclement plongent verticalement dans l'eau, mais celui du centre a un fond. On commence à le soulever de tous les côtés, aussitôt que le banc se trouve au-dessus de ce fond. Alors les poissons, pris d'angoisse, se débattent de toutes leurs forces et se tuent mutuellement. C'est précisément ce qu'il faut. Que l'homme est cruel !

Ces pêcheurs éclateraient de rire si l'on voulait leur parler de sentiments. Ils ne sont pourtant pas cruels, et ils ont des visages doux et sérieux. C'est Dieu qui a fait le monde ainsi ! Dieu merci ! De quoi voudrait-on vivre ?

Dans le soleil matinal, les femmes étendent les filets pour les sécher et les raccommoder ; c'est là qu'on peut causer avec elles. Elles sont toujours gaies, toujours disposées à rire, prêtes à la plaisanterie, mais aussi à répondre aux questions qu'on leur pose. Mais oui, on vit de poissons, c'est la nourriture journalière. Les gros, on les vend ; on mange les petits. Les premières grandes pêches de thon, au mois de juin, rapportent de l'argent. A ce moment, ce sont les villes qui achètent, et les prix ne sont pas encore tellement avilis. Plus tard, il n'y a guère que les fabricants de conserves comme clients : mais ceux-ci payent bien peu. Pour manger, on fait la bouillabaisse de certains petits poissons et de moules. Le goût diffère selon l'endroit, mais il y a toujours de l'ail dedans et du pain et de l'huile. Le pays sue l'huile et le vin ; seul le blé vient d'un peu plus loin. Les quatre éléments de leur nourriture sont : poisson, huile, vin, pain. Economie toute simple, primitive même, pouvant vivre du troc.

Depuis toujours, les pêcheurs vivent ainsi, depuis des siècles, depuis des millénaires. Toujours, depuis que

l'homme existe, il y a eu des pêcheurs sur les bords de la Méditerranée, et, toujours, ils ont vécu de poissons, de pain, d'huile et de vin rouge comme du sang. Du temps d'Ulysse il n'en fut pas autrement. Les Grecs ont visité toutes ces côtes, faisant le commerce du troc et fondant des colonies où ils s'installaient comme commerçants et artisans. Et avant les Grecs, les Phéniciens. Marseille est aussi vieille que Rome.

Elle est dure et périlleuse cette vie des pêcheurs. Les temps modernes leur ont, cependant, apporté un mieux-être par le moteur à pétrole. Maintenant, les hommes ne sont plus à la merci du vent ; ils ne sont plus forcés de ramer des heures, quand la brise s'est endormie ou souffle à l'encontre. Les barques aussi sont plus faciles à manœuvrer. L'essence, exempte d'impôts, est fournie aux pêcheurs à très bas prix. Mais cela n'a rien changé à leur façon de vivre. Ils ont des visages virils, les regards perdus au loin. Leur organisation est tout à fait antique. Il n'y a pas de salaire. Le patron et les matelots d'une barque forment une communauté. La pêche est vendue aux enchères, l'argent est partagé entre eux d'après des règles millénaires : une part pour la barque, une part pour le filet et une pour chaque tête. Un patron et trois compagnons, cela fait six parts, dont trois pour le patron et trois pour les matelots.

Le môle où le canal débouche dans la mer, à la limite de l'eau douce et de l'eau salée, est peuplé de pêcheurs à la ligne. Il y en a un parmi eux qui a écouté ma conversation avec les femmes de pêcheurs. Il me fait signe, et puis me dit : « Ces femmes sont trop sottes ; elles ne savent rien du tout. Je vais vous expliquer tout cela. » Alors, tout en amorçant son hameçon, il me fait une conférence sur les différentes techniques de la pêche et sur la nature et les habitudes de tous les poissons qu'il y a ici. Il voudrait prendre un mulet,

c'est le moment et l'endroit. Il faut se méfier des vives dit-il encore, à cause des épines de leur nageoire dorsale. Elles s'enterrent complètement dans le sable et quand on a le malheur de poser le pied nu sur elles, on se blesse terriblement ; les plaies sont longues à guérir. Il oublie sa ligne, et sort un petit carnet sur lequel il m'esquisse le plan du groupement des filets pour prendre le thon. « Mais, comme cela, vous ne prenez rien ! » — « Cela n'a aucune importance. Il me reste encore un peu de poisson d'hier. Et quand on ne prend rien, il y a les voisins qui vous en donnent. » Nous rencontrons pour la première fois l'entr'aide mutuelle, grand principe de la vie française, formant un des traits les plus essentiels de ce peuple qui a une mentalité beaucoup plus altruiste que sociale, si l'on prend ce mot au sens du marxisme. Il a l'air d'un petit fonctionnaire pensionné. D'ordinaire il habite Montpellier, mais sa femme étant originaire du Grau, et y ayant hérité d'une petite maisonnette, c'est ici qu'il passe la belle saison pour pêcher à la ligne. Occupation douce et point ennuyeuse, puisqu'on a le temps de penser. En général il prend aisément chaque jour ce qu'il lui faut pour vivre ; sinon, il y a les voisins.

Partout en France, on trouvera des hommes comme ce pêcheur, des individualistes, vivant leur vie à eux, pour la plupart dans des conditions extérieures très modestes. Ce ne sont ni des saints, ni des misanthropes, mais des hommes parfaitement sociables. Seulement ils veulent mener leur vie en entière indépendance. C'est une vie avant tout intérieure. Elle est faite d'un travail intellectuel incessant, par lequel ils veulent arriver à **comprendre** et à prendre peu à peu possession de tout ce qui entre dans leur horizon. Ce travail, ils le poussent à fond et ne s'en lassent jamais. Pour les Français, aucune vérité n'a de valeur tant qu'elle reste vague. Ils la tournent et retournent cent fois, la passent

d'une main à l'autre, soufflent dessus afin que l'ivraie s'envole, ils la passent par les tamis les plus fins, la corrodent à l'eau forte, la frottent à la pierre de touche, jusqu'à ce qu'il n'en reste que l'essence. Puis ils se mettent à trouver les paroles définitives. Celles-ci, ils ne cesseront jamais de les limer et de les ciseler. Pour eux, le grand ennemi est l'inconscient, ensuite le vague.

Georges Duhamel, dans « Confession de minuit », a décrit un tel homme, petit scribe, qui avait perdu son emploi, « la douce place », et qui, dans une heure de désespérance, disséqua devant un étranger son cœur, avec une sincérité cruelle. On s'effraie de voir comment cet homme modeste connaît le cœur humain, son propre cœur.

Moi-même, je me suis trouvé un jour dans le Métropolitain en face d'un homme d'une trentaine d'années, garçon de magasin rentrant d'une course. C'était le lendemain du jour où Violette Nozières avait été, pour parricide, condamnée « à être décapitée sur la place publique et à être conduite à l'échafaud pieds nus, en chemise, la tête voilée de noir ». Peut-être quelqu'un lui avait-il offert un verre : cela lui permit de vaincre sa timidité. Entre six stations, en dix minutes, il me développa toute une philosophie. Que des parents puissent élever leur enfant aussi mal que cette Violette Nozières, voilà qui l'avait révolté jusqu'au fond de son âme. « Bien élever les gosses ! » — mot que nous rencontrerons plus d'une fois — n'est-ce pas cela qui, seul, rend la vie digne d'être vécue ? Il parlait, ne se trompant point dans les mots, n'ayant pas besoin de les chercher. Ils étaient là, tout prêts, fruit d'un long travail muet, aucun d'eux n'était indifférent. Mais peut-être ne les avait-il encore jamais prononcés, pas même devant sa femme ; car les Français sont timides. Devant un étranger qu'on ne reverra jamais, il est plus aisé et moins dangereux de vider son cœur.

Un homme comme ce pêcheur du Grau, quand il aura épuisé le pourtour de sa vie, quand il aura examiné à fond tout ce qui s'y trouve et qu'il en aura pris possession, se tournera vers les idées générales : Liberté, Humanité, Paix, Justice, Europe. C'est là-dessus qu'il se mettra à réfléchir longuement, passionnément, jusqu'à la fin de sa vie. Ces idées formeront sa religion.

Ainsi, un travail spirituel est journellement accompli en France par des milliers d'individus, en toute indépendance, avec toute l'intelligence aiguë dont ce peuple est doué. Si l'on voulait estimer l'étendue de ce travail, on resterait certainement au-dessous de la réalité. Cet effort continu, multiple, jamais interrompu, a créé et ne cesse de recréer l'atmosphère spirituelle de ce pays. C'est que les pensées ne s'envolent pas, elles restent comme suspendues dans l'air et continuent à modeler la réalité. Plus on apprend à connaître ce pays, plus il apparaît comme un immense champ magnétique, si puissant que toutes les choses et toutes les pensées subissent son influence et doivent s'ordonner sur les lignes et dans la direction de certains grands courants.

Ainsi, vous trouverez partout en France, dans chaque localité, des hommes parfaitement capables et, qui plus est, heureux de vous renseigner sur tout ce qu'il peut y avoir d'interessant dans leur petite patrie. Parmi eux, il faut citer les gardiens des monuments historiques. Ces pauvres gens sont bien obligés de psalmodier, pendant la saison, cent et mille fois leur litanie. Mais, quand on arrive dans un moment calme, et qu'on leur pose des questions, on les voit se ranimer. Chez certains, on découvrira alors des connaissances étonnantes. Ainsi, un gardien du Mont-Saint-Michel m'a fait passer un jour tout un examen sur les différentes époques du

style gothique : c'était très curieux, et je lui dois des détails nouveaux pour moi.

Mon pêcheur était donc heureux d'avoir en face de lui quelqu'un qui s'intéressât à la pêche. Il en possédait tous les éléments, bien qu'il semblât de constitution trop délicate pour être jamais parti en mer. Ces connaissances lui avaient servi de base pour toute une philosophie. « Voyez-vous, me dit-il, à l'horizon ce petit banc de sable avec quelques habitations ? C'est Palavas, la plage de Montpellier. Depuis un certain temps, les pêcheurs de Palavas prennent davantage de poissons que ceux d'ici. C'est qu'ils ont un meilleur « capitaine ». Ici, il n'y a personne pour imposer sa volonté aux pêcheurs ; alors les barques s'éparpillent et rarement un grand banc de thons est pris. » Cela le préoccupait. Naturellement il avait de suite pensé à Mussolini et à Hitler, mais il ne voulait pas appliquer, sans réserves, ce principe à la politique, à cause de l'ambition des hommes. Il était parfaitement renseigné sur les questions de politique extérieure, sur le fascisme et le national-socialisme, et il parlait de l'Allemagne avec cette objectivité pleine de compréhension, qu'on trouvera partout et toujours chez le peuple de France, sans la moindre haine, ni même aversion, plutôt avec une sorte d'indulgence bienveillante. La guerre a accompli ce miracle, d'avoir ouvert une brèche dans le mur du clos « France », où les hommes avaient vécu, comme sur un îlot heureux, et de les intéresser à ce qui se passe en dehors de leurs frontières.

Quand on rentre du Grau à Nîmes par le train, on revoit Aigues-Mortes. L'écran des pins maritimes l'a d'abord cachée, mais soudain se dresse devant vos yeux cette vision de murs blancs resplendissants dans le soleil, cette silhouette de créneaux, de tours et de

portes, sans qu'aucune habitation humaine ne soit visible : rêve du moyen âge. Et cette image reste empreinte dans le cœur, longtemps encore quand la plaine immense, lourde de fécondité, vous aura englouti.

* * *

Le midi de la France est riche de monuments imposants, vestiges et témoins du temps passé. Il faut parler de Nîmes, que nous avons déjà nommée, ville de caractère protestant. Nîmes où tout est propre et ordonné, un peu austère malgré le soleil méridional. Nîmes possède de nombreuses constructions romaines, parmi lesquelles une grande arène servant encore de nos jours aux jeux du peuple. Mais ce que la ville a de plus curieux, c'est la « Maison Carrée », petit temple romain, entièrement intact et qui a conservé, aux dires du gardien, jusqu'à son ancienne ferme en bois. Cette charpente a été construite il y a deux mille ans par des artisans romains; seules les tuiles auraient été renouvelées, mais dans l'ancienne forme romaine. Le temple, situé au milieu de maisons, qui peut-être dans leur extérieur ne diffèrent pas beaucoup d'anciennes maisons romaines, y paraît si naturel, si bien à sa place, qu'on est tenté d'y entrer pour faire sa dévotion à Jupiter ou à Vénus.

Il est indispensable de parler d'Avignon et de Carcassonne. Avignon n'est qu'à trente kilomètres de Nîmes, mais quelle différence ! Rien de la discipline et de la sobriété calviniste dans la ville des Papes, où ceux-ci n'ont pas seulement résidé pendant trois quarts de siècle — ce que tout le monde sait — mais qui leur a appartenu jusqu'en 1791, ce qui est beaucoup moins connu. Avignon, elle aussi, compte parmi les villes de France qui ont conservé intacte leur enceinte de remparts, où près de cinquante mille hommes avaient la place de vivre. Ces remparts avec leurs quarante tours, érigés par les papes au quatorzième siècle, cent ans

après Aigues-Mortes, ressemblent, à première vue, beaucoup à ceux de cette ville ; c'est le même travail soigné, la même pierre merveilleuse, le même style gothique. Mais, vu de près, on constate le grand progrès dans la technique de la fortification. On a appris à se passer des hourds en bois, on n'a plus besoin d'armer les murs en cas de guerre : ils sont toujours prêts. Avec de grandes pierres de taille superposées en forme d'échelle, la couronne du mur dépasse les pans vers l'extérieur. On a aménagé des fentes qui permettent de repousser tout agresseur. On appelle ce système ingénieux « machicoulis ». Cette vaste enceinte se trouve, après quelques restaurations de créneaux, dans un parfait état de conservation ; c'est presque trop beau, trop neuf ; cela rappelle un peu les catalogues de boîtes à constructions.

Ce qu'il faut avoir vu surtout, c'est Carcassonne. Il y a deux villes à Carcassonne, la « nouvelle », n'ayant que sept siècles de passé, construite dans la plaine sur la rive gauche de l'Aude d'après un plan régulier, et la vieille « civitas », occupant depuis des temps immémoriaux la colline sur la rive gauche. Cette cité est une véritable forteresse, la plus complète, la plus puissante et hardie qu'on puisse rêver, forteresse qui a joué son rôle dans l'histoire, qui a assuré à qui la détenait la maîtrise d'un vaste pays, qui a été d'innombrables fois furieusement attaquée et vaillamment défendue. Son système de défense comporte deux enceintes complètes de murs, dont l'extérieur a une circonférence de quinze cents mètres environ, avec seize tours, et l'intérieur, onze cents mètres avec vingt-neuf tours. Dans l'espace compris entre les deux enceintes, appelé lices, se gagnaient jadis les tournois. Carcassonne n'a que deux entrées ; la principale, la porte de Narbonne, flanquée de deux tours formidables, passe pour le chef-d'œuvre de l'art gothique de fortifications. Dans le coin opposé

à cette porte il se trouve encore un château fort, protégé par un système de défense spécial et complet. Avec ses cinq tours, ses fossés, murs et ponts-levis, il devait servir de dernier refuge quand l'ennemi aurait pénétré dans la cité.

Tout cela est construit en granit, par petits moëllons ; on en garde une impression extraordinaire et inoubliable de puissance, de fierté hautaine, de durée. Les murs n'étant pas érigés dans la plaine comme ceux d'Avignon et d'Aigues-Mortes, montent et descendent, saillissent et rentrent, selon les accidents du terrain ; ils suivent de près le bord de la colline.

Devant cette forteresse, qui, malgré sa force, avec sa silhouette de quarante-cinq tours serrées sur un terrain étroit, paraît comme une féerie, on pense à Rothenburg et à Nördlingen ; mais on rejette aussitôt ces comparaisons. Carcassonne est beaucoup plus sauvage ; les villes allemandes, à côté d'elle, paraissent gentilles, aimables, bourgeoises. Imaginez toute une ville dans le caractère du donjon de Nuremberg, une enceinte avec plus de quarante tours de ces dimensions !

Il a fallu deux mille ans pour construire Carcassonne. Gaulois, Romains, Wisigoths, Sarrazins, Carolingiens, Capétiens en ont été les artisans. Vers la fin du treizième siècle, Philippe le Hardi, le même qui fit construire les remparts d'Aigues-Mortes, a donné son aspect final à Carcassonne. Comme on comprend que, rentré en possession de cette forteresse qui était la clé d'un pays vaste et riche, il laissait à l'architecte d'Aigues-Mortes toute liberté pour en faire une merveille de l'art de fortifications ! Depuis ce temps, Carcassonne ne s'est jamais donnée à un agresseur, elle s'appelait avec fierté « la pucelle du Midi ».

A l'intérieur des remparts vit encore toute une ville complète, une belle-au-bois-dormant. Les citoyens de cette ville ont autrefois joué un rôle important, lors de

la libération des communes. C'est dans un acte de Carcassonne de 1107, stipulant les droits des citoyens, qu'on trouve pour la première fois la dénomination, toute moderne alors, de « bourgeois » (burgenses). Au moyen âge, un évêque résidait à Carcassonne. La vieille église a une nef romane voûtée en arcs brisés massifs ; son chœur gothique possède des vitraux d'une splendeur inouïe, les plus beaux du midi de la France. Son extérieur a un caractère de forteresse.

* * *

Ce n'est pas pour donner une description des monuments historiques de France, que nous avons parlé d'Aigues-Mortes, de Nîmes, Avignon et Carcassonne, mais pour montrer comment, dans ce pays, ce qui fut jadis, se conserve et reste vivant, à côté du présent. Le passé, de la façon la plus naturelle, coexiste avec le présent. Les quelques exemples que nous avons cités peuvent en donner une idée.

II

ÉLÉMENTS DE LA NATION ET FORCES ÉDUCATRICES

a) Les Races

On aura pu se demander pourquoi, dans le chapitre précédent, il n'a pas été fait mention des habitats préhistoriques de la vallée de la Vézère. Ne forment-ils pas, en effet, le témoignage le plus vieux de la présence de l'homme sur le sol français ?

Certes, nul homme sensible, en pénétrant par la fente étroite de la grotte de Font-de-Gaume, dans le cœur

même de la montagne, ne restera impassible quand le guide lui montrera çà et là ces dessins de grandeur presque naturelle d'animaux de chasse, que les sorciers préhistoriques ont gravés dans la surface bosselée des roches calcaires. C'est tantôt un rhinocéros ou un mammouth, tantôt un bison ou un groupe de chevaux sauvages. Ce n'est pas sans peine qu'on parvient à rassembler, à la lueur de la lampe électrique, les lignes tracées dans la pierre pour en faire la synthèse. Il ne faut pas penser à des cavernes dont les parois seraient décorées de tableaux, loin de là ; c'est plutôt un peu comme pour les devinettes, où l'on fait chercher aux enfants la tête du loup ou le chasseur. Souvent même il faut adopter des attitudes peu commodes pour voir ces images. Mais une fois que l'œil est habitué et a réussi à se former une vue d'ensemble, on est surpris de la vie de ces portraits. La photographie moderne, en permettant d'analyser les mouvements et d'en séparer les états successifs, nous a montré que nos peintres ne voyaient pas juste quand ils représentaient un cheval galopant. Chose curieuse, les artistes de l'âge de pierre, au début de tout art humain, ont, eux, vu juste. Travaillant dans une obscurité absolue, à la lueur, peut-être, de petites lampes de suif, comme on en trouve dans les habitats — à moins qu'ils n'aient eu des yeux de chats — sans modèle vivant, ils ont néanmoins réussi à faire des portraits d'une vérité et d'une vivacité surprenantes.

La visite des grands habitats aménagés sous des rochers surplombants n'est pas moins émouvante. On y voit, dans des coupes faites à travers des dépôts minéraux dont l'épaisseur atteint jusqu'à six mètres, de minces bandes de cendres perdues entre les alluvions et les éboulis. Chacune de ces bandes représente une période paléolithique : le Magdalénien, le Solutréen, etc ; c'est là qu'on trouve les outils de silex. Les couches sont

nettement séparées ; ces chasseurs et bergers n'ont donc pas toujours vécu ici. Mais ils y sont toujours revenus, quelque fois après des siècles, pour y rester pendant quelques générations. Dans l'entre-temps, ils avaient perfectionné leur art, appris à donner à la pointe de leur flèche une forme plus élégante et plus efficace, à sertir un coup-de-poing dans une corne de renne, à percer d'un chas l'aiguille d'os. Ce sont ces petits progrès qui caractérisent les différentes périodes. Dans le monde entier on les nomme d'après les lieux français où on les a découverts. Toute la culture paléolithique se trouve réunie sur le sol français, qui, depuis toujours, a exercé la plus grande attraction sur les hommes.

Evidemment, c'est un passé extrêmement curieux et très lointain, dont on fait la connaissance dans la vallée de la Vézère, mais c'est un passé bien mort, définitivement mort. Aucune continuité n'existe entre ce monde et le nôtre, aucun lien entre le peuple qui habite la France de nos jours et ces hommes de la pierre éclatée. Ils ont disparu ; probablement se sont-ils retirés, devant les envahisseurs venus d'Asie, en Afrique d'où ils semblent avoir été originaires. Seulement dans les montagnes on retrouve des vestiges de leur race.

L'histoire vivante du peuple Français commence avec le néolithique, avec l'âge de la pierre polie. Mais depuis cet âge, elle n'a jamais été interrompue.

Voici ce que l'on sait des hommes de cette époque : Ils possédaient des animaux domestiques : le cheval, le porc, le mouton, le chien. Ils cultivaient le froment, l'orge, le millet pour la nourriture, le lin pour les tissus. Les bêtes et les semences, ils les avaient sans doute apportées d'Asie. C'étaient des guerriers, construisant sur les cimes des montagnes, de vastes camps retranchés. D'autres habitaient des cités lacustres, inaccessibles aux agresseurs. Ils chassaient à l'arc et aux flèches et pêchaient au filet. Ils étaient potiers, tisserands, vanniers

et pratiquaient le troc. Sans doute avaient-ils une religion et croyaient-ils à la survie de l'âme après la mort. Ils savaient ériger d'immenses blocs de pierre, non taillés, qu'on appelle aujourd'hui par des noms celtiques : menhirs, dolmens, kromlechs et qui n'ont pu avoir d'autre signification que religieuse. Parmi ces hommes, on a constaté trois races différentes : l'alpine, la méditerrannéenne et la nordique, races qui ont dû se mélanger dès les premiers temps. Ce n'est pas sans émotion qu'on contemple, au musée de Saint-Germain, les grains de blé millénaires, les lambeaux de tissus trouvés dans les cités lacustres.

Ce qui semble certain, c'est que les hommes ont dû être en France, dès l'âge de la pierre polie, très nombreux. Sans doute avaient-ils aussi fini par se donner une organisation politique assez forte, inconcevable sans une civilisation élevée. Car, pour dresser des milliers de grands rocs, comme on en trouve sur les landes de Carnac, il faut un très grand nombre d'ouvriers réunis sur un même lieu, et l'emploi collectif d'une main-d'œuvre aussi nombreuse suppose une autorité puissante, un chef sachant imposer sa volonté. On pense à la culture égyptienne.

Cette race, qui, dans de longs espaces de temps, a successivement perfectionné ses outils de pierre polie, d'os et de corne, puis appris l'usage du bronze et du fer, forme le noyau du peuple français. Pour des raisons pertinentes, on doit même croire que la majeure partie des Français de nos jours descendent directement d'eux, et que c'est leur caractère, dont nous avons fait la connaissance dans un chapitre précédent, qui a fini par prendre le dessus dans l'ensemble de la nation française.

Gaulois, Romains, Germains étaient des peuples guerriers, peuples de « maîtres », « Herrenvölker » comme on dit en allemand. Tous les peuples de ce caractère

ont ceci de commun, qu'ils méprisent le travail manuel. Les philosophes grecs déclaraient ce travail indigne d'un homme libre. Einhart, dans son histoire de Charlemagne, dont il fut le secrétaire et beau-fils, raconte que les Francs de son époque estimaient seules la guerre et la chasse dignes d'un homme libre. A la noblesse française, issue de la noblesse franque, il était jusqu'à la Révolution strictement défendu de « gagner de l'argent ». Un gentilhomme de Normandie fut exclu parce qu'il avait acheté des bœufs, et les avait revendus engraissés. (Comme seule exception, il était permis aux nobles d'avoir des verreries, parce que la fabrication du verre était la seule industrie permettant de mettre en valeur le bois des forêts.) Un officier allemand d'avant-guerre ne devait pas porter la plus petite valise; cela n'aurait pas été convenable. Seul l'étui contenant le casque à pointe, et où l'on pouvait loger quelques ustensiles de toilette, était permis. C'est la mentalité de toutes les noblesses de tous les pays.

Les peuples qui, dans un pays, s'installent en « maîtres », ont donc besoin d'une population très nombreuse — beaucoup plus nombreuse qu'eux-mêmes — non seulement pour les nourrir, mais encore pour leur procurer, par leur travail, l'argent dont ils ne peuvent se passer, mais qu'ils ne peuvent gagner eux-mêmes. C'est parce que la France possédait, dès l'âge de pierre, une paysannerie fort nombreuse, qu'elle a attiré tant de conquérants étrangers. Et cette population paysanne n'a cessé de croître. Il y a tout lieu de croire que, du temps de la Paix Romaine, quand la Gaule jouissait de cinq siècles de paix, elle était très dense. De l'époque carolingienne, an 818, il existe une liste des tenanciers du couvent de Saint-Germain-de-Prés, sur la rive gauche de Paris. D'après cette liste, on a pu calculer que les villages des environs de Paris avaient alors à peu près autant d'habitants que de nos jours, plus de mille ans

après. Au début du dix-neuvième siècle, la France avait de beaucoup la population la plus dense de l'Europe. C'est le nombre des bras qui a fait la richesse de la France.

Ensuite, les Seigneurs, partout et toujours, n'ont qu'une descendance strictement limitée. Leurs biens consistant exclusivement en terres, ils n'ont pas la possibilité de les augmenter. Et chaque enfant ayant droit à une part égale de l'héritage, les biens seraient trop morcelés si l'on avait trop d'enfants. En principe, un seul héritier suffit.

De plus, Gaulois aussi bien que Francs qui ne cessaient de guerroyer entre eux, se sont ainsi décimés eux-mêmes. La coutume de la vendetta y contribua, et les guerres extérieures firent le reste. Les nombreuses expéditions de Charlemagne par exemple causaient de très grands ravages dans la population franque. Plus tard, les Croisades infligèrent d'énormes pertes à la chevalerie, en sorte que, dès la fin du treizième siècle, Philippe le Hardi, roi de France, se vit dans l'obligation d'annoblir de nombreux roturiers, parce que trop de familles nobles s'étaient éteintes et que leurs titres de noblesse étaient devenus vacants.

Inversement, les classes laborieuses ont toujours, et partout, une progéniture nombreuse. Toute leur richesse consiste dans les enfants. Pour arriver à une certaine aisance, pour accéder à un niveau supérieur de vie, les familles n'ont que les bras de ceux qui les constituent. Jusqu'à la guerre, les petits paysans en Allemagne n'avaient régulièrement pas au-dessous de six enfants, souvent neuf ou douze ; cela dépendait exclusivement de la santé de la mère. Et en France, jusqu'aux temps les plus récents, c'étaient les journaliers, qui, dans les campagnes, avaient les enfants nombreux, non pas les propriétaires. Si aujourd'hui les campagnes sont dépeuplées, la raison en est à la désertion, non pas

des paysans, mais des journaliers, qui, à l'époque de la prospérité industrielle, partirent vers les grandes villes. Là, avec leurs six ou huit enfants, qui tous pouvaient travailler, ils gagnèrent beaucoup plus que leur salaire campagnard ; ils accédèrent, d'un seul coup, à un niveau de vie supérieur.

Entre les seigneurs et les paysans s'intercalait peu à peu une couche intermédiaire. Car, si les seigneurs limitaient prudemment le nombre des héritiers, ils avaient, d'autre part, tout intérêt à se créer une nombreuse progéniture illégitime, qui, naturellement, était exclue du droit d'héritage. Ces enfants, dont les mères appartenaient au peuple, devenaient guerriers, valets et artisans. La langue allemande a conservé un vieil adage, dont on se sert couramment sans trop savoir ce qu'il signifie au fond : pour désigner que la famille est au complet, on dit « mit Kind und Kegel ». Les « Kegel », ce sont les bâtards qui faisaient partie intégrante de la famille durant tout le moyen âge. Dans la chronique des Seigneurs von Zimmern, il est raconté qu'un de ces sires eut de nombreuses querelles avec ses fils légitimes, parce qu'il donna l'accolade aussi aux enfants de la servante, et, en les armant chevaliers, diminua le patrimoine des enfants de l'épouse.

Cette souche habitait tout naturellement le bourg entourant le manoir du seigneur ; c'est elle qui est à la base de la population citadine. Le caractère plus éveillé, mais aussi plus séditieux du peuple des villes, est dû à cette origine. Au cours de l'histoire, cette classe a pris, comme c'est naturel, le parti des mères contre les pères, du peuple contre les seigneurs. La révolution des communes qui nous occupera longuement en est l'expression. Les bâtards (de même que les renégats) sont toujours les défenseurs les plus passionnés des opprimés.

* * *

Dans l'histoire de l'humanité, les cas ne sont point rares où des peuples paysans, subjugués par des envahisseurs guerriers, ont fini par se rendre de nouveau maître de leur terre, ne fût-ce qu'après des siècles. L'histoire de la grande guerre en fournit les exemples les plus éclatants, dans la libération des peuples paysans des Russes Blancs, des Lithuaniens, Lettoniens, Esthoniens, Finlandais, Tchèques, Slovaques, Roumains (de Hongrie), Croates, Slovènes. Ce fut toute une résurrection. Dans la Russie occidentale, on avait la possibilité, jusqu'en 1918, d'étudier sur le vif tous les états possibles de la superposition de différents peuples, très distincts les uns des autres, dans un même pays ; c'était une véritable carte d'échantillons. Les Russes étaient les maîtres politiques, représentés par les fonctionnaires, le fameux « tchinne » se bornant à lever des impôts et à recruter des soldats. Mais les véritables maîtres étaient ceux à qui appartenaient les terres. En Russie blanche et en Lithuanie, c'étaient les Polonais, séparés des paysans comme par une paroi de feu, les uns redoutés et exécrés comme le Malin, les autres opprimés, sciemment empêchés d'améliorer leur situation en quoi que ce soit, exclus même de la possibilité d'apprendre à lire et à écrire, estimés comme du bétail. En Courlande, Esthonie et Lettonie, c'étaient les barons baltes, qui, cependant, avaient beaucoup fait pour le relèvement culturel des paysans. De nombreux Lettons avaient adopté la langue et la culture allemande, et aux environs de 1905 tout le peuple letton parut vouloir se germaniser. Mais, le moment venu, tous ces peuples paysans chassèrent et tuèrent leurs maîtres, fussent-ils bons ou mauvais. En Finlande, c'étaient les Suédois des villes qui donnaient le cachet à la culture du pays ; eux aussi se voient de plus en plus privés de leur situation dominante.

En France, évidemment les choses se sont passées un peu autrement. Les différentes races ont commencé très tôt à se métisser ; en outre, la classe intermédiaire des bourgeois a de bonne heure pénétré dans la noblesse. C'est un procédé lent par lequel l'ancienne race autochtone et paysanne, seule prolifique, a absorbé peu à peu tous les envahisseurs successifs. Et à la suite de la Révolution de 1789, ces vieux paysans ont repris les terres qui leur avaient appartenues et que des guerriers venus de l'étranger leur avaient ravies. Il survit jusqu'à nos jours, d'un côté, la mystique des conquérants francs, mystique de gloire, d'honneur, de guerre en somme et, de l'autre, celle de la grande masse paysanne : mystique de paix, de liberté, d'égalité, de sécurité, de justice sociale. A l'heure actuelle, ces deux mystiques semblent devoir s'affronter une dernière fois pour se livrer « la lutte finale ». C'est, au fond, l'opposition des « Croix de feu » et du « Front populaire ». Notons, en passant, que les masses ouvrières partagent en France l'idéal paysan comme nous le verrons en maintes occasions.

* * *

En France, il est particulièrement intéressant, et d'ailleurs facile, de poursuivre ce que tous ces peuples de « maîtres » ont attribué au patrimoine commun de la nation.

Des Gaulois, survit jusqu'à nos jours la division administrative du pays. Le peuple des Gaulois était formé des différentes tribus, dont chacune avait son territoire délimité avec un chef-lieu. Ces chefs-lieux sont devenus des villes, des sièges d'évêques, des centres d'administrations. Les Romains, par commodité sans doute, ne les ont pas appelés de leurs noms gaulois, mais du nom de la tribu dont ils étaient le chef-lieu : Paris d'après les Parisiens, Sens du nom des Senones, Bourges des Bitu-

riges ; les noms gaulois se sont perdus. Les Romains avaient le principe de laisser les peuples soumis s'administrer eux-mêmes, d'y garantir simplement l'ordre et la paix, et de lever des impôts ; ils n'ont donc rien changé à cette division. L'Eglise romaine l'a tout naturellement adoptée pour sa propre organisation : les chefs-lieux étant devenus évêchés, les provinces devinrent diocèses. Même la Révolution, contrairement à ce qu'on croit en Allemagne, laissa subsister les anciennes unités gauloises devenues provinces ; elle les subdivisa seulement en « départements », de grandeur à peu près égale. Il existe donc en France, de nos jours, des frontières intérieures, qui sont restées les mêmes depuis deux mille ans. Jamais le pays n'a été dépecé comme le fut l'Allemagne. Pendant une période aussi longue, des liens extrêmement solides ont pu se former entre les habitants d'une même région. Voilà pourquoi les Français restent si fortement attachés à leur « petite patrie », dont le « clocher » est le symbole. L'amour du clocher est devenu proverbial. Un grand écrivain français m'expliquait un jour que si l'on allait au fond des grands mots de patrie et de nation, on n'y trouverait que cet amour du clocher, le clocher du pays natal étant la seule réalité à laquelle le cœur de l'homme puisse s'attacher. Une autre fois, un modeste paysan m'a dit : « J'aime mon village, et j'aime la France parce que mon village en fait partie. Enfin j'aime l'Europe, parce que la France en fait partie. » On ne peut pas mieux exprimer la réalité. (Le menu peuple en France se fait beaucoup plus de soucis sur l'avenir de l'Europe que sur celui de la France qu'il croit assuré ; il pense à « après-demain ».) Cet attachement au pays natal est une des forces les plus puissantes dans la vie des Français humbles aussi bien que cultivés. En dehors de la France, il est difficile de s'en faire une idée juste.

Les Romains ont apporté au patrimoine commun la langue, outil perfectionné de la pensée : par elle les forces spirituelles domiciliées dans ce pays pouvaient prendre conscience d'elles-mêmes et étaient ainsi affranchies ; car elle octroyait à qui l'adoptait la faculté de penser abstraitement et logiquement. L'art de l'éloquence, la dialectique, l'idée de la Justice comme pouvoir spirituel sont venus avec la langue latine. Ce qui est latin dans la vie française provient de la langue. La civilisation romaine, dont les Français se croient les héritiers, a été presque entièrement détruite par l'invasion des barbares ; elle n'a été rébâtie que plus tard sur les fondements de la langue. Les Romains ont enseigné aux habitants de la Gaule l'usage de la monnaie, l'art de tailler la pierre et de construire des voûtes. A la suite des Romains est venu le christianisme, qui a fini par transformer toute la mentalité du peuple et qui a préparé l'unité de la nation.

Les Francs ont apporté peu d'éléments neufs, sauf l'assolement triennal qu'ils ont introduit dans les pays au nord de la Loire. Dans leur sentiment de force exubérante de jeune peuple, ils ont surtout détruit ce dont ils n'avaient pas besoin, ce qui leur paraissait incompréhensible, donc ridicule. Car l'homme naïf trouve comique tout ce qui n'est pas conforme à ses propres habitudes.

Pour les Francs l'événement décisif dans leur évolution a été, sans doute, l'adoption de la langue latine, bien qu'elle ne se fît que lentement et au cours de plusieurs siècles. Par là leur pensée et, par la suite, leur action ont été orientées dans de nouvelles directions. Mais ils ont aussi exercé une influence décisive sur cette langue, dont ils ont entièrement transformé la tonalité.

Les Francs ont surtout apporté de très grandes forces de volonté, qu'ils ont incorporées à la France. Tout le

dynamisme français, qui, durant des siècles, a été si agissant, est venu du côté franc. Ils étaient forts et étaient conscients de leur force. La preuve en est qu'ils ont imposé leur nom, non seulement au pays, mais aussi à la langue. Tout peuple voit, dans son nom, le symbole de sa force. Si le Romain a dit « Civis Romanus sum », si l'Anglais de nos jours dit « I am British », tous les deux veulent dire : « Je suis meilleur que vous autres ! » Toute la fierté nationale s'exprime dans le nom.

Le dynamisme franc a créé la monarchie, dans laquelle, jusqu'en 1789, le pouvoir fut entre les mains d'une classe régnante formée par la noblesse et le clergé, classe qui avait été primitivement franque et avait conservé son caractère, bien que, finalement, le sang franc n'y formât plus qu'une petite proportion. En réalité, des éléments étrangers admis dans une classe privilégiée n'en changent jamais la mentalité, non seulement ils l'adoptent rapidement, mais ils s'en font encore les défenseurs particulièrement orthodoxes et ardents. Ainsi le corps d'officiers prussien, composé jusqu'à Iéna exclusivement de nobles veillant jalousement à leurs privilèges, n'a rien perdu de l'austérité de ses conceptions, même quand, au cours du dix-neuvième siècle, il fut envahi de bourgeois qui ont fini par en former la grande majorité. L'esprit l'emporte toujours de loin sur le sang.

* * *

Le peuple français est donc un peuple de métis, et il en est clairement conscient, si conscient qu'il lui paraîtrait absurde de vouloir distinguer, voire favoriser dans ce mélange, certains éléments raciaux. Cela ne ferait que troubler l'équilibre. Si les Francs et les Normands étaient les meilleurs guerriers, la race méditerranéenne les dépassait de loin par l'acuité et la rapidité

du raisonnement. Et des vieux paysans autochtones provient cette ténacité inouïe, tant dans la conservation que dans l'accumulation, ténacité qui n'est découragée par aucune perte et qui arrive à réparer les plus grands dommages dans un délai étonnamment court. Ces qualités, de provenances très différentes, forment l'ensemble du caractère français ; ils y maintiennent vivante la tension sans laquelle la vie s'endort et se meurt. Pendant un certain temps l'idée avait gagné beaucoup de Français, et surtout d'étrangers, que la France était devenue « statique » et qu'elle avait perdu les forces de tension. Cette erreur avait sa source dans le fait que la France, en effet, se trouve dans un état d'équilibre que tous les autres pays ont à lui envier. Mais comment peut-on parler de manque de tension ou de dynamisme, quand les tensions sont au contraire si fortes qu'à chaque instant la guerre civile semble menacer, et qu'il faut toujours l'extrême habileté des gouvernants pour éviter qu'elle n'éclate ?

Bien que les Français eux-mêmes se rendent parfaitement compte qu'ils sont un peuple de métis, l'idée qu'on s'est formée en Allemagne de cette sorte de métissage est fausse. Cette erreur a une influence particulièrement funeste sur les relations des deux peuples. Comme toutes ces erreurs, elle a sa cause dans le fait qu'on ne connaît que Paris, et tout au plus quelques grandes villes, et qu'on juge la France d'après leur exemple. En plus de cela, on confond métissage et mélange. Quand je coupe du vin avec de l'eau, j'obtiens une mixtion qu'il m'est impossible de séparer, mais en mélangeant dans un même récipient du froment, de l'orge, du seigle et de l'avoine, j'obtiens un simple mélange. C'est un ensemble de cette nature que forme la population parisienne, et davantage celle de quelques grands ports, comme Marseille. On y trouvera en effet toutes les races humaines et toutes les couleurs de peau ima-

ginables. Mais vouloir en conclure que ce mélange représente le peuple français, c'est là l'erreur. D'ailleurs, comme on peut séparer par des tamis appropriés le blé, le seigle, l'orge et l'avoine, il serait aussi possible de tamiser ainsi la population des grandes villes et d'en séparer les éléments étrangers. On trouverait alors que les nombreux Arabes et Berbères, tout en se sentant « Français » vivent avec leurs semblables à l'écart des vrais Français, sans parler des Chinois, Japonais, Annamites, nègres, etc. L'idée que les troupes coloniales sont les auteurs de nombreux bâtards n'est pas plus fondée. Dans leurs garnisons on voit les soldats de couleur se promener par deux ou trois, sans relations avec les indigènes. Pour leurs besoins naturels il existe des maisons closes. Ils ne laissent guère de souvenirs vivants en France.

Même parmi les Français proprement dits, il se trouve encore en grand nombre des individus qui représente un type de race pure. D'après les lois de Mendel il ne peut en être autrement. On dirait même que les différentes races ont une tendance naturelle à se grouper. Ainsi, la carrière d'officier a depuis toujours attiré les éléments germaniques. Depuis la guerre, l'Alsace fournit de nombreux volontaires pour la marine de guerre. Les grands avocats, par contre, les orateurs, les hommes politiques se recrutent dans les régions au sud de la Loire. Pendant la guerre, il existait une différence nette entre la valeur combattive des régiments des diverses contrées. C'étaient les régiments du Nord et de l'Est, où prévaut le sang germanique, ensuite les Bretons et les troupes alpines, qui durent supporter les plus grandes pertes.

En réalité, ce ne sont que les populations des grandes villes qui se métissent. Les paysans, qui ne vont pas loin pour chercher leur femmes, restent les mêmes. Or, le caractère du peuple français est déterminé par les

paysans, qui non seulement formaient, en 1921, encore 54 % de la population totale, mais qui ne cessent de renouveler la population des villes condamnée, elle, à s'éteindre. Ainsi, on trouvera partout dans les campagnes des hommes appartenant, pour toute une région, à un même type, dont le caractère est très net. En Bourgogne, par exemple, où j'ai parlé dans de nombreuses petites villes, bourgs et villages, les paysans ont une ressemblance frappante avec ceux de l'Unterland wurtembergeois. Une fois, je me trouvais dans la salle de la mairie d'un village, dont le maire est un de mes bons amis, devant la totalité des Anciens Combattants, au nombre de cinquante-deux, tous paysans et vignerons. J'aurais pu leur donner les noms de mes voisins dans la vallée de Weinsberg ; la ressemblance était proprement stupéfiante : les mêmes têtes et aussi la même attitude. En Normandie, on peut se promener pendant des journées, ne rencontrant que des dolichocéphales aux yeux bleus et aux cheveux blonds. Combien d'Allemands savent-ils que blond est un mot français ? Du temps de Luther on disait encore « gelb », jaune. Dans le « Temps » du 27 février 1934, se trouve la description d'un cultivateur des environs de Caen : « un homme de haute taille, aux cheveux roux, à la figure pourpre, dans laquelle brillaient des yeux bleu clair, un Normand authentique ». Qui osera le contester ? Qu'on se donne la peine de constater dans un train d'ouvriers — donc de gens du peuple — dans la banlieue d'une grande ville du sud ou de l'ouest de l'Allemagne, et même de Berlin, la proportion d'hommes blonds aux yeux bleus.

Mais il est vrai que ces Normands blonds sont devenus d'aussi authentiques Français que les autres : cellules de la personne France, qui vit et s'exprime à travers eux. Elle a même choisi parmi eux le plus grand poète dramatique français, le père de la tragédie fran-

çaise, Pierre Corneille. Un Allemand, sans le vouloir, se sent d'abord Saxon, Bavarois, Franc, Souabe et ensuite Allemand ; un Français, au contraire, est avant tout Français et seulement après Normand ou Breton ou Savoyard.

Quand un Allemand fait la connaissance d'un Français blond, sa première réaction est infailliblement : « Mais il n'a pas l'air français du tout ! » A quoi donc s'attendait-il ? Evidemment à un homme au teint bistre, aux cheveux noirs bouclés, petit et vif. C'est l'image que l'Allemand naïf se fait des Français. Mais ce type est plutôt rare en France ; personnellement je n'en connais que très peu de représentants. A regarder de près, les hommes de ce type sont presque toujours des Espagnols ou des Italiens.

Au fond, existe-t-il un type français ? Du métissage de tant de races est-il sorti quelque chose comme une nouvelle race aux signes spécifiques ? Oui et non ! Certainement non quand on ne regarde que le côté biologique. A classer les Français qu'on rencontre à Paris, on se trompe d'ailleurs presque toujours. D'abord, on ne sait jamais si l'on ne se trouve pas en face de gens de provenance étrangère. J'en ai fait l'expérience. J'avais un très bon ami, représentant de commerce, qui était sans restriction ce qu'on appelle un Parisien type : nez important, yeux bruns très vifs, cheveux châtains un peu frisés, et dans le regard ce mélange de bonhomie, de curiosité, de méfiance et d'ironie, qui caractérise le Parisien. Il était toujours bourré de blagues et de facéties. Le dimanche il allait à la chasse. En semaine, il sortait à tour de rôle avec les employées de ses clients, dont il avait constitué une sorte de petit harem, combinant habilement « business and pleasure ». Il était inépuisable en jeux de mots et en gauloiseries ; il pouvait amuser toute une société. Le grand-père de cet homme était venu de Francfort-sur-le-Mein (il

n'était pas juif, mais protestant) ; son père, né d'une mère allemande, avait lui-même épousé une Allemande d'une petite ville de Souabe. Dans ces veines il n'y eut pas une seule goutte de sang français. Une autre fois je fis le voyage de Paris à Francfort. Dans notre compartiment il n'y eut que des Allemands ; seule, une dame sembla faire exception : sa figure était agréable, un peu longue, les cheveux et les yeux bruns : elle était habillé avec un certain goût discret et, dans les yeux, elle avait cette expression de défensive que les Françaises adoptent immédiatement quand le regard d'un homme se pose sur elles. Le train ayant un grand retard, elle me pria de lui chercher, dans mon indicateur, une correspondance. Elle allait dans une petite ville de Lusace passer Noël chez ses parents, petites gens. Depuis quelques années, elle était bonne d'enfants chez des Parisiens apparemment aisés, avec lesquels elle avait fait de grands voyages. Son extérieur ne trahissait en rien la petite provinciale allemande. Je connais le rédacteur en chef d'un journal illustré, que chacun prendrait à première vue pour un journaliste français typique : c'est un Allemand du plus pur sang d'une très vieille famille. Dans un meeting politique, j'ai entendu parler un jour à Paris un jeune militant socialiste, qui s'exprima d'une façon particulièrement lucide. Ma première pensée fut que ce genre de jeunes gens n'est imaginable qu'en France. Personne ne connaissait son nom, il s'était présenté comme porte-parole d'un groupement. Ce n'est que plus tard qu'on apprit qu'il s'appelle Kokoczinski. — On pourrait continuer à l'infini de citer de ces exemples. — Chose curieuse : Allemands, Polonais, Russes semblent adopter le type « français » plus facilement qu'Italiens et Espagnols. Ceux-ci, bien que Latins, conservent leur type à eux plus tenacement, et se débarrassent aussi plus difficilement de leur prononciation un peu dure.

Ceci semble prouver que, s'il n'existe certainement pas de race française dans le domaine de la biologie, il n'en est pas moins vrai qu'on a le droit de parler d'un type français, dont on peut se former une idée assez nette. Mais alors, quand ce ne sont pas des signes raciaux qui le déterminent, à quoi le reconnaît-on ? Il doit pourtant y avoir des signes extérieurs communs à tous pour le caractériser ! Etablir lesquels, voilà qui serait intéressant.

Pendant longtemps cette question m'avait hanté, sans que j'eusse pu trouver une réponse. Le 30 juin 1932, je devais parler à Moulins, ancienne capitale du Bourbonnais, devant une grande assemblée d'anciens combattants, composée d'hommes de toutes les classes, mais où ceux du peuple formaient la grande majorité. Ce fut la première fois qu'un Allemand y vint. Les auditeurs, tout en étant très bienveillants, étaient naturellement curieux de le voir et d'entendre ce qu'il dirait.

L'orateur, devant une grande assemblée, se trouve comme devant une immense mosaïque, formée d'innombrables visages. Si ces visages ont des traits communs, on devrait pouvoir le constater. Et si la masse des auditeurs est formée de membres de toutes les couches du peuple français, les traits communs qu'on y aperçoit doivent être ceux qui caractérisent ce peuple. Est-ce logique ?

En France, il est, de façon générale, plus facile de parler publiquement qu'en Allemagne. L'Allemand n'aime pas à écouter : cela va trop vite. Il lui faudrait des pauses pour réfléchir. C'est pourquoi il préfère lire. Le Français, au contraire, aime à écouter, et, en écoutant, observer. Ce qui est écrit reste pour lui facilement lettre morte. De cela, nous reparlerons. A un orateur qui les intéresse les Français se donnent entièrement. Ils s'accrochent, pour ainsi dire, avec leurs yeux à sa bouche. Le regard de l'orateur plonge

dans des centaines d'yeux fixés sur lui, grands ouverts. C'est très beau.

A Moulins, j'eus soudain le sentiment de me trouver en face d'une seule grande figure, qui était brisée et reflétée en mille petits miroirs. C'étaient tous les mêmes yeux, un peu comme si l'on voyait au microscope les mille facettes de l'œil d'une abeille. Ce fut comme une illumination. Devant mon regard se révéla le visage éternel de la personne France.

Quels sont les signes qui caractérisent ce visage ? Essayons de les déterminer.

Ce sont d'abord les sourcils levés et le front froncé, qui donnent à la figure une expression d'étonnement et de joyeuse attente ;

les yeux grands ouverts, qui témoignent de la volonté d'accueillir et d'apprendre, sans préjugés, sans parti pris ;

le regard vif dans lequel étincellent la joie de vivre, la bienveillance, la raillerie ;

la lippe (« la moue ») et le menton tendu en avant exprimant la volonté de ne pas être dupe.

Ainsi, c'est l'expression d'une **attitude spirituelle**, qui caractérise le visage français, le visage de la personne France, cette attitude particulière par laquelle la France se distingue bien plus fortement d'autres nations, qu'il ne le serait possible par de simples signes raciaux.

Une fois qu'on a reconnu ce visage, on le retrouve partout, chez les blonds et les bruns, hommes simples et cultivés, paysans et citadins, mais c'est certainement dans le menu peuple qu'on le voit le plus franc, le plus naïf, le plus prononcé.

Jamais des Germains n'ont habité le Bourbonnais. Des Gaulois, certes ; nous en avons parlé. Mais d'après le témoignage des écrivains romains, les Gaulois étaient de haute taille, blonds, aux yeux bleus, à la peau

blanche, grands buveurs, grands querelleurs (exactement comme nous nous imaginons nos ancêtres germaniques). Les hommes du Bourbonnais ne ressemblent en rien à cettè image. Ils sont de taille moyenne, aux membres fins mais nerveux, à la figure agréable et régulière, d'expression douce, aux cheveux châtains, souvent un peu frisés, aux yeux clairs et dont la couleur va du brun au gris, avec, souvent, un reflet verdâtre. Ils sont nettement différents aussi bien du type nordique, que du type méditerranéen. Ils ne peuvent être que les descendants directs de la vieille race autochtone, qui, au cours des siècles, a percé les couches qui s'étaient superposées à elle, les a noyées et absorbées. Et le visage de cette race, en tant qu'il est l'expression d'une attitude spirituelle, est devenu le visage français tout court.

Là même, où, comme en Normandie, la race des envahisseurs s'est maintenue, cette expression typiquement française s'est imprimée aux visages germaniques. Voilà la principale raison, pourquoi les Français paraissent tous se ressembler et voilà pourquoi les différences raciales, pourtant grandes entre les divers éléments de la nation française, sont loin de frapper l'observateur autant que le font en Allemagne les différences entre un Saxon et un Bavarois, un Frison et un Souabe.

Quand on sait cela, on comprend aussi pourquoi les Français sont des individualistes si farouches. Ils s'accrochent à cet individualisme, de crainte de devenir trop semblables les uns aux autres.

Pour nous autres, Allemands, l'individualisme trop prononcé constitue un obstacle qui s'oppose à la formation d'une Nation allemande. Afin que cette grande communauté spirituelle qu'est une nation puisse se former, il faut que chacun sacrifie une partie de son individualisme ; il est avant tout nécessaire que ces quelques grandes familles si différentes, les « Stämme », re-

noncent à leur vie particulière pour se fondre dans la Nation. Voilà la raison instinctive pour laquelle l'individualisme est combattu dans l'Allemagne actuelle.

En France, la Nation est formée, le processus est terminé. L'individualisme, même exagéré, présente certainement quelques inconvénients, mais ne constitue pas de danger pour la vie de la nation.

b) L'Influence de la Langue sur la formation du Génie Français

De toutes les forces qui ont formé la nation française, et dont l'influence continue à s'exercer, la langue, sans aucun doute, est la plus puissante et la plus efficace.

Plus un peuple est primitif, plus le rôle de la langue se borne à la simple communication. Ce rôle, la langue française l'a depuis fort longtemps dépassé. Dans son évolution, elle a atteint le niveau où une langue est devenue un organisme indépendant, vivant sa propre vie, où elle est tout autant maîtresse que servante.

C'est une langue **romane**, à n'en pas douter. A regarder de près, elle n'a cependant du latin, comme dit Seignobos, que le **vocabulaire.** Il suffit, en effet, d'écouter à la radio, l'une après l'autre, les différentes langues romanes, pour se rendre compte que le français a un caractère entièrement différent des autres, qu'une oreille peu habituée peut facilement confondre. C'est par sa **tonalité** qu'il en diffère. Or, une langue étant une suite de tons, la tonalité en détermine le caractère. On oublie facilement que le corps vivant d'une langue est fait, non de lettres, mais de sons ; la langue écrite n'en est que l'enregistrement.

Du latin aussi bien que de l'allemand, le français diffère par le fait qu'il n'est pas une langue synthétique, mais analytique, et qu'il est régi par des lois de syntaxes

rigides. Nous en rechercherons plus tard la raison. Il est caractérisé par des phrases courtes et claires, où le sujet, le prédicat et le complément se suivent dans un ordre logique, ceci aussi bien dans la phrase principale que dans les subordonnées. En rendant compte d'un congrès de protestants français, un observateur allemand l'a appelée récemment une langue « austère et impitoyable ». En allemand on a, en effet, toute liberté de commencer une phrase au petit bonheur, en saisissant le manteau flottant de la pensée par un coin ; on peut être à peu près sûr de pouvoir s'emparer à la suite du sujet, du prédicat et de tout ce dont on aura besoin pour la bâtir — peu importe l'ordre consécutif. En français, il faut d'abord avoir rapidement passé en revue la pensée et l'avoir fixée, afin de pouvoir mettre les différents éléments chacun à sa place. Tout Allemand, essayant de prendre part à une discussion en français, éprouve cette difficulté de laquelle les Français ne sont pas conscients. De ce fait, les Français sont soumis à un exercice intellectuel constant, accompli mille fois par jour, un véritable entraînement de l'esprit, et ils subissent l'influence de ce régime d'éducation dès leur prime jeunesse et jusqu'à la mort. Voilà qui suffit pour expliquer pourquoi la part de la langue dans la formation du génie français est si grande.

Dans cette école, l'homme apprend à ordonner et à formuler rapidement ce qui naît dans son esprit et à l'exprimer de façon claire et exacte. Tout le peuple français a été ainsi discipliné. Faut-il s'étonner qu'il soit devenu un peuple à esprit profondément ordonné et hostile à tout ce qui est chaotique ou vague ? L'étranger qui s'efforce de prendre possession de la langue française subit lui-même cette influence ; elle est bien plus forte que celle de toute autre langue.

* * *

L'Allemand s'intéresse avant tout au sens des paroles — peu lui importe la forme. Pourvu que le sens ne souffre pas de doute, la forme peut être négligée. Pourquoi chicaner sur les mots, quand on a compris ce que l'autre veut dire ? Il est impossible au Français de ne pas faire la plus grande attention à l'extrême exactitude de l'expression. Comment prendre au sérieux un homme qui n'arrive pas même à exprimer clairement ce qu'il veut dire ? Allemands et Anglais parlent alors de « sophistique » et de « subtilité » et se désespèrent de la manie française de « couper les cheveux en quatre ». Pour les Français, cependant, cela est naturel ; ils n'ont pas le choix.

Un exemple éclaircira mieux de quoi il s'agit. Un grand journal allemand posa un jour à ses lecteurs une devinette, dont la solution, traduite mot à mot, fut la suivante : « Quiconque veut aller, dans la politique, son propre chemin, doit avoir le courage (muss den Mut haben) de commettre des erreurs. » C'était une sentence prononcée par un homme politique, connu de l'époque. Le sens est clair ; quant à la forme, aucun des milliers de lecteurs qui auront trouvé la solution, n'y aura rien eu à reprendre. Un Français quelque peu cultivé dira sans hésiter : Voyons ! pour commettre des erreurs, il n'est pas besoin de courage, j'en fais bien malgré moi ! Drôles de gens auxquels il faut du courage pour se tromper. Il aurait fallu dire : ...ne doit pas craindre de commettre des erreurs. La différence est fondamentale entre « avoir le courage » et « ne pas craindre ». Les Français ne peuvent glisser là-dessus.

* * *

Le vieux peuple paysan, qui habitait la France depuis l'âge de la pierre polie, n'a eu probablement qu'une langue primitive. Il l'échangea, de la façon la plus naturelle, contre celle des conquérants gaulois. Une langue,

en effet, ne dit jamais rien sur l'origine des hommes. C'est l'évidence même pour les individus isolés ; ce n'est pas moins vrai pour les peuples. Ceux-ci, à l'état primitif, ne sont point attachés à leur langue, qui ne leur sert que d'outil. On abandonne volontiers un outil primitif, contre un autre qui est meilleur. L'histoire connaît des cas où des peuples entiers ont changé de langue. Des particuliers, même en groupes importants d'un peuple, le font couramment. Avant la guerre, les dizaines de milliers de Polonais qui venaient s'établir à Berlin, de Tchèques à Vienne, avaient non seulement hâte d'apprendre l'allemand, mais interdisaient à leurs enfants de parler leur langue maternelle et les envoyaient à l'école allemande pour la leur faire oublier. De leur côté, les émigrés allemands aux Etats-Unis abandonnaient leur langue au bout d'une génération. Les Allemands du Volga, au contraire, l'ont tenacement conservée depuis cent cinquante ans, pour la simple raison qu'elle est supérieure à celle des moujiks russes et des tartares, au milieu desquels ils ont vécu. Il faut regarder ces faits sans sentimentalité. Le culte de la langue maternelle n'apparaît qu'à un degré élevé de l'évolution humaine.

Lorsque les Romains étaient devenus les maîtres de la Gaule, la langue celtique a cédé, pour des raisons analogues, la place à la langue latine.

L'inverse, cependant, se produisit quand des peuplades germaniques conquirent la Gaule et s'y établirent en maîtres : ils adoptèrent la langue du peuple soumis. Là encore, la langue latine, bien que tombée en déchéance, était le meilleur outil : avec son passé millénaire, elle était la gardienne d'un patrimoine immense. Pour les Francs, peuple neuf, parlant une langue peu développée de paysans et de guerriers, le contact avec la langue latine devint l'événement décisif de leur histoire. Tout un monde nouveau se révéla à eux :

le monde des idées abstraites. Leurs forces juvéniles les poussaient à prendre conscience d'eux-mêmes et de ce monde. Ils ont dû en éprouver un sentiment de délivrance, de richesse et de bonheur.

Imaginez un jeune paysan de nos jours, berger, bûcheron, braconnier, à l'esprit vif et éveillé, mais sachant tout juste lire et écrire. Imaginez-le descendant de ses montagnes pour faire son service militaire. Au régiment, il apprend le secret du moteur à explosion, cette petite machine, qui, une fois mise en marche, tourne et tourne sans qu'on voie comment ni pourquoi. Qu'on ne s'imagine pas que ces hommes primitifs n'y comprennent rien ! Par une sorte d'intuition, ils saisissent rapidement l'essentiel des choses techniques, alors que ce sont précisément les hommes cultivés de la vieille génération, qui, avec tout leur savoir, ont le plus grand mal à se faire une idée du fonctionnement d'un moteur à deux temps, sans parler du jeu compliqué des soupapes dans un moteur à quatre temps, ou de la différence de principe entre un moteur à allumage et un moteur Diésel. Le philosophe Hermann Keyserling a une fois avoué que c'est par les explications de son garçon de six ans qu'il a fini par comprendre le système du moteur de son automobile. Car, chose curieuse, les enfants, eux aussi saisissent facilement ces choses ; dans les rues, on les entend parler de traction-avant et de roues indépendantes, et ils savent fort bien de quoi ils devisent. Notre jeune soldat fait donc la découverte d'un monde nouveau, magnifique, aux possibilités illimitées. Jusque-là il avait bien vu des automobiles traverser sa haute vallée, mais c'étaient des énigmes miraculeuses ; à présent il comprend. La connaissance de ce monde, cependant, est subordonnée à une somme de mots qu'il faut savoir, à une technologie déterminée. Et il ne suffit pas de savoir ces mots par cœur, il faut connaître leur secret. C'est tout un grimoire, dont seuls

les initiés peuvent se servir. Les compagnons de sa jeunesse n'y comprendraient rien, et il serait impossible de leur expliquer le sens de ces mots obscurs.

Voilà quelle était à peu près la situation des Francs, quand ils pénétrèrent dans le temple de l'Esprit que la langue latine leur avait ouvert. Les chroniqueurs ont rapporté avec quelle joie Charlemagne a appris le latin, et comme il était fier quand il en sut quelques paroles. Certes, il n'a pas été tendre pour les Saxons, mais il n'en fut pas moins le plus grand homme de son époque. D'ailleurs, durant tout le moyen âge, la seule connaissance du latin conférait aux hommes un rang plus élevé ; tous ceux qui l'ignoraient restaient exclus du règne de l'esprit.

Les Francs, toutefois, ont mis plusieurs siècles pour s'approprier le latin ; l'évolution a été lente. L'histoire des Normands, par contre, fournit la preuve la plus éclatante, comment l'influence d'une langue peut entièrement transformer un peuple, dans un bref délai, comme par un coup de baguette magique. Lorsque, en 911, les Normands se sont établis à l'embouchure de la Seine, ils n'étaient que des pirates sauvages, vivant du pillage des villes et des monastères le long des côtes et des fleuves. Pas plus tard que cent cinquante ans après, quand ils conquirent l'Angleterre, ils étaient devenus un peuple de haute culture et de mœurs civilisées. Ils parlaient le français, et ce qu'il y a de plus curieux : ce peuple de pur sang germanique, en conquérant un nouveau pays, y imposa aux habitants, purs Germains comme eux, leurs proches cousins, la langue française, qui se mélangea avec l'anglo-saxon. Eux, qui, un siècle et demi avant, avaient encore vécu une vie errante, avaient déjà appris à construire de grandes cathédrales en pierres taillées, dans ce style roman qui leur fut propre, et c'est tout juste s'ils ne se risquaient pas à les couvrir de voûtes en pierres, se contentant de fermes

en bois. Au point de vue de l'organisation politique, ils avaient même dépassé les Francs ; leurs ducs s'étaient créé une forte autorité et avaient mis fin aux guerres de clans, condition préalable de toute prospérité. Cet essor de tout un peuple est dû à l'influence d'une langue qui sût affranchir et canaliser ses forces dynamiques, lesquelles, jusque-là, ne s'étaient exercées que pour la destruction.

* * *

Pour les Francs donc, l'adoption de la langue latine, devenue langue romane, avait été le tournant de leur histoire. Peuple vigoureux, jeune, volontaire, ils avaient cependant imprimé leur sceau à cette langue. Ils l'ont dotée des sons nasaux étrangers aux langues romanes; en outre la tendance à laisser tomber les dernières syllabes vient d'eux. Ces deux traits caractérisent jusqu'à nos jours les dialectes francs, restés vivants en Allemagne. (La plupart des Français ignorent qu'une grande partie de l'Allemagne est, en effet, habitée d'authentiques Francs.) Ils ont donné à la langue le timbre spécial, qui différencie le parler français des autres langues romanes. Que c'est bien l'influence franque qui a modifié la langue romane, la preuve en est fournie par ce nom de « Lingua Franca » que les contemporains lui donnèrent.

* * *

Des différentes races dont se compose la nation française, aucune n'a donc pu conserver sa langue naturelle ; seul le basque et le breton survivent sur des territoires restreints et exclusivement pour l'usage interne. Toutes se servent d'une langue qu'ils ont apprise. Ce fait est d'importance cardinale, pour comprendre et le génie de la langue française et l'influence qu'elle a eue sur la formation de l'esprit français.

Toute langue naturelle obéit à des lois innées, mais que les hommes observent avant de les connaître. Même après avoir été fixées, ces lois restent, pour la plupart, flottantes, soumises à des modifications fréquentes, à une évolution rapide. L'usage que les hommes en font est souvent arbitraire. Parler une langue naturelle est une création continue. Le but est de communiquer une pensée, la forme est secondaire. Chacun, avec les éléments que la langue lui offre, compose et décompose des mots, selon ses besoins. Ainsi est faite la langue allemande.

Cependant, aussitôt qu'on se sert d'une langue qu'on a apprise, c'est la forme qui prend toute son importance. A défaut de lois innées, vivant dans le subconscient, il faut se conformer à des règles ; ces règles, il faut les savoir. Il faut en plus que ces règles soient rigides, qu'elles soient soigneusement fixées avec les exceptions admises, et que le tout soit réuni dans une grammaire, où chacun peut prendre conseil quand naissent des doutes. Dans toute langue apprise, la grammaire, ensuite le recueil de mots, le dictionnaire, prennent la place du sentiment naturel, qui, dans les langues naturelles, sert seul de guide et d'arbitre. Tel est le cas de la langue française.

Une langue « apprise » tomberait rapidement en décadence si l'on se laissait aller à l'arbitraire. On comprend, dès lors, le rôle immense que joue la grammaire en France, et la sévérité implacable, la colère même, avec lesquelles les gardiens du temple poursuivent toute licence. La langue française mourrait si elle cessait d'être « austère et impitoyable ».

« Méfiez-vous de votre prétendu sentiment naturel ! » ne cesse-t-on de prêcher, « il vous trompe. Ce qu'ont dit Bossuet, Racine, Corneille, Molière, Voltaire doit nous servir de modèle. A leur époque, les sources de la langue jaillissaient encore plus pures : ils ont donné à

notre langue sa forme définitive ». Cela explique aussi la lutte désespérée contre les néologismes que le développement de la technique rend inévitables, et pour lesquels le français est obligé d'avoir continuellement recours à la langue grecque, dont l'esprit est cependant contraire au sien.

Il est évident que, dans ces conditions, une langue **ne peut être synthétique** ; elle doit se borner à être **analytique.** Elle y perd en **richesse** ; elle est même forcée de faire de nombreux emprunts aux langues classiques, qui, elles, étaient synthétiques ; mais elle gagne en **clarté.**

Toutes les règles sont fixées en paroles claires, et des gardiens spécialement appointés ne cessent de surveiller l'usage, de combattre les abus et de fournir d'amples commentaires.

Notre langue allemande, langue naturelle, est comme un pré en fleurs. Son tapis gai et multicolore est composé d'herbes hautes et basses, splendides et modestes, grasses et maigres. Et comme chaque plante tire du sol commun tout ce qu'elle peut, de même chaque Allemand tire de sa langue ce que ses facultés lui permettent. Or, dans le degré de ces facultés, il existe des différences énormes. On connaît la difficulté qu'ont les gens simples, en Allemagne, de prononcer une phrase lisse, bien bâtie, bien ajustée. Ce n'est pas par défaut d'intelligence, mais parce que leur langue maternelle ne leur impose pas cet effort continu de prendre possession d'elle comme la langue française l'exige des Français. Voilà pourquoi les Allemands ont tant d'admiration pour celui qui parle bien, qui réussit à donner une expression à leurs sentiments et à leurs pensées : une bonne partie du succès d'Hitler s'explique de cette façon. Se servir en maître d'une langue naturelle suppose un génie créateur.

La langue française, au contraire, peut être comparée à un immense miroir suspendu au-dessus du monde des phénomènes, miroir bien poli et brillant, qui éclaire et reflète en même temps ce monde, permettant de le connaître d'abord, puis de le nommer, de l'ordonner, de le dominer. Posséder la langue française est avant tout une question de mémoire, pour les Français non moins que pour les étrangers.

Dans une ville de province, un petit bourgeois hébergeant des étudiants allemands m'exprima un jour son étonnement du vocabulaire que ces jeunes gens apportaient. « Ils savent des mots, me dit-il, que beaucoup de Français ignorent. » A première vue, cette façon de mesurer la culture à l'étendue du vocabulaire me parut primitive. Plus tard, j'ai vu que c'est la mesure généralement adoptée : posséder le vocabulaire. La langue étant la somme de toutes les connaissances, l'homme le plus cultivé est celui qui la possède de la façon la plus parfaite. Exactement comme il fut au moyen- âge pour le latin.

* * *

Cette différence fondamentale, entre les langues française et allemande, ne peut être comprise sans quelques exemples.

Tout Allemand sait ce qu'est un « Sturzacker », un champ fraîchement retourné ; le mot allemand s'explique par lui-même. En français, le mot correspondant « guéret » ne laisse en rien deviner son sens ; il faut l'avoir appris. Nombreux sont les citadins qui l'ignorent et s'arrangent tant bien que mal pour nommer la chose. « Unterholz, Destillierapparat, Schulterblatt, Speiseröhre, Brotbeutel », autant de mots qui n'ont besoin d'aucune explication, que l'homme le moins cultivé comprend de prime abord, et que, d'ailleurs, chacun peut créer chaque jour pour son usage.

Il faut, au contraire, savoir les mots français correspondants « hallier, alambic, omoplate, œsophage, musette ». Ces exemples, on pourrait les centupler.

Quel est l'Allemand connaissant les règles de sa grammaire ? Celles, par exemple, de la déclination tantôt forte, tantôt faible des adjectifs ? Et la modification de la voyelle radicale ? Comme pluriel de Hammer, Nagel, Kragen, Wagen, faut-il dire, oui ou non, Hämmer, Nägel, Krägen, Wägen ? Quel est l'arbitre qui en décidera ? L'usage en diffère entre deux villes voisines. Les règles, s'il y en a, l'Allemand, même cultivé, les observe avec plus ou moins de justesse ou d'arbitraire, sans toutefois pouvoir s'en rendre compte, à moins qu'il ne soit professeur d'allemand. Le Français, lui, a besoin d'apprendre toutes les règles de sa grammaire, avec tous leurs pièges et leurs chicanes. Une fois apprises, elles descendent dans le subconscient pour exercer de là leur contrôle.

On ne peut imaginer un Français sans un dictionnaire de sa propre langue, où il peut, à chaque instant, regarder ce que signifie, au fond, tel ou tel mot ; son sentiment naturel ne saurait lui répondre. Il ne s'agit point d'encyclopédie, mais bien de dictionnaire. Il en existe de grands et de petits ; le plus répandu est le petit Larousse. On y trouve expliqué « marcher » : changer de place en déplaçant ses pieds l'un après l'autre. La « paix » est décrite comme l'état d'un pays qui n'est pas en guerre — définition qui a servi à d'innombrables orateurs pacifistes comme introduction de discours. S'il peut y avoir des doutes, les explications sont accompagnées d'illustrations naïves. Au mot « fléau », par exemple, tout un dessin représente les « fléaux » de la nature : incendie, tremblement de terre, inondation, etc. Dans « La Possession du Monde », livre écrit pendant la guerre, Georges Duhamel s'excuse de n'avoir qu'un « petit » dictionnaire avec lui. Voit-on

un soldat allemand avec un dictionnaire allemand dans son havresac ? Jusqu'aux temps les plus récents il n'en a même pas existé ! Le « Duden » donne l'orthographe, Wasserzieher dans « Woher » donne l'éthymologie, le petit « Brockhaus » et « Knaur » sont des encyclopédies n'expliquant pas de mots allemands.

Que les Français ne peuvent se passer d'un dictionnaire, la raison en est manifestement que pour eux, dans leur langue maternelle, une bonne partie des mots représentent exactement ce que sont, en allemand, les « Fremdwörter », les mots étrangers. Un mot aussi simple que « Tiefenmessung » ne peut être rendu en français que par une transcription ; pour l'éviter, on dit « bathymétrie », terme emprunté au grec, restant incompréhensible à l'homme de la rue. Des éléments de sa langue, l'Allemand se crée à chaque instant les mots dont il a besoin, peu importe si ces mots existent déjà ou non. Il a surtout une liberté quasi illimitée de se servir de préfixes. Avec « zer- » et « zusammen- » dont le premier désigne la désagrégation, le second l'assemblage, on forme d'innombrables mots, dont la plupart doivent être rendus en français par une phrase.

* * *

L'ACADÉMIE FRANÇAISE, au nom solennel, rêve de tous les jeunes poètes, de tous les écrivains, orateurs, savants, généraux, hommes d'Etat, princes de l'Eglise, n'est nullement une académie de science linguistique, ou des lettres, comme on tend à le croire en Allemagne : elle n'a qu'une tâche, une seule, nettement délimitée : veiller sur la pureté de la langue française. Elle a été fondée en 1635 par Richelieu, avec cette mission expresse : de fixer l'usage de la langue française et d'en faire un outil toujours plus parfait pour les arts et pour les sciences. C'est donc par un effort conscient, effort de la raison, que le français a atteint au dix-

huitième siècle le niveau qui lui a donné le premier rang parmi les langues européennes. Que le Grand Frédéric le préférât à sa langue maternelle n'était pas une faiblesse de sa part, mais avait pour raison qu'il répondait à son développement intellectuel. Jusqu'à nos jours, les diplomates ne peuvent se passer de la langue française, parce qu'elle permet de fixer, mieux que d'autres langues, des choses difficiles, en termes clairs et sans équivoque.

Depuis 1694, les quarante Immortels travaillent au Grand Dictionnaire que l'Académie édite. Lentement et patiemment, ils accomplissent l'œuvre immense. Ayant terminé le Z, ils recommencent, après quelque temps, par l'A. Réviser l'Alphabet une seule fois est un travail de bien des années ; chaque lettre exige des mois. Pour le troisième centenaire de l'Académie, la huitième édition a été terminée.

Il est émouvant de regarder ce tableau : l'élite spirituelle de la nation, poètes, écrivains, ministres, maréchaux, archevêques, historiens, physiciens réunis et arrivés à la lettre P, se penchant consciencieusement sur le mot « pincette » pour décider si l'on doit le conserver dans la composition de « baiser à la pincette » ou s'il a disparu de l'usage. Ils le rejettent. Un peu plus loin, ils admettent « piqué » dans le nouveau sens de « un peu fou ». Ainsi ils continuent durant des heures. Cela n'est concevable qu'en France.

Le public se passionne pour les discussions sur la grammaire, et sur l'usage linguistique. Les journaux en donnent des comptes rendus détaillés. Célèbre est la « Défense de la Langue Française » paraissant chaque mercredi dans le « Temps » et où l'académicien Abel Hermant, sous le pseudonyme de Lancelot, se querelle de la façon la plus amusante avec sa clientèle qui lui

pose des questions subtiles, lui tend des pièges et conteste ses décisions. Comme autorité suprême, il a toujours, non pas le sentiment naturel, mais la rangée des grands Dictionnaires où l'on peut trouver tous les usages que les auteurs classiques ont, depuis cinq siècles, fait de tel ou tel mot.

* * *

Rien, cependant, ne serait aussi faux que de croire que le français est devenu une langue morte. Il est, au contraire, bien vivant, un organisme arrivé à un degré d'évolution qui lui permet de vivre, en toute indépendance, sa propre vie à lui, selon les lois qu'il s'est données lui-même.

Dans l'histoire de cette évolution, le grand travail créateur avait été fait au moyen âge. Ensuite, le quinzième et le seizième siècles ont préparé cette éclosion merveilleuse, qui se produisit au dix-septième siècle, siècle des quatre-vingt-un poètes, et où la langue atteignit l'âge de la maturité. Comme un miracle s'épanouit une nouvelle littérature de richesse inouie, dépassant de loin tout ce qui avait existé avant. Des chefs-d'œuvre naquirent dans tous les domaines des lettres, des arts, des sciences. La somme du savoir humain fut fixée, et la langue prit sa forme définitive. Les douzième et treizième siècles avaient connu un épanouissement semblable dans l'architecture.

Il est inexact de croire que le siècle dit « de Louis XIV » fut grand par les victoires du Roi-Soleil. Quand le roi mourut, le pays était ruiné et les malédictions du peuple suivaient son cercueil. Ce siècle fut vraiment grand par les hommes qu'il a produits. C'est la personne France qui se manifesta dans tant de génies et de talents. Arrivée au sommet de son évolution, elle prit conscience d'elle-même et, après s'être comprise, se tourna vers le monde extérieur, incarnant ses forces

spirituelles en de nombreux individus qui lui servirent à la fois d'outils et de porte-paroles.

* * *

Quand on a compris l'esprit de la langue française, et qu'on s'en est laissé pénétrer, on l'aperçoit flottant au-dessus du pays entier, l'éclairant de ses rayons, l'animant de son haleine, enveloppant tout de son aura. Nous avons comparé, dans un chapitre précédent, la France à un immense champ magnétique, créé par le penser intense, ininterrompu et multiple d'un très grand nombre d'individus, tous indépendants les uns des autres, mais arrivant, par la force de la logique, aux mêmes conclusions. La langue peut être comprise comme une atmosphère qu'on respire aussitôt la frontière passée. Si, à la douane, on hésite et balbutie encore, une fois dans le pays on ne reprend pas seulement possession de tout ce qu'on avait oublié (ce qui serait un vulgaire phénomène psychologique faisant remonter à la surface ce qui, faute d'usage, avait été refoulé), mais on recommence à comprendre par intuition : les forces vivantes de la langue communient directement avec l'âme sans l'intermédiaire du raisonnement.

Autre fait que tout étranger aura observé : on parle bien plus facilement en présence de Français qui sont maîtres de leur langue. Devant tel homme, je possède mieux la langue française que devant tel autre. C'est un fait. Ces hommes rayonnent autour d'eux des forces, qui, par induction, évoquent des courants semblables.

* * *

La langue française porte celui qui la possède. Beaucoup d'orateurs français se laissent ainsi porter par leur langue. Une fois, j'eus l'occasion d'observer de près un des orateurs les plus brillants : Paul Boncour. Son dis-

cours, nul doute, avait été soigneusement préparé ; mais peu à peu l'orateur se dégageait de son texte. On voyait comme la langue commençait à le porter, comme les mots affluaient vers lui : finalement il n'était plus que l'interprète de ces mots, qui, à travers lui, exprimaient une idée. A ce moment, le contact le plus complet était établi entre lui et ses auditeurs : ils étaient unis dans une même pensée. Des hommes qui doivent souvent prendre la parole m'ont avoué qu'il leur faut une certaine discipline pour résister à la tentation de se laisser emporter par l'élan de la langue et pour ne pas dire des choses qu'il n'était pas dans leur intention de prononcer. Même un étranger, parlant devant un public français, peut faire, dans de modestes proportions, des expériences analogues. A un moment donné, surtout s'il est écouté, il s'apercevra qu'il a moins de difficultés de s'exprimer. Les mots viennent au-devant de lui ; il n'a qu'à les saisir. La langue se donne à lui ; pour un temps, il la possédera à un degré dépassant ses connaissances réelles.

La langue française vit sa propre vie. Ceux qui la parlent ne la créent pas ; elle ne dépend pas d'eux, mais elle veut bien mettre ses richesses à leur disposition : ils lui en doivent de la reconnaissance. Elle est pétrie, travaillée, sculptée, ciselée mieux qu'aucune autre langue. Les meilleurs, les plus fins esprits de la nation sont ses chambellans depuis trois siècles. Comment ce travail n'aurait-il pas porté ses fruits ?

Alors que le Dictionnaire de l'Académie vient d'être révisé pour la huitième fois, le Grand Dictionnaire Allemand des frères Grimm, commencé il y a cent ans, est loin d'être terminé.

La langue allemande est comme une mine inépuisable, de laquelle on ne cesse d'extraire du minérai d'or et d'argent, sans toutefois le fondre au fourneau, sans obtenir le métal pur. A côté d'elle, la langue française



apparaît comme un immense trésor, où l'or et l'argent, monnayés en de belles pièces luisantes, transformés en bijoux et objets d'art, sont soigneusement ordonnés, bien gardés et avantageusement présentés aux hommes.

* * *

On ne peut passer sous silence le fait que la langue française, tout en étant hostile aux expressions grossières, est néanmoins beaucoup moins prude que d'autres langues. En France, on peut appeler bien des choses par leur vrai nom, choses que dans d'autres langues il faut avoir soin de dissimuler. Comme disait Boileau : « J'appelle un chat un chat et Rolet un fripon. » Deux mots notamment, intégrés à l'allemand classique par Goethe, mais remplacés dans les textes par des . . . . ., le premier dans la fameuse salutation de Götz von Berlichingen, le second dans un poème sur Napoléon, sont restés en France d'un usage très courant, sinon à Paris, tout au moins en province. Personne, bien entendu, ne s'en servira dans un salon ! Dans les composés, leur emploi est parfaitement correct : on dit cul-de-sac, cul-de-jatte, cul-de-four. Il y a quarante ans, les dames allemandes les plus distinguées parlaient d'un « cul-de-Paris » indispensable à leur toilette ; elles auraient rougi à en apprendre la signification littérale. Chez de bons écrivains on peut lire : un pardessus « rase-pet », un veston « pet-en-l'air ». Une pâtisserie s'appelle « pet-de-nonne ». Chacun sait ce qu'est un pétard. « Aujourd'hui ça pète » dit, dans la soirée du six février, le garde-mobile à la dame qui se vit coincée dans la foule. Du vieux Clemenceau, on raconte qu'un jour, il avait dit, en parlant de son chef de cabinet, contre lequel l'opinion publique était particulièrement montée parce qu'elle le rendait responsable des mesures rigoureuses prises pendant la guerre : « C'est moi qui pète et c'est lui qui pue. » Dans une

compagnie joyeuse, on traite les choses naturelles, même en présence de dames, avec une franchise et une verdeur qui sont tout à fait rafraîchissantes. Naturalia non sunt turpia. Tout cela est bien français.

* * *

Si la langue française, comme nous l'avons dit, est un organisme vivant, elle doit continuer d'évoluer et ceci dans une certaine direction. Est-il possible de constater dans laquelle ?

Les Français eux-mêmes disent que plus une langue est évoluée plus elle est apte à exprimer des idées générales. Les langues naturelles, en effet, ne réussissent pas à faire ressortir ce qu'il y a de commun dans la multitude des phénomènes. Elles en sont réduites à créer, pour chaque cas, un mot, une forme spéciale. La langue basque, une des plus vieilles, restée à un état primitif, est en même temps une des plus riches en formes ; elle a besoin de plus d'une douzaine de cas de déclinaison. Il n'en est pas autrement de la langue finlandaise, archivieille elle aussi.

Les idées générales sont pour la plupart des idées abstraites. Ici, nous constaterons que l'humanité tout entière se sert, pour nommer un grand nombre de concepts abstraits de mots qu'elle a empruntés au trésor de la langue française : nation, socialisme, commune, pacifisme, organisation, révolution, discipline, avec tous leurs dérivés.

En dehors des noms désignant des abstractions, il y a une autre catégorie de noms généraux, ceux qui sont des dénominateurs communs pour une multitude de faits ou d'actions. La langue française en est particulièrement riche. Bornons-nous à citer le mot « monter » avec toutes ses significations variées, pour lesquelles la langue allemande a chaque fois besoin d'une expression spéciale qu'il ne faut pas confondre avec une

autre. Ce genre de mots ne précise pas, mais ne fait qu'indiquer. C'est très commode, la seule chose qui soit commode dans cette langue « austère et impitoyable ». Des gens paresseux poussent la commodité jusqu'à désigner les objets les plus variés dont le nom leur échappe par « machin » ou « truc ».

La tendance nette de la langue française est donc de simplifier, de remplir sa tâche avec toujours moins d'effort. C'est cette tendance vers la rationalisation que nous constatons dans tous les domaines de la vie française. Elle mène les Français à parler de plus en plus par allusion et à laisser deviner. Les membres de la communauté nationale se comprennent, tels de vieux ménages, si bien qu'ils n'ont plus besoin, pour la vie de tous les jours, de grandes explications. Dans la même direction va la tendance de raccourcir, surtout caractéristique pour le parler parisien.

Les livres d'école, et même la grammaire de l'Académie, s'efforcent à maintenir la fiction que les mots français portent l'accent tonique sur la dernière syllabe. Pour se convaincre du contraire, il suffit d'écouter une station française de T.S.F., pendant les « Dernières nouvelles », données dans le langage courant. On s'apercevra vite que cet accent se pose au moins autant de fois sur la première syllabe que sur la dernière : ont dit couramment jóurnal, póliticien, boúlanger, boúcher, ávenue. En réalité, l'accent est flottant et on le met sur la dernière syllabe quand on veut donner de l'appui à un mot. Plus d'une fois j'ai fait l'observation qu'un orateur, après avoir parlé comme tout le monde parle, finissait par reporter, dans sa péroraison emphatique, l'accent sur les dernières syllabes. L'image acoustique de la langue s'en trouve profondément altérée. Dans le parler courant toutefois, ce ne sont pas les mots isolés qui portent l'accent, mais celui-ci est posé sur une seule syllabe de la phrase ou d'une partie de la phrase,

syllabe que le parleur est, dans une vaste mesure, libre de choisir. Or, on constate, à la suite de cette habitude, qu'aussitôt qu'il s'agit de phrases typiques, et dont la composition ne varie pas, toutes les paroles finissent par se fondre dans une suite ininterrompue de tons, laquelle, par l'usage, se réduit à une sorte de « sigle ». Ainsi dans l'autobus quand le contrôleur invite les passagers à payer, voulant dire : Passons les prix des places, s'il vous plaît, se borne à prononcer : Assioupé, et en revenant il dira : Ervi ? au lieu de : Tout le monde est-il servi ? — Puisque tout le monde sait ce qu'il veut dire, à quoi bon trop d'effort ? — Les marchands des quatre-saisons, les vitriers, rempailleurs de chaises, marchands d'habits, de bouteilles, etc., ont ainsi leur « sigle » dont ils se servent et auquel on les reconnaît sans comprendre les mots. On sait bien que celui-ci est tel marchand de poissons borgne, celui-là tel chiffonnier. Dans une matinée, cinq ou six marchands d'habits passent dans le quartier, chacun annoncé par une suite de tons particuliers à lui et qu'il ne cesse de psalmodier.

On est donc, en France, très souvent réduit à deviner, faute de pouvoir comprendre. Cela est encore compliqué par le grand nombre d'homonymes. Dans ces conditions il devient difficile de suivre la conversation de tierces personnes, quand on en ignore l'objet.

Ainsi la langue française a une tendance nette à se rétrécir a une sorte de sténographie linguistique, simplifiée par de nombreux sigles. Il est d'usage courant de laisser tomber, des mots composés, le nom, et de ne garder que l'attribut. Le Métro écrit officiellement : République, Saint-Lazare, Bonne-Nouvelle au lieu de Place de la République, Gare Saint-Lazare, Boulevard de Bonne-Nouvelle (ce qui est déjà une abréviation, puisqu'il faudrait dire Boulevard Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle). Pour des raisons inconnues, on dit encore Pont Marie et Porte Champerret, etc.

Cette tendance vers la simplification n'est pas restreinte à la langue française. La langue chinoise par exemple a fini par s'user, au cours de nombreux siècles, de telle façon qu'il n'en subsiste qu'une suite de racines monosyllabiques, sans déclinaison, sans conjugaison, sans terminaison, sans grammaire, racines dont beaucoup sont homonymes, de sorte qu'il a fallu avoir recours à quatre différentes intonations pour les distinguer. (La langue chinoise est une langue chantée, comme d'ailleurs le français, et, en Allemagne, le dialecte de Leipzig.) En chinois, seule la syntaxe permet de deviner les relations des racines entre elles ; comme en français, elle est très rigide.

La ressemblance entre la France et la Chine ne se borne pas à cela. Dans les deux pays, nous trouvons une population paysanne autochtone, y habitant depuis des millénaires, population profondément enracinée dans le sol, de très forte vitalité, extrêmement tenace dans la conservation. Dans les deux pays, le passé reste vivant pendant très longtemps, alors que tout autour il s'est depuis longtemps décomposé. Et tous les deux ont dû subir au cours de leur histoire de nombreuses invasions.

Les tendances que nous avons signalées ne se font cependant jour que dans le parler courant, seule forme vivante d'une langue. Evidemment la langue littéraire devra un jour s'accommoder de ces modifications, mais elle ne suivra sans doute l'évolution qu'à grande distance.

* * *

Le caractère spécial de la langue française a pour conséquence inévitable que la poésie, elle aussi, a un caractère nettement différent de la poésie allemande.

En français, il n'existe pas de mot équivalent au mot allemand « dichten ». Il faut dire « faire des vers ».

La langue incite à faire des vers. Elle abonde de rimes, toutes les terminaisons de la conjugaison pouvant servir comme telles, alors qu'en allemand on ne peut rimer que les syllabes radicales portant l'accent. En français, l'accent tonique peut être entièrement négligé. On compte tout simplement les syllabes, et un E muet a la même valeur que toute autre voyelle ; il peut même porter le ton. Dans ces conditions, un homme cultivé, possédant la langue, doit pouvoir faire des vers ; c'est une chose qu'on peut apprendre. De nombreux écrivains commencent leur carrière littéraire en publiant un petit volume de vers soigneusement ciselés, document de leur maîtrise de la langue, et de nombreux particuliers en font autant.

Rien, cependant, ne serait plus faux que de croire que la poésie française n'est que de la versification. On fait, du reste, une distinction nette entre poètes et versificateurs. Aux vrais poètes, touchés par la grâce du génie, la langue française permet de donner à leurs visions et à leurs sentiments une expression et une forme parfaites.

Pénétrer dans la beauté de la poésie d'une langue étrangère est chose extrêmement difficile, sinon impossible ; les hommes qui prétendent en être capables, presque toujours se leurrent. Souvent, c'est la haute volée des idées qui les enchante. Mais ce n'est pas la sublimité de pensées ou de sentiments qui fait l'essence même de toute poésie : c'est leur musicalité. C'est le son, qui, pareil en cela au parfum, évoque comme d'un coup de baguette magique toute une situation, tout un paysage — terrestre, ou divin, ou spirituel — et qui soulève la marée des sentiments et des passions. La langue, ne l'oublions jamais, est une suite de sons ; les meilleures poésies restent mortes, tant qu'elles ne sont

qu'imprimées, elles ne deviennent vivantes que quand le son leur donne un corps. Mörike, le poète allemand lyrique, qui a approché le plus près du sommet de la perfection, est inconnu même des germanistes français, parce qu'il est proprement impossible de donner à un étranger la sensation de beauté visionnaire de poésies comme « Um Mitternacht » (A minuit) ou « Gesang zu zweien in der Nacht » (Chant à deux dans la nuit), ou bien encore le sonnet « An die Geliebte » (A la bien-aimée), qui est la plus merveilleuse chanson d'amour de langue allemande.

Ce serait encore une erreur que de penser que la poésie française est surtout rationnaliste, une poésie d'idées sublimes, comme on est tenté de le croire dans un pays où la raison domine tout. La langue française, avec sa faculté de laisser deviner, est faite comme pas une pour exprimer les choses indicibles, les sentiments trop délicats pour supporter le poids de mots, les idées encore insaisissables ; elle est la langue pour évoquer des visions.

Pour un Allemand, il est particulièrement difficile de goûter la beauté de la poésie française, précisément à cause de cette métrique entièrement différente de la sienne, et, disons-le, artificielle. Qu'elle est artificielle, le peuple, en France, en a lui-même le sentiment ; dans ses chansons, il en fait bon marché et applique une métrique naturelle pareille à celle de notre langue. Les E muets y sont tout simplement supprimés. Les premiers vers de la Marseillaise permettent de se faire une idée de la différence entre les deux métriques :

Allóns, enfánts de lá patríe	(métrique naturelle)
Le jóur de gloíre est árrivé	(id. id.)
Contré nous dé la tyrannié	(id. artificielle)
L'éténdard sánglant ést levé	(id. mixte)

Mais la musique a complètement négligé la métrique artificielle et pose les accents selon la métrique naturelle :

Contre nous de la tyrannie

L'étendard sanglant est levé

Ce qui est terrible à lire pour un Allemand — une vraie torture — ce sont les fables de La Fontaine. Victor Hugo se lit facilement ; ses poésies sont bien faites pour laisser entrevoir la beauté des vers français.

Evidemment c'est un jugement qui manque d'objectivité. Des vers ne révèleront toute leur beauté que quand ils sont récités. Il faut les entendre sonner dans la bouche d'un interprète qui sait leur donner corps et âme.

Le caractère spécial de la poésie française a pour conséquence que la langue du théâtre — les pièces classiques étant pour la plupart écrites en vers — diffère entièrement du langage courant. C'est une langue d'une tonalité tout autre. A un étranger, il faut longtemps pour la comprendre.

* * *

Toute langue vivante étant une suite de sons, et non de lettres, nous devons constater dans la langue française trois formes distinctes sous lesquelles elle apparaît : le langage courant ; le langage emphatique qui met les accents sur les dernières syllabes et scande les mots ; la langue du théâtre. Ce sont trois « corps » acoustiques dans lesquels son esprit, selon les besoins, s'incorpore. Nous ne parlons ici que de la langue soignée et faisons abstraction des argots et dialectes.

* * *

Tâchons, pour conclure, de résumer en quelques phrases comment s'explique l'influence extraordinaire que la langue française a pu exercer dans le passé et continue d'exercer dans le présent sur la formation du génie français :

1° La nécessité de se conformer à une syntaxe rigide force de passer rapidement en revue la pensée qu'on veut exprimer et à l'ordonner. La clarté de l'expression en est grandement favorisée.

2° L'impossibilité d'avoir, à chaque instant, recours à la création de mots composés oblige à posséder un grand vocabulaire. Elle accentue la tendance de parler en abréviations et par allusions, d'indiquer seulement, de laisser deviner.

3° La nécessité de deviner aiguise l'esprit et tient l'imagination éveillée.

* * *

Comprendre le génie français, sans avoir été initié au mystère de la langue française, est chose impossible. Il ne suffit point de la savoir parler à peu près : il faut avoir pénétré dans son temple.

Voilà la grande, la principale raison pourquoi les Français sont si souvent méconnus à l'étranger. Français et Allemands notamment, en causant des mêmes objets, partent de données différentes et visent des buts différents. En parlant, ils regardent chacun dans une autre direction. Faut-il s'étonner qu'ils ont tant de mal à se comprendre et à s'entendre ? Il est tragique de voir comme la meilleure volonté de part et d'autre n'engendre, en fin de compte, que des malentendus toujours nouveaux, souvent si lourds de conséquences.

Les Français, eux, sont incapables de se donner sans réserve et de dire tout ce qu'ils ont sur le cœur, quand ils doivent craindre que l'autre ne comprenne pas toutes les nuances. Ils préfèrent alors rester dans les

termes généraux et s'en tenir aux belles phrases bien sonnantes, contre lesquelles les Allemands ont une si vive aversion.

Ce n'est que quand on aura réussi à délivrer les Français de cette crainte d'être mal compris, qu'ils dévoileront leur pensée intime, et qu'on connaîtra les réserves cachées au fond de leurs cœurs.

c) Le Rôle de l'Histoire

Après la langue, c'est l'histoire qui a exercé la plus forte influence sur la formation du génie français.

Il ne saurait être question dans ce livre de compiler, de divers auteurs, un abrégé d'Histoire Française à l'usage des Allemands. Ce qui nous intéresse, c'est exclusivement de montrer la part que les événements historiques ont eue dans la formation de la personne France.

Ce sont trois grandes époques qui ont donné à la France son visage :

La libération des communes au douzième siècle ;

L'éclosion de la langue au dix-septième siècle ;

La grande Révolution à la fin du dix-huitième siècle. C'est d'elles que nous nous occuperons.

Entre les histoires française et allemande, il existe une différence fondamentale : En Allemagne, la marche des événements n'a cessé d'entraver, de façon tragique, l'union des grandes « tribus » en une seule nation, alors qu'en France elle a non seulement favorisé la formation d'une nation, mais elle n'a cessé d'exercer une véritable pression vers ce but.

Après la défaite complète que l'Empereur Othon le Grand eut infligée en 955 aux Magyars sur les Champs du Lech, la sécurité de l'Empire ne fut plus compromise durant des siècles. Jamais l'existence de l'Empire, ni la dignité impériale, n'ont été en danger. Dans les luttes intérieures, il s'agissait de savoir qui serait empereur.

Quand la paix régnait à l'intérieur, les empereurs pouvaient donner libre cours à leurs instincts héroïques et porter, tels les vieux ducs germaniques, la guerre à l'extérieur. Durant des siècles, ils eurent maille à partir avec les papes. A l'est, ils conquirent de vastes terrains, dont les populations slaves furent christianisées et germanisées. Il est vrai, qu'à l'ouest ils perdirent certains pays de l'héritage lotharingien : la vallée du Rhône, la Franche-Comté, la Provence ; mais, en réalité, ces pays étaient géographiquement situés en dehors de l'Allemagne et habités par des gens parlant le français ou la langue d'oc ; la puissance de l'Empereur n'y avait jamais été que nominale.

Les guerres sur le sol allemand ne mettaient donc jamais en danger l'existence même de l'Empire. C'étaient des querelles de succession, d'héritage, plus tard de liberté religieuse, enfin d'hégémonie à l'intérieur. Si des étrangers y prirent part, ce fut en qualité d'alliés de princes ou de villes allemands. Quiconque voulut régler un compte avec l'Empereur, brigua le soutien du Roi de France. Les rois agrandissant patiemment leur domaine, élargissant leur influence, saisirent avec plaisir les occasions qu'on leur offrit du côté allemand même de diminuer la puissance de l'Empereur. Si la Réforme protestante n'a pas succombé dans sa lutte avec les Habsbourg catholiques, c'est grâce à l'aide française. C'est Richelieu qui finança la campagne de Gustave-Adolphe, grand sauveur du protestantisme. Le Grand Electeur favorisa l'acquisition de l'Alsace par Louis XIV pour affaiblir l'Empereur. Pour la même raison, Frédéric-le-Grand était favorable à la frontière du Rhin. Ce qui importait aux princes allemands, c'était exclusivement l'intérêt de leur dynastie. A cette époque, les points de vue « nationaux » n'existaient pas encore ; aussi devrait-on se garder de voir aujourd'hui ces événements sous un jour « national ».

En France, tout s'est passé inversement. Pays fertile, à population dense, riche par conséquent, la France avait toujours attiré les conquérants étrangers. Gaulois, Romains, Germains l'avaient envahie successivement et s'y étaient établis en maîtres. Par un grand effort, les Francs de leur côté réussirent à repousser les Sarrasins, mais, après Charlemagne, leur puissance décrût rapidement. Un nouveau peuple germanique, les Normands, frappait impétueusement à la porte. Charles-le-Gros avait encore réussi à s'en défendre en payant une forte rançon et en leur permettant de piller la riche Bourgogne. En 911, Charles-le-Simple dut leur céder une partie importante de son pays, où ils s'établirent ; il avait fallu leur accorder en plus le droit de piller la Bretagne. Quand le dernier Carolingien fut devenu un objet de dérision, les nobles francs, pour sauver le royaume, proclamèrent, en 987, le Comte de Paris, Hugues Capet, roi de France.

A cette même époque, les empereurs germaniques étaient au comble de leur puissance. Comparé à eux, ce petit roi était un bien pauvre sire.

Il faut cependant se tenir toujours présent à l'esprit, que, pendant toutes ces vicissitudes, la population paysanne en France était toujours restée la même. C'est elle qui constituait la richesse du pays — il n'y en eut pas d'autre — et elle n'eut qu'à souffrir des querelles des princes. A ces paysans, il importait peu si les maîtres s'appelaient Gaulois, ou Romains, ou Francs, ou Normands, pourvu qu'ils sussent maintenir la paix. Ce qu'il fallait avant tout craindre, c'était une nouvelle invasion, nouvelle source de malheurs et de souffrances. Le souvenir de tant d'invasions est resté vivant dans le peuple français jusqu'à nos jours. La crainte en est devenue une vraie idiosyncrasie, le mobile le plus fort de toute la politique extérieure de la France. Le peuple allemand a raillé cette peur, parce qu'il n'a pas connu

de maîtres étrangers jusqu'à Napoléon Ier, dont la domination ne fut d'ailleurs que de courte durée.

Les Capétiens, dans leurs débuts de petits rois sans grande force, ne pouvaient penser à entreprendre des guerres comme l'Empereur « tout-puissant ». Il leur fallait toute leur habileté pour se maintenir, surtout depuis que leur plus grand vassal et proche voisin, le duc de Normandie, était devenu roi d'Angleterre et ne cessait de les menacer de ruine. Ils s'appliquaient à agrandir leurs domaines, à mater la noblesse et à favoriser le développement des villes et la prospérité des campagnes : c'est tout ce qu'ils pouvaient faire. Ils eurent la grande chance de pouvoir rendre la royauté héréditaire dans leur famille et d'éviter ainsi au pays les querelles de succession. Durant treize générations, les rois eurent toujours des fils pouvant leur succéder immédiatement. Toute l'histoire allemande se serait passée autrement si les Othoniens ou les Hohenstaufen avaient pu ériger leur empire en monarchie héréditaire.

Après deux siècles de règne prudent et d'effort patient couronnés de succès, la puissance des rois francs était cependant devenue assez redoutable pour que l'empereur Othon IV voulût la briser. Il fut vaincu à Bouvines en 1214. C'est de cette bataille que les Français datent la naissance de leur Nation. Les Francs, dit-on, devinrent Français. Comment faut-il comprendre cela ?

Dans les deux siècles précédents, le mélange de peuples habitant l'ancienne Gaule s'était peu à peu fondu dans une certaine unité. Les rois, de souche franque, avaient maintenu, tant bien que mal, la paix intérieure et diminué les contrastes sociaux, en affaiblissant la noblesse et en soutenant les bourgeois et les paysans. La langue franque avait fini par disparaître ; il ne régnait plus qu'une seule langue sur tout le territoire. Puis la religion chrétienne avait commencé à

jouer un très grand rôle. Durant des siècles, elle avait été la religion des élites — nous l'oublions facilement — tandis que les paysans restaient païens. « Paysan » et « païen » ont la même provenance, signifiant au fond la même chose ; à leur origine on trouve « paganus », l'homme qui habite la campagne. Comme une vague, la foi chrétienne avait saisi au dixième siècle les couches populaires. On dirait que les hommes, d'un coup, s'étaient rendu compte que les vieux dieux étaient morts. Une aspiration était née dans les cœurs, aspiration que la religion chrétienne pouvait mieux satisfaire.

Jusqu'à l'éveil de ce nouveau sentiment religieux, les hommes n'avaient connu que les liens du sang entre membres d'une même famille, d'un même clan hostile aux autres clans. Le Grand Ancêtre avait été le dieu de chaque peuple. Soudain, ils reconnurent qu'il y avait une unité supérieure à celle du sang, un Père plus grand que le Grand Ancêtre, le Père des hommes, le Dieu chrétien. Sous son règne, tous les hommes devinrent frères ; il n'y eut plus de différences de rang entre les hommes. Ce nouveau sentiment d'égalité a eu — nous le verrons au prochain chapitre — les conséquences les plus curieuses lors de la construction des églises gothiques. De cette situation, l'Etat tira grand bénéfice. En se servant de l'Eglise, les rois pouvaient imposer leur volonté aux masses et vaincre la résistance des récalcitrants, sans avoir besoin de recourir eux-mêmes à la violence.

La nouvelle égalité des hommes devant Dieu causa des changements profonds dans la vie politique ; elle provoqua la Révolution des Communes.

De la vieille communauté du sang en réalité seule une partie de la population avait bénéficié : la classe régnante. C'était, sans aucun doute, une petite minorité. Une culture supérieure ne peut naître que là où un

nombre très grand d'esclaves ou de serfs, par son travail, permet à une élite de mener sa vie sur un niveau supérieur ; c'est le cas d'Athènes et de Rome. Toute l'histoire cependant prouve que cet état ne peut s'éterniser, mais que les forces biologiques de l'humanité tendent à élever aussi les couches inférieures à ce niveau, créé par leur labeur, à les approcher ainsi des élites, pour former, finalement dans la fusion de tous, l'unité plus grande que nous appelons nation. Seulement, cette unité ne se fait jamais par la collaboration volontaire et le libre consentement des différentes classes ; car jamais les élites n'abandonnent leurs privilèges de bon gré.

En France, la population citadine s'était éveillée. Elle ne voulait plus être soumise aux comtes et aux évêques, mais exigeait sa part dans la gestion des affaires politiques. La noblesse, l'Eglise s'y opposèrent. Alors les bourgeois se lièrent à vie et à mort par un serment sacré ; ils proclamèrent la « commune », chassèrent ou tuèrent les comtes et les évêques. Ils furent, de leur côté, pendus, roués, décapités par centaines. Finalement, cependant, les bourgeois gardèrent le dessus. Dans la petite ville de Vézelay, célèbre par son église abbatiale de style roman et dans laquelle la deuxième croisade fut prêchée, les bourgeois ne se sont révoltés pas moins de cinq fois, en cent cinquante ans, contre leur abbé. L'Eglise, cela se conçoit, condamna le mouvement et jusqu'au nom de « Commune », qui fut pour tous les bien-pensants de l'époque le même épouvantail que de nos jours. Les rois le favorisaient dans les terres de leurs vassaux afin d'affaiblir ceux-ci, mais ne l'admettaient pas dans leur propre domaine. Dans cette lutte, les croisades ont joué un rôle décisif : elles décimaient la chevalerie et forçaient beaucoup de seigneurs à vendre la liberté à leurs villes, en leur accordant une « Charte » moyennant finances. La partici-

pation aux croisades était extrêmement coûteuse. En 1096, le comte de Nevers s'excusa auprès du roi de France, son suzerain, de ne pouvoir prendre part à la première croisade, ayant dépensé tout son argent : 50.000 sous d'or, pour la construction de l'église Saint-Etienne de Nevers, de laquelle nous aurons encore à nous occuper.

Il ne peut y avoir le moindre doute : la Révolution des Communes a été le fait politique le plus important de son époque. S'il est resté presque inconnu, la raison en est fort simple. Les historiens travaillaient à la solde des princes et des grands seigneurs. Les événements qui ne pouvaient contribuer à la gloire de ceux-ci ne les intéressaient point. Seules les campagnes et victoires méritaient d'être immortalisées. Comment aurait-on pu glorifier une révolte de roturiers ? Les moines non plus, historiens plus impartiaux, ne pouvaient s'y prêter, l'Eglise étant profondément hostile à ce mouvement.

La Révolution des Communes a affranchi une partie du peuple bien plus nombreuse que la chevalerie et lui a donné la possibilité de décider elle-même de son sort. Ces couches nouvelles n'étaient point animées de l'idéal périmé de guerre et de chasse, elles voulaient construire. D'immenses forces créatrices furent ainsi libérées. La technique gothique fut inventée ; les communes, fières de la liberté rachetée par tant de sacrifices, conscientes de leurs forces juvéniles, entreprirent la tâche vraiment gigantesque d'ériger d'immenses églises dans la nouvelle technique qui créa des merveilles comme le monde n'en avait encore jamais vu.

Et cet essor merveilleux devait être mis en question, la nouvelle liberté compromise, parce que, tout d'un coup, la jalousie de l'Empereur menaça le roi de France ?

Il arriva alors ce qui ne s'était encore jamais vu : les bourgeois accoururent à l'aide du roi et assurèrent sa

victoire. C'est cela l'événement décisif. Jusqu'à cette époque, seuls les chevaliers étaient partis en guerre. Leurs victoires et leurs défaites décidèrent du sort du peuple entier. Maintenant, dans le creuset d'un danger mortel, les éléments séparés du peuple fondent dans une communauté d'action. Pour la première fois apparaît l'unité de la nation.

Ainsi, menacés par un danger extérieur, les Français avaient reconnu qu'ils avaient un patrimoine commun à défendre. La nécessité d'oublier les querelles et de s'unir pour la défense de ce patrimoine, voilà qui a fait du peuple français une nation à une époque où d'autres peuples étaient encore loin de tendre vers l'unité. Toute l'histoire française est caractérisée par cette nécessité, souvent renouvelée, d'oublier la discorde et les différences sociales et de serrer les rangs pour sauver le pays.

* * *

Après la défaite de l'Empereur, ce furent, durant des siècles, les ducs de Normandie, devenus rois d'Angleterre, qui voulurent ravir aux rois de France leurs terres. A certains moments, les rois anglais possédaient plus de la moitié du sol français. Dans une heure d'extrême danger, le roi franc reçut l'aide d'une alliée, surgie comme par miracle des fonds anonymes du peuple même : Jeanne d'Arc, la Pucelle d'Orléans, force spirituelle si jamais il en fut. Elle réussit à barrer la route à la ruine.

* * *

L'époque de la Révolution des Communes a tracé dans le visage de la France deux traits essentiels et qui n'en disparaîtront plus : d'un côté, la conscience que devant Dieu tous les hommes sont égaux, et, née de cette conscience, la volonté de rendre les hommes

égaux aussi devant la loi ; et de l'autre côté l'amour indestructible de l'indépendance : ÉGALITÉ et LIBERTÉ.

* * *

Les siècles suivants étaient remplis de luttes intérieures et extérieures. Pendant longtemps, la grande question fut de savoir si la France serait catholique ou protestante. Si le calvinisme avait remporté la victoire, une transformation profonde du génie français en eût été la conséquence inévitable, à moins que ce n'eût été le calvinisme qui se soit transformé. Les historiens sont d'avis que la décision finale a dépendu du hasard. Mais le calvinisme, par son austérité, est opposé au caractère français : aucun doute n'est permis à ce sujet. La joie de vivre, la tendance de ne pas prendre les choses au tragique, la façon ingénue de traiter les choses naturelles, tout cela est contraire au calvinisme. Celui-ci a créé le capitalisme moderne ; jusqu'à nos jours les grands banquiers français sont en majorité protestants. Ensuite il a glorifié le travail comme devoir moral. L'un et l'autre de ces concepts sont contraires au génie français. Le peuple, en France, voit dans le capitalisme son plus grand ennemi, et le rôle du travail pour lui est exclusivement de lui procurer les moyens de vivre indépendant et de jouir de la vie. Aucune considération morale n'y entre.

Il est donc probable que la défaite finale du protestantisme a son sens profond et n'est point due à des hasards, sinon apparemment.

La victoire du catholicisme au dix-huitième siècle coïncide avec l'épanouissement de la langue française, et de tout ce qui a besoin de la langue pour s'exprimer. La personne France prit conscience d'elle-même. Sciemment elle se mit à développer toutes les facultés spirituelles qui gisaient en elle, notamment celle de penser

logiquement. Dans le chapitre précédent il en a été question. On dit que la France s'est créée alors une âme collective.

Le grand événement qui a donné à la France son visage définitif, celui qu'elle nous montre sans trop de changements encore de nos jours, c'est la **Révolution de 1789.** Voilà ce qu'il faut savoir pour comprendre le sens de cette révolution :

Jusqu'aux croisades, la fortune des particuliers avait consisté en terres ; l'argent était rare. La somme de cinquante mille sous d'or, à trois grammes chaque, donnant un total de cent cinquante kilogrammes d'or que le riche comte de Nevers avait dépensée pour la construction d'une église, représentait pour l'époque une fortune colossale ; mais le fait qu'il n'hésitât pas à la dépenser prouve que ses richesses véritables étaient ailleurs ; au besoin, il pouvait se passer d'argent. L'argent, il est vrai, ne portait pas d'intérêts à cette époque.

Par les croisades, l'Occident fit la connaissance des arts et métiers beaucoup plus avancés de l'Orient. C'est la France qui en a tiré le plus grand profit. Les corporations de métiers prirent un essor extraordinaire. La France se mit à produire toutes sortes d'objets qui, jusque-là, avaient été très rares et que tous les autres pays d'Europe ont dû lui acheter durant des siècles : étoffes riches, objets d'art appliqué, plus tard des meubles de luxe et tout le décor des appartements. Le commerce se développa. La viticulture devint une grande source de richesse. Pour toutes ces raisons, l'argent, toujours rare, affluait vers la France.

La noblesse étant exclue de la possibilité de gagner de l'argent, tout ce qui fut gagné enrichit la **bourgeoisie.** Le roi en prit tant qu'il put en forme d'impôts, ensuite par la vente des offices et des titres de noblesse. La vénalité des emplois est une institution bien française : en France, on pouvait se permettre ce qui aurait ruiné

tout autre pays. Au dix-huitième siècle, le droit d'introduire des ambassadeurs étrangers à la cour coûtait quatre cent mille livres. Il y eut toujours des gens ambitieux et riches pour dépenser de pareilles sommes. Toute la « magistrature » devint ainsi le privilège de la riche bourgeoisie. (Il existe, passé vivant, de nos jours encore un certain nombre de charges vénales, les offices ministériels : notaires, huissiers, avoués, commissaires-priseurs. Un notariat peut coûter plusieurs millions ; le prix est fixé, selon les cas, par la Chambre des Notaires. Le fils lui-même doit l'acheter à son père.) Mais le pouvoir politique était resté entre les mains de la noblesse et du haut clergé.

La Grande Révolution a été faite par la bourgeoisie. Celle-ci, ayant déjà le monopole de la juridiction, c'est-à-dire de l'application des lois, y prit encore le droit de la législation. La bourgeoisie était toute remplie des nouvelles idées venues d'Angleterre : rationalisme, religion naturelle, droits de l'homme. Le peuple au contraire, tout en étant monté contre la noblesse et le clergé, à cause des dîmes et corvées, était royaliste et catholique. La Révolution n'a pas été faite pour renverser la monarchie. C'est seulement plus tard, au cours de l'évolution, que sa chute devint inévitable, surtout à cause des erreurs et des faiblesses du roi.

La Révolution a donné les terres aux paysans, fermiers, métayers. Voilà ce qui devint le fait décisif. (Il n'y avait pas eu de serfs en France depuis le quatorzième siècle.)

Aucune révolution ne peut durer si elle ne s'appuie pas sur les masses populaires. Ces masses, ce sont les paysans, et cela était vrai à cette époque encore plus que de nos jours. Dès que les paysans devinrent les propriétaires du sol, qu'ils rentrèrent en possession de ce sol qu'ils avaient défriché il y a tant des siècles et qui leur avait jadis appartenu, la cause de la révolution

devint la leur. La révolution russe de 1917 en est un exemple frappant de notre temps.

De même qu'au douzième siècle, dans la Révolution des Communes, les bourgeois avaient atteint un niveau supérieur, de même ce furent, dans la Grande Révolution, les paysans qui montaient d'un degré. Mais là encore, il fallut un danger extérieur pour fondre bourgeois et paysans dans une communauté.

Contre la Révolution, des princes et des rois s'étaient coalisés pour défendre leurs intérêts dynastiques. Le peuple français, se sentant menacé dans sa nouvelle liberté, se leva comme un seul homme pour accomplir ce qu'il croyait être sa mission, emporté par une vraie tempête d'enthousiasme. Devant le choc de ces forces élémentaires, les mercenaires des princes ne purent tenir. Goethe, à la canonnade de Valmy, a bien senti qu'il y eut là quelque chose d'entièrement neuf. Il comprit et annonça qu'une nouvelle époque de l'histoire commençait avec cette date.

Si, en 1214, à Bouvines pour la première fois, une sorte de communauté nationale se fit jour, à Valmy, en 1792, naquit, aux cris de « Vive la Nation ! », la nation française moderne, la communauté politique de toutes les classes du peuple français. Le concept même de la nation fut créé avec tout ce qui en dérive ; il fut adopté à la suite par les autres peuples. Mais jusqu'à nos jours, les Français forment la seule nation véritable.

* * *

L'histoire du peuple allemand, elle aussi, montre qu'un peuple ne peut se fondre en une nation que dans le creuset d'un grand danger extérieur. C'est parce que le peuple allemand, durant des siècles, ne fut jamais contraint à défendre son existence même qu'il n'a pu devenir une nation. Il a continué à épuiser ses forces dans d'incessantes luttes intérieures, condamné ainsi à

rester une agglomération de peuplades qu'aucun sentiment commun n'unissait.

Ce n'est qu'à la suite de la Révolution française, qu'un sentiment « national » perça en Allemagne. Il se renforça par la domination du « Conquérant corse », comme on appelle Napoléon en Allemagne. Pour la première fois, l'Allemagne connut un joug étranger, sentit le danger mortel ; pour la première fois, le peuple entier fut soulevé par une vague d'enthousiasme national. Mais aussitôt le danger passé, les princes s'empressèrent d'étouffer ce sentiment « national », qui aurait pu menacer leurs petits trônes.

La guerre de 1870-71, qui n'avait pas mis l'Allemagne en danger, n'a, pour cette raison même, pu créer un véritable sentiment national, malgré le lien extérieur par lequel les trois douzaines d'Etats furent réunis dans un même empire. L'empereur Guillaume Ier lui-même se sentait avant tout « roi de Prusse » et ne tenait point au titre d'« empereur allemand ». Ce n'est qu'en août 1914, quand le peuple allemand reconnut le grave danger qui le menaçait, qu'un esprit vraiment national se réveilla et emporta les cœurs comme dans un ouragan.

Faut-il s'étonner que dans les cent cinquante ans qui se sont écoulés depuis la Révolution, la conscience d'être une nation, une grande nation, ait pu pénétrer les Français jusqu'à la moëlle ?

L'écrivain allemand Friedrich Theodor Vischer, dans son célèbre roman tantôt curieux tantôt burlesque, « Auch Einer » fait dire à son héros : « Le moral s'entend toujours de soi ». Ainsi on est tenté de dire que pour les Français le « national » s'entend de soi. Qu'ils se disputent passionnément ; qu'ils se combattant ; que le sang même coule quelquefois : cela n'a pas, dans ce pays, la même importance qu'ailleurs.

Car, à la base, il y a ce grand axiome : « On est avant tout Français ».

* * *

Le double fait que les Français doivent la formation de leur nation à la contrainte impérieuse des événements historiques, et qu'ils sont doués d'une faculté extraordinaire de conserver le passé, explique que, pour eux, l'histoire de leur nation est bien plus vivante que la nôtre pour nous.

On en trouvera, d'abord, les preuves quotidiennement dans les journaux. Là, on se heurte sans cesse à une quantité de dates historiques : les journées de février, le dix-huit mars, le seize mai, le quatorze juillet, la nuit du quatre août, le dix août, la Saint-Barthélémy, le quatre septembre, les assassinats de septembre, le cinq octobre, le deux décembre, le neuf thermidor, les journées de vendémiaire, le dix-huit brumaire, pour ne nommer que les plus fréquemment citées. Fait curieux, aucune de ces dates ne rappelle une bataille ou une victoire; ce sont toutes des dates de politique intérieure. Tout Français cultivé connaît leur signification. On devra y ajouter le six février 1934 dont chacun a eu tout de suite le sentiment qu'il serait une journée « historique ». Les Allemands, du même niveau de culture, ne sauront citer de leur propre histoire que le dix-huit octobre 1813, le deux septembre 1870 et le dix-huit janvier 1871, parce que ces journées ont été célébrées pendant longtemps. Deux en sont des anniversaires de victoires. Le trente janvier 1933 est le premier, et jusqu'à présent seul exemple, qui correspondrait à l'usage français. (Pour les événements des dernières années, on trouvera facilement les parallèles dans l'histoire française.)

Ensuite, les journaux ne cessent de publier des romans historiques : sur Henri IV et sa belle Gabrielle,

sur Richelieu, Mazarin, la Pompadour, sur Fouquet, intendant général de Louis XIV, sur Fouché, ministre de police de Napoléon, sur les amours de Michel Ney, maréchal de France, fils d'un tonnelier de Sarrelouis. Tout cela intéresse les gens du peuple. Des écrivains éminents, comme l'académicien Lenôtre, mort en 1935, employent tout leur savoir et leur talent à « raviver les ombres de l'histoire ».

Rien ne peut se passer, pas même le moindre événement politique, sans que immédiatement le passé soit évoqué pour être confronté avec l'actualité. Le scandale Stavisky, l'assassinat du conseiller Prince, les spéculations scélérates sur le prix du blé, on a connu tout cela. Certains journaux ont des spécialistes pour ce domaine, tel le professeur d'histoire et député Gaston Martin. Des hommes du plus haut rang, comme le président Joseph Caillaux, ou le professeur de droit constitutionnel Joseph Barthélémy, ne dédaignent point d'évoquer à chaque occasion le passé et de montrer les leçons qu'il faut en tirer. On pense à organiser de nouveau les métiers en corporations ? Dieu merci que Louis XVI les ait abolies ! Au moins, ce pauvre homme était bon à quelque chose ! Et on veut oublier cela ? Des exemples rempliraient des pages.

Ainsi, les événements du jour sont sans cesse mis en rapport avec l'histoire. On les tourne et retourne et on les éclaire de tous les côtés jusqu'à ce qu'il en ressorte la leçon à tirer.

La prédilection pour « la morale de l'histoire » est particulièrement caractéristique pour le peuple français, d'où l'amour pour les fables de La Fontaine, qui, toutes, se terminent par une morale, souvent un peu plate. Cet écrivain du dix-septième siècle a connu son peuple mieux qu'un autre. L'influence éducatrice que ses fables ont exercée, durant trois siècles, sur le peuple entier ne peut guère être surestimée. Les journaux ne

cessent de les citer. Beaucoup d'allusions restent incompréhensibles quand on ne connaît pas La Fontaine. Combien de milliers de fois la fable de la Cigale et la Fourmi

« La cigale ayant chanté
« Tout l'été .... »

n'a-t-elle servi d'exhortation pathétique à l'économie, malgré son éthique de plus en plus contestée ! Et dans la sentence de la fable du Chat et du Vieux Rat : « il était expérimenté et savait que la méfiance est la mère de la sûreté », s'exprime le caractère de toute la politique extérieure de la France. D'après les fables de La Fontaine on pourrait tracer tout un portrait du peuple français.

Celui qui est obligé de lire tous les jours un certain nombre de journaux différents y apprend à connaître, des seules citations, une bonne partie de l'histoire française.

La passion pour l'histoire n'est point limitée aux journaux et périodiques ; elle donne continuellement naissance à des livres nombreux. Quiconque a joué, à la cour du Roi-Soleil où toute la vie spirituelle, artistique et politique était concentrée, le plus modeste rôle, homme ou femme, a trouvé son biographe, lequel a fouillé sa vie jusqu'aux fonds les plus secrets et l'a tirée au jour. Ses mémoires, s'il en a laissés, sa correspondance, ses comptes ménagers, tout est publié et commenté. Les Français, naturellement, avec leur amour du passé, conservent soigneusement jusqu'à la plus petite fiche ; cela facilite le travail des historiens. Ceux-ci, envoûtés par le charme du temps passé, s'enferment, pour des mois, dans de vieux châteaux de « Belle-au-bois-dormant » dont la France est si riche, et s'y penchent avec une vraie dévotion sur des bahuts pleins de vieux papiers, de lettres surtout. Car les lettres étaient les œuvres complètes des gens, qui, pour une rai-

son ou une autre, ne parvenaient pas à écrire des livres. Combien de ces lettres sont-elles écrites en vue d'une publication ultérieure ! Récemment un collectionneur a fait don à l'Etat de dix-sept cents lettres de Voltaire ! Le travail de toute une vie, et la dépense de toute une fortune ont été nécessaires pour réunir ce trésor. Dans les derniers trois siècles, on ne trouvera guère d'hommes ayant quelque importance dont la vie n'aurait pas été l'objet d'études minutieuses. Avec leur faculté de conserver le passé et de le pénétrer, les auteurs historiques arrivent à créer des livres très vivants.

* * *

Faut-il s'étonner que dans ces conditions l'influence du passé sur la politique du présent soit très forte, trop forte sans doute ? L'historien Madelin a rapporté que l'ancien président du conseil Viviani connaissait le contenu de tous les discours politiques de Danton, et en savait cent-vingt par cœur. On prétend que le chef d'état-major Gamelin connaît toutes les batailles de Napoléon dans leurs moindres détails. L'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot, s'est fait fort de réciter tout le Traité de Versailles et s'est plaint que personne n'ait jamais voulu l'écouter. Il pouvait, en outre, dire des vers pendant des heures.

Les actions de tous ces hommes ne sont-elles pas forcément sous l'influence de ce passé qui se dresse, vivant, devant leurs yeux ? Ils n'y échappent pas. C'est ce qui rend si difficile aux Français de sortir des ornières.

* * *

S'il est certain que la langue française a été, plus que toute autre, étudiée, fouillée et ramenée à des règles rigides, on pourrait dire de l'histoire française qu'elle aussi a été explorée et éclairée plus qu'une autre.

C'est l'aspiration vers la **clarté** qui en est la raison. Tout ce qui est obscur, nébuleux, vague, tout ce qui n'a pas encore franchi le seuil de la conscience claire, apparaît aux Français comme indigne de l'homme. Des dangers occultes s'y cachent, des forces barbares menacent, à toute heure, de rompre leurs chaînes. En les reconnaissant, en les nommant, on en devient le maître. Le manque de clarté est ressenti comme un malaise physique.

Quoi qu'il advienne, la première grande question des Français est la célèbre question de Foch « De quoi s'agit-il **au fond** ? » Quel est, dans les accidents journaliers, le principe durable, la loi générale ? Que se cache-t-il derrière les apparences, quelles raisons secrètes meuvent les hommes et les choses ? Voilà qui importe d'être tiré à la lumière ! On veut distinguer entre ce qui est essentiel et accessoire.

Cette tendance de se rendre compte est sans doute innée, mais elle a été, avec conscience, développée jusqu'au point où elle est devenue une habitude de l'esprit.

Mais la hantise du passé consomme, comme un frein, une bonne partie des forces dynamiques. En voulant tout expliquer et tout comprendre, on laisse passer les occasions d'agir.

III

LA LUTTE AVEC L'ANGE

a) Architecture romane et gothique

Parmi les forces qui ont donné à la nation française sa forme et son visage, il aurait fallu peut-être citer en première ligne la religion chrétienne. Mais, d'un côté, le christianisme a exercé son influence non seule-

ment sur la France, mais sur tous les peuples d'Occident, de façon à peu près semblable ; de l'autre côté, son influence vivante actuelle est loin d'être aussi grande que celle exercée continuellement par les autres facteurs que nous avons nommés: la langue et l'histoire.

Cependant, le rôle du christianisme dans le passé fut extraordinairement grand et il ne peut faire de doute que la culture française est essentiellement chrétienne. En France les libres-penseurs sont encore plus pénétrés de son esprit qu'en d'autres pays les fidèles même.

La religion chrétienne avait pénétré en Gaule sous la domination des Romains, à une époque où elle n'était pas encore religion d'Etat. Il s'était formé très tôt dans chacun des vieux chefs-lieux gaulois une communauté chrétienne dont le chef fut appelé évêque.

Même devenue religion d'Etat, elle restait en somme restreinte aux villes. Le peuple des campagnes, sans précisément garder une fidélité extrême à ses anciens dieux, conservait toutefois les habitudes dans lesquelles son sentiment religieux trouvait expression et satisfaction : la vénération de certains lieux sacrés, où l'on croyait pouvoir entrer en communication directe avec les forces surnaturelles (dont l'existence n'est jamais mise en doute par les âmes simples) et l'accomplissement de certains rites, qui avaient pour but d'en obtenir les faveurs et d'être protégé contre les forces élémentaires.

Les tribus franques, après s'être emparées du pays, étaient restées payennes. Quand leur roi Clovis se fit baptiser pour des raisons politiques, les nobles furent bien forcés de le suivre, mais les masses restaient ce qu'elles avaient été. C'est lorsque Clovis descendit à Reims dans les fonts baptismaux que l'évêque saint Rémi prononça la célèbre parole : « Courbe ta tête, fier Sicambre, adore ce que tu as brûlé, et brûle ce que tu as adoré ! »

En somme, dans la vie des Germains de cette époque, la religion n'a certainement joué qu'un rôle tout à fait accessoire. Un homme libre n'avait pas besoin des dieux. Quand la mort venait le frapper, il acceptait son sort sans trembler ; faire appel à la « grâce » de Dieu lui eût paru indigne. Dans les éditions de l'Insel à Leipzig, il y a un petit volume des plus intéressants racontant la saga de Hrafnkel, prêtre de Frey, en Islande. On peut y lire avec quel profond mépris ce prêtre, lui-même, parle de son propre dieu.

Mais il paraît qu'aux neuvième et dixième siècles, les masses populaires ont été saisies, pour des raisons inconnues, d'une sorte d'angoisse pour le salut de leurs âmes. Les anciens rites ne leur suffirent plus, l'impuissance des vieux dieux étant devenue trop manifeste ; ils cherchèrent autre chose.

L'église chrétienne, dans le royaume des Francs, était à cette époque entièrement dépravée et sécularisée. Les prêtres et les évêques eux-mêmes ne prenaient plus au sérieux leur doctrine. Les évêques, jadis de simples chefs de petites communautés locales, étaient devenus de grands et puissants seigneurs, propriétaires de vastes terrains, véritables princes. Ce qui leur importait, c'était la guerre, la chasse, la vie luxueuse, mais non point le culte. Certains d'entre eux savaient à peine assez de latin pour dire la messe.

Le renouvellement vint des moines. Les Bénédictins de Cluny furent les apôtres de cet immense mouvement de rajeunissement, qui, loin de se borner à la France, saisit toute l'Europe, mouvement populaire par excellence dirigé contre les grands de ce monde. Ce sont les moines de Cluny qui ont abattu l'Empereur. Cluny, en Bourgogne, devint le centre d'une vie nouvelle et d'une culture nouvelle, de celle que nous avons aujourd'hui.

La preuve que, jusqu'au dixième siècle, le christianisme n'a pas profondément influencé la vie des peu-

plades habitant la vieille Gaule, nous la trouvons dans l'absence de toute grande architecture chrétienne. Le peu qui reste de cette époque, tel le baptistère de Poitiers, est pauvre et de petites dimensions. Probablement, les sanctuaires étaient construits pour la plupart en bois. Mais au dixième siècle, d'après les témoins contemporains, soudain tout le pays se couvre d'une riche parure d'églises en pierres taillées, semblables à des « dentelles blanches ». Ce fut comme un prodige, tout un renouveau de vie.

Ces vieilles églises, que nous ne connaissons que noircies par l'âge, étaient en effet toutes blanches à l'origine. Leur splendeur immaculée éblouissait le peuple. Au-dessus de masures basses et sales, elles s'élancèrent dans le ciel comme des merveilles. Partout dans le pays entier on en construisait. Ce fut proprement dit un miracle, et l'on comprend que l'impression sur les hommes fut très grande. De nos jours, pour se rendre compte de ce que furent ces églises « blanches », on n'a qu'à aller voir la nouvelle et curieuse église de Saint-Pierre-de-Chaillot à Paris, de laquelle nous reparlerons.

Comme modèle de ces nouvelles églises on n'avait que la basilique romaine, construite de parois faibles et couverte d'une ferme en bois et de tuiles. Mais ces édifices s'élevant de beaucoup au-dessus des autres habitations attiraient la foudre et furent souvent incendiés. Et quand la toiture en flammes s'écroula et tomba à l'intérieur des murs, la chaleur des immenses poutres en chêne transforma la pierre calcaire en chaux qui s'effrita. Il fallut tout démolir.

Ainsi la cathédrale de Chartres a été détruite par le feu en 1030, 1134 et 1194. La nef romane de l'église du Mont-Saint-Michel a été incendiée par la foudre près d'une douzaine de fois en neuf siècles. Etant construite en granit, on put chaque fois utiliser les mêmes murs, mais les pierres sont devenues toutes bariolées sous l'in-

fluence des flammes. Ce sort était commun à toutes les grandes églises.

Pour les hommes animés de cette immense foi, qui est le trait caractéristique du moyen âge, il ne put être question de rebrousser chemin et de se contenter de nouveau de vieilles bâtisses basses. Il fallait trouver une solution. Elle s'imposait d'autant plus urgente que la vague religieuse ne cessait de monter. Les fidèles affluaient toujours plus nombreux vers les lieux saints. Il fallait agrandir les églises, et l'immense aspiration de l'âme vers Dieu ne pouvait se contenter de bas plafonds faits de poutres.

C'est alors que commença ce que nous voulons appeler **la Lutte avec l'Ange.**

Il n'y avait qu'une seule solution possible : couvrir les églises de toits en pierre pouvant résister au feu. Comme technique, il y eut l'art de construire des voûtes.

Cet art avait été introduit par les Romains ; eux, paraît-il, l'ont appris des Etrusques. Pour construire une voûte, il faut d'abord ériger un arc en bois. C'est sur celui-ci qu'on pose des pierres taillées en forme de coin appelées claveaux. La dernière pierre, celle du milieu, dite clé-de-voûte, maintient le tout en équilibre et empêche l'arc de s'écrouler. Alors on peut enlever l'échafaudage de bois. C'est comme par un miracle que les pierres restent suspendues dans l'air, contrairement à la loi de la gravitation. Le poids, cependant, n'a pas cessé d'exercer son influence ; elle est seulement déviée vers les deux points, sur lesquels repose l'arc. Toute la poussée s'y trouvant réunie, on imagine qu'elle est grande. Les Romains avaient employé la voûte pour couvrir des caves souterraines. Dans ce cas, la terre ferme qui entoure la cave s'oppose à la poussée. Ensuite il s'en étaient servis pour la construction de grands ponts. Là, les arcs alignés les uns après les

autres s'étayent réciproquement et des deux côtés, c'est encore la terre qui reçoit la poussée.

Mais pour couvrir d'une voûte une nef d'église, on ne peut aligner les arcs de voûte ; il faut les juxtaposer. Ils ne se tiennent pas entre eux, mais chaque arc ajoute son poids à celui de son voisin. Cela finit par donner une poussée formidable. Un ensemble de tels arcs est appelé voûte en berceau. Si on voulait la poser sur deux murs parallèles, telle que la ferme d'une toiture, les murs céderaient immédiatement vers le dehors et la voûte s'écroulerait dans l'intérieur.

Tout le problème, aussi bien de l'art roman que de l'art gothique, est donc là : comment faire pour que les murs puissent supporter le poids de la voûte ? Ce problème a hanté les meilleurs esprits de l'humanité durant des siècles ; ils lui ont voué toutes leurs forces. Peu à peu ils ont réussi à le résoudre, partiellement d'abord, puis le succès final est venu avec l'invention de la voûte sur nervures croisées qui caractérise l'art gothique. La période des solutions partielles ou imparfaites est celle de l'art roman, la période de l'épanouissement de l'architecture, une fois le problème résolu, est celle de l'art gothique.

Il n'y a peut-être pas de domaine dans lequel la confusion est aussi générale que celui de l'architecture romane et gothique. Il y a des gens qui représentent les deux styles comme rivalisant ; d'autres, surtout en Allemagne, vont jusqu'à placer le style roman plus haut que le gothique.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit il faut d'abord se rendre compte que les styles aussi bien roman que gothique sont en première ligne l'expression nécessaire, logique, inévitable de données techniques. A cette technique était imposée la tâche de construire des salles de réunion aussi vastes, aussi hautes et aussi bien éclairées que possible. Elle devait les couvrir d'un toit, auquel la

foudre ne pouvait faire de dommage. Voilà le problème entier. Le style roman en a cherché la solution ; le style gothique l'a trouvée. Ce qui rend l'époque romane si intéressante, si passionnante, c'est de voir comment les architectes ont, durant deux siècles, essayé tous les moyens pour réaliser leur rêve, en poussant la hardiesse toujours plus loin, et comment ils se sont finalement trouvés en face d'obstacles insurmontables.

Les contemporains étaient parfaitement conscients de la situation ; il suffit de citer Guillaume le Breton qui a écrit dans sa chronique, lorsque, en 1226, la reconstruction gothique de la cathédrale de Chartres fut terminée : « Entièrement rebâtie à neuf en pierres de taille et terminée par une voûte qu'on peut comparer à une écaille de tortue, la cathédrale de Chartres n'a plus rien à craindre du feu temporel d'ici au jour du Jugement. »

D'ailleurs, à l'époque même, on ne connut ni la dénomination romane, ni gothique. L'architecture romane était la seule de son temps ; elle n'avait pas besoin d'un nom pour la distinguer, et l'architecture gothique fut appelée « art français » parce qu'inventée en France.

L'art roman proprement dit ne comprend pas les églises d'après le modèle des anciennes basiliques qu'on continuait néanmoins à ériger. Leurs architectes, en conservant la toiture en bois, évitèrent le problème. On devrait appeler ces églises, pour être plus exact, romaines ou mieux latines. A l'entrée du narthex de la cathédrale de Périgueux, on voit encore la façade de l'ancienne église « latine ». Dans cette technique sont construites la plupart des églises dites « romanes » en Normandie et en Allemagne. Inutile de dire que de telles églises peuvent être très belles, pleines de charme, et remplissant les cœurs de dévotion et de mystique, mais elles ne nous intéressent pas du point de vue de « la lutte avec l'ange ».

La confusion est encore agrandie par le fait qu'on a donné à la plupart de ces églises couvertes de poutres, aux treizième et quatorzième siècles des voûtes gothiques, ce qui a entièrement transformé leur caractère primitif. Il en est sorti un art bâtard. Ainsi sont faites les églises romanes de Cologne.

L'art romane et gothique est donc essentiellement une lutte contre la pesanteur, très semblable en cela à la lutte menée au début du XXe siècle pour rendre possible le vol humain.

L'art roman, ne pouvant diminuer le poids de la voûte en berceau, essaya par toutes les voies à le faire supporter à la construction. Il ne se lassa pas de chercher des moyens toujours nouveaux, mais la solution resta imparfaite. L'art gothique s'attaqua au poids même et réussit à le réduire à un minimum ; dès lors toutes les difficultés furent vaincues.

On ne comprendra pas cette lutte contre la pesanteur sans se rappeler que tous ces architectes, en construisant, n'avaient que leur intuition comme base, car ils ne possédaient ni les données nécessaires sur le poids des matériaux ni étaitent-ils capables de faire des calculs compliqués, l'art de l'arithmétique n'ayant pas dépassé le stade primitif de ses débuts.

Les architectes romans étaient des moines. Cluny, ayant donné à l'Occident une nouvelle conception de la doctrine chrétienne, ayant réveillé le sentiment religieux, devait lui fournir aussi les moines qui concevaient et érigeaient les églises devenues nécessaires par l'immense vague de dévotion. On voit bien ces moines, dans la solitude de leurs cellules, hantés de visions d'églises toujours plus grandes, plus élevées, mieux éclairées, essayant d'en concevoir, dans leur imagination, le plan, puis les détails de l'exécution ; implorant la vierge ou le saint, sous le vocable duquel la nouvelle église devait être construite, de venir en aide à leur

inspiration ; faisant de longs pèlerinages pour voir ce que d'autres avaient réussi, et, à la fin, quittant la solitude pour tenter la réalisation de leurs idées. Ils ont tous commencé par oser, ces architectes monacaux. Combien de fois ont-ils échoué ! combien de fois les murs se sont-ils écroulés sous le poids trop grand de la voûte ! il fallut alors recommencer, faire mieux, rechercher les causes de l'échec, éviter les erreurs. Tout cet art est un art essentiellement empirique.

Rien de plus instructif que de poursuivre à travers le pays de France cette lutte passionnée, désespérée, contre la pesanteur. On trouve des exemples de tous les états intermédiaires, exemples qu'on pourrait ranger dans une courbe ascendante.

Pour commencer, il n'y eut qu'une seule possibilité : se contenter d'une hauteur moyenne et rendre les murs si épais, en les renforçant de piliers à l'extérieur, que le poids de ce demi-cylindre massif, que constitue une voûte en berceau, ne pût les faire fléchir. Impossible d'affaiblir les murs par des fenêtres trop grandes. Ces églises sont donc lourdes et sombres. Notre-Dame-la-Grande, de Poitiers, décrite dans tous les manuels d'art, en est le type. Quelque chose de barbare s'attache encore à cette église. On reste sous l'impression forte que la solution est insuffisante. Les contemporains, cependant, étaient certainement très contents de leur œuvre. Dans la joie de leur cœur, ils ont orné tout la façade de sculptures. Là ils ont pu donner libre cours à leur imagination et à leur bonheur. Nous autres, nous nous sentons écrasés de tant de lourdeur, et cette profusion d'entrelacs, d'ornements nordiques et d'êtres fabuleux nous confond.

Mais voilà que tout d'un coup une idée toute neuve et vraiment géniale est née, quelque chose qui n'avait pas existé avant, et que ni les Babyloniens, ni les Egyptiens, ni les Grecs, ni les Romains n'avaient connu :

l'idée de l'équilibre. Elle est née en France, on ne sait d'où, ni de qui, mais elle correspond profondément au génie français, et nous l'avons trouvée et la retrouverons partout, dans le sentiment, dans la pensée, dans l'action française.

Quelqu'un eut l'inspiration, au lieu de rendre les parois encore plus épaisses, solution mécanique, d'opposer les poussées les unes aux autres, et de les neutraliser ainsi. Les masses devaient s'étayer réciproquement. Pour cela il fallut abandonner le plan de la basilique et adopter la forme de la croix. Les quatre bras de la croix étayent une coupole et un clocher érigés sur la croisée. La grande nef, de son côté, est contre-boutée par des nefs latérales et par des tribunes couvertes de voûtes rampantes, dont la coupe est déjà celle qu'adoptera plus tard l'art gothique pour ses arcs-boutants. Le chœur est étayé par une couronne de chapelles. Ainsi des voies nouvelles s'étant ouvertes, on pouvait se risquer à monter plus haut, faire entrer plus de lumière. Les églises romanes d'Auvergne sont construites d'après ces principes.

C'est un cas extrêmement rare quand une idée toute neuve fait son apparition sur terre. L'humanité, en général, se nourrit d'un nombre restreint d'idées, pour la plupart innées à l'homme. Le travail de l'esprit consiste à développer ses idées, à les réaliser, à les appliquer à tous les problèmes. Il se passe des siècles sans qu'une idée vraiment neuve vienne augmenter ce trésor.

Pas à pas, l'art roman se libère de l'enchaînement par le poids mort. Il apprend à construire la voûte d'arête formée par l'intersection de deux demi-cylindres ; ainsi la poussée ne s'exerce que sur les quatre coins du carré, mais, naturellement, elle y est d'autant plus forte. Cependant, on a avantage à l'employer pour couvrir les bas-côtés, qui, par définition, sont « bas », et dont les murs ne risquent pas de céder. Plus tard, on apprend

à apprécier les avantages de l'arc brisé, et on l'emploie dans des nombreux édifices, surtout en Bourgogne, où la cathédrale d'Autun en est un exemple.

Finalement, les moines de Vézelay, célèbre abbaye bénédictine, osent couvrir la grande nef de leur église de voûtes d'arêtes, au lieu d'une voûte en berceau. Mais ils sont allés trop loin. La voûte ne tient pas, les pilliers cèdent, il faut les réunir par des barres de fer. Plus tard même, on sera obligé de les contre-bouter à l'extérieur par un système gothique d'arcs-boutants.

L'art roman était arrivé à la limite de ce qui était techniquement possible.

* * *

On peut diviser les églises romanes en deux grandes catégories : celles où l'architecte a osé, et celles où il n'a fait qu'appliquer les expériences acquises par d'autres.

Si l'on voulait cataloguer la totalité des centaines d'églises romanes de France, — dans le Sud-Ouest, presque chaque village en a une, — on trouverait, évidemment, que la deuxième catégorie est la plus nombreuse ; car, presque toutes les petites églises sont construites d'après un modèle expérimenté. Parmi les grandes églises de cette catégorie, on trouve de véritables chefs-d'œuvre, réalisant et montrant la somme de ce qui était humainement possible de faire à l'époque.

Telle est la célèbre église des Bénédictins à Saint-Nectaire, en Auvergne, véritable merveille de l'architecture romane. Située dans un paysage grandiose, sur un promontoire rocheux, au tournant d'une étroite vallée boisée, elle est faite autant d'austérité que d'harmonie. Sa beauté est dans le plan et dans l'étagement des masses. Elle semble rayonner un profond sentiment de bonheur. Tout est clair, simple, véridique, bien équilibré, de belles proportions, et, en plus de cela, riche. Le principe roman a été observé avec scrupule. En vain cher-

cherait-on un fragment de bois dans tout l'édifice, à la seule exception de l'échafaud des cloches, qui n'est pas un élément constructif. Les murs sont érigés en pierres taillées de lave noire, de grandeur moyenne, aux jointures blanches. Le chœur est entouré, à l'extérieur, par une riche bande de mosaïque faite d'étoiles noires à huit branches sur fond blanc. Aucun faîtage n'est érigé sur la voûte ; il n'y a ni chevrons, ni lattes pour porter des tuiles, mais de grands plateaux de lave reposent sur la maçonnerie. C'est à juste titre que Saint-Nectaire est célèbre.

La catégorie des églises où les architectes osèrent contient, cependant, beaucoup plus de monuments célèbres. Et avec raison! Car rien n'est aussi émouvant à voir que la lutte de l'esprit humain contre la matière. Poursuivre à travers le pays de France les efforts des architectes romans qui s'ingéniaient à trouver des solutions toujours nouvelles, toujours plus téméraires, de ruser avec la matière afin de pouvoir s'élancer toujours plus haut dans le ciel, de rendre les nefs plus larges, les fenêtres plus grandes, voilà qui est proprement passionnant.

Finalement donc, ces architectes étaient arrivés à une limite qu'ils ne pouvaient franchir. Et lorsqu'ils ne voulaient, néanmoins, se résigner, leurs constructions ne tenaient plus. Nous avons déjà cité Vézelay, mais en bien d'autres endroits : à Nevers, à Autun, à la Charité, les piliers, sous le poids de la voûte, ont cédé, divergeant en haut, et la voûte a menacé de s'effondrer. A Nevers on a pu réparer, mais à Autun, comme à Vézelay, il a fallu, plus tard, avoir recours au système gothique d'étayage pour éviter le pire.

* * *

A Byzance, on avait appliqué une autre méthode de couvrir les églises : on ne s'était pas contenté de cons-

truire une seule coupole sur la croisée des nefs, mais on avait divisé toute l'église en un nombre de carrés réguliers dont chacun était couvert d'une coupole. Une des églises romanes les plus magnifiques de France, une vraie merveille, est ainsi construite : la cathédrale Saint-Front, de Périgueux, selon le modèle de Saint-Marc de Venise. Il en résulte une église très vaste, très haute. très bien éclairée ; seulement, les coupoles juxtaposées ne peuvent donner à une nef cette unité qui caractérise la voûte en berceau.

L'art musulman, lui aussi, avait employé cette méthode, mais indépendamment de l'art byzantin ; car ses coupoles sont de construction différente. La France possède un exemple de cet art dans la cathédrale du Puy, qui est une des plus curieuses de France, comme d'ailleurs la ville du Puy est une de ses cités les plus curieuses. Le toit de cette église est fait d'une suite de coupoles octogonales pour lesquelles les édifices musulmans d'Espagne avaient servi de modèle.

Avant, cependant, que la couverture par coupoles successives ne pût se généraliser, la technique dite « gothique » fut inventée. C'est réellement une technique, pas plus, une nouvelle façon géniale de construire des voûtes qui fit reculer les limites de ce qui avait été possible. Ce que les architectes romans n'avaient pu réaliser, malgré leur ardente volonté, cela devint ensuite possible, et même facile.

L'invention de la technique « gothique » — c'est à contre-cœur qu'on emploie ce nom qui est faux et qui, en plus, a un sens péjoratif — est, dans l'histoire de l'évolution humaine, un des exemples les plus frappants de ce que tout besoin finit par se créer lui-même les moyens pour sa satisfaction. L'esprit est mis en mouvement et tenu en haleine jusqu'à ce qu'il ait trouvé la bonne solution.

L'architecture gothique est fondée, comme l'art roman, sur l'idée de l'équilibre des masses. Les architectes romans avaient développé et appliqué tout ce que cette idée peut donner, jusqu'à l'arc-boutant et l'arc brisé. Seulement, l'immense poids de la voûte massive s'opposa à leur zèle. Et ils ne pouvaient ni voulaient se résigner à couvrir leurs églises par des fermes, solution dont on se contentait en Normandie, en Angleterre et en Allemagne. Il existe une contradiction logique irréductible entre l'idée de l'équilibre des masses et le plafond plat en bois. A quoi bon s'ingénier à inventer tout un système artificiel d'étayage quand, en fin de compte, on se borne à poser des poutres sur les parois ?

Soudain, une voûte de poids léger fut inventée. Des chaînes tombèrent, de nouveaux espaces s'ouvrirent devant les yeux des architectes qui, d'un seul coup, se virent dans la possibilité de réaliser leurs rêves les plus hardis.

L'idée de la construction gothique est extrêmement simple. Avec un peu de bonne volonté et en s'en tenant à l'essentiel, chacun peut la comprendre.

Les architectes romans avaient déjà couramment employé la voûte croisée. Elle se compose de deux voûtes en berceau se coupant à angle droit. A l'intersection des deux demi-cylindres naissent des lignes saillantes formant une croix d'arêtes. Les deux voûtes s'étayent l'une l'autre et la poussée s'exerce le long des arêtes vers les quatre coins du carré ainsi formé. La technique de cette voûte croisée était le bien commun de tous les architectes romans, seulement son poids énorme ne permettait pas de s'en servir pour la couverture de nefs vastes et hautes. La tentative de Vézelay avait échoué.

Comme pour toute voûte, il faut aussi pour la voûte croisée une construction auxiliaire en bois, sur laquelle les claveaux sont posés en partant des quatre coins, jus-

qu'à ce que la clé-de-voûte placée au milieu maintienne l'ensemble suspendu.

Un inconnu — tout cet art est anonyme, expression d'une conscience collective, fait en l'honneur de Dieu, à l'opposé de l'art de la Renaissance — un inconnu eut l'idée de n'exécuter, au lieu de construire tout de suite la voûte croisée massive, que deux arcs en pierre correspondant aux arcs en bois auxiliaires et indépendants de la voûte elle-même. Après l'enlèvement des bois, on obtient ainsi une croix formée de deux arcs en pierre se coupant à angle droit. C'est la fameuse « **croix de nervures** », élément essentiel de tout l'art gothique. Cela semble si peu, mais cette idée est à la base de la plus grande révolution qu'il n'y ait jamais eu dans l'art de l'architecture. Une fois cette croix de nervure réalisée, on s'aperçoit qu'on n'a plus besoin de faire toute la voûte en pierres massives. Il suffit de remplir les vides entre les branches de la croix avec des matériaux légers, briques ou petites pierres rassemblées par du mortier, rien que pour empêcher la pluie d'entrer. C'est très exactement le principe du parapluie, fait de nervures rigides convergeant dans un point et sur lesquelles une couverture légère est tendue.

Un tel ensemble dans lequel seules les nervures, ou, selon l'expression sacrée, les « ogives » sont voûtées de pierres de taille soigneusement appareillées alors que le reste est de la maçonnerie très légère, ressemble à un baldaquin ou un dais supporté aux quatre coins par quatre pilliers. Il est invulnérable par le feu et protège des intempéries. Cela était aussi la tâche de la voûte en berceau et de la coupole, seulement jusque-là il fallait payer le prix d'un poids énorme. A présent le problème est résolu, car le poids de ce dais ne représente qu'une petite partie du poids d'une voûte massive. La construction est en général tellement légère qu'un homme ne peut risquer de marcher dessus. Des piliers minces suffisent

pour la supporter ; en les étayant du côté extérieur on peut théoriquement les ériger aussi hauts que l'on veut.

La nef de l'église romane — plus exactement : latine — avait été formée de deux murs parallèles couverts d'une ferme en bois. Les architectes romans avaient remplacé la ferme par une voûte en pierre. Pour que les murs puissent supporter le poids énorme de ce demi-cylindre massif, ils avaient dû inventer tout un art d'étayage. Finalement ils s'étaient résolus de diviser la nef de leurs églises en une suite de carrés dont chacun était couvert d'une coupole massive. Maintenant ces coupoles sont remplacées par des dais légers. Voilà en quelques mots toute l'évolution : elle est simple et logique. Il n'y a aucune opposition entre l'art roman et l'art gothique. Le gothique continue d'employer tous les éléments du roman : équilibre des masses, voûtes rampantes arc-boutant les murs, arc brisé. Seulement il a accompli le coup de maître d'enlever à la voûte la majeure partie de son poids. Une invention purement technique avait ouvert la voie à un essor inouï. Voilà le point essentiel. Tout ce qu'on a voulu y chercher de mystique ne tient pas debout devant la réalité.

A partir du moment où la nouvelle technique fut connue, personne ne se servait plus de l'ancienne, c'est évident. Mais pourquoi, peut-on se demander, a-t-on continué à ériger en Allemagne des églises romanes alors qu'en France de véritables merveilles gothiques existaient déjà ? La raison est assez simple. Les architectes allemands n'avaient pas à leur disposition les maçons et les tailleurs de pierres capables de construire des voûtes gothiques. Et du moment où l'on doit se contenter du plafond de poutres, il n'y a pas de sens d'employer le style gothique avec ses formes nées d'une technique spéciale. Dès lors, il ne s'agit plus d'une question de construction, mais de goût : laquelle des deux ornementations, romane ou gothique, plaît mieux. Il était,

sans doute, plus véridique de continuer à développer le style roman (ou latin) que d'imiter des formes dépourvues de sens. Chose curieuse, pour la plupart des hommes, le problème, roman ou gothique, est encore de nos jours un problème esthétique. Aux uns, c'est le roman qui plaît mieux, aux autres le gothique. Mais les architectes français du moyen âge n'avaient pas le choix : il fallait marcher en avant ; la question de conserver le style roman ne se posait même pas.

Dans une église gothique, le toit se compose donc d'une suite de dais légers reposant sur des piliers. Les dais voisins ont les piliers du milieu en commun, en sorte que six piliers (au lieu de huit) suffisent pour deux dais (qu'on appelle « travées »), huit pour trois, dix pour quatre, douze pour cinq. Une nef de cinq travées, nombre habituel, a donc six piliers de chaque côté.

Les parois entre les piliers n'ont plus rien à supporter. On peut les faire toutes légères, y aménager de larges baies, les remplacer entièrement par des vitraux comme cela se trouve à Saint-Denis et à Troyes. Théoriquement on n'en a plus besoin. D'un seul coup, un grand problème se trouva résolu : celui de l'éclairage. Un des préjugés les plus invétérés veut, il est vrai, que la nuit « mystique » des anciennes églises fût voulue ; en vérité, ce fut un pis aller.

Maintenant ce ne sont plus les murs qu'on étaye, mais les piliers. On le fait avec des arcs-boutants qui eux s'appuyent sur des murs ou des piliers. Pour rendre la nef plus haute, plus large, il suffit d'agrandir ou de doubler les arcs-boutants en éloignant davantage leur point de départ du pilier qu'ils soutiennent.

La coupole au-dessus de la croisée des nefs, effort héroïque des maîtres romans, couronnant l'ensemble, perd son sens puisqu'il n'y a plus aucune difficulté de rendre toute la nef centrale aussi haute et même plus haute que jadis la seule coupole. De même le clocher

au-dessus de cette coupole disparaît ou se réduit à une flèche svelte et élégante. Le sommet de tout l'édifice est formé par la ligne de faîte soulevée et maintenue dans la hauteur par les arcs-boutants comme par des bras tendus. Les tours de la façade n'ont pas de rôle constructif ; elles sont accessoires, servant à la suspension des cloches. On sait que dans la plupart des cas elles n'ont pas été terminées.

La voûte sur croisée d'ogives et l'arc-boutant sont donc les éléments de la technique nouvelle, éléments desquels découla nécessairement et logiquement un style nouveau, le style gothique. Seule la voûte sur croisée d'ogives en est une invention nouvelle, au fond fort simple. On voit combien peu suffit pour entièrement transformer une situation. Les arcs-boutants sont empruntés aux voûtes rampantes des églises romanes de l'Auvergne.

L'arc brisé, que communément on considère comme le signe le plus caractéristique du style gothique, n'en est nullement un élément indispensable. C'est encore une des nombreuses erreurs répandues sur l'architecture du moyen âge. D'un côté, des églises romanes remarquables employent l'arc brisé, telles : Autun, La Charité, Avallon ; de l'autre, dans les premières grandes constructions gothiques : Sens, Noyon, Laon, l'arc en plein cintre et l'arc brisé sont employés simultanément.

Chose curieuse, la voûte en croisée d'ogives est réalisée pour la première fois dans une église de village, à Morienval, dans l'Ile-de-France, au début du douzième siècle. Les architectes de l'époque ont cependant immédiatement compris l'importance de la découverte. Ils voyaient les possibilités que cette nouvelle technique leur offrait. L'archevêque de Sens, alors métropolitain de Paris (qui ne fut qu'un évêché), fit commencer dès 1130, la construction d'une immense cathédrale dans cette technique, sans attendre d'autres expériences,

et l'abbé Suger de Saint-Denis, qui était en train de construire une nouvelle basilique romane, celle dont la façade existe encore, en fit ériger le chœur en style « ogival ». Ce travail fut commencé en 1132 et terminé en 1144. C'était l'essai hardi d'une technique, qui, au fond, n'avait été éprouvée que dans un exemple de petites dimensions. Mais cette tentative réussit. On se fait en général une idée tout à fait fausse de la vie du moyen âge, lequel ne fut nullement « obscur ». Tout l'occident prit part à cette entreprise téméraire et poursuivit avec passion sa réalisation. Lorsque le chœur de Saint-Denis, premier monument gothique, fut consacré le 11 juin 1144, les envoyés de toute la chrétienté étaient venus pour admirer ce miracle. L'humanité avait parfaitement saisi le sens de cette innovation.

L'art roman aussi bien que l'art gothique ont leur berceau en France. C'est de là qu'ils se sont répandus sur le monde. Le gothique est la première grande manifestation d'un nouvel esprit né en France, de la fusion des différents éléments ethniques dans une nation. Le nom de gothique n'a rien à faire avec les Goths ; c'est Raphaël qui l'a inventé et l'a employé dans le sens de « barbare ». Pendant tout le moyen âge le gothique a été appelé « opus francigenum ». Dans la chronique de la collégiale de Saint-Pierre de Wimpfen im Tal, nous lisons que l'abbé Richard von Dietensheim avait donné. en 1268, à un maître qui était nouvellement arrivé de la ville de Paris, l'ordre d'ériger une église en pierres taillées « selon l'art français ». Le chœur et le transept de cette église comptent parmi les monuments gothiques les plus anciens de l'Allemagne. A la cathédrale de Bamberg, qui est romane, une des statues porte le modèle de la cathédrale gothique de Laon, qui avait inspiré l'architecte de Bamberg.

A cette époque, il y eut dans l'humanité de l'occident comme un réveil. Nous avons déjà parlé de la res-

semblance entre la lutte des architectes du moyen âge contre le poids mort et celle de notre époque pour la conquête de l'air. Seulement l'effet de l'invention de la technique gothique sur les esprits contemporains fut sans doute beaucoup plus fort que celui du premier vol sur nous. Car nous sommes blasés, et le vol humain n'est qu'une des réalisations techniques de notre temps. si riche d'inventions vraiment fantastiques. Alors qu'au moyen âge, cette lutte contre la pesanteur avait été l'unique grand problème qui avait occupé les meilleurs esprits depuis deux siècles. Que les maîtres romans ne s'étaient-ils pas ingéniés sans pouvoir franchir le seuil ! Et voilà la porte grande ouverte sur un monde nouveau. Les hommes en sont conscients : enfin, il deviendra possible de donner expression à leur aspiration vers Dieu sans se heurter à la résistance de la matière.

Il n'y a peut-être pas beaucoup de villes en France où l'on peut si bien se rendre compte de l'immense pas fait en avant qu'à Nevers qui possède, dans Saint-Etienne, une église romane particulièrement parfaite, constituant à la fin du onzième siècle ce qu'on pouvait imaginer de plus moderne et de plus hardi. Le comte de Nevers avait sacrifié toute sa fortune pour construire une église entièrement « à la page ». De cette ambition, on voit de curieuses preuves. Ainsi les colonnes du chœur ne sont point faites de pierres taillées superposées, mais chacune est faite d'un monolithe tourné sur un banc. Quel travail !

Et, en même temps, Nevers possède une cathédrale gothique. Bien qu'elle soit assez maladroitement ajoutée à un vieux transept roman et qu'elle soit loin d'être d'une perfection particulière — elle n'est même pas terminée — on peut s'y rendre compte de l'immense pas franchi dans un siècle.

Le maître roman, lui, avait lutté péniblement, et de toute son ingéniosité, avec le poids de la pierre et

n'était pas arrivé à le vaincre. Dans sa voûte, à peine terminée, s'ouvre une fissure qu'il faut réparer. Pour le maître gothique, à peine cent ans plus tard, toutes ces difficultés n'existent plus : il joue avec la pierre, et celle-ci doit obéir à sa volonté, encore que les dimensions dans lesquelles il pense soient bien plus grandes.

L'humanité était montée à un degré supérieur. L'ange était vaincu ; il avait dû bénir Jacob.

De cet esprit nouveau, qui avait saisi l'humanité, de nombreux témoignages nous sont restés.

Suger a décrit l'enthousiasme avec lequel chacun, qu'il fût jeune ou vieux, riche ou pauvre, noble ou roturier, a voulu prendre part à la construction des églises gothiques : « Toutes les fois, écrit-il, qu'on tirait du fond de la carrière de grands blocs de pierre attachées à des câbles, les gens du pays, et ceux-mêmes des contrées voisines, nobles ou roturiers, se faisaient attacher aux cordes par les bras, par la poitrine et les épaules et conduisaient les fardeaux à la manière des bêtes de somme. »

L'histoire de la cathédrale de Chartres est particulièrement riche de témoignages. Chartres avait été un lieu d'adoration dès les temps les plus reculés. On y adorait depuis toujours la « vierge devant enfanter », et ce culte payen avait été transformé par l'église romaine en celui de la Vierge, mère de Dieu. C'est de Chartres que l'adoration de la Vierge s'est répandue à travers le globe. Il existait une grande église de pèlerinage, qui, de temps en temps, fut détruite par le feu. Quand cela se produisit pour la dernière fois en 1194, on se décida à construire, sur les vieux fondements, une nouvelle église dans la technique gothique pouvant résister à la foudre. Les envoyés de Chartres s'en allèrent dans toute la chrétienté quêter des dons pour la reconstruction. Les rois de France, d'Angleterre, de Castille, l'empereur de Constantinople, les comtes, les

évêques donnèrent de grosses sommes. Celui qui n'avait pas d'argent « prit la croix », non pour faire un pèlerinage en Terre-Sainte, mais pour aller travailler à Chartres. Les hommes y affluèrent par milliers. Ils bivouaquaient à l'intérieur des murs. Pendant qu'une moitié travaillait, l'autre dormait. De tous les côtés, les paysans arrivaient avec des chariots pleins de blé et des tonneaux pleins de vin. Les gens de Pithiviers apportèrent un grand chariot chargé de froment et auquel ils s'étaient attelés eux-mêmes. Il faisait chaud et la sueur coulait. Dans le village du Puiset, les habitants voulaient les aider, mais ils refusaient tout secours, ne voulant partager avec personne le bénéfice de leur sacrifice.

Cet épanouissement subit d'un art tout neuf et magnifique, porté par un enthousiasme des masses populaires qu'on n'avait pas connu jusque-là, tient du miracle. Pour en bien comprendre la portée, il faut se tenir présent à l'esprit qu'il s'agit non point d'une œuvre entreprise par de grands artistes allant au-devant des autres, auxquels ils frayaient le chemin, mais d'un art **collectif, anonyme, populaire.** Le rôle de l'individu y était considéré tellement secondaire, qu'on ne s'est même pas donné la peine de conserver les noms des artistes de la première époque. Ce n'est que plus tard qu'on se mit à les rechercher, et on en a retrouvé quelques-uns dans les comptes des cités et évêchés. Quant aux sculpteurs, on ne sait rien d'eux. Un esprit nouveau, puissant, commun à tous, avait pris possession des hommes et leur avait donné, de façon mystérieuse, un pouvoir collectif. Les faits sont là, indéniables. D'où sont-ils sortis, tout d'un coup, ces centaines et centaines de tailleurs de pierre, dans un pays où depuis cinq siècles on avait cessé d'ériger de grandes constructions en pierre ? La reconstruction de Chartres fut terminé en trente-deux ans ; il fallut pour cela un très grand nombre d'artisans. L'enthousiasme tint lieu d'apprentissage et

rendit les hommes capables d'accomplir une besogne qu'ils n'auraient pu faire dans des conditions normales. Et la majeure partie de ce travail a été fait gratis pro Deo. On a l'impression que l'humanité fut d'un seul coup libérée de ses chaînes. Des forces qui avaient été enfermées trouvèrent le chemin de liberté et purent agir. Mais elles n'appartenaient pas aux individus, elles étaient collectives, et l'individu leur servait d'outil. C'était la personne France qui se révélait.

L'épanouissement de l'art gothique et la construction presque simultanée de tant de grands édifices avaient eu pour condition préalable la libération des communes. Nous avons vu que les citoyens avaient secoué le joug de leurs maîtres et s'étaient liés dans une communauté. Ce sont ces collectivités qui ont entrepris la construction de ces églises vraiment gigantesques. L'art roman avait été monacal ; l'art gothique fut communal.

Il est bien significatif pour l'esprit de l'époque, que les nouvelles communes n'érigeaient pas d'hôtels de ville somptueux, expression de leur jeune force, mais des églises. Le premier devoir était de remercier Dieu qui avait amené ces temps nouveaux et merveilleux. Les villes rivalisèrent entre elles et c'était à celle qui aurait l'église la plus belle, la plus grande, la plus moderne. Certaines d'entre elles s'engagèrent dans des entreprises qui dépassaient leur forces.

Ainsi furent construites en France, presque simultanément, une soixantaine de grandes cathédrales et des centaines d'autres églises plus ou moins grandes.

On a voulu ranger les grandes cathédrales selon leur valeur artistique. Quand on a vu et revu les plus belles, et qu'on les compare dans sa mémoire, on renonce à toute classification. Les plus célèbres sont sans doute rangées par lettre alphabétique : Amiens, Bourges, Chartres, Laon, Paris, Reims. Chacune a son caractère spécial, son âme à elle. Amiens et Reims se ressemblent

le plus ; ce sont celles où le travail est le plus fini. Chartres est plus austère et plus majestueuse que toutes les autres ; son œuvre sculpturale n'a pas d'égale. Incomparable de clarté et de grandeur est Bourges. Là, l'homme le plus simple peut comprendre la pensée gothique, d'autant que le plan n'est pas compliqué par un transept. C'est absolument merveilleux. Les masses s'y étagent, les nefs s'étayent les unes aux autres, élevant au-dessus d'elles le faîte qui monte vers le ciel. Les arcs-boutants s'élancent avec une hardiesse grandiose. En même temps, Bourges est d'une simplicité sublime, qui ne laisse pas de faire la plus grande impression.

Cependant, quand on croit connaître l'art gothique et qu'on se trouve un jour devant Sainte-Cécile, d'Albi, on a le sentiment de ne rien connaître, tellement cette église diffère de toutes les autres. Construite tout d'une traite, en briques roses, elle ne montre à l'extérieur ni arcs-boutants, ni autre système de contre-butage, sauf les piliers arrondis : on dirait une forteresse. Mais quand on entre, on se trouve en face d'une richesse inouïe de sculptures, de peintures et de vitraux.

On peut encore classer les églises, aussi bien romanes que gothiques, d'après les matériaux. La cathédrale typique est celle construite en pierre calcaire. Certes, cette pierre se travaille plus facilement et se prête le mieux à la sculpture ; on peut en façonner de véritables dentelles. Elle produit aussi des effets de couleurs magnifiques : l'accord du rose et du jaune dans la « Madeleine » de Vézelay reste inoubliable. Là, cependant, où il n'y avait pas de calcaire, il fallait bien s'accommoder d'autres matériaux. Le nombre d'églises construites en granit, en pierre de lave, en briques, en grès, est plus grand qu'on ne le pense en général. Tout le caractère du monument s'en trouve modifié. Le granit, trop dur, ne se prête pas à l'ornementation sculpturale ; il en résulte des églises austères et sobres comme à Limoges.

Pour décorer le portail Nord de Limoges, il a fallu faire venir de la pierre calcaire de l'Ile-de-France. La lave, grâce à sa grande solidité, permet une hardiesse extraordinaire de la construction ; à Clermont-Ferrand, les piliers et les arcs-boutants sont d'une sveltesse invraisemblable. Dans la vallée de la Garonne, ce sont les briques qui prévalent ; elles sont très commodes pour la construction et il n'y a pas de gros poids à remuer ; mais elles donnent facilement aux édifices un aspect fade, sauf quand elles sont d'une aussi belle couleur qu'à Albi. Pour décorer les églises en briques, il faut encore employer du grès ou du calcaire.

Une légende, très répandue en Allemagne, veut que la construction en briques des églises gothiques soit typiquement allemande. Mais la brique a été employée en France depuis toujours ; Saint-Sernin, la plus grande église romane de France, est construite en briques. Ce sont les Cisterciens qui ont érigé la plupart des églises en briques de l'Allemagne ; ceux-ci appartenaient à un ordre français, et leur abbaye, Cîteaux, se trouvait non loin de Dijon, en Bourgogne, dans la même province d'ailleurs que Cluny. Ils ont aussi introduit en Allemagne l'emploi de briques et tuiles en différentes couleurs, qui forment des dessins.

On a voulu reprocher à l'art gothique d'être un art fait de calculs, sec, logique, un art de table à dessiner.

Sans doute la façade de Notre-Dame-de-Paris est-elle un peu sèche, étant par trop régulière ; mais ses tours carrées, faites de cubes entassés, étaient destinées à porter de hautes flèches s'élançant vers le ciel ; on n'a qu'à ajouter, dans son imagination, ces flèches pour comprendre que les masses régulières de la base se trouvent justifiées.

Ce qui est exact, c'est qu'en effet les formes gothique découlent logiquement de la technique, aux lois de laquelle elles devaient se conformer. Mais quand on

a vu de ses propres yeux toutes ces églises de la première époque, et qu'on a constaté combien souvent les angles sont inexacts, les axes brisés, les piliers inclinés, on comprend que la table à dessiner et même la simple arithmétique n'ont pas joué un rôle décisif dans la conception et l'exécution de ces monuments.

Les maîtres gothiques, exactement comme les maîtres romans, ont en première ligne suivi leur sentiment ; ils ont conçu les plans dans leur âme, et, en les réalisant, ils ont osé. Ce qui les distingue de leurs prédécesseurs romans, c'est qu'ils étaient encore plus passionnés et plus téméraires que les moines dans leurs cellules. Souvent, ils ont dû payer leur hardiesse par des échecs cuisants. Ainsi, Beauvais, la plus haute et la plus téméraire de toutes les constructions gothiques. s'est effondrée pendant le travail. On a recommencé, mais il a fallu, pour que la voûte tienne, dédoubler le nombre des piliers. Même beaucoup plus tard, quand les architectes ne disposaient plus seulement d'expériences, mais possédaient l'art de calculer, ils se sont encore lourdement trompés, tel celui de l'Hôtel de ville de Bruxelles, qui, ayant mal disposé les fenêtres de la façade, se vit obligé d'exécuter la dernière seulement à demi.

C'est certainement une erreur de croire que les églises gothiques aient été exécutées d'après des plans méticuleusement dressés à l'avance. Elles ont plutôt crû comme des arbres, sous la poussée irrésistable d'une grande force créatrice, qui, pour réaliser l'aspiration spirituelle des hommes, devait vaincre la pesanteur.

* * *

Il est indispensable de dire encore quelques mots de la sculpture, tant romane que gothique, parce que son évolution montre d'une façon particulièrement probante, comment cet art, après tant de tentatives impar-

faites, réussit un jour, subitement, à franchir le seuil et à produire des œuvres de la plus grande perfection.

Les sculpteurs romans, moines, comme les architectes, n'avaient pas travaillé d'après la nature, mais s'étaient basés sur des dessins qu'ils avaient essayé de copier en pierre. On sait par exemple que la façade de Poitiers a été exécutée d'après des miniatures anglo-saxonnes ; d'où la profusion des entrelacs et d'autres ornements nordiques. La plupart des modèles, cependant, sont venus de Byzance ; en dehors des miniatures, on copiait des sculptures en ivoire. Ainsi on a retrouvé la miniature byzantine, d'après laquelle le célèbre tympan de Moissac a été fait.

L'habileté technique des sculpteurs romans s'était développée à un très haut degré ; les admirables travaux à jour, en pierre, du portail d'Avallon en sont une preuve. Ces sculpteurs se spécialisaient dans les ornements géométriques et botaniques ; devant le corps humain ils restaient désemparés. Il est touchant d'observer comme ils se sont efforcés, parfois en vain, mais de tout leur pouvoir, à donner un peu de vie à leurs statues. Ce qu'ils ont encore le mieux réussi, ce sont les scènes simples de la vie quotidienne, comme dans les célèbres chapiteaux de Vézelay : le vigneron, l'agriculteur, le meunier.

Soudain, entre 1135 et 1145, le tournant décisif est franchi. Que s'est-il passé ? Suger, abbé de Saint-Denis, le même qui fit construire le chœur gothique de la basilique, mécontent de cette sculpture romane restée trop barbare, fit venir du midi de la France, en 1135, des sculpteurs. Dans le midi, il persistait encore une tradition romaine dans l'art de tailler la pierre. Il leur donna l'ordre d'orner le portail de sa nouvelle basilique.. Mais leur œuvre resta encore imparfaite. Les personnages, y compris Dieu le Père, ont des yeux sans

expression, à fleur de tête, et d'immenses moustaches. Le roi David a l'air d'un boyard.

Les mêmes sculpteurs ont commencé dix ans plus tard, en 1145, le portail royal de Chartres, toujours dans le style roman. Là, un voile est déchiré. Il est vrai que les corps sont encore archaïques et un peu raides, mais les figures ont une expression humaine. Une œuvre pleine de beauté naturelle, et d'une grandeur majestueuse, naquit sous les ciseaux de ces mêmes artistes.

Le portail royal de Chartres devint le point de départ de toute la sculpture du moyen âge, non seulement en France, mais dans tous les pays. Lorsque, cinquante ans plus tard, la cathédrale fut reconstruite en style gothique, elle s'orna d'une richesse de statues sans égale dans le monde entier, aussi bien pour le nombre que pour la perfection. Heureusement, dans l'incendie, le portail royal fut sauvé. Rodin a comparé Chartres avec l'acropole, regrettant de ne pas l'avoir connue dans sa jeunesse.

Dans l'espace de soixante ans, il fut créé toute une « somme » de la théologie et des sciences de l'époque, en statues et reliefs de pierre, en l'honneur de Dieu et pour l'instruction des hommes. Il y fallut un grand nombre d'artistes. D'où ces sculpteurs ont-ils surgi ? Où avaient-ils fait leur apprentissage et perfectionné leur art ? C'est un mystère. Il y a, naturellement, de grandes différences dans la valeur artistique des statues, mais aucun des artistes n'a été distingué parmi les autres. Leurs noms nous sont inconnus. Chacun donna tout son pouvoir, et cela dut suffire. C'était un travail pour Dieu et non pas pour gagner de l'honneur.

Parmi les statues, il y a des chefs-d'œuvre comme saint Théodore, ou la figure émouvante de saint Jean-Baptiste, mais il y a aussi une foule de petits détails charmants, pleins de poésie et de méditation.

Les pèlerins qui venaient à Chartres, apportant leur manger, couchant sur la paille des auberges, y passaient des journées et des semaines. Ils ne se lassaient pas de regarder, d'admirer, d'apprendre. Il se déroulait devant leurs yeux, d'une manière tangible, ce que le curé de leur village leur avait raconté : la création du monde, la chute du premier homme, l'expulsion du paradis, l'annonciation, la visitation, la naissance du Christ, les trois mages, la ressurection des morts, le dernier jugement, les diables qui ne se gênaient point pour emporter aussi des rois et des évêques dans l'enfer. Ils admiraient le Christ dans sa majesté, la Sainte Vierge, les apôtres et les saints, en personnes, d'un naturel saisissant. Mais ils y retrouvaient aussi leur propre vie humble ; les sculpteurs n'avaient pas dédaigné de la représenter : les quatre saisons, le moissonneur, le vendangeur, le bûcheron, le porc qu'on tuait à l'approche de l'hiver ; le maître d'école avec sa verge. Enfin tous les êtres fabuleux dont on avait entendu parler : l'éléphant, le chameau, l'ondine avec sa queue de poisson. Les clercs faisaient les guides et les commentateurs. C'était miraculeux. Rien ne parut oublié. Ils rentraient dans leur chaumière, enrichis pour toute leur vie ; c'était un monde nouveau dont ils avaient fait connaissance.

La tradition et la routine romaine s'étaient alliées avec les forces dynamiques du Nord ; le pouvoir avec le vouloir ; la science avec la nostalgie.

Ainsi naquit un monde nouveau, celui du moyen âge, le monde français.

En 1144, le premier édifice gothique, le chœur de Saint-Denis, avait été terminé. L'année suivante commence le travail du portail royal de Chartres. En 1220, la reconstruction gothique de Chartres est terminée ; il faut encore quarante ans pour finir l'ornementation sculpturale. C'est le 17 octobre 1260 que toute l'œuvre est consacrée.

Entre ces deux dates, le 11 juin 1144 et le 17 octobre 1260, se place pour l'humanité la conquête d'un monde nouveau. Il est rare, dans l'histoire, que nous puissions fixer aussi précisément les dates d'une évolution. L'humanité brisa les chaînes de son impuissance et monta vers la lumière. Dorénavant elle pourra donner expression à toutes ses aspirations et à toutes ses nostalgies et mettre à jour ce qui se mouvait dans les profondeurs de son âme.

b) La situation religieuse actuelle

Que les architectures romanes et gothiques aient été l'expression d'une forte religiosité, personne ne voudra le contester. Pour les auteurs des cathédrales, il s'agissait de créer des sanctuaires, de dignes demeures de Dieu. Evidemment, l'ambition des villes y joua son rôle : chacune voulut avoir la plus belle, la plus grande église. L'essentiel cependant fut le sanctuaire. Nous pouvons en voir la preuve dans le fait qu'une fois la nef et le chœur terminés, l'intérêt des bâtisseurs diminua. L'essentiel étant accompli, on ne se souciait pas trop de parfaire l'œuvre. De là ce grand nombre d'églises à la nef majestueuse, dépassant de beaucoup les toits des maisons, mais dont les tours n'ont pas de flèches, ou ne sont qu'à moitié construites ou même à peine commencées : véritables tronçons de tours qui donnent à la silhouette de tant de villes françaises une note si caractéristique.

En Allemagne (et aussi en Normandie, pays de France qui a le plus gardé du caractère germanique de ses habitants), c'est toujours la tour qui prédomine. C'est à sa construction que les maîtres d'œuvre ont donné tout leur amour. On se contentera plutôt de nefs modestes et basses, pourvu que la tour soit magnifique et visible de loin. C'est une toute autre conception.

Ce ne fut pas toujours le manque d'argent qui arrêta les travaux ; car, même la riche ville de Paris laissa les tours de Notre-Dame inachevées. Il faut plutôt y voir une attitude typiquement française : l'aversion d'aller jusqu'au bout. On n'a pas la patience de donner à son œuvre la dernière perfection. A quoi bon ? La cathédrale de Toulouse en est un des exemples les plus frappants ; mais on retrouvera cette même attitude aussi dans d'autres domaines et jusqu'à nos jours. La prédilection pour les solutions provisoires, si caractéristique pour la vie française, surtout pour la vie politique, la façon de vivre d'expédients, en sont les témoins. Y a-t-il là une certaine peur superstitieuse, qui ne veut pas provoquer l'envie des dieux en faisant les choses trop belles ?

Au rebours du moyen âge, les Français passent aujourd'hui pour être un peuple sans religion. La France n'est-elle pas le pays de la libre pensée, de la religion naturelle, de l'hostilité contre l'Eglise ?

La cause principale de cette opinion réside dans le fait que la Grande Révolution a destitué la religion chrétienne et remplacé Dieu par la Raison, déesse suprême. Bien que Napoléon ait rétabli l'Eglise, des événements postérieurs, notamment la lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la législation laïque au début de notre siècle, ont confirmé le monde dans ce jugement.

* * *

De même que le christianisme pénétra d'abord dans les couches supérieures, alors que le peuple restait païen, de même la libre pensée a trouvé ses premiers adeptes dans les élites, cependant que le peuple était encore fidèlement dévoué à l'Eglise. La libre pensée et les autres idées révolutionnaires sont venues d'Angleterre. La langue d'ailleurs le prouve, car « libre penseur » est une traduction littérale du mot anglais « free-

thinker ». Un libre penseur, en français correct, ne serait pas un homme qui a les pensées libres, mais un « penseur » qui n'est pas en prison.

L'époque du onzième au treizième siècle avait été pour la France, pour la personne France, le temps d'une merveilleuse jeunesse animée de cet enthousiasme magnifique, de cette jeune foi ardente dont nous avons essayé de donner une idée. Mais nul organisme vivant ne peut persévérer à son gré dans un stade de son évolution : il continue de croître et de vieillir. Après l'élan de l'adolescence vient l'éveil du sens critique, l'époque des doutes. Ce qui, pour l'individu, représente des années, se chiffre par siècles pour l'être collectif. Le jeune homme arrivé à l'âge critique (critique dans le sens double du mot) rejette ce qu'il avait cru sur la bonne foi des autres, secoue les chaînes du passé, méprise ses tuteurs. Il ne connaît pas encore son chemin et commet erreur sur erreur. Mais il ne veut plus croire, il veut savoir.

Les Français sont doués d'une intelligence aiguë qui est née d'un grand bon sens naturel. Cette intelligence qu'ils ont sciemment cultivée — la langue y ayant puissamment contribué — est la forme sous laquelle la raison s'incorpore dans chaque individu. Les Français croient que la raison, grand principe qui devrait régler toute la vie humaine, les a toujours bien guidés et ils ont placé leur confiance en elle. (Le peuple allemand, tout autrement fait, n'a pas confiance dans la raison.)

Plus un homme se fiera à la raison, plus il sera enclin à nier ce qui la contredit. Ce moment vint pour la France à la fin du dix-huitième siècle.

Ce qui, dans la religion, est le plus contraire à la raison, c'est l'idée d'un dieu personnel. Pourtant l'Eglise y tient essentiellement. S'il existe, comment se le représenter ? Comme une sorte de grand Roi ? Mais alors il est trop manifeste, que c'est un bien mauvais roi, im-

puissant à empêcher les guerres fratricides, laissant traîner les rênes du gouvernement. Le Père bienveillant ? là, les contradictions sont encore plus évidentes. La raison n'arrive pas à se faire une image de Dieu. J'ai une fois assisté, au sein d'une famille française, à une discussion très intéressante sur la question s'il existe, ou non, un « Etre suprême ». Il est plus facile d'imaginer des forces impersonnelles, régissant le monde : la Justice, l'Amour. Tous les Français croient en ces forces sublimes, qui, pour eux, sont réelles. Rien, en effet, n'est plus faux que de croire les Français matérialistes, c'est le contraire de la vérité. Au fond, ils ne croient qu'à l'esprit, et mesurent la valeur d'une époque, non point aux victoires et aux conquêtes, mais aux œuvres d'esprit qu'elle a produites, et d'après la foi, dont elle a été animée. Ainsi, la levée des masses pour la défense du capitaine Dreyfus, fut un mouvement de foi, une lutte, pour sauver l'idée de la Justice, lutte religieuse par excellence.

Les Français sont donc un peuple croyant ; seulement, arrivés à l'âge mûr, ils se refusent de croire aux choses qui leur paraissent contraires à la raison, et surtout, aux dogmes imposés par une autorité quelconque. Un des plus beaux témoignages de cette sorte de croyance est le livre « La possession du monde » de Georges Duhamel, livre profondément religieux, bien que son auteur souligne qu'il n'est pas « croyant », dans le sens de l'Eglise.

Sur les questions de l'au-delà, les Français moyens raisonnent à peu près comme suit : « Personne ne peut savoir, au juste, ce qu'il y a au fond de la vie ; c'est un mystère. Le mystère de la vie, le mystère de la mort, nous en avons un profond respect. Mais nous n'admettons pas que les prêtres viennent affirmer, comme s'ils les savaient, des vérités que personne ne peut savoir et qui, en plus, sont contraires à la raison. Voilà ! Nous

ne voulons pas être trompés, ni nous leurrer nous-mêmes. » Dans le fond de leurs âmes, le sentiment d'être soumis à des forces extra-humaines, surhumaines, est cependant vivant. C'est pourquoi ils ne s'opposent pas à ce que leurs femmes et leurs filles aillent à la messe ; c'est bon pour les femmes. Ils font bénir leur mariage par l'église, et admettent le prêtre à leur lit de mort. Ils ne contestent pas qu'il peut y avoir quelque chose de vrai dans tout ceci, seulement ils ne veulent pas que l'Eglise exerce une domination quelconque. C'est à la liberté qu'ils tiennent. Dans les luttes acharnées pour l'école laïque, il ne s'est pas agi de combattre la religion, mais seulement de briser l'influence dominante que l'Eglise exerçait, en possédant une sorte de monopole de l'enseignement. Jamais personne n'a été empêché d'accomplir les rites de sa confession. Même les instituteurs, qui, à cause de leur attitude nettement anticléricale, révolutionnaire et pacifiste, sont l'horreur de tous les bien-pensants, ont souligné dans leur congrès de 1935 qu'ils sont nullement hostiles à la religion, tout en proclamant la nécessité d'une lutte implacable contre les influences cléricales.

De par leur nature, les Français sont tolérants ; il en a été toujours ainsi. Dans les archives du département de la Drôme, il se trouve un contrat conclu au dix-septième siècle, entre une commune du Dauphiné, et le maître d'école qu'elle engagea ; il y est stipulé que celui-ci devait prendre l'engagement d'enseigner aux enfants aussi la religion : « la confession romaine à qui voudra, et réformée à qui voudra également ».

* * *

Aujourd'hui la personne France est adulte. Un penseur aussi objectif qu'André Siegfried y voit même la différence entre les Français et les autres peuples du continent.

Devenu mûr, l'homme se tourne volontiers de nouveau vers ce qu'il avait condamné, durant la période de son « Sturm und Drang ». Il a appris à juger sans passion, et à apprécier les valeurs durables. Ainsi, il ne serait que naturel, que le peuple français s'intéressât de nouveau aux questions religieuses. Dans la lutte pour le pouvoir, l'Eglise a été vaincue ; aucun danger n'existe qu'elle ne puisse se refaire une puissance, pareille à celle qu'elle a eue.

Les compétences entre l'Eglise et l'Etat sont clairement délimitées. En accordant à la religion une part un peu plus grande, le peuple français ne court pas de risques pour sa liberté.

Il faut y ajouter que les événements de la guerre ont, dans beaucoup d'hommes, réveillé le sentiment religieux. Durant la grande tourmente, ils se sont sentis livrés, sans pitié et sans résistance possibles, à des forces occultes. Dans cette impuissance, les hommes ont cherché un point d'appui. Ensuite, l'aspect des morts évoque toujours la question du sens de la vie, et de ce qui vient après. « Nous n'en savons rien, nous ne pouvons rien savoir », n'est pas une réponse dont cet état d'esprit pourrait se satisfaire.

* * *

Mais s'il y a un renouveau de vie religieuse — où en sont les traces et les effets ?

On pourrait dire que la preuve la plus valable, est fournie par le fait que le catholicisme moderne a produit de fortes personnalités. « Produire » est une façon de parler, mieux vaudrait dire : « s'est emparé de ». Car toute idée, tout mouvement, toute force spirituelle voulant se manifester est toujours en quête de personnalités fortes pour agir par leur truchement. Seuls, cependant, les courants forts réussissent à contraindre des âmes fortes à entrer à leur service.

La plus forte personnalité du catholicisme français, est sans doute son chef actuel, le cardinal Verdier. Un jour, me trouvant dans la nouvelle église Sainte-Agnès de Maisons-Alfort, seul avec le curé qui avait bien voulu me donner quelques explications, je vis arriver le cardinal, en compagnie d'un évêque étranger, auquel il voulait montrer ce bijou d'architecture religieuse moderne. J'avais tout loisir de l'observer. Dans chacun de ses mouvements, ce fils de paysan rouergat trahit son énergie, son allégresse et son sentiment humain. On comprend aisément le rayonnement de sa personne. Un des chefs de l'Eglise protestante de Tchécoslovaquie m'a avoué que le sermon prononcé par le cardinal à Prague, en 1935, avait été profondément « évangélique » et aucunement « romain ».

Une autre de ces personnalités semble être le recteur Baudrillart, de l'Institut catholique. Elève de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, comme tant de Français éminents, il ne s'est fait prêtre que plus tard. Son activité pour la renaissance de la vie religieuse est considérable.

On accordera peut-être plus de poids encore au fait, que, dès avant la guerre, un penseur et écrivain tout-à-fait indépendant, fils du peuple, un des caractères les plus purs de la France moderne, Charles Péguy, tué à la bataille de la Marne, s'est converti au catholicisme. Dans l'histoire de cette conversion, Chartres joue un rôle décisif.

Un jour, Péguy se promenait dans les rues de Paris avec un ami. La conversation tomba sur les enfants. — Si l'un deux était gravement malade, que feriez-vous ? — J'irais, répondit le poète, alors intellectuel pur et incroyant, j'irais à Chartres, à pied, le confier à Notre-Dame.

Peu après, un de ses fils fut atteint de la fièvre typhoïde. Il partit, comme il l'avait dit, tel un croisé du

moyen âge, à pied. Il mit trois jours à franchir la distance. Il s'était mis en route un jeudi, le samedi, dans l'après-midi, il aperçut la haute flèche de la cathédrale, émergeant de la plate Beauce.

« Dès que j'ai vu le clocher, écrivait-il à un ami, ça a été une extase. Je ne sentais plus rien, ni la fatigue, ni mes pieds ; toutes mes impuretés sont tombées d'un coup. J'étais un autre homme. Mon enfant était sauvé. » On voit bien comme le génie du christianisme « s'est emparé » de cet homme. Si ce génie réussit à vaincre le scepticisme d'un écrivain, incroyant jusque-là, et sa méfiance contre tout ce qui semble opposé à la raison, on ne pourra nier qu'il y a là vraiment le témoignage d'une puissante force religieuse.

On trouvera une autre expression de cette force, dans l'œuvre connue sous le nom des « Chantiers du Cardinal ».

Depuis le second Empire, on avait, pour ainsi dire, cessé de construire des églises nouvelles à Paris. La basilique du Sacré-Cœur, sur la butte de Montmartre, est une exception, due à un vœu de la nation. La ville, cependant, et surtout les villages avoisinants, avaient démesurément grandi. Certains de ces anciens villages, devenus des villes peuplées, n'avaient toujours que leur ancienne église paroissiale, romane ou gothique. La nouvelle population étant « rouge », donc anticléricale, le besoin de nouvelles églises ne s'était pas fait sentir. A Paris même, la paroisse de Clignancourt comprenait deux cent mille âmes ; elle était la plus grande paroisse du monde. Les prêtres étaient devenus de simples automates pour enterrement.

Pour parer à cet état de choses, et aussi pour donner du travail aux chômeurs, le cardinal Verdier publia, vers la fin de 1932, un plan pour l'ouverture de soixante chantiers, pour la construction de nouvelles églises, et invita la population à lui en fournir les moyens.

La façon dont ce plan fut accueilli d'abord, puis mis en exécution, permet certaines conclusions sur la situation religieuse. Le fait que l'expérience a été faite à Paris, ne lui enlève pas sa valeur, car Paris étant particulièrement « avancée », personne ne pourra prétendre, que les conditions y aient été plus favorables qu'ailleurs.

Que la grande presse accueillit le plan très favorablement, et que de fortes sommes furent immédiatement souscrites — personne ne s'en étonnera ; car la bourgeoisie aisée, si nombreuse à Paris, a toujours été catholique. Même dans ces conditions, la somme de vingt millions, souscrite en quelques heures, surprendra. En dehors de cela, les collectes dans les maisons et dans les églises fournissaient des sommes considérables, jusqu'à vingt mille francs dans un seul service. On commença immédiatement à construire, et, au bout d'un an, vingt-et-une églises nouvelles étaient déjà terminées.

Plus significative est l'attitude des municipalités, même « rouges ». Elles donnèrent le terrain gratis ou à un loyer minime, s'intéressèrent aux détails du plan, et se firent représenter à la pose de la première pierre et à la fête de l'inauguration. Même en admettant que l'amour du clocher y entre pour quelque chose, on ne pourra guère nier que cela eût été impossible, il y a vingt-cinq ans. Qu'il y ait quelque chose de changé, la meilleure preuve en est fournie par la déclaration faite par le leader communiste Thorez dans une assemblée électorale à Neuilly en 1936 : « Pour les œuvres de bienfaisance, nos municipalités communistes collaborent avec les curés. »

La population elle-même, pour laquelle ces églises sont destinées, qu'en dit-elle ? — A Clignancourt, 95% des chefs de famille, presque tous des ouvriers, ont signé une pétition pour la construction d'une nouvelle église. Pour les Français, nous le verrons à maintes reprises, la famille importe plus que tout le reste : il faut que les

enfants soient bien élevés. Qu'il soit libre penseur ou non, l'homme du peuple ne veut pas que ses enfants soient dépravés. Lui-même a peut être eu une éducation religieuse sévère (je connais des Français éminents, qui ont été enfants de chœur dans leur jeunesse). Maintenant, à l'âge mûr, il convient qu'au fond cela ne lui a pas fait de mal. Envoyer les enfants à l'école du dimanche vaut mieux que de les laisser se ballader dans les rues. Mais il faut surtout garder les filles. Car le Français moyen veut que la jeune fille qu'il choisira comme épouse soit intacte.

Somme toute, l'accueil a donc été favorable. Il ne faut, cependant, pas sous-estimer les difficultés, auxquelles les curés de ces églises nouvelles se heurtent. Pareils aux missionnaires, ils doivent d'abord rassembler une communauté. On les appelle « les défricheurs de la banlieue », parce qu'ils ont, en effet, un terrain inculte à défricher. Parler avec ces hommes est toujours intéressant, tous sont humains et joyeux, et proches de la vie. Ils ont quelque chose des sages. Leur travail commence par la base : ils rassemblent les enfants, jouent avec eux, les surveillent ; ainsi ils gagnent les mamans. Des jeunes filles se trouvent pour les aider : ce seront les mères futures. Un jour, le père viendra voir jouer sa fille dans une pièce de théâtre, ou l'entendre chanter à la chorale. Ce qu'il faut éviter, c'est même l'apparence d'une pression. Il ne faut pas parler de dogmes, ni bien entendu, de pénitence ou de peines éternelles. La menace de l'enfer, par laquelle l'Eglise régissait tant de siècles, a perdu tout son pouvoir. Il faut dire : « N'est-il pas bienfaisant de se recueillir, pendant quelques instants, dans un endroit beau et solennel ? de réfléchir, d'écouter la voix intérieure et de se donner au sentiment de l'infini ? Vous devez le sentir dans votre poitrine, l'infini ? On n'exige point que vous croyez ce qui est contraire à la raison. Ce sont des symboles

que nous vous montrons, mais ce qui seul importe, ce sont les forces que nous entrevoyons derrière ces symboles. »

Chose certaine, les défricheurs sont contents de leur succès. Quelques-unes des églises nouvelles sont, dès à présent, pleines les jours de fête. Des gens qui avaient abandonné l'habitude d'aller à l'église, la reprennent. Il y a certainement un changement.

* * *

Dans les milieux intellectuels, ce changement d'attitude est beaucoup plus net. Nous avons cité Péguy ; il faudrait nommer encore le retour à la religion d'un autre écrivain d'abord incroyant : Ernest Psichari, petit-fils de Renan. Mais, la meilleure preuve est fournie par la floraison de l'Institut Catholique de Paris. C'est une université privée complète, comprenant toutes les facultés, à seule exception de la médecine, et un certain nombre d'instituts scientifiques. Fondé en 1875, il prépare à tous les examens, exactement comme la Sorbonne. Le fait qu'il peut, sans l'aide de l'Etat, non seulement vivre, mais se développer d'année en année, semble prouver que les familles sont nombreuses, qui tiennent à une éducation à base religieuse, et que les jeunes gens, tout au moins, ne s'y opposent pas. Actuellement, l'Institut catholique a cent vingt professeurs, et plus de deux mille étudiants. En 1934, il a inauguré un édifice important pour les 225.000 volumes de la bibliothèque.

La tâche de l'Institut catholique a été précisée dans les mots : « réintégrer la doctrine chrétienne dans les intelligences », cela veut dire : concilier la foi et la science. Le temps du « Credo quia absurdum » est passé, on ne peut plus insinuer à personne de croire ce qui est contraire à la raison . Par contre, il est devenu plus facile de faire admettre aux hommes qu'il y a des domaines de l'esprit, qui ne sont pas accessibles à l'intellect.

Les chances pour une réconciliation de la foi et de la science, sont, sans aucun doute, de nos jours bien plus grandes que jamais. Le temps du matérialisme plat est passé ; les forces spirituelles redeviennent visibles.

A part le Dieu « personnel », c'était surtout le « miracle » qui a rebuté les hommes éclairés du dix-neuvième siècle. Ce siècle des sciences naturelles a révélé les lois éternelles de la nature, qui ne laissent pas de place pour des exceptions. Le bourgeois et l'ouvrier, fiers de leurs nouvelles connaissances, fiers du progrès, ne pouvaient admettre qu'un homme, fût-il le plus grand, que ce prétendu « Dieu » même, pussent transgresser ces lois. Cette insinuation les offensait. Le miracle avait condamné la religion chrétienne.

De nos jours, il y a tant de « miracles », que personne ne peut suffisamment expliquer, tant d'inventions ont été faites, qu'on aurait rangées, il y a peu d'années, parmi les contes de fée, qu'il faut un singulier courage pour affirmer que telle ou telle chose soit « impossible ». Des lois de la nature, nous ne savons que les grandes lignes. Certaines, telle la loi de la gravitation, restent dans un mystère absolu. Nous sommes redevenus modestes, comme Socrate. Qui de nous comprend réellement le miracle de la téléphonie sans fil ? Comment ! pendant que je me trouve dans ma petite chambre, seul, à manger la pomme de mon désert, cette chambre et ma personne elle-même sont traversées, criblées, à une vitesse de trois cent mille kilomètres à la seconde, par des ondes électriques de cent différents longueurs ? Et je puis même en choisir une, je n'ai pour cela qu'à tourner un bouton, et cette onde se transforme, par exemple, en musique faite à Rome ou à Moscou. N'est-ce pas miraculeux ? Evidemment rien là que de naturel, je connais même, grossièrement, les lois d'après lesquelles ces forces agissent ; seulement, les forces elles-mêmes restent dans l'inconnu. Tout en étant « naturel », cela

dépasse de loin la raison humaine ; il n'y a que des gens tout à fait élémentaires pour prétendre qu'ils en « comprennent » le secret.

Or, quand le « miracle » devient naturel, une des entraves principales s'opposant à la résurrection de la religion, tombe d'elle-même.

D'un autre côté, l'intelligence et la science, dans beaucoup de cas, se sont nettement avérées insuffisantes, sinon trompeuses. Au cours de la crise économique mondiale, les autorités les plus célèbres n'ont-elles pas été journellement démenties par les faits ? Dans la science médicale, combien d'erreurs ont été rectifiées par le progrès, dans les trente années passées. N'insistons pas. Les hommes de nos jours sont plus enclins à admettre qu'il existe des forces soit inconnues, soit inexplorées, des forces en tout cas, sur lesquelles l'homme n'a pas de prise.

Nous avons déjà parlé de la guerre et de l'influence profonde qu'elle a eue sur les esprits. Que la France, dans la bataille de la Marne, ait été sauvée, beaucoup de Français y voient un miracle, pareil à celui accompli par la Pucelle d'Orléans. Ceux qui sont des chrétiens convaincus vont plus loin : ils y voient un acte de Dieu.

En plus de cela, les récentes découvertes dans le domaine des sciences naturelles ont créé une situation toute nouvelle, et dont personne ne peut encore prévoir les conséquences pour notre conception de la vie et du monde. Il semble certain, que des corps « solides », dans le sens que nous donnions à ce mot, n'existent pas, et qu'à la base de tous les phénomènes, il n'y a que le mouvement, c'est-à-dire la force. La matière même n'existe pas, en réalité, et ne peut donc être opposée à l'esprit. Ce que nous avions cru réel, s'avère irréel, le monde sensible et tangible ne serait qu'une illusion. La religion, dans ces conditions, cesse d'être absurde. Eddington, le célèbre physicien anglais, a dit : « Depuis

1928, la religion est de nouveau devenue acceptable pour un esprit scientifique et raisonnable. »

Le temps approche où les forces, différentes entre elles, mais ayant ceci de commun d'être conscientes, et que les hommes ont groupées sous le vocable de « Dieu » pourront être aperçues, mesurées, pesées, mises à la portée de tous les hommes de bonne volonté.

* * *

On irait évidemment trop loin, en parlant d'un renouveau de vie religieuse en France. Essayons d'esquisser la situation actuelle : La paix est faite entre l'Eglise et l'Etat. De cette paix, l'Eglise tire profit ; son autorité va en grandissant. Un nouvel esprit religieux semble avoir surgi dans certains cercles intellectuels. Que cet esprit puisse saisir les masses du peuple, il faut en douter, bien que ce ne soit pas impossible, surtout si l'on réussit à réconcilier la religion avec la science. En attendant, il est probable, que le respect de la religion continuera à s'accroître, pourvu que, toutefois, l'Eglise évite soigneusement de prendre parti pour le capitalisme.

Nul autre peuple n'a été pénétré et transformé par la doctrine chrétienne autant que le peuple français. Nulle part le christianisme n'a déclenché des forces aussi puissantes, et accompli des œuvres aussi considérables : les cathédrales gothiques en témoignent. La valeur morale des idées chrétiennes n'est nulle part moins contestée qu'en France. Qu'elle puisse jamais être mise en doute n'est guère concevable. Même des orateurs socialistes ne craignent aucunement de citer des passages de l'évangile. Tous les Français sont profondément convaincus que l'homme ne vit pas « seulement de pain ». Et la communauté des hommes, croyant dans la force de l'Amour, est de beaucoup plus grande que celle des pratiquants de l'Eglise catholique.

Le grand problème qui préoccupe, qui hante le peuple français, n'est pas le problème religieux, c'est la lutte contre la puissance de l'argent, contre le règne de Mammon. Nous en reparlerons.

* * *

Il faut dire quelques mots sur l'Eglise protestante.

Dans les Cévennes et dans le Jura, il existe des régions, un peu à côté, et pauvres en général, où le protestantisme est resté la religion du peuple. Dans le reste de la France et aux yeux du Français moyen, le protestantisme a plutôt l'air d'une religion de bourgeois aisés, bien-pensants, très bien élevés et menant, au point de vue moral, une vie exemplaire. L'accent de cette religion est posé sur les œuvres, la foi n'y joue pas le rôle prépondérant que Luther lui donne. J'ai souvent rencontré des protestants : tous étaient des gens de haute culture et sympathiques, mais nulle part je n'ai senti un souffle vivant de protestantisme. L'ancien président de la république, Gaston Doumergue, peut passer pour un protestant type de ce genre. On se rappelle que, à un moment donné en 1934, tous les bien-pensants avaient placé leur espoir en Doumerge qu'ils croyaient appelé à sauver la République.

A Paris, la situation est des plus curieuses. On est tenté de dire que le protestantisme y est la religion des grands banquiers et des administrateurs. Le fait s'explique historiquement. On sait que la forme moderne du capitalisme est née du calvinisme ; il est donc naturel que dans ses rangs on trouve de nombreux banquiers. Les banquiers protestants de Paris ne sont cependant pas d'origine française, mais suisse. Ils sont tous venus à Paris avec Necker, à la fin de la monarchie. Très sérieux, très avisés, très honnêtes, inspirant de la confiance, ils ont peu à peu accaparé l'administration des

grandes fortunes, si nombreuses en France. C'est cela qui leur donne une influence énorme, mais occulte, sur la vie économique et politique de la France. On sait que la plus grande puissance en France est la Banque de France. Jusqu'à présent tous les gouvernements ont dû se plier à sa volonté. Or, à la tête de la Banque de France se trouvait un conseil de régence composé de quinze membres. Six en étaient, selon le statut, banquiers. Pendant assez longtemps, de ces banquiers, cinq furent protestants et un seul juif (Rothschild). Peu de gens le savent ; c'est cependant intéressant.

Les communautés protestantes de Paris et de la banlieue vivent des dons de leurs membres, en première ligne des riches. Dans ces conditions on comprend que l'anticapitalisme n'y est pas de mise. Nul contraste plus grand qu'entre ces pasteurs, très bourgeois, très posés et le clergé catholique.

Il faut y ajouter que beaucoup de protestants français souffrent d'un complexe d'infériorité nationaliste, surtout ceux qui sont d'origine étrangère : ils ont toujours peur de n'être pas pris pour des patriotes cent pour cent. C'est pourquoi ils aiment à afficher leur sentiment national. A Paris, on trouve même parmi les agitateurs nationalistes les plus en vue un pasteur protestant, député d'un quartier très bourgeois. Cela semble contraire à l'esprit du protestantisme.

Comprend-on que, dans ces conditions, le protestantisme ne peut, de nos jours, guère être une force vivante en France ?

Dans les siècles passés, il n'en fut pas ainsi. Encore maintenant on voit très bien ce que furent jadis des villes protestantes ; on croit même y sentir le souffle du passé. Nous avons déjà cité Nîmes et nous en rencontrerons d'autres.

c) Vers une nouvelle architecture religieuse ?

Un style nouveau ne sort jamais de la tête d'un architecte — fût-il le plus génial. Pour qu'il naisse, il faut, condition préalable, que la collectivité soit saisie d'un renouveau de vitalité, et que ces forces nouvelles poussent les individus vers des réalisations.

La forme que prendront ces réalisations, c'est-à-dire leur style, dépendra, dans une large mesure, des moyens techniques que l'époque met à la disposition des artistes. Ces moyens sont-ils insuffisants, il en résultera une lutte passionnée des artistes contre cette insuffisance : toute leur imagination s'ingéniera à réaliser leurs visions malgré elle, et leurs œuvres porteront le sceau de cette lutte. Ainsi, le style roman doit ses traits caractéristiques à la lutte des architectes contre les possibilités trop limitées de la voûte massive. L'art gothique au rebours, a tiré toutes ses forces d'un progrès technique : l'invention d'une voûte légère ; elle lui doit tout son essor miraculeux. La Renaissance s'est contentée de développer les possibilités techniques que les siècles précédents lui avaient léguées. Les styles suivants : de Louis XIV jusqu'à l'Empire, ne sont que des variations du style Renaissance. Vers la fin du dix-neuvième siècle, on peut constater dans les milieux artistiques un mouvement, pour inventer un nouveau style. La nouvelle technique, il est vrai, existait depuis cinquante ans, mais ce qui faisait défaut, c'était le renouveau de vitalité. Cet « art nouveau », appelé « Jugendstil », d'après une revue artistique allemande, a laissé en France et surtout à Paris, un certain nombre de monuments. On peut citer : les fameuses entrées du Métropolitain ; à Vichy, quelques grands palais de l'administration thermale. Tout cela nous paraît déjà tellement éloigné, que nous sommes à même de juger ces constructions du point de vue historique.

Une technique toute neuve avait été inventée dès 1850, la **technique du béton armé**, offrant aux architectes des possibilités illimitées.

Le mortier de ciment, appelé béton, avait été connu des Romains, mais le secret de la préparation s'était perdu. C'est un Français qui l'a retrouvé vers 1820 : il consiste à joindre à la chaux de l'argile brûlé et moulu. Un autre Français, Monnier, a inventé, trente ans plus tard, le béton armé, et s'en est servi pour des buts industriels : construction de pavillons etc. Est-ce un hasard que ces deux inventeurs soient Français, ou faut-il voir là une manifestation de cet esprit éternel, qui a aussi inventé l'opposition des masses et la voûte sur ogives, manifestation de la « personne France » ?

La technique du béton armé est, elle aussi, très simple. On érige d'abord une sorte de squelette grossier de toute la construction : murs, piliers, plafonds, voûtes sont représentés par des faisceaux irréguliers de fils, et de bâtons en fer, qui formeront comme leurs ossements. On entoure ces faisceaux d'un coffrage de planches, dans lequel on verse un mélange de ciment, de sable et de gravier ; comme pour la voûte en pierre, on a donc besoin d'une construction auxiliaire en bois. On procède par étapes. Inutile de faire tout le squelette à l'avance : on commence par une partie, le coffre, y met le béton, et pendant que celui-ci durcit — ce qui se fait dans les vingt-quatre heures — on prépare de nouveaux faisceaux. Entre eux, les différents éléments de la construction sont également réunis par des fils et bâtons de fer.

Il en résulte une construction qui est d'une seule pièce, sans jointures. Ainsi tout l'édifice forme un immense monolithe, où tout se tient, et s'étaye mutuellement. Il n'y a donc ni danger qu'une voûte puisse se désagréger, ni danger de poussée latérale, tendant à renverser les parois. La construction peut être faite par

des manœuvres, en peu de temps, et pour un prix très modique, en comparaison de celui d'une construction gothique.

Ces avantages manifestes ont permis à la technique du béton armé de se répandre, en peu de temps, sur tout le globe. Mais l'idée n'est venue à personne d'en faire découler un style nouveau. Cela prouve incontestablement que ce qui a fait défaut, c'était bien l'esprit, la vitalité, la poussée intérieure, le démon, les forces spirituelles qui avaient animés les architectes du moyen âge. Comme on est loin de cet enthousiasme du douzième siècle, qui, sur la petite expérience faite dans une église de village, se lança sans hésiter, et impatiemment, dans l'aventure de constructions gigantesques ! Pourtant, la technique du béton armé ouvre de toutes autres possibilités que la technique gothique. Ce que les architectes du moyen âge n'auraient osé rêver, dans leur fantaisies les plus téméraires, est devenu possible : des constructions qui, quelques grandes et hardies qu'elles fussent, n'auraient plus besoin d'aucun système de contrebutage. Les architectes « fin-de-siècle », esthètes anémiques et fatigués, n'y comprirent rien. Ils se servaient bien de la nouvelle technique, à cause de ses avantages manifestes, mais ils ont eu le plus grand soin de la cacher sous un extérieur de Renaissance, d'Empire et même, cruelle ironie, de gothique.

Un des premiers qui ait compris qu'on ne peut pas créer un art vivant, en continuant de copier les formes dépourvues de vie du moyen âge et de l'antiquité, mais seulement en le faisant découler des matériaux et de la technique, était De Baudot, qui, en 1894, risquait dans son église de St-Jean-de-Montmartre la tentative d'un style de béton armé, tentative bien curieuse, et, tout en étant parfaitement logique, maladroite ; aussi son exemple ne fut-il pas suivi. Il a fallu encore trente ans, pour que les frères Perret aient pu, dans l'église du

Raincy, clairement réaliser et montrer, ce que doit, et peut être, le style du béton armé.

Un grand courage était nécessaire à ces architectes, pour jeter, avec une sincérité brutale, le gant à toutes les conceptions traditionnelles. Les frères Perret, avec une logique intransigeante, sont allés jusqu'à la dernière limite de ce qui était possible. Il fallut construire une église en béton armé, dans un faubourg habité par des ouvriers et des petites gens. On devait voir que ce n'était rien que du pauvre béton, il ne pouvait être question de feindre quoi que ce soit. Les murs ne sont pas d'un seul bloc, mais construits de pierres en béton, préparées d'avance ; les joints ne sont que grossièrement fichés. Les piliers et les voutes surbaissées forment bloc, mais on a laissé le béton, tel qu'il est sorti du coffrage, avec les empreintes des planches. Dans un sentiment de sincérité farouche, on a dédaigné rendre la surface lisse. Le résultat est des plus curieux. Certes, ce n'est pas « beau » dans le sens traditionnel du mot, d'autant que le béton, a, de nature, une teinte pauvre et laide. Malgré cela, on a, en entrant, une sensation de joie et de grandeur : quelle belle salle de fête ! Cela ne sent point du tout la pauvreté. Comment les architectes sont-ils arrivés à ce résultat ?

Les trois nefs, de hauteur égale, reposent sur des colonnes d'une sveltesse incroyable n'entravant en rien la vue, comme le font les épais piliers et colonnes en pierres taillées des églises médiévales ; ainsi, tout le plafond, dans le rythme de ses voûtes surbaissées, semble comme suspendu dans l'air. Il s'en dégage un sentiment de grande légèreté. Les murs latéraux n'ont pas de fenêtres, mais sont entièrement faits dans un treillage de minces lattes de béton, dont les jours sont remplis par du verre colorié. Derrière le sanctuaire, élevé de quelques marches, tout le chevet est formé de vitraux bleus ; irrésistiblement le regard y est attiré.

Pour le visiteur qui arrive avec son idée fixe d'église traditionnelle, la première impression est étrange. Personne, cependant, pourvu qu'il soit sincère, ne pourra se dérober au sentiment de se trouver en présence de quelque chose d'entièrement neuf et de très bien réussi. Cette église diffère, en effet, entièrement, de toutes celles construites dans le passé, par le fait qu'on ne peut construire ainsi qu'en béton armé. Aucune technique précédente ne donne ces possibilités. L'église du Raincy est le commencement d'un style absolument nouveau qui, en elle, a trouvé pour la première fois sa forme caractéristique. Dès à présent, elle est le modèle de ce nouveau style « béton armé », modèle qu'aucun architecte ne peut négliger.

Il en fut ainsi au douzième siècle du chœur de Saint-Denis, premier exemple du style gothique. Est-ce un hasard que Le Raincy et St-Denis se trouvent sur la même plaine, séparés seulement de quelques kilomètres? Ne faut-il pas voir, encore ici, dans cette coïncidence, l'expression d'un même esprit, du génie inventeur de la personne France ?

Une des erreurs le plus répandues dans le monde veut que la France soit un pays vieux, tombé en déchéance ; qu'elle s'accroche désespérément au passé, au statu quo ; qu'elle ait peur des peuples jeunes voulant vivre « dangereusement », partis à la conquête de nouvelles formes de la vie en commun. Rappelons-nous, cependant, que toutes ces idées nouvelles, qui, depuis cent cinquante ans, travaillent le monde, sont nées en France. C'est de la France qu'elles sont parties à la conquête de l'humanité. Elle est, comme l'a dit Bergson, le grand fournisseur intellectuel du monde. Nul doute, la France, elle aussi est arrivée à un tournant de son histoire — comme tous les peuples blancs. Il y a, cependant, un fait incontestable, confirmé à travers toute l'histoire humaine : c'est

que de nouvelles architectures ne naissent jamais dans des périodes de déclin, mais sont le signe le plus sûr d'un renouveau de la vie. La renaissance d'une architecture nouvelle est un témoignage plus probant et plus juste des véritables forces de ce pays, que le scandale Stavisky et les fréquentes culbutes des ministères.

Certes, le mot « style » a, de nos jours, un sens différent de celui d'antan. L'image d'une église gothique était, une fois pour toutes, arrêtée par les éléments de construction de ce style : croisées d'ogives, piliers, système de contre-butage : l'architecte ne put y échapper. L'architecte moderne, au contraire, a toutes les libertés qu'il peut souhaiter ; la technique ne lui impose d'aucune façon des formes déterminées. Il est donc impossible de reconnaître le nouveau « style » aux éléments de construction et aux ornements. Ce qui le caractérise, c'est d'un côté, le fait que ses constructions typiques doivent leur forme à la technique du béton armé et ne pourraient être reproduites dans aucune autre technique, et, de l'autre côté, la sincérité, la beauté des proportions, la solution artistique du problème de l'éclairage. C'est à ces signes qu'on reconnaît les œuvres de valeur. La sincérité pose deux sortes de conditions : se conformer aux matériaux, sans rien feindre, et exprimer aussi ostensiblement, et aussi éloquemment que possible, l'idée religieuse particulière, qui s'incorpore dans chaque église. Ainsi une église « du Rédempteur », devra avoir un caractère nettement différent d'une église « du Saint-Esprit ». Quand elle est placée sous le vocable d'un saint, le caractère de celui-ci, tel qu'il résulte du récit de sa vie, doit trouver son expression dans l'ensemble de l'église. Une douce sainte, telle qu'Agnès, qui succombe au martyre à l'âge de treize ans, exige une toute autre église qu'un lutteur héroïque. Pour cela, il faut que l'architecte soit capable de se pénétrer d'esprit chrétien, et qu'il connaisse et comprenne l'histoire de

l'Eglise. Il faut donc qu'il soit croyant, car, comme les vieux maîtres, il doit, pour réussir, construire « à la gloire de Dieu ».

Le grand danger de la liberté trop illimitée est de tomber dans l'arbitraire. En voulant montrer ce qui leur est possible, certains des nouveaux architectes ont quitté le domaine de la mesure, recherchant la bizarrerie, essayant d'étonner le monde par des feux d'artifice. Il en résulte un manque de calme et de sérénité ; c'est un reproche qu'on est tenté de faire à un certain nombre de nouvelles églises. Il serait peut-être téméraire de vouloir dire, dès à présent, lesquelles seront acceptées par la postérité, lesquelles condamnées, mais il existe déjà bon nombre d'églises nouvelles qu'on peut appeler, en toute sûreté, des chefs-d'œuvres parce qu'elles répondent à l'échelle éternelle de la sincérité, de la beauté sereine, et qu'elles communiquent un sentiment religieux. Quant aux autres, on y verra des documents typiques de notre époque tourmentée, qui, à tâtons et anxieusement, se cherche elle-même.

Il peut à première vue surprendre, que le style nouveau, du moins dans ses formes extérieures, s'apparente souvent du roman. Celui-ci, en effet, est caractérisé, comme le style nouveau, par la sincérité et l'objectivité. On trouvera donc naturel, que l'église toute neuve de St-Pierre-de-Chaillot à Paris montre une façade romane, rappelant celle d'Angoulême, ornée de sculptures d'un travail merveilleux, et qu'elle soit flanquée d'une reconstitution du clocher de Cluny, jadis célèbre et détruit pendant la Révolution.

L'intérieur de ces églises, par contre, rappelle dans sa légèreté et sa clareté, plutôt le style gothique, mais un gothique affranchi des dernières entraves. Les églises romanes, souvenons-nous-en, étaient sombres. L'architecte peut, d'ailleurs, si cela répond à son idée et à son sentiment, donner aussi à l'extérieur cet élancement

vers les hauteurs qui caractérise le style gothique, sans pécher, en rien, contre la loi de la sincérité.

La nouvelle église de Sainte-Agnès, à Maisons-Alfort, déjà nommée, est un exemple convaincant d'une église d'esprit gothique, mais où l'on chercherait en vain tout élément de construction gothique. Il a fallu ériger cette église sur un emplacement étroit, de forme irrégulière, serré entre des maisons et qui, de plus, n'est pas perpendiculaire à la rue. De toutes ces difficultés, on ne voit rien quand on pénètre à l'intérieur. L'architecte a su les vaincre d'une façon parfaite ; on ne s'aperçoit même pas de la forme irrégulière du plan. Pour avoir de la lumière, la nef a été poussée très haute. La partie supérieure des murs latéraux, celle qui dépasse les toits des maisons voisines, est, comme au Raincy, dissolue dans un treillage léger ; seulement, ici, les jours ne sont pas remplis de simples verres en couleurs, mais de peintures sur verre très belles, d'un éclat magnifique, racontant l'histoire de la Sainte. (Au début du vingtième siècle, on a retrouvé le secret pour donner au verre ses couleurs éclatantes.) Le fanatisme de la sincérité n'est pas poussé aussi loin qu'au Raincy : la surface du béton est aplani et a reçu une teinte jaunâtre ; elle est, en partie, revêtue de boiseries et de marbres. La tribune des chanteurs et le buffet d'orgues sont de formes particulièrement heureuses. Le sanctuaire est peint de fresques très décentes. Le tout forme une église entièrement moderne, sans concession aucune ni à la routine, ni au goût conventionnel, sans emprunt, sans effet facile, et cependant d'une beauté parfaite. On ne se dérobera pas facilement à ce sentiment de beauté. En même temps, on est frappé par l'affinité de cette église avec la Sainte-Chapelle, ce chef-d'œuvre du treizième siècle, ancienne chapelle du vieux château des rois, sur l'île de la Cité, et qui nous est parvenue dans un état parfait de conservation. Quiconque visite la Sainte

Chapelle, devrait aller voir aussi Sainte-Agnès d'Alfort; pour les deux on choisira une journée claire, qui fait resplendir le feu d'artifice des vitraux.

Notre tâche n'est point de donner des descriptions, mais de montrer les traits caractéristiques de la personne France. Ce serait donc sortir de notre but que de continuer à nommer toutes les églises nouvelles qui en seraient dignes. Nous ne pouvons, cependant, passer sous silence, l'église du Saint-Esprit, sise Avenue Daumesnil, à Paris, et non encore terminée, parce que, dans l'esprit de ses auteurs, elle devra être un monument représentatif de l'Eglise romaine. La tâche de l'architecte, Paul Tournon, est d'y montrer, non seulement la « somme » de ce qui est de nos jours techniquement possible, mais encore, et surtout, la grandeur et la puissance de l'Eglise. Saint-Esprit est projeté comme une nouvelle incarnation de l'idée de Sainte-Sophie de Constantinople : église de la sainte Sagesse. C'est une église à coupoles, et dont toute la construction est visible du dehors, comme à Périgueux. La nef est couverte d'une immense coupole centrale, que seule la technique du béton armé permet de faire aussi vaste et aussi légère. On a le sentiment net, qu'elle ne pèse pas sur les murs, mais qu'elle est quasi suspendue au-dessus d'eux ; elle en est séparée par un cercle de jours, interrompus seulement par de minces appuis. C'est de là, d'en haut, que tombe la lumière, symbolisant le Saint-Esprit. Autour du dôme central, quatre demi-coupoles forment la croix grecque, chacune encadrée de trois petites coupoles. L'intérieur est entièrement peint en fresques de couleur vives. Pour ce travail, le cardinal Verdier, — l'église est un des « chantiers » du cardinal — a assigné une somme de 400.000 Francs. Quarante peintres, dont des femmes, ont collaboré à cette œuvre dont l'idée maîtresse est « la propagation de la foi chrétienne dans le monde ». Chacun d'eux a son espace limité et son

thème spécial ; il ne peut, cependant, y faire de l'individualisme, mais doit s'intégrer dans l'ensemble. L'architecte y a veillé avec une rigueur intransigeante. Ainsi naquit, jadis, l'œuvre sculpturale de Chartres, composée de statues de valeur artistique différente, mais formant une merveilleuse symphonie. Depuis le moyen âge, pareille collaboration n'a plus existé ; elle surprend dans le pays de l'individualisme prononcé.

Par ce travail collectif, au service d'une idée nettement concise, par cette réunion de tous les artistes sous une seule et suprême direction, l'architecte prend de nouveau la place du « Maître d'œuvre » du moyen-âge, pareil à un Jean de Chelles, Robert de Luzarches, Pierre de Montereau, Erwin von Steinbach. C'est lui, qui, en dernière instance, décide de tout : du plan, de l'exécution, de l'ornementation, du mobilier (autel, chaire, confessionaux), tout en laissant une grande liberté aux artistes, pourvu que ceux-ci se soumettent à l'idée maîtresse. C'est un principe très vieux — et tout à fait moderne. L'humanité a de nouveau compris l'insuffisance de l'effort isolé — individualiste — et tend vers l'effort collectif. Nous avons vu qu'au moyen âge la formation de collectivités, appelées communes, a permis aux hommes d'accéder à un niveau supérieur de culture et de civilisation. Le communisme russe (qui a emprunté son nom aux communes), le national-socialisme allemand, le fascisme italien (voulant réunir les forces isolées dans un faisceau), le syndicalisme français — leur but à tous, n'est pas autre chose que de substituer à l'effort individualiste dont l'impuissance devient de plus en plus manifeste un effort collectif.

La nouvelle architecture religieuse a engendré une renaissance de tous les arts décoratifs. Nous avons vu l'importance de la peinture, tant murale que sur verre. Des écoles entières se sont formées ; les monastères

ont, en partie, repris leur rôle d'écoles d'artisans. La mosaïque a également reconquis une place importante, car le béton armé a créé des pans nus, exigeant un décor. Un mur de pierres bien appareillées, et différant presque toujours dans les nuances, séparées de joints blancs, peut être beau en soi — jamais un mur de béton: il faut l'orner. La mosaïque s'y prête à merveille. La sculpture, elle aussi, a tiré grand profit de ce renouveau : il faut voir la façade de St-Pierre-de-Chaillot déjà citée. La technique de béton a, d'ailleurs, donné naissance à une sculpture toute neuve : celle du travail en ciment frais. Pour l'exécuter, il faut que le squelette de fils de fer ne soit pas trop proche de la surface. Quand le béton est suffisament solide (après dix-huit heures) l'artiste commence à le sculpter. Il se borne aux contours grossiers, car il faut terminer avant que la masse ait fini de durcir ; cela donnera des formes simples, monumentales, archaïques, stylisées. Plus tard on fait les petites retouches. C'est un procédé très peu coûteux — le prix de la matière première est presque nul — et qui ne demande que très peu de temps. Il a été inventé par Tournon et exécuté pour la première fois par le sculpteur Sarrabezoles sur le clocher de Villemomble (tout près du Raincy également). Malheureusement, ce clocher lui-même est plus curieux que beau : il présente une carte d'échantillons de toutes les techniques : murs en meulière, en briques, en pierres taillées, en béton. L'effet de la sculpture en souffre.

Une différence fondamentale sépare ces nouvelles églises de celles du moyen-âge : c'est le plan. On a renoncé au transept, aux chapelles latérales, souvent même aux bas-côtés : l'église est une vaste salle, large, haute, bien éclairée, et qu'il faut pouvoir chauffer. La chaire et l'autel doivent être visibles de partout. Une seule chapelle suffit pour les baptêmes ; elle se trouve d'habitude à côté de l'entrée. Pour économiser sur le

chauffage, on ajoute une seconde salle plus petite : l'église d'hiver. Souvent, d'après l'exemple donné au Raincy, elle est placée en dessous du sanctuaire, en forme de crypte ; sinon, dans une annexe. Une « maison paroissiale » paraît nécessaire, avec salle de fête (pourvue d'une scène de théâtre et d'installation cinématographique) et, pour être au complet, un dispensaire et des cabinets de consultations médicales, juridiques et autres. Il faut aussi pouvoir organiser des cours de ménage etc. La maison paroissiale sera en même temps presbytère. — Pour répondre à tous ces besoins, tout un complexe est nécessaire qu'il faut prévoir dès le début, et qu'on exécutera selon les moyens, au cours d'années. Pour les membres de la paroisse, ce complexe doit être un centre de renseignements, de refuge, de consolation, d'édification — comme le fut au moyen-âge la grande église gothique. On peut voir un tel groupe d'édifices, vrai modèle de son genre, à La Courneuve, ville de banlieue, habitée par des ouvriers, et située juste au milieu, entre St-Denis et Le Raincy.

Ce qui frappe dans l'art religieux moderne, c'est l'absence de tout ce qui est douceâtre : une piété, un esprit religieux virils s'y expriment. On ne cherche plus l'ivresse de l'extase, mais la force par le recueillement. On ne veut plus fuir la vie, mais la vaincre.

* * *

Evidemment, dans une ville comme Paris, ces églises nouvelles se perdent dans la multitude des monuments. L'église n'est plus, comme jadis, la seule grande construction d'une commune. De nos jours, les hommes n'affluent pas, comme au douzième siècle, de tous les pays pour admirer la merveille d'un nouveau style. Ces nouveaux édifices, il faut aller les chercher, encore que leur nombre soit assez grand (près de trois mille

dans les régions dévastées par la guerre, mais où, malheureusement, la routine a prévalue). Mais si l'on ne craint pas la peine de chercher, on trouvera des spécimens d'un esprit vraiment neuf, vivant, et typiquement français.

Somme toute, il ne s'agit que d'un commencement. Toutes ces écoles nouvelles, tous ces maîtres d'œuvres, peintres, sculpteurs chercheront des tâches nouvelles, lorsque leurs premiers ouvrages seront terminés. Et ce n'est point le travail qui manque en France. Qu'on se rappelle le nombre infini de vieilles églises qui n'ont jamais été terminées ou qui sont tombées en quasi-ruines ! On évitera l'erreur du dix-neuvième siècle qui avait l'ambition d'imiter le style garanti pur de l'époque, erreur que les siècles précédents n'avaient jamais commise. Il ne peut, non plus, être question de couronner la cathédrale de Chartres des sept clochers prévus dans le plan et qui n'ont pas été exécutés : cela fausserait toute l'image. Mais ce qui est indispensable, c'est que soit mené à bout, et terminé d'une façon satisfaisante à la fois pour les yeux et pour le sentiment, tout ce qui se trouve dans un état de délâbrement, telles les églises de Meaux, de Dreux, certaines églises de Troyes, pour ne nommer que ces quelques exemples. Il nous semble que la France se doive cela.

De quel point de vue qu'on regarde les choses, on ne pourra mettre en doute qu'une nouvelle architecture religieuse est née en France. Ce n'est pas la moindre preuve d'un renouveau de vie qu'on pourra constater dans beaucoup de domaines, si l'on veut ouvrir les yeux. La France est en train de se ressaisir, et de se souvenir de ses meilleures forces. En tout temps, l'épanouissement d'une nouvelle architecture a été le signe le plus probant d'un nouvel essor vital.

IV

FAMILLE, AMITIÉ, PETITE PATRIE

a) La vie en famille

Les neuf dizièmes des étrangers qui viennent en France ne connaissent que Paris, la grande Babel des pécheurs et surtout des pécheresses. Ah, Montmartre et Montparnasse ! C'est là qu'on peut voir combien ce peuple est dépravé, en pleine décadence, voué à la ruine !

Le professeur de Droit d'Etat, Joseph Barthélemy, membre de l'Institut, qui représente la France assez fréquemment dans des congrès scientifiques internationaux, m'a raconté, un jour qu'il voulut bien me recevoir que, dans quelque capitale européenne lointaine, un savant lui avait raconté, rayonnant, que lui aussi connaissait Paris et le Moulin-Rouge où il avait vu les filles danser le cancan. Joseph Barthélemy lui répondit : « Alors vous connaissez plus que moi. »

En effet, tout ce que l'on montre aux étrangers, c'est de l'industrie faite pour eux. Ceux mêmes qui vivent de longues années à Paris, y travaillant, y prenant part à la vie spirituelle, écrivant dans les journaux, fréquentant des salons, ceux-ci mêmes ne savent guère, comment un mari et sa femme vivent ensemble au sein de leur famille, quelles sont exactement leurs relations avec leurs enfants, quel est, somme toute, le véritable aspect de la famille française.

L'Allemand aime à inviter des étrangers dans sa maison ; mais le Français, arrivé à un certain niveau social, tire un rideau devant sa vie privée. Peut-être est-il obligé, de mener, dans le monde, une vie assomante et

conventionnelle : quand il rentre le soir dans sa famille, il veut jeter le masque, se dépouiller des travestis, redevenir lui-même. Des témoins étrangers le gêneraient.

Un tableau célèbre montre l'Ambassadeur d'Espagne, introduit inopinément auprès du roi Henri IV. Il trouve le roi, marchant à quatre pattes, ses enfants à cheval sur son dos, l'incitant à jouer avec des hue ! et des dia ! — Qui sait : Encore aujourd'hui trouverait-on maint grand Français aussi simplement paternel, si les yeux étrangers étaient admis à découvrir cette intimité.

Au fond de cette pudeur, peut-être y a-t-il un peu de la crainte du mauvais œil, refoulée dans l'inconscient ; et la peur de l'envie des dieux. Le bonheur le plus beau et le plus sûr est celui dont personne ne sait rien. Pourquoi tenter le sort ? N'a-t-on pas vu que l'ami le meilleur, le plus aimé, ait détruit le bonheur d'une famille, sans même le vouloir ? rien que par l'enchaînement fatal de la destinée ? Le laid Sainte Beuve n'est-il pas tombé amoureux d'Adèle Hugo, et l'amitié des deux grands hommes, ainsi que la bonne entente des époux, en ont été ruinées ?

Dans le peuple des campagnes, le « mauvais œil » et le « sort jeté » jouent encore le plus grand rôle conscient — de temps en temps les journaux rapportent les faits les plus curieux. Dans toute la France, il est resté d'usage courant, de « toucher du bois », quand une chose marche trop bien, pour calmer la jalousie des démons — exactement comme on frappe, en Allemagne, le dessous de la table en disant « Unberufen ».

Le rôle que joue la famille en France, tout étranger peut, cependant, le voir en maintes occasions. Pour cela, il n'a qu'à se promener quelque beau dimanche, après le déjeuner, dans un des quartiers extérieurs de Paris ; à cette heure, les familles des petits bourgeois et des ouvriers — il serait difficile de distinguer entre eux

— quittent leur foyer pour la promenade en famille. Le père pousse la voiturette de bébé. Il n'a pas l'air tout à fait à son aise dans son complet du dimanche ; mais que voulez-vous ? Puisque la maman l'a si bien détaché, repassé au fer et brossé, il faut bien, en revanche, lui faire le plaisir de le mettre. La mère elle-mème, très bien mise dans sa robe cousue par elle-même, d'après le patron achetée au marché, les cheveux soigneusement frisés, les joues un peu poudrées, très peu de rouge sur les lèvres — oh ! rien que pour montrer qu'on ne se néglige pas — a parfaitement le sentiment de son importance. Et les enfants, comme elle les a parés en l'honneur du dimanche ! Les garçons ont de larges cols rabattus avec une cravatte en papillon, les fillettes des boucles frisées au fer. La mère les guette comme une bonne poule, ne les quittant pas un instant des yeux, les dirigeant, les rappelant à l'ordre avec de petits gloussements : « Attention ! voilà une marche ! ne touche pas le mur ! gare au candelabre, il est fraîchement peint ! » — Comme elle est fière de sa descendance ! C'est elle qui l'a mise au monde, c'est son œuvre.

L'étranger peut encore se convaincre de l'esprit familial français en parcourant par exemple le bois de Vincennes aux portes de Paris, le bois de St-Cloud ou la forêt de St-Germain un peu plus loin, ou encore à une cinquantaine de kilomètres, les immenses forêts de Fontainebleau, de Chantilly, de Compiègne. Dans cette dernière, les muguets fleurissent, au mois de Mai, par myriades, ayant envahi jusqu'aux remblais du chemin de fer. Il n'y rencontrera pas de bandes de jeunes gens qui, sac au dos, marchent au pas cadencé en chantant — tout au plus quelques boy-scouts ; en revanche, il y verra en quantité, campés sous les arbres, des familles et des couples d'amants, familles futures. Partout les automobiles sont rangées à l'ombre, véritable exposition historique. Le hasard peut vous faire voir, le matin,

quand une famille s'embarque pour la journée. D'abord on met les sièges pliants, le grand parasol, très à la mode, le panier d'où sortent les goulots prometteurs de bouteilles. Les grandes personnes, avec des rires et des plaisanteries, rangent leurs pieds tant bien que mal dans l'espace resté libre, et finalement on installe les enfants. On ne va pas loin — à quoi bon ? Quelque part dans un joli site qu'on a une fois repéré. Là, on reste toute la journée et l'on ne s'ennuie point. S'il y a une rivière, le père pêche à la ligne ; il s'est mis à son aise. La maman surveille les enfants. De temps en temps elle jette un regard rapide dans la petite glace de son sac, pour être sûre que l'indéfrisable est encore intact. Les gosses courent après les papillons. Si la maman est « moderne », elle leur permettra de patauger pieds nus dans l'eau, de retourner des pierres pour chercher les écrevisses. A l'heure du repas, on mange copieusement, et en prenant tout son temps : des sardines comme hors-d'œuvre, un poulet rôti froid, des fruits, du pain, du vin rouge, et à la fin du café conservé chaud dans la bouteille thermos. On rentre de bonne heure, car le soir on veut avoir un bon dîner complet et chaud, avec de la soupe — autrement le grand rythme de la vie serait détruit, le rythme traditionnel qui est une des grandes sources de force du peuple français, mais dont il n'est pas conscient.

Dans tout cela, on veut être seul. Voilà la grande raison pourquoi les Français sont si peu hospitaliers. Ils se suffisent à eux-mêmes et craignent le contact des autres, dont ils n'ont pas besoin.

Un jour, une journaliste française, ayant longtemps vécu en Allemagne, m'a fait l'éloge de l'hospitalité de notre peuple. Il lui est arrivé, chose inouïe, d'être invitée à loger par des gens dont elle venait de faire la connaissance dans le train. « Jamais, dit-elle, l'idée n'en viendrait à un Français. En France, c'est chose extra-

ordinaire, quand un proche ami vous invite à dîner chez lui. Il en parle pendant des semaines, des mois même, en faisant miroiter devant vos yeux cet honneur insigne, qu'il va vous faire prochainement. „Je ne l'ai pas oublié", vous dira-t-il, quand vous le rencontrez, mais il aura toujours une nouvelle excuse pour renvoyer le grand moment. Et seulement lorsqu'il finit par avoir honte, il fait un grand effort et surmonte son aversion. » Ce n'est point exagéré ; on en fera l'expérience plus d'une fois. Est-ce la parcimonie qui en est la cause ? Aucunement ! Le même ami vous inviterait sans hésiter à un bon repas dans un restaurant qui lui coûtera le triple. Non, non, ce n'est pas cela ; mais il attend chaque jour, avec tant d'impatience, le moment de rentrer en famille, le moment d'enlever le faux-col, de flanquer les bottes dans un coin et de chausser ses pantoufles ! Il ne peut pas se résoudre à y renoncer, le sacrifice est trop lourd. Ah ! le bon moment, quand la maman entre avec la soupière d'où monte le fumet ! Le bon moment quand les enfants montrent leur devoirs, et les notes, et les prix qu'ils ont obtenus, car il y a de petites récompenses durant toute l'année. De tout cela, il semble qu'on soit frustré quand des yeux étrangers regardent.

Lorsque, le 9 février 1826, on donna pour la première fois, à Rouen, la « Dame Blanche », de Boieldieu, sous la direction du compositeur, qui était natif de Rouen, tout le public chanta le célèbre quatuor de Grétry : « Où peut-on être mieux qu'au sein de la famille ? » Cela est bien français.

* * *

On a prétendu — en donnant un sens péjoratif au mot — qu'en France le matriarcat était encore vivant. Sans doute, il y a là quelque chose de vrai. Pourquoi pas ? Pourquoi, dans ce pays, dont le climat conserve

vivant tout ce qui garde un peu de force vitale, même si cela date du passé le plus lointain, pourquoi n'aurait-il rien survécu de la forme la plus primitive, la plus naturelle de la famille humaine ?

Ce qui est incontestable, c'est qu'en France, la mère est le point central de la famille et non le père. C'est elle qui a mis au monde les enfants, au prix de grandes souffrances, et même au péril de la vie, et qui a racheté par là le droit à la première place.

Chez les hommes français, l'admiration de cet effort de la femme est très grande : elle joue son rôle, et non le moindre, dans la limitation du nombre d'enfants. « Ai-je le droit », raisonne l'homme, « de faire supporter à ma femme ces douleurs et ce danger, alors que moi je n'en ai que du plaisir ? » Ainsi, dans la promenade dominicale, c'est la femme, la mère, qui est la personne principale et non le père. Après tout ce qu'elle a fait : préparé le repas, nettoyé les habits de dimanche, frisé et habillé les enfants, il serait inadmissible de lui faire encore pousser la voiturette : c'est le père qui s'en charge.

On peut encore voir un des effets lointains du matriarcat dans l'habitude des hommes de négliger, en semaine, leur tenue. En Allemagne, les femmes veulent être fières de leur mari — une femme française ne pourrait voir qu'avec angoisse que son mari attirât les regards admiratifs d'autres femmes : les hommes ne sont que trop volages : des papillons toujours envieux de goûter le miel d'autres fleurs. « C'est mon homme, pense-t-elle, c'est à moi qu'il appartient. » Et, en réalité, il lui appartient beaucoup plus qu'elle n'appartient à lui. Peu importe qu'il n'ait l'air de rien, pourvu qu'il s'occupe de sa famille ; qu'il rapporte tout son salaire le jour de paye ; qu'il porte, chaque mois, à la caisse d'épargne, le montant fixé une fois pour toutes, et sur lequel on ne marchande pas ; qu'il ne boive pas ; qu'il

donne le bon exemple aux enfants, et qu'il soit assidu dans l'accomplissement de son devoir d'amour.

En France, il est rare que l'homme sorte seul le soir après le dîner, à moins que ce ne soit un devoir qui l'appelle. Depuis l'introduction de la journée de huit heures, il a le temps de rencontrer les « copains » avant le dîner et de discuter avec eux en prenant l'apéritif. La soirée appartient à la famille. Jadis, on jouait beaucoup en France aux jeux de société, et l'on se contentait de jeux très simples : le jeu de l'oie, thème primitif d'innombrables variations ; le nain jaune, le loto. Même à la cour royale on passait le temps avec ces jeux. Quand des bourgeois présents — car l'accès à la cour était libre — étaient invités à prendre part à un jeu, ils acquéraient par là-même le droit de s'asseoir. Aujourd'hui la radio et les mots croisés se sont substitués aux jeux en commun. On continue, cependant, de jouer encore au tric-trac et aux dames. A Paris, il n'est pas rare de voir au café de vieux ménages jouant au tric-trac. Quelquefois on se rencontre avec des amis ou des parents pour jouer à la manille. Jadis ce jeu était inséparable de la vie bourgeoise. Un Français éminent m'a dit un jour, très sérieusement : « Il est indispensable que vous appreniez maintenant à jouer à la manille. »

* * *

Séjournant pour la première fois, pendant un certain temps, dans une grande ville de province, Dijon, je vis, à ma stupéfaction, que le dernier tramway partait de la gare à huit heures et demie du soir — dans une ville de près de cent mille habitants, et à la gare de laquelle près de quatre-vingts trains express et rapides s'arrêtent journellement. On n'admet pas qu'à une heure plus avancée de la nuit il pût y avoir encore un besoin de faire circuler des tramways. Que celui qui sort plus

tard marche à pied ou bien prenne un taxi ! A neuf heures, les gens de bien se couchent, et à neuf heures et demie les lumières sont éteintes. C'est ainsi qu'on vit en France.

Si l'on va au cinéma ou dans une conférence, il est de règle que la femme accompagne son mari. Elle ne voudra pas le livrer à un océan de tentations, mais elle s'intéresse aussi aux questions qui le préoccupent. De même qu'elle est sa compagne dans les affaires, elle veut avoir sa part à sa vie spirituelle. Ce ne serait, d'ailleurs, pas convenable de sortir sans sa femme.

* * *

Sans aucun doute, les relations entre parents et enfants sont plus étroites en France qu'en Allemagne ; j'oserai affirmer : beaucoup plus étroites. Cela se manifeste, en première ligne, par le fait que les parents se séparent bien plus difficilement de leurs enfants, et, en conséquence, leur laissent bien moins de liberté. En revanche, ils vivent plus exclusivement pour eux. « Bien élever les gosses », voilà le grand principe que nous avons déjà rencontré, et que nous retrouverons à chaque occasion. Les enfants sentent très bien que leurs parents vivent pour eux et, pour cela, s'accommodent plus facilement du manque de liberté. Au reste, des pères et des mères français m'ont dit plus d'une fois : « Nous ne pourrions laisser à nos enfants autant de libertés que vous en accordez aux vôtres, paraît-il. Peut-être sont-ils plus sages ? Nous connaissons la force des instincts, nous n'avons pas oublié ce que nous étions dans notre prime jeunesse. Dieu sait ce que nous serions devenus si nos parents nous avaient laissé faire. Nous leur sommes reconnaissants d'avoir été sévères. »

Il est cependant vrai que des parents allemands, à la fin du dix-neuvième siècle, ont parlé de la même façon, mais que leurs craintes n'ont pas été justifiées.

Au début du vingtième siècle, la jeunesse allemande s'est, en partie, libérée de la tutelle des aînés par la « Jugendbewegung », véritable révolution des jeunes. Un pareil mouvement ne pourrait faire que du bien en France.

En général, les Français sont maîtres de leurs sentiments ; néanmoins on peut voir quelquefois comme la seule pensée de se séparer de leurs enfants leur déchire le cœur. J'avais une fois avancé l'opinion — qui est la mienne — que les garçons ne devraient pas « rester accrochés au tablier de la maman » plus longtemps qu'à l'âge de quatorze ans. C'est le moment où leur caractère a besoin d'être poli par des contacts un peu plus durs que ceux de la propre famille. Une maman française me répondit à voix basse : « Vous avez peut-être raison, mais quelle cruauté ! » La voix et l'expression du visage trahirent toute la douleur que lui infligeait cette pensée.

Les enfants, eux aussi, sont liés à leurs parents, et surtout à la mère, par des liens très solides, par un certain mysticisme. Bon nombre de Français éminents, issus du peuple, ont toujours gardé leur mère chez eux, peut-être une simple paysanne illettrée, mais qui n'a pas cessé d'exercer son influence éducatrice sur le fils célèbre, qui a continué à le gronder et à l'exhorter à la prudence et à l'économie, tout en reprisant ses chaussettes et en repassant ses faux-cols.

Ecoutons ce que dit Salavin, sur sa mère, dans « Confession de Minuit » : « Je suis habitué à vivre sous le regard de ma mère. Je suis habitué à ce regard qui m'enveloppe, me pénètre, glisse sur mon visage, erre dans mes cheveux comme une main, comme un souffle. » Un peu avant, il avait dit : « Je ne serai jamais un homme pour ma mère. Quand elle me voit triste, découragé, elle murmure : Veux-tu un petit morceau de chocolat ? Si j'étais général et que j'eusse per-

du une bataille, maman me dirait : Ne pleure pas, mon Louis ! je vais te faire une crème au caramel. L'étrange, voyez-vous, est que le bout de chocolat ou la crème au caramel possèdent bien alors toutes les vertus que la pauvre femme leur prête. »

On objectera : c'est un poète qui a inventé cela, cela ne prouve rien, bien que ces choses-là ne s'inventent pas. Mais écoutons le fait divers suivant : Dans le Tour-de-France 1935, un coureur, natif de Marseille, eut la malchance de casser la chaîne de son vélo, justement dans l'étape Cannes-Marseille, alors que ces compatriotes lui avaient préparé une réception solennelle. Arrivé avec un grand retard, il repoussa les amis qui voulaient le consoler et demanda, les larmes aux yeux : « Où est Maman ? Je veux voir Maman ! » C'est elle seule qui était capable de le consoler, mieux même qu'une femme ou une maîtresse. Elle lui aura préparé son plat favori. Il ne faut pas rire de ces choses-là.

Les Français, même adultes, restent très enfants, et, dans leur femme, ils aiment toujours en même temps la mère. Un journal humoristique publia un jour l'image d'un petit garçon, occupé à jouer tout près d'un vieillard fumant sa pipe. « Je veux bien te laisser jouer avec mon chemin de fer, dit le gosse, à condition que tu me permettes de fumer ta pipe pendant ce temps. » De nombreux hommes sérieux jouent passionnément avec des petits chemins de fer. Il y a une grande « Association Française des Amis du Chemin de Fer » (AFAC) qui organise des expositions de modèles.

Au mois de février 1935, une formidable locomotive anglaise « The Cock o'the North », ayant subi des épreuves en France, a été exposée à la Gare du Nord. Des milliers de gens défilèrent pour la voir. Un groupe de mécaniciens français se tenant à côté, je m'y associai pour écouter et apprendre. Finalement je me ris-

quai de dire : « Une machine formidable, hein ? » — « Oui, me répondit l'homme à côté de moi d'un ton évasif ; écoutez ! moi, je n'en voudrais pas. Je préfère la mienne qui est plus petite, mais qui, pour cela, n'en vaut pas moins. Voyez-vous, cher Monsieur, avec les locomotives, c'est exactement comme avec les enfants : petits enfants petits soucis, grands enfants grands soucis. Vous n'avez aucune idée des ennuis qu'on peut avoir avec un tel monstre : on n'en est tout simplement plus maître. » Un autre m'expliqua les avantages de la distribution de vapeur au moyen de soupapes au lieu de tiroirs. « C'est comme jour et nuit, dit-il ; sur ma machine on a monté des soupapes, et depuis j'ai fait déjà 70.000 kilomètres sans que rien n'ait pris « du jeu ». Ah ! si vous descendez à cent vingt kilomètres une rampe avec une machine à tiroirs, je vous garantis que vous verrez quelque chose ! Cela vous bouscule et cela fait un bruit à croire que toute la machine va se casser. Tandis que la mienne ! Cela glisse tout doucement glouglouglouglou ! » — Il parlait comme un petit gosse qui raconte un exploit. Cet homme conduit les grands rapides : Paris-Liège sans arrêt, 367 kilomètres en quatre heures. « Tenez, continua-t-il, mon camarade-là — et il le prit à témoin — a dû conduire l'autre jour avec sa vieille machine un train très lourd. Gare à la Reine Blanche ! lui dis-je. » — Gare à la Reine Blanche ? — « Mais vous connaissez la vallée de la Reine Blanche, en forêt de Chantilly, entre Orly et Chantilly ! Où il y a ce viaduc de quarante mètres de hauteur. Là il y a une forte descente et on a chaque fois peur en descendant. Eh bien ! n'a-t-il pas eu une rupture d'essieu au milieu du viaduc ? » Il se tape sur les fesses. — « Ben, c'était pas pour rire, confirma l'autre ; heureusement que je m'en suis tout de suite aperçu ; en freinant prudemment, je suis encore arrivé jusqu'à Creil. Pensez donc, quarante mètres de hauteur ! »

Certes, cela n'a pas été pour rire, mais c'est raconté comme un tour d'écolier, comme une gaminerie. Et on n'oublie pas de souligner que l'autre l'avait prévu ! Voici deux traits essentiels du caractère français : le père de famille et le gamin.

Si on voit un agent de police coupant la file des autos pour laisser passer une maman avec son bébé, on a nettement l'impression : père de famille. C'est la même chose pour les contrôleurs d'autobus ou de chemin de fer. Quand on entend des gens simples parler entre eux, c'est de leurs enfants qu'ils s'entretiennent : mon gosse, ma petite. En Allemagne, les agents de circulation, sur leur petite tourelle, dirigent une bataille dans l'attitude d'un général; celui de la gare Saint-Lazare, sur son cheval, donne de petits coups de sifflet et des gestes simples comme si ce n'était rien. A le regarder, on s'imagine que tout à l'heure, quand la grande vague aura passé, il retournera à la caserne, mettra son cheval à l'écurie, lui donnera à manger et puis retournera dans sa famille. Il déboutonnera sa tunique, chaussera ses pantoufles et la maman apportera la soupe à l'oignon. Il est « humain », comme tous les Français.

* * *

Jamais un vrai Français n'aura honte de son origine. Invité un jour dans la Haute-Savoie, je remontais, à côté de mon hôte et dans son automobile, la belle vallée de l'Arve descendant du Mont-Blanc. Nous parlions de la vie des paysans de cette région, des habitudes de vie et de culture, du droit d'héritage. Nous dépassions une paysanne qui portait un panier librement sur sa tête. « C'est ainsi que ma mère, quand j'étais petit, a porté le beurre et les œufs au marché de Culoz, à cinq kilomètres de nous. » Mon hôte, homme influent et riche, n'avait pas besoin de me dire son origine modeste ; mais cette paysanne, avec le panier sur la tête, lui avait

rappelé sa mère, et il en parlait tout naturellement ; l'idée ne lui serait même pas venue d'avoir honte que sa mère fût une femme pauvre devant peiner durement.

La vie, en France, est restée plus proche des origines que dans d'autres pays civilisés : la vie de famille ne fait pas exception. Un jour j'ai vécu dans un petit village de Bourgogne une scène, toute vivante, mais qui m'apparut comme d'un passé très lointain. J'étais invité pour y faire une conférence aux anciens combattants. Le président de la fédération locale était venu, avec son automobile, nous chercher à la gare, un camarade français et moi. Nous devions déjeuner chez lui, dans sa maison, distante de quelques kilomètres de la gare. Nous fîmes un tour du village, rendîmes visite à quelques camarades, puis il nous montra sa propriété, le jardin, la maison. Nous pénétrâmes dans la cuisine pour nous laver les mains. Il n'y avait pas encore longtemps qu'on avait l'eau dans ce village, et l'installation de l'électricité était toute récente. Mais ce qui se trouvait de plus moderne, c'était une petite cuisinière au gaz d'essence, que la maîtresse de la maison nous montra avec fierté, et dont elle nous expliqua le fonctionnement. Elle était fille de paysans, la maison était celle de ses parents. A la cuisine, les deux grand'mères étaient assises, petites et ratatinées, la mère de l'homme et celle de la femme, ancienne maîtresse de la maison. Oh ! elles s'entendaient parfaitement, nous dit-on. Elles préparaient les mets, plumaient les poulets, épluchaient les haricots verts, les pommes de terre et la salade. La femme se tenait devant la cuisinière, faisant frire, cuire, bouillir, rôtir. Dans cette maison paysanne on nous servit un repas, comme il n'en existe pas ailleurs qu'en Bourgogne. Ce n'était pas « paysan », ni lourd, ni massif, ni luxueux : rien de tout cela, mais délicieux et composé avec goût. Trois hommes et un garçon étaient

assis à la table, et trois femmes restaient à la cuisine pour que tout soit bien. La maîtresse de la maison servait les hommes, refusant strictement de manger avec eux. Cela ne lui aurait pas paru convenable et, surtout, elle n'avait pas le temps. L'omelette, le jeune poulet doivent être mangés quand ils sont « juste à point », c'est une affaire de quelques instants. Entre les différents plats, on attend avec béatitude que le prochain soit prêt. Puisqu'on a le temps ! L'essentiel n'est pas de dévorer de la nourriture pour se remplir le ventre, mais d'être réunis dans une atmosphère de bonne entente, d'amour, d'esprit. L'art culinaire n'est pas une fin en soi, mais il crée l'ambiance, rehausse le sentiment de la vie, forme une musique d'accompagnement. Dans cette maison paysanne, avec ces gens qui n'avaient qu'une éducation primaire — seul le petit garçon était au lycée, — on traitait des grandes questions humaines, tout en appréciant le goût exquis des plats et en savourant le vin délicieux provenant des vignobles de la famille et que feu le grand-père avait mis lui-même en bouteilles.

Ce qui importait à la maîtresse de la maison, ce n'était pas de manger, mais de bien réussir sa cuisine ; son honneur de ménagère était engagé. Il n'y avait rien d'humiliant pour elle de ne faire que servir les hommes ; elle ne se sentait ni servante, ni esclave, mais maîtresse et y mettait toute sa fierté. A la fin du repas, pour prendre le café, elle vint s'asseoir auprès des hommes ; c'est en égale qu'elle prit part à leur conversation. Elle demanda à l'hôte étranger s'il était marié, s'il avait des enfants et admira les photographies qu'il tira de son portefeuille. Le maître de la maison est voyageur de commerce, en route pendant toute la semaine avec sa voiture, mais son temps libre et toute sa vie intérieure appartiennent aux grands problèmes de l'humanité, avant tout à la question de la Paix. Il

en parle avec passion ; les yeux de sa femme et de son fils ne le quittent pas un instant. Pendant ce temps, les grand'mères font la vaisselle à la cuisine et cela encore n'a rien de honteux. Elles y voient leur devoir naturel. Il faut bien que les vieux se rendent utiles pour qu'on leur pardonne de rester si longtemps à la charge des enfants ! De tout cela, on avait le sentiment que c'était parfait ainsi et n'aurait pu être autrement.

Dans le même village j'avais assisté avant le déjeuner à une scène inoubliable. Nous étions chez un camarade ; pendant qu'il était allé à la cave pour chercher une bonne bouteille, sa femme s'avançait vers moi : j'étais le premier Allemand qu'elle voyait, un « boche ». Elle essuyait la main au tablier, me la donnait et me disait : « Dites-moi ceci: est-ce qu'il y aura encore une fois la guerre entre nos deux peuples ? Faudra-t-il vivre encore une fois ces années d'angoisse ? Mon mari a été à la guerre durant quatre ans ; la prochaine fois ce serait mon fils qui partirait. Oh ! si cela devait être, alors je voudrais que toutes les femmes fassent la grève de l'amour et des naissances ! » Jamais je n'ai vu de figure plus passionnée, et plus belle dans sa passion.

* * *

Est-ce de la culture ? Ou est-ce seulement de la civilisation ? Quelle querelle stupide !

Peu de gens connaissent ces choses, même en France. Pour cela, elles ne sont pas moins réelles ! Elles le sont davantage que bien des choses autour desquelles on fait grand bruit. Et ce sont elles qui caractérisent le visage de France, car la personne France, la mère France, ne montre pas sa figure là où les automobiles et les rapides passent comme des bolides — vite ! toujours plus vite ! la vie éternelle semble en dépendre ! — ni là où des hommes blasés ou excités n'y jetteraient

qu'un regard distrait. C'est dans les petites vallées qu'elle soulève son voile, où la paix règne, où le chant des mouches à miel est la seule musique qui interrompt le silence, où le temps semble arrêter son haleine. Et elle ne dévoile son visage que devant les hommes nés de la terre, restés près de la terre, équilibrés, sérieux, croyants, des hommes sachant apprécier ce vin délicieux, le goûtant par petites gorgées après avoir longtemps chauffé le verre dans le creux de la main — ce visage aux beaux traits réguliers, aux yeux riants et dans lesquels vite brille une larme fugitive, ce visage à la « moue » critique et aux mille petits plis dans lesquelles se cachent la bonté et la raillerie.

b) La famille noyau de l'économie

Dans ce pays où la famille joue encore un rôle prépondérant, il n'est que naturel que la vie économique, elle aussi, se soit organisée autour du noyau de la famille.

Qu'il me soit permis de le montrer par deux exemples qui sont typiquement français et éclairent en même temps d'autres questions qui nous occupent, telles l'amitié, la petite patrie et l'attachement au sol.

Un des premiers Anciens Combattants dont je fis la connaissance était un camarade qui me salua avec la cordialité franche et sincère, un peu bruyante, d'un vrai soldat de la grande tourmente. « Pendant la guerre, me dit-il, j'ai reçu un coup de fusil en pleine poitrine, mais même si c'était vous qui l'ayiez tiré, je ne vous en souhaiterais pas moins cordialement la bienvenue ! » C'était un homme trapu, à la chemise noire, sans col ni cravate, ayant des mains d'ouvriers, la figure rayonnant de bienveillance : il était cordonnier. Notre nouvelle amitié fut scellée par un repas dans un café minuscule

à côté des halles, connu seulement des initiés, et dont le propriétaire était lui aussi un camarade : un repas dont nous aurons à reparler.

Un peu plus tard, j'allais lui rendre visite dans son atelier. Appuyées contre le remblai du chemin de fer se trouvent sur une sorte de chantier deux baraques : l'une est le garage, l'autre contient l'atelier. On est très serré à l'intérieur. Plusieurs hommes y ressemellent des souliers ; devant la cuisinière à gaz, une petite femme, très propre, très énergique, fait frire de la viande dans une poêle. On me reçoit chaleureusement et l'on me présente à tout le monde. Puis mon cordonnier dit : « Nous allons déjeuner ensemble. » Impossible de refuser. « Oui, mais pas ici, nous irons au restaurant. » C'est en vain que je proteste. « Vous comprenez, explique mon camarade, nous ne rentrons pas à midi, parce que nous ne pouvons fermer la boutique ; on avale comme ça quelque chose à la hâte. Ne vous en faites pas ! Au café, ce sont des clients à moi auxquels je suis heureux de pouvoir rendre service. Ils ne sont pas seulement mes clients pour les souliers, mais surtout pour les truites. » — Pendant que nous devisions, le marchand de cuir arriva et l'on alla tous les trois prendre l'apéritif. Aussitôt une conversation animée s'engagea. Après quoi, nous deux, nous allâmes dans un restaurant « très bien », le cordonnier tel qu'il était sauf son tablier resté à l'atelier. On nous accueillit très amicalement. Le cordonnier composa un repas choisi — pas de prix fixe — et l'on but un bon vin en carafe. « Vous savez, dit-il, il ne faut jamais jeter l'argent par la fenêtre. Avec les vins en bouteilles, vous ne savez pas ce qu'on vous donne. Plus tard, nous boirons une bouteille de ma propre cave, du Nuits-Saint-Georges de 1929. A côté de Nuits, j'ai une petite propriété, oh ! pas de vigne, cela fait trop de travail, seulement cent cinquante arbres fruitiers et cinq mille pieds de cassis.

Là-bas je connais tout le monde, et j'achète chaque année une feuillette ; je sais ce que je reçois et ce n'est pas cher. » Avec une grande franchise, il me raconta sa vie. La franchise et la sincérité sont les deux qualités auxquelles les Français donnent le plus haut prix : les seules par lesquelles on peut gagner leur confiance. « Moi, dit-il, je n'ai pas appris le métier de cordonnier, mais j'ai travaillé dans la carrière ; seulement j'étais trop faible de constitution. Alors j'ai voulu apprendre la coutellerie ; j'ai un oncle à Thiers. Mais les amis m'ont conseillé de me faire cordonnier. J'ai essayé en plusieurs endroits, puis les amis m'ont trouvé cette occasion. Qu'est-ce que vous voulez, on est amis, on est copains, on s'aide. Hein ? Vous ne croiriez pas que ma petite baraque a déjà soixante-dix ans ? Non, je me trompe : soixante-quinze. » Il me le prouve en nommant les propriétaires précédents et le temps qu'ils y ont résidé. « Nous sommes sept à travailler : ma femme et moi, mon beau-frère et mon oncle ; je les ai pris l'un après l'autre : c'est un métier qui s'apprend vite. Puis j'ai encore un compagnon et deux ouvriers travaillant à la maison, parce que nous n'avons pas assez de place ; ils viennent chercher le travail le matin et le rapportent dans la soirée. Moi, vous savez, je n'emploie que le meilleur cuir, sans regarder au prix. D'autres s'imaginent que les clients n'y comprennent rien, les cochons ; quelle erreur ! On voit bien combien de temps dure une semelle. Puis quand c'est promis, c'est prêt. Voilà pourquoi j'ai une si grande clientèle. Tous les mois j'achète pour six mille francs de cuir ; vous l'auriez pu demander au marchand de cuir. Je pourrais bien vivre sur ma propriété de Nuits ; mais c'est pour plus tard. J'ai encore loué une rivière et un étang à truites, presque pour rien. La pêche n'est pas un travail, c'est un plaisir et ici les truites se vendent toujours. Le dimanche on y va en auto ; on part à trois heures du

matin, à ce moment les routes sont encore vides et on peut filer. C'est depuis sept ans que j'ai une automobile. Les cassis, on les taille au printemps, le dimanche également, cela fait plaisir. Pour la cueillette il y a des équipes de femme, aussi pour les mirabelles ; ce sont les mêmes qui font les vendanges en automne. Chez nous, les vendanges durent des semaines, on ramasse chaque grain qui est tombé par terre et puis on trie. Pensez-vous! des vins comme Chambertin et Nuits-Saint-Georges. Malheureusement, le cassis n'a pas de prix actuellement. Cela ne fait rien, le principal est de savoir où l'on restera dans la vieillesse. Nous autres Français, nous ne sommes pas pour les assurances sociales, c'est de la démagogie, bonne pour les fainéants. Que chacun travaille et mette un peu d'argent de côté, et il aura de quoi ne pas mourir de faim. (La cigale et la fourmi !) »

Il va cependant de soi que cet homme vote socialiste, qu'il est anticlérical, antimilitariste, contre la Presse, contre la Banque, comme l'est l'immense majorité du peuple français, dont la pensée est beaucoup plus uniforme que celle d'autres peuples. Est-il pour cela marxiste ? Loin de là ! il vote socialiste parce que les socialistes sont plus à gauche que les radicaux, de plus vaillants défenseurs de la liberté, voilà tout !

Après le déjeuner nous nous rendons au domicile d'un autre camarade, grand mutilé de guerre, garde du jardin public et conservateur du musée d'histoire naturelle, où il est logé. La femme du cordonnier y arrive avec des bouteilles. On boit le vin fin lentement, en connaisseurs, il en vaut la peine. Puis on trinque avec du champagne. La femme du conservateur prépare le café et nous offre les liqueurs. Elle est de Lorraine ; petite gamine, elle a vu passer les colonnes allemandes dans son village natal et a apporté aux soldats ennemis de l'eau à boire. C'est de la guerre qu'on parle : thème inépuisable pour les Français anciens combattants. Plus

tard, le conservateur nous montre son jardin et la pisciculture départementale, placée sous sa surveillance et où les alevins de truites sont élevés.

Vers cinq heures on se sépare, non point grisés, mais heureux, grâce à cette ambiance faite d'amitié, de bienveillance, de franchise, de sincérité sans arrière-pensée, de modestie aussi, puis d'intelligence éveillée, de bon sens naturel et de foi. Tous ces hommes du peuple, peu « cultivés », ont, cependant, des vues très nettes sur des questions abstraites. Ils ne vivent pas seulement dans la préoccupation de gagner de l'argent, ni dans le brouillard de mots creux, mais ils ne cessent de remuer dans leur intérieur les grands problèmes de la vie, celui de la Paix avant tout. Ainsi ils contribuent à créer les grands courants spirituels qui ont fait, de toute la France, le grand champ magnétique dont nous avons parlé.

* * *

Un autre ami, ancien combattant lui aussi — toutes ces amitiés ont la même source : l'horreur de la guerre, le respect de l'adversaire, la volonté commune d'arriver à empêcher une nouvelle tuerie — possède un commerce de couleurs dans un chef-lieu de département, combiné avec une entreprise de peinture et de vitrerie : la première maison de la région. Lui est dans la vie publique et recherche les grandes commandes. La femme et la fille vaquent au magasin ; au besoin les vieux parents, qui habitent l'étage supérieur de la vieille maison, sont là pour aider. Les deux fils, avec un ou deux ouvriers, exécutent les travaux de peinture. Au moment où j'y fus on était en train de peindre à neuf un hôtel. Il fallait faire le travail la nuit, avec des vernis séchant rapidement, pour gêner le moins possible le commerce ; les clients s'en aperçurent à peine. Quant à la technique, on était à la hauteur. Ce travail rému-

néré à un tarif élevé fut fait par les fils ; dans la matinée ils dormirent un peu et recommencèrent à travailler dans l'après-midi. Les frais généraux étaient minimes, pas de loyer, très peu de salaires à payer, pas d'intérêts, pas de charges sociales: l'argent qu'on gagnait restait pour la presque totalité dans la famille. Les garçons avaient leur automobile à eux, avec laquelle ils se rendaient le soir à la rivière prendre un bain ; le dimanche ils faisaient de grandes promenades. Mais ils n'étaient certainement pas payés au tarif. Tout était versé dans la caisse commune ; chacun, bien entendu, était habitué à la plus grande modestie dans ses goûts. On ne jettait pas l'argent par la fenêtre ! C'est là le plus inexcusable des crimes. Ainsi se forment en France les fortunes, et rapidement.

Dans une autre ville, un camarade me montra sa fabrique de brosses et balais. Trois familles en vivaient ; sauf les ouvriers et une dactylo, il n'y avait que des membres de la famille. Dans les ateliers, des femmes fixaient les soies dans les plaques, comme on l'a toujours fait, mais à côté il y avait un automate récemment acheté en Allemagne, qui crachait les petites brosses à main toutes faites. On se modernise tant qu'on a pu mettre de l'argent de côté ; en aucun cas, et sous aucun prétexte, on ne fera des dettes. Chez nous, dans une ville de cette importance, depuis longtemps un concurrent se serait établi et aurait gâché le métier, grâce à une installation toute moderne et un large crédit de banque. En France, ce n'est pas si simple. D'abord la clientèle est fidèle et ne quitte pas un fournisseur avec lequel elle a depuis longtemps travaillé. Cette fidélité est une des bases les plus solides de tout le commerce intérieur en France, comme nous le montrerons dans un chapitre ultérieur. On parle très peu de fidélité en France parce qu'elle est toujours sous-entendue. Les hommes et les peuples vantent de préférence les qua-

lités qui leur font défaut. En France, le crédit de banque n'existe pour ainsi dire pas.

Voilà donc quelques exemples de l'entreprise familiale. Ainsi sont organisés l'artisanat, le commerce, la petite et moyenne industrie en province. C'est la forme économique la plus naturelle, la plus saine et qui résiste le mieux à toutes les crises. On travaille avec les membres de la famille et avec son propre argent. Avec une persévérance rituelle, on ne dépense jamais qu'une partie de ce qu'on gagne. On ne contracte pas de dettes. Les agrandissements sont payés avec l'argent qu'on a pu mettre de côté. Voilà la véritable raison pour laquelle l'économie française est restée saine, même dans la crise mondiale. Les richesses naturelles du pays ne suffisent pas pour expliquer cette résistance. Il faut qu'il s'y ajoute ce sens de la famille et cette solidarité familiale qui renonce aux avantages particuliers et se soumet à la discipline de l'intérêt commun. Certes, cela ne se passe pas toujours sans heurts, mais, en fin de compte, c'est l'intérêt de la famille qui l'emporte.

On retrouvera les mêmes principes aussi dans la grande industrie, bien que la situation y soit naturellement autre, surtout dans les sociétés par actions.

* * *

Dans un peuple avec un telle mentalité, il sera naturel que le fils succède au père. On n'en parle même pas, à moins qu'il n'y ait de graves raisons s'opposant à la succession.

Le principe de la succession de père en fils n'est point borné aux entreprises commerciales et industrielles. On le retrouvera aussi bien dans la politique, dans les lettres et les sciences.

Lors des élections municipales de 1935, de nombreux cas ont été cités où la dignité de maire — pourtant soumise au suffrage universel — est restée dans une même

famille durant plusieurs générations. Dans une commune du Nord, il n'y a eu, depuis 1805 (!), que trois maires : grand-père, père et fils. Des cas pareils sont fréquents parmi les instituteurs. La famille Jussieu a donné à la France entre 1686 et 1853 pas moins de cinq célèbres botanistes. Les ducs de Broglie sont représentés à l'Académie Française depuis plusieurs générations par des militaires ou savants éminents. Que le fils succède à son père dans la députation c'est là chose fréquente. Dans un des plus grands journaux, la fonction de critique théâtral est restée depuis trois générations dans la même famille. Pourvu que le titulaire ait un fils intelligent, il en fera son successeur. Quand on est intelligent et qu'on y met de la bonne volonté, on peut tout apprendre. Dans la famille d'un camarade, le notariat se transmet de père en fils depuis 1657 : depuis la fin de la guerre de Trente Ans. Une seule fois, il a passé à un neuveu. Un ancêtre avait acheté cet office du Roi Soleil qui avait alors dix-neuf ans, et chacun des successeurs a dû racheter « l'étude » de son prédécesseur au prix fixé par la Chambre des notaires. Depuis trois siècles !

Il faut s'arrêter un instant pour réfléchir, car pour juger la France ces traits sont infiniment plus importants que ceux qu'on a l'habitude de mettre dans la lumière crue de la rampe. Alors on comprendra une des grandes forces de la France : la continuité, née de la cohésion étroite et tenace des cellules de la nation, et qui en fait une vraie personne sachant agir logiquement.

c) L'amitié et l'amour du clocher

Après la famille, c'est l'amitié sur laquelle est fondée la vie en commun des hommes. Nous avons vu le rôle qu'elle a joué dans la vie de notre ami, le cordonnier.

« Quand on est ami, on l'est pour longtemps. » « On est amis, on est copains, on s'aide. » Celui, qui en France a des qualités et possède des amis, est sûr de ne pas périr. S'il rencontre des difficultés inattendues et dont il est innocent, les amis viendront à son aide. « On ne laisse pas sombrer un copain. » On ne lui dira pas : Débrouille-toi. J'en ai fait moi-même l'expérience. Les « copains » sont les gens avec lesquels on partage le pain, les membres d'une même « compagnie » dans le sens propre du mot : communauté du pain. Par le mot « copain » on désigne surtout les camarades de guerre ; mais l'ancien adversaire peut être copain lui aussi : on parle des copains « d'en face ».

Quand un grand homme est mort, la première chose que les nécrologues soulignent est qu'il a été « le plus fidèle des amis ». Jamais, dit-on, un ami n'a demandé en vain son secours. On pouvait lire cela dans tous les journaux après l'assassinat de Barthou, après la mort de Painlevé, Philippe Berthelot, Poincaré, Lautier : « il fut le plus délicieux des amis ».

Cette amitié et l'entr'aide, qui en est née, se manifestent jusque dans les moindres détails. Depuis longtemps un camarade m'avait fait venir l'eau à la bouche en vantant les truites de son pays. On en mangerait quand j'irais le voir. Le moment venu, voulant me montrer son pays qui compte parmi les plus beaux de France, il pria quelques amis d'aller à la pêche à sa place. Le soir, lorsque nous rentrâmes à la maison, trente-six truites avaient été apportées à la cuisine. Chacun des amis s'était fait un devoir de partir avec la ligne pour un endroit sûr, connu de lui seul, et avait donné toute sa pêche. C'était dans la Creuse.

Bien que le socialisme soit né en France, le peuple français tend plutôt vers l'altruisme que vers le socialisme. « Que chacun travaille et mette un peu d'argent de côté ! » comme l'avait dit le cordonnier. Il peut

encore souscrire une assurance sur la vie, pour le reste il y a la famille et les amis pour aider. « Je n'ai pas de famille » veut dire : « Je n'ai personne pour m'aider. » — Flaubert a sacrifié toute sa fortune et a vendu la ferme qu'il possédait pour sauver le mari d'une nièce de la banqueroute. Finalement, il dut accepter du gouvernement une petite sinécure dans l'administration pour avoir de quoi vivre. — L'aversion des ouvriers contre les assurances sociales n'est peut-être pas moindre que celle des patrons. Elle a son origine dans l'aversion instinctive des Français contre tout ce qui est impersonnel et mécanique, sentiment si fortement développé en France : les gens se sentent humiliés et rabaissés en se soumettant aux lois mécaniques. « Nous sommes un peuple d'entr'aide mutuelle », a écrit Emile Roche dans la « République ». Depuis la guerre une certaine manie d'espérer tout de l'Etat s'est emparée de beaucoup de gens ; mais elle est contraire au génie français. C'est la **coopération** qui est vraiment française, l'union de ceux qui ont les mêmes intérêts et qui forment des sociétés dites « coopératives » tant pour la production que pour la consommation. Dans ces sociétés, chacun appuie et soutient son prochain ; pour bien remplir leur rôle, il faudrait qu'elles ne soient pas trop grandes : les membres devraient se connaître. La Mutualité est le grand principe fondamental de la vie française. Ce n'est qu'en la développant qu'on pourra créer les nouvelles formes de la vie économique qui s'imposent. A la Mutualité, on a érigé même des monuments.

* * *

Faut-il s'étonner qu'un peuple, qui conserve si tenacement les principes éternels de la société humaine, ne soit pas moins solidement attaché au sol ?

Si l'on ne regarde que l'organisation politique du pays, on pourrait croire que ce qui le caractérise est

l'instabilité : ce serait le contraire de la vérité. La vie intérieure de la France n'a subi que très peu de changements, malgré les fréquentes modifications de régime. Ce qui, pour la question de l'attachement au sol, nous intéresse le plus, c'est que depuis vingt-cinq siècles les frontières intérieures, frontières administratives, sont restées à peu près les mêmes. C'est, certes, un sujet d'étonnement pour beaucoup d'Allemands. Ce ne sera pas le seul, car quiconque arrive en France, sans autres connaissances que les préjugés séculaires dont on l'a bourré, sera amené, pourvu qu'il ouvre les yeux, à constater que la réalité est bien autre que l'image qu'il s'en était faite.

Récapitulons en quelques mots l'évolution. Ce sont les Gaulois qui, en conquérant le pays, distribuèrent à chaque tribu un terrain appelé plus tard « pagus » par les Romains. Ainsi la Gaule, quand César la conquit, était divisée en un certain nombre de « pagi ». Les Romains, se bornant à garantir l'ordre et à lever des impôts, laissant l'administration aux notables gaulois, n'avaient aucune raison de rien y changer. Les Francs, succédant aux Romains dans la domination du pays, n'auraient pu rien changer, alors même qu'ils l'auraient voulu, car, dans l'entretemps, les « pagi » étaient devenus en même temps les diocèses des évêques catholiques. Mais les Francs, guerriers et chasseurs, ne s'y intéressaient même pas. Sous la monarchie franque, les « pagi » se sont groupés en provinces plus ou moins grandes sans que les frontières des petites unités administratives aient été pour cela modifiées. Le chef suprême, le Roi, restait également le même. La Révolution a privé les provinces de leur indépendance et divisé les grandes en plusieurs départements, ou bien elle a réuni des parcelles en un seul département ; mais encore là il ne fut pas touché aux unités administratives de base. Nous ferons plus tard la connaissance d'un

département, l'Aveyron, qui est identique à l'ancienne province de Rouergue, laquelle fut antérieurement un pagus gaulois. Pour ses habitants leur petite patrie est toujours restée la même avec ses villes, sièges de l'administration, avec toutes les relations multiples qui s'établissent entre les villes et la campagne, relations politiques, économiques, religieuses, spirituelles. Au cours de deux mille ans, ces liens, on l'admettra, ont pu se solidifier d'une façon qui, pour un Allemand, est inconcevable. Pendant tout ce temps, les mêmes hommes sont restés attachés à la même glèbe, de laquelle ils n'ont jamais été arrachés.

Pour comprendre ce que cela signifie, on n'a qu'à comparer cette continuité inouïe avec le sort du pays allemand, qui, dans les derniers huit ou neuf siècles, a été sans cessé déchiré, dépecé, coupé en morceaux, puis recousu, rajusté, reconstitué selon la fantaisie de princes qui ne consultaient que leur intérêt personnel, jusqu'à ce que la carte allemande ressemblât à un habit composé de centaines (ce n'est pas exagéré) de lambeaux d'étoffes de couleurs variées. Si l'on veut bien se rendre compte de cette différence fondamentale dans l'évolution des deux pays, on ne s'étonnera plus de la différence entre la mentalité des deux peuples.

* * *

De cet attachement à la terre natale on rencontre des exemples partout, et à toute occasion.

Non loin de Paris, cachée dans un repli des collines, se trouve une petite ville très vieille, Montfort-l'Amaury, jadis chef-lieu d'un comté et siège d'une famille célèbre. Ce fut un Montfort qui dirigea la croisade contre les Albigeois, conquit Béziers en 1209 et y fit tuer vingt mille habitants. La petite ville possède une église très curieuse de la dernière époque du gothique avec des piliers à ondulation et une suite remarquable

et complète de merveilleux vitraux du seizième siècle. Elle est dominée par les ruines du vieux château fort. Du sommet de la tour on jouit d'une vue admirable sur la ville tortueuse, sur le beau vallon et les grandes forêts environnantes. Un jour, je m'y trouvai seul avec un cheminot, qui m'adressa la parole : « Les grands seigneurs féodaux, commença-t-il, ont toujours su choisir les plus beaux coins ». Il avait son violon d'Ingres : l'histoire. Partout où le service l'amenait, il visitait les monuments historiques. En couleurs vives il me décrivit la ville voisine de Dreux et me recommanda de ne pas manquer d'y aller, ne fût-ce que pour regarder, au mausolée des Ducs d'Orléans, le monument de cette princesse allemande qui, protestante, fut bannie du mausolée. Elle repose dans une chapelle adjacente d'où elle tend, d'un geste tendre et touchant, la main vers son mari. Il en avait gardé une forte impression et jugea sévèrement le manque de tolérance de l'Eglise. Comme tous les Français du peuple il était franc et familier ; il me raconta qu'il était Breton, du côté de Laval, et qu'il possédait dans son pays un lopin de terre sur lequel il comptait vivre quand il serait pensionné. En attendant il y avait planté des pommiers et y passait ses vacances. Son cousin étant jardinier au château de Rambouillet, c'est de là qu'il avait pu se procurer les espèces de pommes les plus nouvelles et les meilleures. « Vous pensez bien qu'elles doivent être bonnes ! »

Le même amour de la terre natale se retrouvera partout sous toutes les formes. Dès qu'on engage une conversation avec un ouvrier on apprendra qu'il a un petit jardin potager, quelques mètres carrés de basse-cour, des lapins ; ou bien il possède, dans son « pays » ou dans celui de sa femme, un champ, un verger, un vignoble ou une petite fûtaie. C'est là qu'il va le dimanche, si c'est proche, sinon il s'y rend pour les

jours de fête et les vacances. Il y construit une petite maisonnette, à lui seul, patiemment, car sauf les matériaux cela ne doit rien coûter. Il y vivra vieux et il y plantera « ses choux ». Planter ses choux est en français synonyme de se mettre à la retraite. On ne veut pas se reposer, mais on veut vivre en contact avec la nature en jardinant, en cultivant des roses, en greffant des arbres fruitiers, en élevant des espaliers, en faisant son propre vin ou son cidre, en allant à la chasse et à la pêche.

Même dans les centres industriels, le Français ne veut pas renoncer au contact avec la terre maternelle : « Quand le travail est fini, l'ouvrier anglais s'en va au foot-ball ; l'ouvrier français, resté paysan, va dans son jardin » (Paul Morand). Pour le Français des colonies, la patrie est symbolisée par la plate-bande avec la salade et les radis.

On m'a raconté le cas d'un savant de grande réputation qui, invité pour un grand congrès scientifique, refusa, parce qu'il n'avait pas encore retourné son jardin. L'acteur Léon Bernard, de la Comédie-Française, est mort en 1936 des suites d'une blessure qu'il s'était faite en jardinant. Dans un banquet, j'avais comme voisin de table un Monsieur qui se donna pour un viticulteur du Beaujolais. La conversation portait sur les différentes façons d'élever et de tailler la vigne, sur les traitements contre les maladies, etc. A ma question s'il exploitait ses vignes lui-même, mon voisin me répondit qu'il avait des métayers : ils faisaient le travail, alors que lui payait tous les frais et l'on partageait la récolte. « Malheureusement », dit-il, « le temps me manque puisque je fais des cours à la Sorbonne. » Certes, il y eut un peu de coquetterie là-dedans, mais nulle part ailleurs un professeur d'université ne refoulera au deuxième rang son activité universitaire et placera au

premier plan le fait de posséder des vignes héritées de ses ancêtres.

Dans le tramway d'une grande ville, je fus témoin d'une conversation menée à voix basse entre le conducteur et un contrôleur supérieur. Celui-ci, après avoir vérifié les billets, se mit à côté du conducteur et lui demanda : « Tu as déjà planté tes pommes de terre hâtives ? » — « Non, répondit l'autre, puisqu'il a plu hier ; c'était ma journée libre. Ma belle-mère y va cette après-midi. »

Limoges, ville des émaux, de la porcelaine et de la chaussure, est une des villes françaises frappées le plus durement par le chômage, parce qu'on y a surtout travaillé pour l'exportation. Il y eut en 1933 huit mille chômeurs sur quatre-vingts mille habitants. Quand un grand entrepreneur étranger, pour une usine de chaussures en Alsace qu'il avait fait construire, voulut embaucher des ouvriers à Limoges à des conditions très avantageuses, il s'en est trouvé **dix-sept prêts** à « émigrer » en Alsace, exactement dix-sept ! Eh oui ! La plupart de ces ouvriers ont leur lopin de terre aux environs où ils cultivent les légumes et les pommes de terre. Ils ont des poules et des lapins et engraissent leur porc, qui est tué à l'approche de l'hiver. Le salaire pour beaucoup d'eux était un bénéfice additionnel, destiné à être mis de côté, au moins en grande partie.

Tous les Français aiment à parler de leur terre : Le cordonnier ne cache pas qu'il a cinq mille pieds de cassis et un étang à truites ; le marchand de cuir raconte qu'il possède en Bresse une forêt en commun avec ses cousins ; le cheminot parisien parle de ses pommiers en Bretagne : la bouche parle de l'abondance du cœur.

* * *

Pour l'ouvrier et le petit employé de Paris, il est, certes, très difficile d'avoir un jardin, à moins qu'il

n'habite la zone ou la banlieue. Il s'attachera d'autant plus tenacement à son pays natal, à la petite patrie. Mistral, le renovateur de la langue provençale, n'aimait pas, dit-on, ce nom de petite patrie ; il est vrai qu'il a un léger goût de mépris. Il proposa à sa place le nom de « matrie », la terre maternelle. Toujours est-il que les gens du peuple aiment cette expression de « petite patrie ». A Paris, comme dans toutes les métropoles européennes, la population s'est surtout accrue par l'affluence du peuple de la campagne. Mais à Paris, à l'encontre d'autres villes, ces immigrés restent : gens du Morvan, du Gers, de la Creuse, de la Bourgogne, de la Picardie, de Savoie ou de Bretagne. Une fois au moins par an, ils s'en retournent dans leur pays avec toute leur famille. Ils y vivent peut-être dans une petite baraque, mais ils sont chez eux et tirent de nouvelles forces du contact avec le sol maternel. C'est leur bain de jouvence annuel.

Dans tous les quartiers de Paris, on peut voir pendant les vacances des magasins fermés, ayant sur les rideaux abaissés une petite fiche qui porte en caractères gauches les mots : « Fermé pour cause de vacances ». Le tailleur, le cordonnier, le fruitier, auxquels personne n'accorde un congé, ferment tout simplement leur boutique pour trois, quatre, six semaines et retournent en Auvergne, en Béarn, en Normandie, d'où ils sont originaires. Ils sont certains que pour cela ils ne perdront aucun client ; c'est encore la fidélité dans les relations entre fournisseurs et clients sur laquelle ils peuvent compter.

J'ai fait une fois le voyage de Toulon jusque dans le Jura avec une famille de six personnes, ménage d'ouvriers revenant de la Côte-d'Azur où on avait passé les vacances chez la belle-mère : c'était des gens modestes, et les enfants étaient proprement habillés et bien élevés. Une autre fois, je fis le voyage de Paris dans le

Morvan avec deux jeunes couples et leurs bébés. On cause, on admire les poupons, — ce qui flatte toujours la maman — le temps passe agréablement et, arrivé au bout, on a appris pas mal de choses intéressantes.

Avant la guerre de 1870-71, il exista à Paris toute une communauté de balayeurs de rue hessois. L'un avait attiré l'autre. Ils vivaient tous à la Villette et avaient même, rue de Crimée, non loin des abattoirs, leur petite église protestante allemande. Le Père Bodelschwingh avait été leur pasteur quand il était jeune. C'était toute une colonie. C'est un peu comme cela qu'il faut s'imaginer les nombreuses « colonies » de provinciaux à Paris.

Du Morvan, depuis toujours, sont venues les nourrices. C'est un pays montagneux, granitique, pauvre, couverts de vastes forêts, à deux cent cinquante kilomètres de Paris. Il est d'une beauté austère, un peu mélancolique, avec ses sapins et les vallons étroits profondément encaissés. Les montagnes montent jusqu'à neuf cents mètres. Le Morvan contient un bijou d'architecture : Avallon, avec son église romane dont le portail représente le comble de ce que les sculpteurs de l'époque réussirent au point de vue technique. Avallon est situé sur un promontoire autour duquel une rivière à l'eau limpide dessine un lacet. Chacune des courtes rues transversales semble fermée par une barrière de sapins ; mais pour y accéder il faut d'abord descendre dans la gorge et remonter de l'autre côté. Les gens du Morvan sont très pauvres : quand un couple fondait un ménage, il escomptait déjà l'argent que la femme gagnerait comme nourrice, et qui permettrait de payer les dettes. De nombreuses relations se sont ainsi établies. Les enfants parisiens venaient passer les vacances chez leur nourrice, souvent on les lui donnait en pension, de l'autre côté leurs frères de lait trouvaient facilement des emplois à Paris. Les Morvandiaux sont nombreux

à Paris, ils y ont, cela va de soi, leur société et leur journal.

Une autre région granitique et pauvre a fourni à la capitale durant des siècles les maçons et les tailleurs de pierres : la Marche Limousine devenue sous la révolution le département de la Creuse. Un certain nombre de ces hommes firent fortune à Paris : les grands entrepreneurs de construction sont Creusois. Ils firent venir toute leur famille et leurs amis pour les employer dans leurs entreprises. Dans leur pays ils achetèrent les châteaux des hobereaux appauvris. Un homme de la Creuse avait appris à Lyon l'art de teindre la soie. Il eut l'idée de l'appliquer aux peaux de lapins : technique qui a donné un essor énorme à toute l'industrie de la pelleterie. Il fit entrer ses frères, beaux-frères et cousins l'un après l'autre dans sa maison ; cela devint une affaire très importante, reposant entièrement sur les liens de famille et les capitaux épargnés.

Tous ces gens devenus riches ne coupent point les liens qui les unissent à leur pays, mais au contraire les renforcent. Quand ils se marient c'est à la mairie de leur village que le mariage est conclu et ce sera le notaire, dont le grand-père a fait le testament de leur grand-père, qui fera le contrat de mariage portant sur dix ou vingt millions. Ce serait un crime de le frustrer de ce revenu et de faire parvenir tant d'argent à un notaire parisien quelconque. Souvent ils se font élire maires, conseillers généraux, députés, sénateurs de leur pays.

Du Gers, pays situé au versant nord des Pyrénées, une famille possède de grands intérêts dans le métropolitain de Paris. Nombreux sont les hommes du Gers venus à Paris pour gagner leur pain comme employés du Métro.

Les Girondins forment une société importante à Paris. Ils ne se bornent pas à cultiver leur amitié, mais

font une réclame efficace pour les vins de Bordeaux et les huîtres d'Arcachon. Evidemment, Bordeaux étant une grande ville, cela n'a rien de surprenant ; mais qui connaît, par exemple, la Gartempe ? C'est une petite rivière de quatrième rang, affluent de la Creuse, qui se jette dans la Vienne, qui, de son côté, se jette dans la Loire laquelle débouche dans l'Océan. A ces origines la Gartempe est un charmant ruisseau à truites, errant entre des blocs de granit à l'ombre de bouleaux ; ensuite elle arrose une jolie vallée fertile et le grand moment de sa vie n'arrive que peu avant sa fin, quand elle voit sur ses rives se dresser l'église romane de Saint-Savin, unique au monde pour l'ensemble de ses vieilles peintures murales. Cependant il faut que les amis et les admirateurs de la Gartempe soient nombreux à Paris, car un jour, voulant assister à une conférence au Palais de la Mutualité, je vis la grande salle de fête occupée par le « Bal de la Gartempe ».

A Paris il n'y a pas moins de quatre-vingts mille Aveyronnais originaires de ce département déjà mentionné, et qui n'a que trois cents mille habitants. C'est toute une colonie. Depuis toujours l'excédent de naissances a pris le chemin de Paris et y a été accueilli par des oncles et des cousins, qui avaient déjà préparé une bonne petite place. Souvent les gens d'une même région habitent aussi un même quartier. En province, on est souvent demandé dans quel quartier de Paris on habite, et quand le hasard veut que ce soit dans celui où la fille est mariée et le fils est boulanger, la sympathie est immédiatement établie.

Quand un homme de province est élu à l'Académie, ses compatriotes lui font cadeau d'une épée artistiquement ciselée ou font peindre pour lui un service de porcelaine avec une scène de sa vie sur chaque assiette.

Chaque région, chaque vallée a sa société à Paris et édite son journal, mensuel en général, où il est cons-

ciencieusement rendu compte du sort de tous ses membres. Les présidents de ces sociétés, au nombre de plusieurs centaines, forment à leur tour un groupe et se réunissent de temps en temps pour délibérer de sujets graves, ou pour un joyeux banquet.

Un jour, une petite commune de France, voulant installer la lumière électrique et n'ayant pas d'argent, résolut d'abattre un fameux noyer parant la place publique et dont la vente aurait suffi pour payer les frais. Cette décision déchaîna une tempête : beaucoup de citoyens préféraient renoncer aux avantages de l'électricité, plutôt que de sacrifier le bel arbre. La grande presse parisienne se passionna pour la question. Finalement on fit venir un expert des Beaux-Arts, qui rendit ce jugement : que le noyer étant arrivé à la limite d'âge, on pouvait l'abattre en bonne conscience.

Il faudrait tout un livre pour examiner les relations particulières des différentes provinces avec la capitale. Qu'il nous soit permis de noter encore l'attachement des provinciaux aux spécialités culinaires de leur pays. Nombre de ces mets ont été intégrés dans la cuisine dite « française » qui a pris partout — et même à l'étranger — ce qu'elle a trouvé de meilleur. Mais en dehors de cela on trouve partout à Paris, et surtout dans le vieux Paris, des restaurants minuscules, où un homme du Lot, de Bretagne, du Berry, ou d'ailleurs, prépare pour ses compatriotes leurs plats régionaux, et où l'on boit du vin dont personne n'a jamais entendu le nom ; de vieilles boutiques où l'on vend du porc salé ou fumé, du jambon, des oreilles, des queues de porc, des saucissons de toutes sortes. Ces bistrots, ces boutiquiers, ont une clientèle fidèle de gens de leur pays. L'homme du Périgord est d'avis que le jambon d'Auvergne ne vaut pas celui de son pays, et l'Auvergnat ne mangerait pas d'oreilles de porc fumées qui ne proviennent pas de porcs auvergnats authentiques. Et seul

le vin de Sancerre a ce goût de pierre à fusil, qui évoque le charme de cette petite ville située sur un promontoire au-dessus de la Loire. Cela aussi prouve la force tenace avec laquelle le Français s'accroche au sol maternel pour n'être pas déraciné.

FAMILLE, AMITIÉ, PETITE PATRIE, ces mots renferment tout le secret de la force française. Comme Antée qu'Hercule ne put étrangler qu'après l'avoir séparé du sol, le peuple français tire des forces toujours renouvelées du contact avec la terre. Là est la raison de cette faculté de renaître après les coups les plus durs, de réparer les pertes les plus lourdes dans un temps étonnamment court. Il en fut ainsi après la guerre de Cent Ans contre les Anglais, après les guerres de Religion, après l'aventure napoléonienne, qui laissa une France complètement saignée à blanc, même après l'inflation de 1926 qui a ruiné tant de petites gens.

Sans connaître ces forces et leurs sources, on jugera toujours mal l'histoire et la politique françaises.

V

L'OPINION PUBLIQUE

a) La Parole Imprimée

Au début de janvier 1935, le Pape Pie XI a adressé à des journalistes français les paroles suivantes :

« La presse est la plus grande puissance qui existe au monde. On dit souvent que la plus grande puissance est l'opinion publique. C'est une erreur manifeste puisque c'est la presse qui fait cette opinion. La cause conditionne l'effet. Vous êtes, messieurs, les grands

maîtres de la parole et c'est la parole qui mène le monde. »

D'après les journaux, le Pape aurait improvisé son allocution ; on a dit qu'il avait « cherché » les mots. Evidemment a-t-il voulu, tout en disant aux journalistes français des paroles agréables, attirer leur attention sur l'immense responsabilité qui pèse sur eux. Dans un discours préparé il se serait sans doute exprimé avec plus de circonspection. Toujours est-il que cette opinion est très répandue. La réalité cependant, est-elle aussi simple ?

Que la parole mène le monde, personne n'osera le contester. La question, toutefois, se pose : la « parole » est-elle vraiment un pouvoir spirituel en soi ou ne sert-elle pas plutôt de simple outil à des puissances spirituelles ? Nulle doute qu'elle n'est qu'outil ou arme. Alors, qui sont ceux qui s'en servent ? En les recherchant on pourra les classer en deux catégories : des personnalités et des forces occultes. On pourra dire aussi : des volontés conscientes et inconscientes.

Dans la deuxième catégorie on trouvera les forces collectives : l'instinct, l'âme d'une race ou d'un peuple, le génie d'une nation. Ces forces cependant ne sont point inconscientes d'elles-mêmes ; elles semblent, au contraire, poursuivre des buts précis en toute conscience, choisissant au moment donné les moyens voulus. Seulement, nous autres hommes, dont elles se servent pour exécuter leurs plans, nous qui agissons sur leur ordre et en leur nom, sommes, en général, inconscients du but visé ; tout au plus l'intuition nous permet de les entrevoir.

Ces forces collectives, nous ne les connaissons encore que très imparfaitement, mais leur secret commence à se dévoiler. La personne France est une de ces forces, une des plus évoluées, un vrai Moi. C'est de ce genre de forces qu'est né en Allemagne le mouvement

du nationalsocialisme. Au début de 1933, le peuple allemand, surtout dans ses couches inférieures, comprit soudain qu'il fallait en finir avec les vieux partis, avec tous ces multiples « Etats », ces « particularismes » surannés. A un moment donné ses chefs politiques menacèrent de déchirer l'unité du Reich en séparant le Sud du Nord : le peuple y répondit en votant massivement pour Hitler, obéissant ainsi inconsciemment aux forces de la collectivité.

Parmi les grandes puissances, sur lesquelles nous n'avons pas d'influence, mais qui manifestement gouvernent l'humanité, il y a ce que nous appelons « Dieu », faisceau de plusieurs pouvoirs de caractère parent, mais de « personnalité » différente. Il y a en outre « La Force du Destin ». Tous les hommes qui croient à un Etre Suprême sont convaincus que cet Etre est parfaitement conscient de sa volonté, mais que nous, ses outils, ne pouvons la comprendre, parce que ses voies sont « au-dessus de ce que des cerveaux humains peuvent concevoir ».

Les pouvoirs **conscients** de ce monde, ce sont les chefs qui gouvernent l'humanité : rois, dictateurs, généraux, banquiers, capitaines d'industrie, chefs de parti. Evidemment, ces chefs sont eux-mêmes sujets à des forces occultes qui se servent d'eux, mais à nos yeux ils apparaissent comme les « maîtres du monde ». Ce sont eux surtout qui utilisent la presse, afin d'exercer une influence sur l'opinion publique, dans le but de consolider et d'étendre leur puissance.

Il est en tout cas inexact de dire que la presse **crée** l'opinion publique : elle contribue à la former, à la diriger, tout au plus elle crée certains courants à l'intérieur de l'opinion publique. Mais cette opinion naît et existe indépendamment de la presse. Certes, une presse habile, surtout sous un régime dictatorial, peut pendant longtemps exercer une influence très forte, mais tôt

ou tard on s'apercevra qu'à côté de l'opinion publique officiellement affichée, une seconde opinion publique entièrement indépendante de celle-là est née, se nourrissant d'autres sources, opinion qui, à la longue, s'avère toujours la plus forte. Les événements de la grande guerre l'ont amplement démontré. Vers la fin, il existait une opinion publique très nette, très forte, fomentée des nouvelles colportées de bouche en bouche, bravant toutes les interdictions de la censure, défiant tous les efforts de la presse de la canaliser. C'est elle qui, en Allemagne, a fini par ébranler la foi du peuple, lequel est pourtant de nature particulièrement confiant.

Nous voyons donc une opinion publique double : celle qui est imprimée et celle qui est parlée. En temps ordinaire, on oublie facilement l'existence de la seconde qui est la vraie opinion publique ; on va même jusqu'à la nier. Il suffit, cependant, de se rappeler que bien avant les journaux imprimés il existait déjà une opinion publique très nette et très puissante. Le roi Louis XV dut lutter contre cette opinion quand, en 1753, il renversa les alliances ; il n'arriva pas à la vaincre. Au contraire, la volonté du roi de ne point tenir compte de cette opinion, de passer outre, est ce qui a amené, d'après l'opinion de certains historiens, la chute de la monarchie quarante ans plus tard.

Il semble donc certain que la presse, loin de créer l'opinion publique, n'a qu'une part à sa formation, et que cette part est même probablement beaucoup plus petite qu'on ne le croirait à première vue. On se laisse tromper par le fait que la presse, dans ce qu'elle imprime, est forcée de se conformer dans une large mesure à ce que les rédacteurs croient être la vraie opinion publique, parce qu'il est dans l'intérêt des journaux de flatter cette opinion. Ce sont, cependant, deux choses différentes : être auteur ou porte-parole.

En France, ce qui se passe dans le règne de l'esprit, tous les mouvements et courants spirituels, tout est soumis continuellement à un examen de conscience, éclairé à la lumière de la raison et critiqué. Le génie français, profondément hostile à ce qui est obscur, confus et vague, a la tendance très nette de tout tirer au clair. Les Français veulent se rendre compte ; ils ne veulent « être dupes ». La critique se fait en toute liberté. Dans ces conditions, il est plus facile en France qu'ailleurs de connaître les forces spirituelles et de les suivre dans l'effet qu'elles produisent.

Il y a plusieurs années, un diplomate allemand a dit à Genève à un collègue français : « Opinion publique ? Cela n'existe pas. C'est nous qui la fabriquons. » En France, on n'est pas de cet avis ; on ne nie pas l'existence d'une opinion publique, mais on voudrait la connaître. On écoute donc très attentivement ce que veut et dit le peuple. Les rédacteurs écrivent tous les jours dans les journaux : « L'opinion publique exige ceci ou cela. » Ils prouvent par là même que cette opinion est une puissance indépendante d'eux, et que ce ne sont pas eux qui la fabriquent.

Ici deux constatations curieuses s'imposent : 1° Le même jour, une feuille de droite exigera de la façon la plus naturelle, au nom de l'opinion publique, le contraire de ce que demande un journal de gauche. 2° Les journaux se réclamant le plus hautement de « l'opinion publique » sont ceux de droite ou modérés, alors que les journaux de gauche prétendent parler au nom de « la volonté du peuple ». Il existe donc un antagonisme entre les deux ? A la suite, on se méfiera peut-être un peu de tout ce qui est présenté sous l'enseigne expresse d'opinion publique. Derrière cette enseigne se cache en général l'opinion des classes dites « capitalistes ».

Dans aucun autre pays, il faut être aussi prudent dans ses pronostics qu'en France. La situation peut

être entièrement renversée dans une nuit, dans quelques heures, au courant d'une séance de la Chambre Jamais on n'est garanti contre les surprises. Pour être à même de bien juger, il faudrait justement connaître les forces anonymes qui sont à l'œuvre, mais on les chercherait en vain dans les journaux. L'année 1935 en a fourni un exemple frappant. Lorsque, en juin, le ministère Flandin avait été renversé, parce que la Chambre ne voulait pas le suivre dans la voie de la déflation, le président de la Chambre des Députés, Fernand Bouisson, forma un nouveau gouvernement que tous les partis avaient promis d'appuyer. Malgré cela il fut renversé à la première séance, à la stupéfaction de tout le monde. Pendant la séance même, le vent avait tourné. Dans les jours suivants il se livra une lutte muette, mais tenace entre la Banque de France et le Parlement, qui comptent tous les deux parmi les « maîtres de ce monde ». Finalement le Parlement dut céder et accorder à un ministère Laval les pleins pouvoirs pour une politique énergique de déflation, politique à laquelle la « volonté du peuple » était nettement hostile. Sur toutes ces transactions la presse n'a eu aucune influence et elle n'en a pas soufflé mot.

* * *

Malheureusement les correspondants des journaux étrangers ne tiennent en général pas compte de cet état de choses. La plupart d'eux croient dur comme fer que tel ou tel journal représente « l'opinion publique française » tout court. Leur mode de travail est simple : Ils achètent tous les jours leur paquet de journaux, ils y prennent ce qui peut servir leur thèse. Assis derrière leur bureau, ils forgent sur ces bases leur article quotidien. Un député heureux de faire l'important leur sert d'oracle, ils fréquentent un salon où l'on chuchote les derniers ragots, et le buraliste et la femme

du kiosque des journaux représentent pour eux le « peuple ». Souvent, ils ont des sympathies pour tel mouvement politique, les Croix de feu, par exemple, ils y ont trouvé des amis qui les pourvoient de nouvelles et, sans s'en apercevoir, ils voient les choses avec les yeux de ces amis.

On dira que c'est exagéré. Malheureusement non. Se basant sur les comptes-rendus des journaux tout le monde en Allemagne a cru au printemps 1934 que la victoire du fascisme en France ne serait qu'une affaire de quelques semaines. En été 1935 on était mal vu si l'on osait douter du succès prochain de M. de La Rocque. Il ne serait pas difficile de montrer par des preuves quelles erreurs grotesques sont quelquefois répandues à l'étranger par les correspondants de journaux. Faut-il s'étonner que le peuple français soit tellement inconnu en dehors de ses frontières et si souvent mal jugé ?

Même à Paris, il est parfaitement possible de se renseigner sur ce que veut et pense le peuple — pourvu qu'on s'y intéresse. Ce n'est peut-être pas très commode et c'est impossible de derrière un bureau, mais cela en vaut la peine. Il est vrai que certains correspondants persistent à prétendre que l'opinion du peuple n'a aucune importance, puisque les décisions sont prises par les élites. Ceci, il faut le dire, est une erreur funeste et inexcusable.

Rendons cependant hommage à un petit nombre de correspondants vraiment intelligents et consciencieux qui savent éviter ces écueils.

* * *

La presse française diffère de la presse allemande par un certain nombre de particularités qu'il faut connaître.

En Allemagne, chaque journal a un noyau d'abonnés payant d'avance ; il peut donc établir un budget de recettes et dépenses. Il connaît la mentalité de ses lecteurs et s'y accommode. Les lecteurs, en revanche, sont fidèles à leur journal, auquel ils prennent un vif intérêt. Il en résulte une certaine communauté d'esprit qui permet au journal d'accomplir une tâche d'éducation. Le rédacteur se sent responsable de ses ouailles, et prend soin de leur fournir une bonne nourriture spirituelle. On lui en est reconnaissant. Le sentiment joue un grand rôle dans ces relations.

En France, au contraire, on n'a pas l'habitude de s'abonner aux quotidiens, mais on achète chaque jour celui auquel on est habitué ou vers lequel on se sent attiré. Si l'on n'est pas d'accord avec son attitude dans telle ou telle question ou si l'on se sent rebuté par quelque chose, on achètera, à partir de demain, un autre journal. Rien de plus simple. Lorsque le « Matin », après la guerre, adopta une attitude hostile à Clemenceau, il perdit une grande partie de ses lecteurs de province. N'ayant pas de clientèle sûre, les journaux ont un destin incertain. Cela les oblige, d'un côté, d'être très prudents pour ne pas contrarier le public, — l'opinion publique, — de l'autre. d'allécher le plus de lecteurs possible par des manchettes sensationnelles. Or, les nouvelles du jour sont livrées, pour la majeure partie, par les Agences ; elles sont par conséquent pareilles pour tous. Les rédacteurs n'ont qu'un terrain assez restreint pour faire de l'individualisme : au fond, il ne leur reste que les interviews, les crimes, les scandales et les reportages. Ceux-ci traitent ou de pays étrangers, ou de quelque matière française échappée à l'attention des concurrents. Quel événement quand Hitler s'est fait interviewer pour la première fois ! Combien de temps avait-il fallu prendre patience ! Tout le monde est interviewé : les souverains et les

dictateurs, les stars de cinéma, les as du sport, les chefs de l'économie. Un bon scandale, c'est du pain tout cuit ; on peut s'en nourrir des mois durant. Quand on monta en grand le scandale Stavisky, il a fallu près d'un an pour que le public apprît enfin que le dommage effectif causé par les tromperies de Stavisky s'élevait à 48 millions de francs. Après la mort mystérieuse du conseiller Prince, un grand journal avait mis les détectives anglais les plus célèbres sur les traces des assassins présumés. On les congédia immédiatement lorsque, après peu de jours, ils conclurent à la probabilité du suicide, leurs articles ne furent jamais publiés, malgré la somme considérable qu'on avait dépensée. — Les journalistes français sont excellents dans les reportages. Ceux-ci sont non seulement très bien faits du point de vue professionnel, mais on y trouve toujours une foule de détails intéressants. Si leur objet est la vie du peuple, sa façon de penser, de sentir, de réagir, on peut en général avoir confiance en ce qui y est dit. Des prix littéraires sont annuellement attribués aux meilleurs reportages ; c'est tout un genre spécial de littérature. Les grands journaux dépensent des sommes folles pour les reportages en pays et continents étrangers.

La situation financière des journaux est donc incertaine ; elle dépend du hasard. Voilà ce qu'il importe de considérer. Ah ! si la rédaction d'un journal du matin reçoit à quatre heures une nouvelle sensationnelle inconnue de la concurrence, la primeur de l'arrestation d'un personnage connu, par exemple, alors « la vie est belle ! » comme me l'a dit un jour le rédacteur en chef d'un journal. Rapidement, on dépouille tous les dictionnaires et Bottins pour se procurer le plus de détails possible sur le personnage en vue, et l'imagination du rédacteur doit jouer pour combler les lacunes et faire un papier sensationnel. Le public s'arrache les numéros et les rotatives dévorent un rouleau

de papier après l'autre. Les cyclistes — « roule-toujours » — et les camions font la navette pour transporter les nouvelles éditions dans tous les coins de Paris. Les vendeurs crient à tue-tête et le directeur se frotte les mains. Le succès peut lui donner la liberté d'action pour plusieurs semaines. La concurrence, ce jour-là, voit revenir, invendue, la plus grande partie de son édition.

Cette situation est rendue plus difficile encore du fait que le prix de vente de 25 centimes par numéro, 30 centimes depuis le 1er août 1936, ne couvre les frais que si l'édition atteint un grand nombre d'exemplaires, dans les cent mille au moins. Peu de journaux peuvent se permettre de demander un prix supérieur. Le « Temps » coûte 40 centimes (maintenant 50 centimes), mais pour ce prix il donne une variété étonnante d'articles du plus haut niveau. Le « Populaire » et « L'Humanité », journaux socialiste et communiste, ont toujours coûté 30 centimes. C'était déjà un petit sacrifice imposé aux fidèles, et ressenti comme tel ; il y en a que cela « chiffonnait » un peu tous les matins. Citons pour comparer que la grande édition de la « Frankfurter Zeitung » coûte 20 Pfennig, donc 1 fr. 20.

Dans ces conditions, la plupart des journaux ne peuvent vivre de leurs propres moyens ; cela est tout bonnement impossible. On prétend qu'à Paris seul le « Peuple », journal des C.G.T., et le « Populaire », S.F.I.O., ne sont pas « subventionnés ». Mais qui est-ce qui subventionne les autres journaux ? En France, c'est un secret de polichinelle : on le sait très exactement pour chaque journal, on en parle même dans des livres. Certains journaux appartiennent directement à des comités industriels ; sur d'autres, les trusts et les banques exercent leur influence par le moyen de la publicité. La publicité, c'est-à-dire les annonces, doivent combler le déficit de la vente. Sur ces relations tout

a été dit et imprimé, tout le monde est renseigné. Inutile d'insister.

Dans la grande presse, les journaux du fabricant de parfumeries Coty, « L'Ami du Peuple » et « Figaro », ont joué pendant quelques années un rôle spécial. L'ambitieux Corse a dépensé les millions sans compter, pour soutenir la lutte contre les autres journaux. « L'Ami du Peuple », ainsi nommé en souvenir du journal du révolutionnaire Marat, créateur de la presse populaire, ne coûtait même que 15 centimes. Finalement Coty a succombé en 1934 et est mort peu après.

A côté des grands journaux, il y a la multitude des petits et moyens journaux, qu'on peut grouper sous le nom de « feuilles d'opinion ». Quelques-uns sont le porte-voix d'une personnalité forte, ou riche, ou ambitieuse. D'autres représentent une opinion politique, une « conception de la vie », une mystique. Clemenceau avait son « Homme Libre » qu'il baptisa « L'Homme Enchaîné » lorsque, pendant la guerre, la censure ne permit plus de tout dire. Redevenu « L'Homme Libre », ce journal fut placé, après le départ de Clemenceau, sous la direction de Lautier qui passait pour un des meilleurs journalistes français. Dans la même catégorie on trouvera « L'Ordre » de M. Buré. Des opinions politiques, des mystiques sont représentées par des feuilles comme « L'Œuvre », la « République », pour ne nommer que quelques-unes des plus connues. Il y a encore la presse catholique très importante avec « La Croix », « L'Aube », etc.

Les feuilles d'opinion ne peuvent davantage vivre de leurs propres moyens ; elles aussi sont obligées d'accepter des subventions. Quelquefois il arrive qu'une d'elles tombe sous la dépendance d'intérêts privés, comme la « Volonté », journal pacifiste, devenu l'organe de Stavisky. En général c'est le gouvernement qui les subventionne. Là-dessus l'ancien président du con-

seil Daladier a fait devant la commission Stavisky une déposition qui est sans ambiguité. On a, par exemple, su que la « Volonté », devenue feuille de Stavisky, continua à toucher 40.000 francs de subvention par mois tant du ministère de l'Intérieur que de celui des Affaires Etrangères. Tout cela est public, c'est pourquoi nous nous permettons d'en parler. C'est un trait essentiel dans la physionomie de la presse française et qu'il ne faut pas vouloir dissimuler. Le gouvernement a un intérêt réel à soutenir cette presse qui, en général, est d'un niveau spirituel plus élevé que les feuilles dites « de boulevard » ; sa disparition laisserait un vide. Il se borne a exiger que les journaux d'opinion ne l'attaquent pas trop violemment, mais il n'exerce pas de droit de regard sur eux.

En 1934 Jean Luchaire a mené une lutte désespérée pour continuer, sans subvention, son quotidien « Notre Temps » qui, au fond, comblait une lacune, étant le seul journal de gauche du soir. Il aurait fallu pour cela que les lecteurs prissent des abonnements. Ce fut impossible : les Français ne changent pas d'habitudes. « Notre Temps » dut redevenir hebdomadaire.

Ce qui frappe le plus en France, c'est qu'il n'existe presque pas de journaux de parti ; seuls les socialistes et les communistes en ont. Cela provient du fait que les partis n'ont pas d'organisation vigoureuse — ils ne peuvent en avoir parce que noms et programmes de parti ne sont, en France, que des étiquettes, comme nous essayerons de le montrer ultérieurement. Il y a naturellement bon nombre de journaux faisant la politique d'un parti, du parti radical, par exemple, comme « L'Œuvre », et en province « La Dépêche de Toulouse », mais ils ne dépendent pas du parti.

Notre image de la presse française serait imcomplète sans la multitude abondante des périodiques. Laissons de côté les grandes revues littéraires, artistiques, philo-

sophiques qui sont plutôt du ressort de la littérature que du journalisme. Mais il faut dire quelques mots des nombreux hebdomadaires politiques et satiriques, comme « Candide », « Gringoire », « Canard enchaîné », « Marianne », « Vendredi », « Vendémiaire ». On en trouve de toutes les tendances et de tous les niveaux, jusqu'au plus bas, là où l'on vit de calomnie et de chantage. Dans des temps révolutionnaires, comme ceux que nous traversons, il en naît et en meurt tous les mois. Quand quelques jeunes gens ont réussi à réunir un petit capital, ils s'empressent à former un comité et de fonder un hebdomadaire, qui vit aussi longtemps qu'il leur reste de l'argent.

L'influence de certains de ces hebdomadaires est cependant très grande. Voici pour quelles raisons : Les Français, et surtout ceux du peuple, sont convaincus que toute la grande presse est « vendue » ; ce qu'on y lit, c'est du « bourrage de crâne ». Quand on s'y fie, on est « foutu ». Or, les hebdomadaires, notamment les satyriques, dépouillent les hommes et les faits de la gloire dont les grands journaux les enveloppent ; ils les montrent nus, sans les ménager. Le petit bourgeois est flatté de pouvoir jeter ainsi un regard dans les coulisses de la grande politique. Comme les hommes qui, d'ordinaire, font les importants, y apparaissent petits ! C'est qu'on y voit les dessous, les petites faiblesses humaines. Ainsi la lecture de ces feuilles est le meilleur antidote contre le « bourrage du crâne », c'est-à-dire contre les tentatives de fabriquer une opinion publique.

Il n'y a rien que le peuple français craigne autant que d'être dupe, nous l'avons déjà dit. Le bourrage du crâne est un véritable épouvantail. « On nous a assez menti pendant la guerre, dit-on, maintenant nous ne croyons plus rien du tout ! » Quand le bonhomme a lu son « Canard enchaîné » il en retire la satisfaction

d'avoir, une fois de plus, déjoué les manœuvres de ceux qui ont voulu le leurrer.

Les hebdomadaires, en général, non seulement peuvent vivre de leur revenu, mais rapportent encore de l'argent. Quelquefois c'est la même équipe qui fait aussi bien un quotidien qu'un hebdomadaire ; alors ce dernier comble le déficit du premier, comme pour « L'Ordre » et « Vendémiaire ».

* * *

Quiconque veut prendre part à la vie de la nation, doit lire plusieurs journaux de tendances différentes ; la dépense, vu le bas prix, est minime. En effet pour le prix qu'un seul bon journal coûte en Allemagne, on en achète en France cinq. On peut même dire que ce chiffre de cinq est un minimum qu'il faut lire si l'on veut rester au courant. Si nous donnons un assortiment en nommant certains journaux, c'est seulement pour ne pas rester dans les généralités ; chacun à Paris constituera cet assortiment selon son goût personnel. Il faut trois journaux du matin : « Journal » ou « Petit Parisien » (presse d'information), « Jour » ou « Echo de Paris » (droite), « Œuvre » ou « Ere Nouvelle » (gauche). A midi, « Paris-midi » est de rigueur parce qu'on y trouve l'analyse des leaders de tous les journaux importants du matin et qu'on peut encore acheter celui qui paraît intéressant. A cinq heures, c'est le « Temps » ou la « Liberté » (modéré), et le soir encore une feuille d'information, « Paris-Soir » ou « L'Intransigeant ». Celui qui s'occupe de la politique intérieure ne pourra se passer de lire encore « Populaire » (S.F.I.O.), « Peuple » (C.G.T.), « Humanité » (communiste), « Aube » (catholique) ou « Action Française » (royaliste), selon sa conviction. Chose qui n'existe certainement dans aucun autre pays : des gens très modestes lisent ainsi une demie douzaine de journaux, par

intérêt et dans un besoin d'impartialité. C'est toujours cette volonté de voir clair, cette crainte d'être dupe. « Timeo hominem unius libri », comme a dit saint Thomas d'Aquin.

Ce serait une erreur que de croire que la lecture de tant de journaux exige beaucoup de temps. Les informations étant partout les mêmes, on ne les lit qu'une fois. A part cela on lit, dans chaque journal, le leader, signé d'un nom connu — excepté dans le « Temps ». En effet, on veut savoir ce que **Pertinax** ou **d'Ormesson** pensent de la note allemande, quelle est l'opinion de **Léon Blum** ou de **Marcel Déat** sur la formation obligatoire de corporations, comment **Jouhaux** juge le plan de Man, et on veut s'amuser à la lecture des gloses spirituelles de **La Fouchardière** sur les événements du jour. En France, ce sont les personnalités qui donnent le cachet à la vie et non les dogmes.

D'aucuns pourraient croire que, vu les conditions spéciales, dans lesquelles la presse française doit vivre, son niveau ne soit peut-être pas très élevé. Ce serait une grande erreur. Aucun journal du continent européen ne peut se comparer avec le « Temps ». C'est une encyclopédie complète de la vie française, tenue au courant ; un homme peut y puiser tous les éléments et toutes les indications dont il a besoin pour sa nourriture spirituelle ; le tout écrit dans un très bon français par des auteurs de premier rang. Que tel ou tel journal représente tel ou tel groupe d'intérêts, le lecteur le sait et en est conscient : il lira ce qui a rapport à ces intérêts « cum grano salis ». Parmi les petits journaux, citons la « République » d'Emile Roche, très bien faite. « L'Echo de Paris » qui défend les intérêts catholiques et militaires, et qui est nettement antiallemand est, néanmoins, un journal qui a son niveau. Dans tous ces journaux le lecteur passe outre de ce qui le choque. En France, on y est habitué.

Des journaux ne sont pas des entreprises humanitaires, mais économiques ; un certain capital y est investi, qui doit rapporter des intérêts ; tout au moins faut-il que les frais généraux soient couverts. Il en est ainsi dans le monde entier. Evidemment, l'indépendance des journaux se trouve, de ce fait, limitée. Mais alors que, dans la plupart des pays, ces dépendances sont soigneusement « camouflées » aux yeux du lecteur naïf, et que les initiés se gardent bien d'en parler, en France, au contraire, ces questions sont traitées en plein public et, de préférence, exagérées. C'est peut-être la seule différence entre la situation en France et ailleurs. Rappelons, pour ne citer qu'un exemple, le rôle que joue en Angleterre l'argent des « Brewers », des grandes brasseries, dans la presse.

* * *

Faut-il d'autres preuves, pour démontrer qu'en France la « grande presse » ne fabrique pas l'opinion publique ni même la représente ? Elle s'efforce, sans cesse, de la connaître pour pouvoir se réclamer d'elle, et, en même temps, elle vise à exercer son influence sur elle, afin de la diriger dans le sens de certains intérêts, mais voilà tout. Vu le sens critique extrêmement développé de ses lecteurs, elle y réussit certainement beaucoup moins bien qu'elle ne le croît elle-même.

Quelquefois elle se trompe singulièrement. Avant les élections du printemps 1932, toute la grande presse avait prédit la victoire du gouvernement Tardieu. On avait prétendu que le pays entier était contre le retour du Cartel, grand coupable de la dévaluation monétaire de 1926 ; d'immenses affiches avaient annoncé jusque dans les plus petites communes que le Cartel, c'était l'inflation ; on avait représenté Léon Blum et Edouard Herriot sciant une pièce de 1 franc en deux avec une énorme scie passe-partout. Le gouvernement lui-même

était sûr de sa victoire. Au mois de janvier cependant, un petit maire de village m'avait dit : « Ils seront balayés ! balayés seront-ils ! » et pour donner plus de vigueur à sa parole, il avait balayé de sa main les miettes de pain qui étaient sur la table. Des mois avant les élections, il se montra absolument sûr de l'issue ; et il n'était point le seul à le dire. C'était donc cela la vraie, l'authentique opinion publique que la presse ne connaissait pas. Elle a eu raison de la façon la plus éclatante.

Quelquefois, il est amusant de voir, combien certains rédacteurs, derrière leurs bureaux, sont loin de la vie réelle. En France, où l'on a un peu la manie de tout personnifier et où la ville de Thiers a érigé même un monument à la « Mutualité », on a fait de même pour un personnage sorti de l'imagination d'un écrivain : « L'illustre Gaudissart » créé par Balzac, type du commis-voyageur jovial et bon-vivant. Dans une causerie publiée à cette occasion, le rédacteur d'un grand journal a regretté la « disparition » des commis-voyageurs qui, selon lui, avaient été tués par les catalogues. Pourtant, il n'y a guère d'autre pays où le rôle du commis-voyageur soit aussi grand, aussi clairement défini qu'en France, pays qui a su organiser son commerce intérieur de façon particulièrement rationnelle, comme nous le verrons dans un chapitre spécial. A l'époque des chemins de fer et des automobiles qui facilitent grandement le travail des commis-voyageurs, la part de ceux-ci dans la vie économique du pays est autrement importante que du temps de Balzac, où il fallait encore prendre la diligence. Partout en province, on les rencontre dans les cafés « du Commerce » qui servent si souvent de cible aux railleries des littérateurs parisiens. On les voit là, assis derrière les petites tables rangées l'une à côté de l'autre, faisant leur courrier, en prenant le café. Il est toujours intéressant de causer avec eux

quand ils ont terminé ; car leur travail leur procure une multitude de connaissances précises de la vie réelle que d'autres n'ont pas la possibilité de réunir. Au touriste modeste ils apprendront où l'on peut loger et manger bien et à bon compte et quelles spécialités il faut absolument goûter à tel ou tel endroit.

* * *

Les grands journaux de province se trouvent dans une situation différente de celle de la presse parisienne ; de façon générale, ils sont beaucoup plus indépendants. Comme les journaux allemands, ils peuvent compter sur une clientèle fidèle. Le fait qu'ils arrivent chez le lecteur avant les journaux parisiens leur procure une sorte de monopole. Ils dépendent, surtout, dans un degré moindre, des Agences pour la publicité. Quiconque veut faire de la réclame utile en province, est bien obligé de s'adresser au plus grand quotidien de sa région, le « Petit Dauphinois » dans les Alpes, la « Dépêche » dans la vallée de la Garonne, pour ne citer que deux exemples. La « Dépêche », propriété de la famille Sarraut, est de beaucoup le plus important journal de province, paraissant chaque jour en dix-huit différentes éditions, destinées aux diverses régions du centre et du midi de la France. C'est, en plus de cela, un des plus importants journaux de toute l'Europe. Les hommes d'Etat des pays européens se disputent l'honneur de donner des articles à la « Dépêche », qui est peut-être lue avec plus d'attention encore dans les milieux gouvernementaux de Paris qu'en province. Son directeur, Maurice Sarraut, est un des hommes les plus influents de toute la France. Personnellement très modeste, il décline tous les honneurs. Mais chacun sait qu'il ne dépendrait que de sa volonté de devenir sénateur, ministre, président du conseil et même président de la République. Celui qui a pu l'approcher, garde

l'impression d'une très forte intelligence unie à une non moins grande bonté.

Malheureusement, on ne se doute guère de tout cela en Allemagne. L'ignorance, quelque fois doublée d'arrogance, est pour beaucoup dans l'état peu satisfaisant des relations franco-allemandes. On dirait qu'une fatalité ne veut pas nous permettre de voir la réalité.

* * *

A côté des journaux dont il a été question jusqu'à présent et qui tous sont des entreprises « capitalistes », il existe encore un genre de presse reposant sur des bases entièrement différentes et, en général, inconnu des étrangers. Ce n'est pas qu'il serait difficile de se procurer ces journaux, au contraire, on peut les acheter ou s'y abonner — mais les étrangers n'en ont pas connaissance ou ne s'intéressent pas à ce qu'ils disent. Cependant, c'est cette presse qui a une influence infiniment plus forte sur l'opinion publique réelle, sur ce que pense la majorité du peuple, que les journaux les plus grands et les plus connus de Paris. Nous parlons des journaux des associations diverses, ce mot pris dans son sens le plus étendu.

Le trait le plus caractéristique de cette presse est qu'elle n'est pas obligée de voiler les intérêts qu'elle sert. Ces intérêts, au contraire, elle les défend au grand jour. Elle est donc sincère — grand avantage quand on pense avec quel soin la « grande » presse doit souvent masquer ses buts réels. Les lecteurs de ces journaux sont, en général, ou abonnés ou reçoivent le journal comme membre de leur association. S'ils ne sont peut-être pas toujours d'accord avec tout ce qu'ils y trouvent imprimé, au moins n'ont-ils pas peur qu'on veuille leur raconter des mensonges. Les rédacteurs sont leurs hommes de confiance ; s'ils tentaient de faire du « bourrage de crâne » on leur retirerait la con-

fiance et on les remplacerait par d'autres. D'ailleurs, dans cette presse souvent la majeure partie du travail rédactionnel est fournie gratuitement.

Des journaux comme « La Tribune des Fonctionnaires », organe des fonctionnaires syndiqués et tirant à plusieurs centaines de mille d'exemplaires, « l'Ecole Libératrice », organe des instituteurs, qui en France, dans leur immense majorité, sont républicains et pacifistes farouches, comme « Coopérateurs » et bien d'autres exercent une influence sur la façon de penser de leurs lecteurs infiniment plus grande que la grande presse. Ces journaux, de façon générale, ne sont point enfermés dans un dogmatisme étroit, mais forment plutôt une « tribune », où des tendances et des opinions opposées se heurtent et s'expliquent au grand jour. En principe chacun peut y prendre la parole, et le lecteur est invité à se former lui-même une opinion.

Les plus curieux et les moins connus de ces journaux sont ceux de la **presse combattante**. Que cette presse est absolument indépendante, cela va de soi. On s'y exprime avec une franchise remarquable, appelant un chat un chat et chaque chose par son vrai nom. Les organisations des Anciens Combattants sont un phénomène nouveau dans la vie de la nation française, le plus important sans doute de l'après-guerre et qui devra nous occuper amplement. On peut y étudier sur le vif tout ce qui est « typiquement » français. Les grandes fédérations, telles que l'Union Fédérale et l'Union Nationale, ayant chacune près d'un million de membres, représentent des forces morales extraordinaires, reparties à travers le pays entier. Durant longtemps, l'U.F., par exemple, s'est contentée de publier une revue bi-mensuelle modeste : « Les Cahiers de l'U.F. », mais l'influence directe et indirecte de cette revue ne se mesure pas d'après son tirage. Aucun gou-

vernement ne peut négliger ce qui est dit dans ces cahiers. Nous n'avançons pas cela à la légère.

En dehors de cela, la plupart des nombreuses associations, dont l'U.F. est composée, ont eu et ont encore leurs revues à eux, mensuelles pour la plupart. Toutes s'inspirent, naturellement, des cahiers.

Il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur la foule bariolée de ces petits journaux. Jusqu'en 1935, leur nombre, au sein de l'U.F. seule, s'est élevé à 95 et le total du tirage à 1.250.000. Comprend-on leur importance ? Toutes ces feuilles sont rédigées « gratis pro Deo » ; bon nombre d'elles sont imprimées au prix coûtant par un camarade. Elles portent des noms tantôt gais, tantôt sentimentaux, ou héroïques, ou romantiques : « Le Rescapé du Combat, Le Veilleur Bourbonnais, Le Survivant, Paix et Fraternité, Après la Victoire, L'Ami des Eprouvés, Le Percepteur Mutilé, Le Trait d'Union, L'Agent de Liaison, La Petite Université Combattante », etc. Certaines ont un niveau remarquable tel « Le Veilleur Bourbonnais » dirigé par l'écrivain André Gervais.

Depuis 1936 l'Union Fédérale édite un grand journal mensuel (à côté des « Cahiers » qui continuent de paraître) « Notre France ». Est-ce que la multitude des petites publications sera, par là, destinée à disparaître ? Il faudrait le regretter, car il s'agit d'une expression bien française de la vie.

Dans le peuple français certains instincts sont particulièrement puissants, formant contrepoids au culte de la Raison. Si ce peuple peut sans crainte, suivre les conseils de la Raison, c'est que précisément son instinct inné, veilleur incorruptible, l'empêche de donner dans l'erreur. Aussitôt qu'il risque, sur le chemin droit de la logique, de perdre le contact avec la réalité, l'instinct le rappelle à l'ordre. Parmi ces forces instinctives nous avons vu la méfiance contre le « bourrage de

crâne ». Nous y trouverions encore l'aversion insurmontable contre tout ce qui est mécanique et automatique et la peur du grand nombre. Les peuples d'origine germanique, au rebours, adorent le grand nombre et les solutions mécaniques. Pour qu'une chose leur en impose, il faut qu'elle soit colossale ; les machines doivent travailler tout à fait automatiquement. L'américanisme est l'expression « non plus ultra » de cette attitude, l'américanisme qui n'a trouvé nulle part des adeptes aussi enthousiastes qu'en Allemagne. Les Français en ont l'horreur. Pour bien des Français la faillite des usines Citroën entièrement américanisées a été une satisfaction morale.

Dans ces conditions, il est à craindre qu'un journal tiré à Paris à cinq cent mille exemplaires sur des machines ultramodernes de linotypie et d'imprimerie, ne puisse entièrement remplir la tâche des petites revues. Il ne peut surtout pas les remplacer dans le cœur des anciens combattants dispersés dans les campagnes, perdus dans les vallées des provinces françaises. Quand le facteur apporte la petite revue régionale, elle est accueillie en amie. On en connaît le rédacteur, l'imprimeur, tous les collaborateurs, on la lit mot par mot, du commencement à la fin ; ses idées s'imprimeront dans l'esprit. Un jour, on voudra envoyer à la rédaction un article, une lettre, un petit conte, une poésie ; on sera heureux de se voir imprimé. Mais on ne trouvera jamais le courage de s'adresser au grand journal de Paris ; car les Français sont timides. Enfin, pour sa petite feuille on est certain que tout le travail, ou presque, est fait gratis pour l'amour de la cause et non pas par des gens qui sont payés pour cela. Et ce n'est pas la moindre des raisons d'attachement.

Peut-être le lecteur allemand voudra-t-il réfléchir à ce qui serait gagné si cette presse se faisait l'avocat du rapprochement franco-allemand. Il va de soi qu'elle lui

est favorable, mais cela ne suffit pas. Pour obtenir un résultat, il faudrait qu'elle puisse dire en toute sincérité : « Nous sommes profondément convaincus, dans notre for intérieur, que l'Allemagne veut la paix, sans arrière-pensées, rien que la paix. » Alors tout obstacle pourrait être vaincu. Mais de cela, nous sommes encore loin. Et il ne faut pas croire que la méfiance des paysans français puisse être vaincue par des paroles ni par la propagande la plus habile. Il ne faut pas se leurrer à cet égard.

Il n'y a pas non plus lieu de se désespérer. En réalité il existe en France, dans l'âme du peuple, des forces instinctives qui le poussent vers la réconciliation avec le voisin allemand, bien plus puissantes même qu'on ne le sait en Allemagne. Mais pour les **mobiliser**, un effort patient, intelligent et surtout sincère est nécessaire. Il ne faut pas compter sur des succès faciles.

L'enjeu — est-il besoin de le dire ? — en vaut la peine.

b) La Parole Vivante

A côté de la parole imprimée il y a la parole vivante dont la première n'est que la cristallisation. L'avis est très répandu que la parole imprimée est plus puissante que la parole vivante. Ce qui est fixé noir sur blanc dure et peut continuer d'exercer une influence, alors que les paroles prononcées de vive voix et faites d'ondes acoustiques fugitives périssent aussitôt. C'est cet avis que le Saint-Père a exprimé dans l'allocution que nous avons citée.

Pour qui connaît la France, il ne peut cependant y avoir de doute que dans ce pays tout ce qui est dit de vive voix a une part plus grande dans la formation de l'OPINION PUBLIQUE que ce qui est imprimée. A la base de cette opinion publique nous trouvons le **bon sens commun** du peuple ; c'est de là qu'elle est née ; et

elle se forme, en première ligne, par la discussion entre individus et seulement en second lieu par la lecture.

Pour saisir la différence qui, dans ce domaine, existe entre la France et l'Allemagne, il faut revenir, en quelques paroles, sur le caractère différent des deux langues.

Le langage allemand, nous l'avons vu, est une création continue ; c'est de ce fait que la langue tire sa richesse et sa vigueur. Cependant, pour la parler vraiment bien, il faut un talent créateur. Evidemment tout le monde s'exprime facilement sur les questions pratiques, mais la difficulté commence lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes abstraits. Les concepts abstraits même restent flottants. Ainsi tout Français sait ce que c'est que l'esprit ; en Allemagne, avant de commencer une discussion sur l'esprit, il faut d'abord tomber d'accord sur ce que l'on veut entendre par le mot « Geist ». Dans ces conditions une discussion féconde devient très difficile. C'est, d'ailleurs, pour cette raison, que le peuple allemand n'est pas fait pour un parlementarisme « occidental ». Le vieux Reichstag n'a jamais été que la caricature d'un parlement ; les députés y lisaient aux sténographes des discours préparés, alors que la salle était vide — sauf aux grandes journées.

La langue française, au contraire, est un « patrimoine » soigneusement accumulé, ordonné et mis au point, patrimoine auquel chacun peut participer dans la mesure de sa mémoire. Leur mémoire étant bonne, la plupart des Français possèdent bien leur langue. Cette mémoire est plutôt visuelle, comme celle des enfants. Les Français voient une image qu'ils décrivent ; ils lisent dans leur mémoire. Toute l'éducation vise à la maîtrise de la langue ; l'acquisition de connaissances ne joue qu'un rôle secondaire. Parfaitement cultivé est l'homme qui possède parfaitement la langue française. Il faut, cependant, faire remarquer que pour

les enfants français l'effort d'apprendre leur langue est beaucoup plus grand que pour les enfants allemands celui d'apprendre la leur. Qu'on s'imagine les difficultés de l'orthographe. Comment faire comprendre à des enfants de cinq ou six ans que AU, EAU, AUX, EAUX, AUT, AULT, EAULT ne représentent que la seule voyelle O ? Nécessairement, la langue doit leur paraître comme une chose artificielle, une œuvre d'art devant laquelle il faut s'incliner, mais qu'on n'a pas le droit de modifier. Jamais un Allemand ne jugera ainsi sa propre langue : elle est un serviteur fidèle avec lequel on ne fait pas de cérémonies, et qui est toujours prêt et dévoué, même quand on le maltraite. Pour les Français, leur langue est un trésor qu'il faut acquérir au prix de grands efforts, et soigneusement garder. On y peut appliquer la fameuse sentence de Gœthe.

« Ce que tu as hérité des aïeux,
Acquiers-le pour le posséder ! »

Cette différence de principe ne subit pas de restrictions du fait qu'aussi en France bon nombre de gens négligent leur langage ; au reste, nous avons vu qu'une lutte acharnée et sans pitié est menée contre toutes les licences.

* * *

L'opinion publique ne se préoccupe guère des petites questions de la vie de tous les jours. Les problèmes qu'elle traite sont d'ordre abstrait : politique, morale, religion, philosophie. Sur les questions qui l'intéressent chaque individu se fait des idées plus ou moins précises, plus ou moins vagues, en se fiant au jugement rendu par son bon sens naturel. Celui-ci est presque toujours orienté dans un certain sens, vers un but que visent les aspirations profondes de l'individu. Tout naturellement, l'homme fait part de ces jugements à ses proches : membres de la même famille, amis, cama-

rades de travail. Ceux-ci seront d'accord au désapprouveront. Ainsi naît la discussion. Les journaux, les auditions de T.S.F. peuvent avoir une influence plus ou moins grande sur la formation de ces opinions individuelles ; ils n'en sont que rarement la source. L'homme qui ne répète que ce qu'il a lu ou entendu, n'a pas d'opinion. Les meneurs d'hommes voudraient nous faire croire qu'il est possible de créer toute une opinion publique par la presse ou la radio ; mais l'expérience est là pour prouver le contraire. Là où il n'y a pas de discussion, il n'existe pas d'opinion publique. Evidemment tout un peuple peut croire certaines vérités, mais s'il renonce à porter un jugement, il n'aura pas d'opinion sur elles.

« C'est de la discussion que jaillit la lumière », voilà une des grandes vérités fondamentales, une des lois dont toute la vie spirituelle du peuple français est régie. « Même avec mon pire ennemi je puis parler avant que nous en venions aux mains. A force de parler j'apprendrai à connaître son opinion, à force de parler les malentendus s'éclairciront, les points de vues pourront s'approcher. » C'est Briand qui s'est exprimé à peu près dans ces termes-là, et j'ai entendu la même chose de la bouche de nombreux Français. Briand ne comprenait pas seulement son peuple, mais il était homme du peuple par excellence, et se fit le porte-voix des aspirations plus ou moins confuses, des idées à demi conscientes des masses populaires.

Si la famille est le noyau de la vie ethnique, le cercle d'amis est celui de la vie politique, la plus petite cellule de discussion. Toute la vie politique en France est fondée sur ces cellules. Pour le constater et pour l'observer, il faut encore aller en province, où la vie française apparaît sous ses traits purs ; à Paris il est difficile de voir cela. La chose est très simple. Le groupe d'amis se réunit chaque jour après le travail

pour discuter les événements de la journée. Il en est ainsi entre jeunes et vieux, entre gens cultivés et incultes. C'est au café qu'on se rencontre. Le café joue un rôle immense en France. Ces réunions journalières ont été grandement facilitées par l'introduction de la journée de travail de huit heures ; on peut ainsi les tenir avant le dîner et on garde la soirée libre. Chacun prend son apéritif et, tour à tour, chacun paye la ronde : car il est contraire à l'usage français que chacun paye ce qu'il a consommé. Les convives réunis autour d'une même table forment une communauté. Si la note est trop grande, elle sera néanmoins réglée par un seul et on repartira les écots. Mais dans ces petites réunions journalières chacun ne prend qu'un seul verre, et chacun paye à tour de rôle.

Les camarades se communiquent leurs journaux. Ce seront les feuilles locales et départementales du matin et les quotidiens parisiens de la veille au soir. Si la métropole n'est pas trop éloignée, on aura déjà les journaux parisiens du matin. Chacun rend compte de ce qu'il a trouvé de remarquable dans son journal, mais aussi ce qu'il aura vu et appris à l'atelier et au chantier. Tout cela est confronté. Ce serait la plus grande erreur que de croire qu'il s'agit là de simples discours d'estaminet, où l'on rumine toujours les mêmes choses et où chacun reste sur ses positions. Non, tous veulent apprendre.

Plus d'une fois j'ai été assis dans une telle ronde et en écoutant discuter des gens très simples — sur l'expérience russe par exemple, — j'ai davantage et plus exactement connu l'âme et l'esprit français que dans tous les livres et journaux. La discussion est toujours animée, non seulement parce que les hommes sont vivaces, mais aussi parce qu'ils aiment les assertions téméraires et la contradiction passionnée. Certes, il ne faut pas peser les mots sur le trébuchet — de cela il

faut toujours se garder en France, — ce qui importe, ce ne sont pas les mots, mais ce que ces mots aident à dégager : la vérité. Un mot est un son éphémère qui s'envole : il ne faut pas vouloir le retenir ; il n'oblige, au fond, à rien. En France, il ne faut jamais rappeler aux hommes qu'à telle ou telle occasion ils aient dit ceci ou cela. On parle beaucoup ; mais pour qu'il ait du poids, il faut qu'un mot soit solennellement confirmé, mieux encore écrit.

De la vie française il serait impossible d'éliminer le café. C'est toute autre chose que le club anglais, la brasserie allemande, la « Weinstube » rhénane ou l'albergo italien. Le café français tient son importance non pas de ce qu'on y boit, mais de ce qu'on y dit. Il y a un livre curieux de François Focsa sur les cafés parisiens, bourré comme tous ces livres de la « petite histoire » des faits les plus intéressants. Dans la politique, les arts et les lettres, les cafés ont, depuis deux siècles et demi, joué le rôle le plus important. En allemand, le mot « littérature de café » a un sens péjoratif, mais en France les écrivains les plus remarquables ont été, dès le dix-septième siècle, habitués des cafés, tels Racine et Boileau, Voltaire, Alfred de Musset et tant d'autres. Même l'austère Jean-Jacques Rousseau, un des animateurs les plus forts de tous les temps, n'a pas dédaigné de se laisser admirer au café. Des poèmes célèbres ont été faits au café. Tout cela, on le sait, jusque dans les moindres détails.

Aujourd'hui, il est de bon ton à Paris de railler le « Café du commerce » de province, comme il fut de bon ton, aux environs de 1900, de railler la province tout court. On le raille dans le désir inavoué de diminuer son importance, car en réalité le « Café du commerce » provincial exerce sur la marche de la politique une influence plus forte et plus durable que le salon politique qui est, sur un niveau supérieur, son

équivalent à Paris. Le « Café du commerce » est ainsi nommé, parce que les voyageurs de commerce le fréquentent. On recherche la conversation de ceux-ci à cause de leur connaissance du monde et de leurs opinions plus avancées ; pour les habitants d'une petite ville ils tiennent lieu d'oracle.

Sans doute, ces discussions de café ne diront rien à un Parisien blasé ; pour lui, les questions qu'on y traite seront peut-être depuis longtemps tranchées. Leur importance réside dans l'influence qu'elles exercent sur la formation des esprits, notamment des jeunes. C'est dans le Café du commerce que se forme, par la confrontation des nombreuses opinions personnelles, **l'opinion publique.** J'ai toujours été frappé, moins peut-être par le niveau des discussions, que par la volonté sincère et ardente de s'instruire, de savoir, de comprendre qui animait ces gens simples. D'ailleurs, quand de tels hommes se rencontrent tous les jours, il est impossible de rester dans les banalités, de se contenter de la même rengaine, de « battre », comme dit l'adage allemand, « de la paille vide ». Forcément ils apprendront à distinguer entre l'essentiel et l'accessoire, à séparer le bon grain de l'ivraie. Car toute thèse, quand on la répète un certain nombre de fois, révèle son caractère : si elle ne tient pas debout, elle commencera à sonner faux. Ensuite, en discutant, on est bien forcé de mettre de l'ordre dans ses propres idées et sentiments, condition préalable pour pouvoir les faire comprendre à d'autres et les défendre.

Je n'oublierai jamais la discussion après le repas mémorable avec le cordonnier, le premier jour de notre connaissance : peu à peu les habitués du petit café arrivaient, se groupaient autour de notre table : voisins, commissionnaires des halles, facteurs prenant le café avant la prochaine distribution. Tous étaient des gens simples, sans grande culture, mais avec beau-

coup de bon sens. On discutait naturellement des questions franco-allemandes. Ces « discoureurs d'estaminet » avaient des vues très claires sur ce problème. On voyait bien qu'ils l'avaient dû discuter bien des fois et qu'ils y avaient réfléchi. Chacun eut son mot à dire. Tous avaient fait la guerre. L'un avait été prisonnier en Allemagne, l'autre avait pris part à l'occupation de la Rhénanie. Mais personne n'avait un parti pris, ils étaient pleins de bonne volonté, et visiblement heureux de causer une fois de tout cela avec un « boche ». « On ne se comprend pas, voilà le malheur ! Si l'on parlait la même langue, on arriverait vite à s'entendre ! » Le peuple français ne connaît pas la haine. Il veut savoir pour pouvoir comprendre, et il aspire de tout son cœur à la paix : vivre en sécurité, cultiver son jardin, sans crainte de mobilisation, voilà ce qu'il désire.

Ces discussions entre amis, cette volonté de se rendre compte, tout cet effet continu, renouvelé chaque jour à travers toute la France, voilà qui est, sans doute, le facteur le plus puissant dans la formation de l'opinion publique.

L'action des journaux voulant mettre la main sur cette opinion naissante, afin de l'atteler au char de certaines idées ou intérêts, s'exerce parellèlement, mais elle est, pour une bonne partie, neutralisée sur-le-champ, du fait qu'on ne cesse, dans ces débats, de se mettre en garde contre les tentatives de la presse.

L'homme qui, par la discussion dans le cercle d'amis, finit par se faire une conviction solide, se verra un jour placé devant la nécessité de la défendre publiquement. Il en recherchera même l'occasion et celle-ci ne tardera pas à se présenter.

Dans la voie de la formation de l'opinion, la **réunion publique** est la deuxième grande étape. Tout ce qui passionne les hommes sera mis un jour à la discussion publique dans une assemblée, à laquelle amis et enne-

mis sont conviés. On entendra quatre ou cinq orateurs défendre la thèse ou l'attaquer et le débat sera clôturé par la « contradiction » à laquelle chacun peut prendre part.

Dans ces conditions, il n'est pas difficile, en France, pour un homme intelligent et ayant appris à bien s'exprimer, d'entrer dans la vie publique, quelques soient, au reste, son instruction ou ses origines. Si sa voix porte, s'il sait imposer ses raisonnements, il sera bientôt le chef d'un groupe d'amis qui le pousseront en avant et le soutiendront. Ils l'accompagneront dans tous les « meetings » où il fera entendre son opinion. Il deviendra secrétaire d'une association, et sa carrière aura ainsi commencée. Bientôt il jouera son rôle dans un syndicat, un parti politique, il sera mandaté comme délégué à des congrès ; il posera sa candidature comme prud'homme, comme conseiller municipal. Tout cela viendra, pour ainsi dire, tout seul. Il n'aura qu'à marcher tout droit devant soi. La personne France est toujours à la recherche d'hommes capables de bien la servir.

* * *

Quiconque, en France, veut propager des idées neuves, lutter pour un idéal, quiconque a quelque chose à dire, n'a pas d'autre moyen que de partir en campagne et de professer à haute voix, publiquement, ce dont son cœur est gros. Inutile de vouloir essayer de déclencher un mouvement par des articles de journaux, par des plaquettes — on les lira si l'auteur a déjà un nom, autrement on n'y fera pas attention ; pour toucher les hommes, il faut se mettre en route et leur parler de vive voix.

Quand on veut lire à un Allemand un article de journal ou le passage d'un livre, il saisira le papier et dira : « Donnez, je veux le lire moi-même ! » Il ne peut vrai-

ment comprendre que ce qu'il a vu noir sur blanc. Il lui est impossible de se fier à l'ouïe seule, il faut que la vue y collabore. Aux Français, l'ouïe suffit ; ils préfèrent même de beaucoup écouter à l'effort de lire ; c'est tellement plus commode ! Les yeux, pour cela, ne chôment pas ; mais ils ont une autre tâche : celle de juger l'homme qu'on écoute : De quoi a-t-il l'air ? Est-il sincère ? Ses yeux sont-ils bons ? Son rayonnement, de quoi est-il fait ? Est-il chaud, froid ou tiède ? Est-ce qu'il inspire de la sympathie ou de l'aversion ? Est-ce qu'il répand de l'amour ou de la haine ? Voilà qui est beaucoup plus important que les paroles que ses lèvres prononcent. Pour gagner son public, il faut que l'orateur répande autour de lui une atmosphère dans laquelle on se sent bien à son aise, une atmosphère de sincérité et d'amour. S'il est froid, sans amour, l'intelligence la plus brillante ne lui servira pas à grand'chose. « Quand je parlerais toutes les langues des hommes et des anges... »

En France, il n'est ni difficile, ni même très coûteux d'organiser une campagne de conférences pour propager une idée à travers le pays. C'est en tout cas infiniment plus facile qu'en Allemagne. En Allemagne, il faut avoir un nom, ou être poussé en avant par une grande organisation pour trouver des auditeurs. En France, il faut avoir quelque chose à dire. On n'a pas besoin d'une grande éloquence. Il suffit de formuler la thèse de façon à éveiller la curiosité des gens, et il faut, naturellement, être sûr de son affaire et savoir s'exprimer dans un langage clair ; pas besoin de feux d'artifice. On commence dans les petites villes de province, où peu de choses se passent, où l'on craint l'ennui. Là, quand quelqu'un vient traiter un sujet auquel tout le monde s'intéresse — le problème franco-allemand par exemple — c'est presque un événement. Les gens ont toujours faim et soif d'écouter et d'apprendre. Une

salle de café ou de mairie ne coûte rien ou très peu. On colle soi-même les affiches, on fait annoncer la conférence par le sergent-de-ville, au son du tambour, on visite le rédacteur de la feuille locale qui, avec la plus grande amabilité, non seulement publiera une note, mais aussi, plus tard, un compte-rendu. On peut demander un franc d'entrée — chômeurs gratis — ou bien prier à la fin les gens de participer aux frais, en déposant une petite obole sur un plateau, placé à côté de la sortie. La seule chose qui importe, c'est d'avoir un cœur chaud et une tête claire et de n'avoir pas peur. Mais, comment, dans la province française, aurait-on peur ?

Après la conférence, partie intégrante, il y a la discussion. Certains gens ne seront venus que pour profiter de l'occasion de dire leur mot, de montrer ce qu'ils savent, qu'ils sont « quelqu'un ». La plupart cependant veulent s'instruire. Il faut les écouter tous, entrer dans toutes les vues, ne jamais montrer de l'impatience ou de la morgue ; il est seulement indispensable d'être sûr de son affaire. Après une ou deux fois, on verra que ce sont toujours les mêmes objections qui reviennent. Les Français, cellules de la personne France, se rassemblent beaucoup plus que les membres de n'importe quelle autre nation. En général il est facile de prévoir comment ils réagiront ; il suffit de savoir si le public est de gauche ou de droite. Pratiquement, les masses sont partout de gauche.

Si un homme a réellement quelque chose à dire qui apparaît aux gens neuf et intéressant, il sera vite connu. Tôt ou tard il rencontrera un instituteur, un journaliste, professeur, maire, député, qui s'intéressera à lui et le « pistonnera ». Contrairement à l'opinion générale qui veut que la France soit un pays du traditionnalisme pétrifié, les idées en France sont toujours en mouvement, et les hommes sont toujours prêts à

apprendre, à l'élargir leur horizon, à modifier leurs vues.

Par les hommes qu'on rencontrera, on entrera en contact avec les grandes organisations dont le réseau couvre tout le pays : la ligue des Droits de l'Homme, les Anciens Combattants, la C.G.T. Bientôt on pourra parler sous l'égide de leurs groupements. Les chefs locaux seront, dans la plupart des cas, heureux de trouver quelqu'un qui s'offre à faire une conférence à leurs membres.

Ainsi on vivra une vie intéressante et l'on poursuivra sa campagne à travers le beau pays de France, sans dépenser beaucoup plus que ce qu'il faut pour manger et être logé et on réussira même à récupérer une partie de ses frais. Il y a une seule chose qu'un prophète ne doit pas espérer : c'est de gagner de l'argent. Si les gens, méfiants qu'ils sont, pensaient qu'il fait une affaire de sa tournée, il n'aurait bientôt plus d'auditeurs.

* * *

On peut se demander d'où un Allemand peut savoir tout cela. Pourtant, c'est très simple : j'en ai fait moi-même l'expérience. En été 1932, j'ai séjourné plusieurs semaines en Bourgogne et j'y ai fait, les samedis et dimanches, des conférences sur le problème franco-allemand dans les villes, les bourgs et même dans les villages de cette province qui compte parmi les plus belles, les plus riches, les plus intéressantes de la France. La façon, dont cette tournée de conférences fut organisée, nous apprend davantage sur ce qui est authentiquement français que bien des volumes doctes. Lors d'une conférence que j'avais faite à Dijon en janvier 1932, invité par le Cartel de la Paix, j'avais fait la connaissance du secrétaire de ce cartel et gagné sa confiance. Cet homme a tout organisé, de la façon la plus simple et avec des frais vraiment minimes ; il mérite

quelques paroles. Contremaître dans un atelier des chemins de fer, il se levait chaque matin à cinq heures pour prendre l'autobus qui l'emmenait à son chantier à quinze kilomètres de la ville. Là il travaillait jusqu'à cinq heures du soir, puis revenait avec le même autobus. Rentrée en ville, il allait acheter à la gare son paquet de journaux, puis se rencontrait avec ses amis au café pour discuter. La soirée, après le dîner, appartenait au travail pour la Paix. S'il ne lui fallait pas assister à des réunions ou des conférences, il restait chez lui pour faire le courrier des innombrables associations dont il était le secrétaire. A cette époque, le peuple français fut soulevé par une grande vague d'aspiration vers une paix véritable, fondée sur le désarmement. Partout on avait organisé des « cartels de la paix », dans lesquelles toutes les organisations de tendances pacifistes d'une même ville étaient réunies. Une grande activité fut déployée pour alarmer l'opinion publique, faire du tort aux « marchands de canon » et mettre la Conférence du Désarmement en face de ses responsabilités. Jamais je n'ai connu d'ami de la paix plus convaincu et plus pur que cet homme qui, cependant, était loin d'être un pacifiste bêlant. Jeune, il avait subi l'influence de Marc Sangnier (tous deux se tutoyaient) qui lui avait inculqué cette vérité fondamentale qu'il était du devoir de tout homme de travailler, en dehors de son métier, sans relâche pour la cause de la paix. Cela lui était entré dans la chair et dans les os. « Un clerc qui n'a jamais trahi », comme il y en a tant en France, malgré tout ce qu'on peut dire.

C'est donc cet homme qui m'aida. Au fond, le tout était très simple, mais il ne pouvait être simple que parce que la France est un pays si parfaitement rationnalisé, où tous les chemins sont tracés, où l'on n'a qu'à s'en servir. Il avait adressé aux maires dont il connaissait les sentiments favorables à un rapprochement

franco-allemand, une lettre circulaire, leur demandant s'ils s'intéressaient, pour leur commune, à la conférence d'un ancien combattant allemand. Celui-ci serait accompagné de deux ou trois autres orateurs ; on pouvait choisir sur une liste jointe à la demande les organisations qui devraient déléguer des orateurs. C'étaient les Anciens Combattants, la Ligue des Droits de l'Homme, la Jeune République, les syndicats, le parti S.F.I.O. etc. Quand l'accord principal était établi, il restait à fixer la date. Quelques jours avant on envoyait les affiches imprimées une fois pour toutes et pour presque rien par l'imprimerie ouvrière, et où il ne s'agissait plus que d'écrire à la main l'endroit, la date et les noms des orateurs. Dans certaines communes, ce fut le maire lui-même — chose inouïe pour l'époque — qui fit coller les affiches. Le moment venu un camarade conduisait les orateurs dans son automobile. Quelquefois on était invité à dîner ou à déjeuner, ou bien on se réunissait après pour trinquer. Pourqu'une chose soit valable, il faut bien trinquer, surtout dans ce pays de vins. Ainsi j'ai parlé une fois dans la salle de la mairie de Gevrey-Chambertin, sous l'inscription monumentale : « Chambertin, le Vin des Rois, le Roi des Vins », et après, le maire fit sortir une bonne bouteille de la cave coopérative.

Il a été déjà dit qu'il n'est pas difficile de parler devant des Français. C'est surtout cette atmosphère de bienveillance qui rend la tâche facile. Les yeux des auditeurs ne quittent pas la bouche de l'orateur et le délivrent de sa parole. Il m'est arrivé plus d'une fois que le public m'ait aidé à trouver la bonne expression quand elle me manquait. Plonger son regard en tant de visages sincères et francs, rayonnant de bonne volonté, aux yeux joyeux et curieux, entrer en contact avec ces cœurs ouverts, donne un sentiment de bonheur auquel je ne saurais rien comparer.

Les Français ne sont nullement le peuple de phraseurs, qu'on a voulu en faire. Certes, l'art de l'éloquence est développé en France à un degré très élevé et même les gens simples savent très bien discerner entre un beau discours et un mauvais, mais les tours d'éloquence et les feux d'artifices seuls ne suffisent point ; il faut avant tout que l'orateur ait quelque chose à dire. Et en plus de cela, il faut qu'il soit quelqu'un : une personnalité dont la valeur se communique aux auditeurs. Ces yeux joyeux sont en même temps très critiques. L'étranger peut faire des fautes de français, personne n'y fera attention, seulement il n'a pas le droit d'être ennuyeux. Tant mieux s'il parle bien. Les Français se sentent toujours flattés quand un étranger s'exprime dans leur langue ; ils estiment cela d'autant plus haut qu'ils se sentent eux-mêmes tout-à-fait incapables à bien apprendre une langue étrangère.

Une conférence qui a fait une certaine impression restera dans la mémoire des auditeurs comme une image. Ce sera même plutôt l'image de l'orateur qui s'y fixera, — davantage que ce qu'il a dit. « Celui-ci, cette fois-là, a bien parlé. Ce qu'il a dit était bien bâti. » Voilà ce qu'on retient ; mais il serait difficile aux gens de répéter au juste ce que l'orateur a dit. C'est de souvenirs de ce genre que se compose, comme de petites pierres mosaïques, la vue d'ensemble que l'individu se fait du monde : des souvenirs visuels. C'est presque une galerie de portraits dont chacun représente une idée. La personnalité est, en France, de beaucoup plus importante que la chose.

La vue d'ensemble que les Français se forment du monde, est, cependant, autre chose que ce qu'on appelle, en allemand, « Weltanschauung » bien que la traduction littérale de ce mot soit « vue du monde ». Evidemment, les Français, comme tous les hommes, prennent conscience du monde en le regardant : le

monde matériel par les yeux, le monde spirituel par la vue intérieure. On dirait même que la vue intérieure joue, chez eux, un rôle plus grand que chez nous. Mais ils n'admettent pas qu'un particulier puisse s'arroger le droit de contempler ce monde à sa façon personnelle, convaincus qu'ils sont qu'il n'en sortira que l'erreur. Or, le mot « Weltanschauung » désigne précisément l'idée personnelle que chacun se fait du monde ; on le traduit mieux par « conception du monde » et on ne l'applique d'ailleurs qu'aux Allemands. Pour les Français, il n'y a qu'une seule image du monde et tout effort de vouloir connaître le monde ne peut que révéler plus ou moins parfaitemnet cette image éternelle.

En réalité, tout le penser des Français est une vision spirituelle. Ils voient un complexe d'idées comme on voit un paysage. Il suffit d'y jeter un coup d'œil rapide pour saisir immédiatement ce qui en est l'essentiel. La pensée pure ressemble, à côté de cela, aux tâtonnements d'un aveugle qui cherche lentement le chemin droit, en se servant des béquilles de la logique.

* * *

Un maximum d'éloquence est, comme partout, déployé pendant les luttes électorales. Là encore, la « contradiction » est le point culminant. Le candidat, en parlant, doit beaucoup plus faire attention aux adversaires présents qu'à ses adhérents. Il peut être certain que ceux-là le guettent sans pitié, et qu'aucun point faible ne leur échappera. Ils n'attendent que sa peroraison pour lui poser un tas de questions gênantes. Quand un candidat est invité par son adversaire à une réunion contradictoire pour se mesurer avec lui, il se mettrait en mauvaise posture s'il refusait. C'est comme si, jadis, il avait voulu refuser un duel. Le public croirait, ou qu'il a peur, ou qu'il n'est pas sûr de son affaire, ou qu'il ne sait parler. Or, un homme ne sachant

parler, n'est pas fait pour représenter le peuple. Tout homme cultivé doit savoir parler, puisque la possession de la langue est la pierre de touche de la culture.

Que dans les discours électoraux les phrases creuses prévalent, cela va de soi. On travaille avec des mots, avec des feux d'artifice, des tours de passe-passe. Certains partis entretiennent des écoles d'orateurs où l'on apprend tout cela. On y inculque aux jeunes gens toute la phraséologie du parti, et on leur fait apprendre par cœur quelles objections les adversaires pourraient faire et ce qu'il faut y répondre. Il y a trois grands moyens pour éconduire un adversaire : en infirmant ses objections ; en aiguillant habilement la discussion sur une autre voie ; en faisant une contr'attaque. Ainsi les discours électoraux manquent en général de niveau ; ce qu'il y faut, c'est la routine et le doigté.

Ce serait une erreur que de croire que le public se laisse facilement tromper. Les auditeurs, tout en prenant une part passionnée aux discussions, applaudissant l'un, huant l'autre, ne se passionnent, en réalité que pour le jeu. Ils n'hésiteront pas d'applaudir l'adversaire s'il est orateur plus habile. Mais aussitôt le jeu terminé, la raison reprend ses droits. Il faut dire que, là encore, c'est beaucoup plus la personnalité de l'orateur qui décide en fin de compte que ses paroles. Les forces vives qui émanent de lui, la confiance qu'il inspire, voilà qui est essentiel. Il me souvient d'avoir assisté à une réunion électorale où l'un des orateurs par ses paroles brillantes avait su entraîner toute l'assemblée et avait recolté, à la fin, des applaudissements unanimes. Mais en sortant, sous la porte même de la salle, j'entendis les gens dire : « Je ne sais pas ; l'autre est peut-être quand-même mieux ; il paraît plus sérieux et plus sincère. » — Une autre fois j'ai entendu deux orateurs différents plaider la même cause. Le premier était un avocat renommé, orateur de la plus

haute classe. L'écouter était un vrai plaisir. Comme son discours était bien construit, comme tout se tenait et s'étayait ! Sans s'en apercevoir les auditeurs furent conduits avec une douce force vers la seule conclusion possible. Le tout était plein d'esprit et d'imagination. Le public qui sut très bien apprécier cet art raffiné était enthousiasmé. Après lui, le second orateur dit, en mots simples, des choses simples, pleines de bon sens. Il parla sans art, mais en des paroles bien choisies ; il ne fit pas des pauses savamment choisies pour déclencher, au bon moment, les applaudissements — et cependant, ce qu'il dit sembla laisser une impression plus durable. Tout d'un coup les auditeurs s'aperçurent quelle grande part le feu d'artifice avait eue dans le discours précédent. Maintenant ils se virent placés en face d'une solide conviction et d'un cœur ardent, et l'effet en durait encore quand les lumières du feu d'artifice s'étaient depuis longtemps éteintes.

Les Français, sans aucun doute, se laissent facilement éblouir, mais aussitôt l'émotion passée, la raison sceptique reprend ses droits et met les choses au point. Malgré leur inflammabilité, ils restent les grands sceptiques qu'ils sont.

Le président d'une grande association d'Anciens Combattants m'a raconté la petite histoire suivante : Dans un de leurs congrès, un homme éminent qu'on avait invité pour l'honorer, fit un grand discours, si beau et si fin, si riche d'idées que l'auditoire fut immédiatement gagné. Séduit par les applaudissements, l'orateur s'avança toujours plus loin, déchaînant des tempêtes d'applaudissements. Quand il eut terminé, les camarades s'aperçurent soudain qu'ils avaient applaudi à des thèses qui n'étaient point les leurs. Le grand homme ne fut plus jamais invité.

* * *

On peut encore évaluer l'importance du rôle que joue en France la parole vivante d'après le nombre de conférences de toutes sortes faites journellement à Paris. Il y a d'abord les nombreux cours sur des sujets extrêmement variés, cours auxquels on peut prendre part gratis ou moyennant un petit droit d'inscription et où il est possible de s'instruire sur toutes les branches des sciences et lettres. Tels sont les cours du Conservatoire des Arts et Métiers. Je me rappelerai toujours avec plaisir et reconnaissance le cours sur l'Histoire du Travail que le journaliste et écrivain Georges Renard y a fait en 1900/01. A une époque où l'on ne prêtait guère attention à ces questions, il montra les modifications de toute la vie économique et sociale produites par l'invention de la machine à vapeur et insista sur les transformations de toute la société qui en seraient un jour nécessairement la suite, thème devenu de nos jours de la plus grande actualité. Ces cours sont organisés d'après le modèle du Collège de France, fondé dès 1530 par François Ier, véritable université publique, où il est un honneur d'être appelé, plus grand même que celui d'être désigné comme professeur à la Sorbonne.

A côté de ces conférences servant à l'instruction proprement dite, il y a l'immense variété des autres, isolées ou réunies en suites, comme par exemple celles qu'organise chaque hiver « l'Université des Annales ». Là, on peut entendre un romancier parler sur Jean-Sébastien Bach, un ministre disserter sur l'art gothique, un financier discourir sur les Condottieri de la Renaissance et des poètes sur l'amour. Les hommes les plus célèbres se prêtent de bonne grâce à ces conférences. Même un ministre anglais est venu, sur l'invitation d'un grand journal, faire une conférence publique sur quelques particularités de la constitution britannique.

Il existe encore, institution typiquement parisienne, des soirées de discussions publiques, comme celles du « Club du Faubourg », où l'on traite toutes sortes de problèmes actuels, de façon parfois sensationnelle, en donnant successivement à différents orateurs le rôle d'accusateur public, de défenseur, de témoins. Là encore on peut entendre des orateurs de grande valeur, bien que cela frôle le divertissement populaire. Quelquefois la joute donne dans la « blague ». Rien de plus amusant que ces attaques et parades aiguisées, que ce jeu étincelant de l'esprit, que cet art suprême de manier la parole. On y connaîtra cette atmosphère chargée d'électricité, toute pétillante et dans laquelle les hommes prennent le rôle de bouteilles de Leyde, desquelles il suffit d'approcher le doigt pour que les étincelles et gerbes de feu en jaillissent. Atmosphère si typiquement française.

Il faut encore dire un mot d'un autre genre de conférences beaucoup moins connues des étrangers et des gens du monde, mais pour cela pas moins importantes : ce sont celles organisées dans les petits cercles de quartier par de petites associations politiques ou humanitaires. Dans une rue sombre, on pénètre dans une salle basse au fond d'une cour sâle et puante. On s'y trouve dans un milieu plein de foi ardente, parmi des gens qui ne mangent peut-être pas toujours à leur faim, mais qui n'en savent que d'autant mieux que l'homme ne vit pas de pain seul. Quelquefois on est tout étonné d'y rencontrer des hommes de grande valeur expliquant à un auditoire de jeunes gens, d'ouvriers et d'artisans quelque problème compliqué, de la monnaie par exemple ou du pouvoir d'achat. Il est profondément reconfrontant de plonger dans cette atmosphère de croyance. Comme les yeux brillent ! Comme les cœurs sont ouverts pour accueillir la vérité ! Là, on peut comprendre pourquoi, en France, les idées nouvelles

trouvent plus facilement le chemin vers la lumière qu'ailleurs et pourquoi elles s'y répandent plus vite. C'est qu'il y a tant d'âmes qui les attendent avec impatience, qui les aident à naître, qui les accueillent, qui les soignent et les nourrissent, jusqu'à ce qu'elles aient assez de force pour prendre leur essor.

Dans la deuxième partie de ce livre nous rendrons compte d'une soirée passée parmi les « Jeunesses Républicaines » d'un quartier de Paris.

* * *

En parlant d'OPINION PUBLIQUE, nous avions pris comme point de départ la thèse que « les journaux faisaient l'opinion publique ». Voudra-t-on, après ce qui a été dit, la maintenir sérieusement ?

Quelles sont les relations réelles entre la presse et l'opinion publique ?

En aucun cas, celle-ci n'est fille de la presse. De cela, des événements tout récents nous ont encore fourni une preuve irréfutable que nous nous en voudrions de ne pas alléguer. Nous citons un texte paru dans le « Temps » du 16 décembre 1936 et s'occupant des raisons de la victoire électorale de M. Roosevelt, d'après un article de M. R. Roussy de Sales, publié dans la Revue de Paris :

« La chose peut-être la plus remarquable dans
» cette formidable campagne électorale, ce fut le
» rôle de la presse. 85 à 90% des journaux des
» Etats-Unis s'affirmaient contre Roosevelt avec un
» acharnement, une ingéniosité inlassables. Et au
» lendemain du scrutin un certain nombre de jour-
» naux sérieux firent publiquement un examen de
» conscience, cherchant quelles pouvaient être les
» raisons de l'insensibilité manifeste de leurs lec-

» teurs à leurs arguments. Tous conclurent que
» l'influence de la presse est non seulement moins
» grande qu'on ne le croyait, mais qu'elle est prati-
» quement nulle dès qu'on se trouve en présence
» d'une opinion publique qui sait ce qu'elle veut. »

Voilà un document « massue » qui devrait suffir pour tuer ce préjugé éternel que l'opinion publique est un produit de la presse. Ce qui est vrai dans les Etats-Unis, l'est cent fois plus en France où la population est bien plus critique et sait mieux qu'ailleurs « ce qu'elle veut ».

La vraie source de l'opinion publique, nous nous sommes efforcés de la rechercher et nous l'avons trouvé dans le bons sens naturel du peuple. C'est là que les opinions naissent, s'orientant dès le début vers certains buts plus ou moins conscients, selon les aspirations instinctives ou héritées de l'âme populaire. Ces opinions individuelles se clarifient et se fortifient rapidement par les moyens de la discussion dont nous avons vu les différents aspects. Elles forment alors des faisceaux, dans lesquels chaque opinion est une cellule, différente de ses voisines, mais unies à elles dans une même vie. Ces faisceaux se groupent en unités plus grandes animées d'un même esprit et finissent par former de vastes complexes où l'on peut, cependant, toujours discerner les « cellules » des opinions individuelles, aussi bien que des courants fort différents. Le plus nombreux, ou le plus puissant des complexes d'un pays est ce qu'on appelle l'opinion publique du dit pays.

Dès leur naissance, les opinions individuelles subissent l'assaut de la presse laquelle par toutes sortes de moyens, et notamment celui de la persuasion, essaye de donner aux opinions une certaine direction afin de les utiliser au service de certains intérêts matériels d'un côté, de tendances politiques, philosophiques, reli-

gieuses, de l'autre. Contre cet effort continu, le peuple est toujours dans la défensive, craignant le « bourrage du crâne ».

La presse de son côté, afin de pouvoir se réclamer de l'opinion publique, est obligée de la connaître ; il lui faut donc constamment tâter le pouls du peuple. Ainsi dans ce qu'elle présente à ses lecteurs comme « opinion publique », il y aura toujours une part plus ou moins grande de la « volonté du peuple », seulement arrangée, retouchée, camouflé selon les besoins de la cause.

Une presse sincère, loyale pourrait énormément contribuer à ce que le peuple prenne conscience de sa volonté. Elle devrait surtout diriger cette volonté, sans vouloir la fausser, de sorte que les buts visés par l'âme populaire fussent réellement atteints.

C'est dans ce travail d'éduquer et de guider que les journaux devraient voir leur tâche essentielle.

VI

LES FORCES DE LA POLITIQUE

a) Politique intérieure

Dans ce livre, il ne peut être question de prendre parti pour telle ou telle tendance politique en France, ni de prononcer des jugements ou des pronostics. Il s'agit simplement de dégager et de faire comprendre les différentes forces qui déterminent le cours de la politique française.

Aussitôt qu'on aborde le domaine de la politique intérieure en France, on s'aperçoit que cette politique ne

peut être comprise que quand on connaît la province. On se trompera toujours en la jugeant seulement d'après ce qu'on voit à Paris.

Un jour, je fis, en chemin de fer, le voyage de Bor deaux à Clermont-Ferrand. C'est un trajet d'un très grand charme, d'une richesse inépuisable d'images les plus variées. Après avoir parcouru le pays « Entre-deux-mers », riche en vignes et débordant de fertilité, le train traverse la Dordogne et passe par un coin de la région de Saint-Emilion, célèbre par ses crus. C'est un immense tapis de velours émeraude formé par les vignes et d'où émargent les vieux bourgs et les villages aux églises romanes. Ensuite on remonte la vallée de l'Isle jusqu'à Périgueux où la cathédrale, merveille de l'art roman, avec son clocher unique au monde et ses cinq coupoles, surplombe la rive. Peu à peu le paysage devient plus austère : on entre dans le Périgord noir, pays des forêts de chênes, des bruyères, mais aussi des porcs, des truffes, des oies. Puis on redescend dans une vallée au charme doux, où la Vézère trace ses boucles, vallée célèbre dans le monde entier à cause de ses cavernes préhistoriques. Et sans répit le train poursuit sa marche à travers vallées et vallons, gorges et forêts, croisant d'innombrables cours d'eau sur de beaux viaducs en pierre, perçant en tunnels des collines couronnées de vieux manoirs, saluant en passant des villes médiévales pittoresques, escaladant des pentes raides, pour déboucher enfin, à près de mille mètres de hauteur, dans une grandiose solitude de bruyères et de pâturages, aux perspectives infinies, dominée au sud par la chaîne des Monts Dore. Après, ce seront les Monts Dôme qu'on longera, chaîne de cinquante volcans éteints, aux lignes arrondies. Puis, soudain, la montagne cesse et l'on se trouve en contre-haut d'une immense plaine. En grands lacets, s'accommodant de tous les plis du terrain, contournant les contreforts de

la montagne, le train se met à descendre, et, après des vues et des échappées infinies, nous voilà arrivés en bas, dans cette plaine fertile de la Limagne, au milieu de laquelle se dressent les deux clochers pointus, faits de lave noire, de la cathédrale de Clermont-Ferrand.

A moitié chemin, à Tulle, patrie du tulle, un homme était monté dans le train et avait pris place en face de moi. Gentiment, il m'expliqua le paysage ; ainsi nous liâmes conversation. C'était un mécanicien qui, dans une petite ville de la région, possédait avec ses frères un garage avec atelier de réparation d'automobiles ; il avait été chercher des pièces de rechange à Tulle, chef-lieu du département. Lentement la voie grimpait le long d'une pente boisée, à travers des fûtaies de hêtres et de châtaigniers, tout bruns de fruits, le sol parsemé de groupes de cèpes. Tout à coup apparaît dans un site ravissant un grand groupe d'édifices neufs, pas encore terminés, véritable petite ville, très moderne : « La nouvelle école des postiers », dit mon compagnon. Et comme je m'étonnais qu'on construisît cette grande école dans cette région, très belle sans aucun doute, mais loin du trafic et à vrai dire un peu déserte, il sourit, non sans malice, et répondit : « Que voulez-vous ? Un député débrouillard ! » Après quelques instants il ajouta : « Mais voyons ! A quoi bon avoir des députés sinon pour cela ? Pour faire des lois ? Allons, allons ! » Puis il commença à parler de la politique et de son député. « Ici, dit-il, tout le monde est socialiste. Seul un socialiste peut y être élu. Le nôtre, il faut le dire, est une des lumières du parti. C'est d'ailleurs le fils d'une des familles les plus notables de la région et qui y possède des terres depuis des générations. » On parla ensuite du sénateur, homme d'Etat remarquable, ambassadeur de France, châtelain, véritable grand seigneur de vieille souche, mais oint d'huile démocratique. Dimanche dernier il avait parlé dans une grande ré-

union. « Quel beau parleur ! » s'écria mon compagnon et ses yeux riaient gaiment.

Voici donc un homme du peuple, ouvrier, devenu petit entrepreneur, entièrement pénétré d'idées socialistes, mais en même temps très bourgeois, manifestement de bonne intelligence. Que tous les hommes évolués soient des socialistes, cela s'entend de soi : mais il n'est pas moins naturel que ces mêmes socialistes élisent comme représentant à la Chambre un homme d'une famille notable de propriétaires terriens ! Ce représentant n'a qu'à entrer dans le parti socialiste. Au sénateur, non seulement notable, mais noble, on laisse même la liberté de choisir son parti. La tâche de tous les deux est de protéger les intérêts de la petite patrie, rien de plus. Puisque la nouvelle école des postiers devait être construite, ne valait-il pas mieux qu'elle le fût dans ce département si beau, cependant pauvre ? De cette façon la petite patrie en pouvait tirer profit.

* * *

Voilà ce que j'ai vu en 1932 à Dijon pendant la lutte électorale. Un professeur de lycée, Robert Jardillier, y avait posé sa candidature contre le maire omnipotent Gaston Gérard, sous-secrétaire d'Etat au cabinet André Tardieu. Un jour, un ami m'avait prié de manger chez lui. Lui aussi était un petit entrepreneur, ouvrier d'origine, en tous points le contraire d'un prolétaire, propriétaire d'une jolie maison situé dans un clos, muni sans doute d'économies et père de famille consciencieux, mais socialiste convaincu, qui, de toutes ses forces, luttait pour Jardillier. Après le repas, nous allâmes prendre le café chez le voisin et copain, dont il serait difficile de préciser en quoi il aurait différé de mon ami. Ce copain déclara, cependant, froidement qu'il voterait pour Gaston Gérard. Pressé de dire pourquoi, il se justifia comme suit : « Gaston Gérard

est devenu de sa propre force un avocat célèbre ; plus que cela : il a été élu maire de cette bonne ville de Dijon. Encore plus, il a été élu député, et étant député il a su prendre une telle importance que Tardieu l'a pris comme sous-secrétaire d'Etat dans son cabinet avec le titre de ministre. Je vous dis : C'est un débrouillard (comme l'autre !). Il nous a été très utile et il pourra nous rendre des services infiniment plus grands que ce professeur famélique ! Moi, je vote pour Gaston. » Impossible de l'en faire départir.

Voici donc, dans deux contrées très éloignées l'une de l'autre, avec une population de caractères très différents, la même conception de la tâche d'un représentant du peuple, à la petite nuance près qu'ici le socialiste trouve naturel de voter même pour un homme de droite quand il croit que celui-ci pourra procurer de plus grands avantages à la ville natale.

Si Gaston Gérard a été néanmoins battu, la raison en est tellement caractéristique pour la mentalité des petites gens en France que nous ne pouvons la passer sous silence. Deux ans plus tôt, Marc Sangnier avait organisé sa fameuse « Croisade des Jeunesses ». De tous les pays, des groupes de jeunes gens s'étaient rendus à pieds à Bierville, dans le « Foyer de la Paix » que Marc Sangnier y a établi dans sa propriété. Là, ils devaient manifester pour la paix et la solidarité des peuples. Le chemin des jeunesses allemandes passa par Dijon et les pacifistes dijonnais s'étaient proposés de les recevoir solennellement et de les héberger ; mais, au dernier moment, la municipalité refusa cette hospitalité. Cent fois, pendant la lutte électorale, ce reproche a été fait au maire, et tout ce qu'il pouvait dire pour se défendre fut vain. C'est Jardillier qui obtint la majorité des voix. Car rien ne révolte autant le sentiment du peuple français que l'injustice, surtout contre les faibles. Passe encore que le maire soit homme de

droite, mais on ne pouvait lui pardonner son attitude contre ces jeunes Allemands venus en pèlerinage en France pour manifester pour la paix. Ainsi est fait le peuple de France.

Il a été déjà question du rôle des notables en France. Pour bien le comprendre il faut s'occuper de la structure politique du pays, et surtout des bases sur lesquelles elle repose. Comme pour tous les phénomènes de la vie française, il faut remonter très loin dans le passé, afin de trouver les origines, car, dans ce pays, le passé ne meurt pas, mais continue à être chaîne et trame dans le tissu bariolé de la vie.

Nous avons dit dans un chapitre précédent que l'administration de la France est fondée sur une répartition du territoire faite par les Gaulois quand ils le conquirent et à laquelle ni Romains, ni Francs n'ont rien changé. Au contraire, cette répartition fut sanctionnée par l'Eglise romaine. Les Romains avaient chargé de l'administration les notables gaulois. Depuis cette époque et jusqu'à nos jours, les notables sont l'armature de la vie politique française.

La noblesse franque s'était rapidement mélangée avec les notables gaulois depuis longtemps latinisés. C'est par eux, dont le niveau de vie était bien supérieur au sien, qu'elle prit contact avec la civilisation romaine, avec la langue latine et le christianisme. « Noble » et « notable » ont la même origine. Ainsi se forma cette classe gouvernante, dans laquelle furent choisis aussi les évêques et qui a eu le privilège du pouvoir durant toute la monarchie franque jusqu'en 1789.

Lorsque la Révolution éclata, il y eut, à côté de la noblesse, une classe très nombreuse, très évoluée, en même temps riche, de bourgeois. C'est elle qui a fait la révolution et qui occupa immédiatement les places détenues jusque-là par les nobles. De nouveau les « notables » ont remplacé les « nobles ». Plus tard les

« nobles » ont regagné une partie de leur influence. Si, de nos jours, ils ne jouent plus de rôle comme caste, il n'en est pas moins vrai que de nombreux nobles occupent, individuellement, des postes importants dans tous les domaines de la vie. Souvent, ils renoncent à afficher leur titre de noblesse, qui, loin d'être une recommandation, gênerait leur ascension. Les journalistes Ferdinand de Brinon (le premier qui obtint une interview d'Adolf Hitler) et Wladimir d'Ormesson sont des comtes, de même que le président des Croix de feu, de La Roque. Même sous le nom du chef révolutionnaire du front paysan, Dorgères, se cache un titre de noblesse.

Les frontières intérieures n'ayant jamais été profondément changées, même par la Révolution, la petite patrie est restée la même à travers les siècles ; en elle il y eut toujours des familles, dont surgirent des hommes qui dépassaient le niveau de la foule, et qui par là attiraient les regards : des hommes « connus » de tous, des « notables ». Quand le regard remonte le fleuve du passé, il ne voit pas quand ni comment cela aurait pu changer. Ainsi se fait-il que, de nos jours, après tant de siècles, ce sont toujours les notables, les hommes connus, sur lesquels convergent tous les regards, qui, en province, font la politique. Si ce n'est pas un des leurs qui est député ou sénateur, celui-ci aura toujours besoin cependant de leur agrément. Se faire élire malgré eux est très difficile, sinon impossible. Parmi les notables, il y a naturellement des dissensions et des oppositions, mais elles sont dues, en général, beaucoup moins à des questions de principe qu'à des questions de personnes : c'est la jalousie des clans.

Dans un livre célèbre, Halévy a annoncé « la fin des notables ». Certes leur influence n'est plus ce qu'elle était sous le Second Empire et dans les premières années de la Troisième République, mais les notables ne

sont point, pour cela, morts. On pourra plutôt dire que les vieux notables ont passé la main à d'autres classes de notables qui ont pris leur place.

Un de mes amis, au nom fort connu, fils d'un charron dans un village de l'Ouest, m'a raconté comment dans sa jeunesse, aux environs de 1885, se firent les élections dans son pays. D'abord on alla à la messe, puis les électeurs se réunirent sur la place de l'église. Le châtelain donna les instructions et on se rendit en cortège à la mairie. Monsieur le Marquis déposa le premier son bulletin, suivi de ses fermiers et de ses métayers, et de la masse des paysans.

De nos jours évidemment, le châtelain et le curé ont perdu, même dans ces contrées arriérées, la plupart de leur influence. Mais le pays ne manque pas de notables pour cela. Le nouveau notable c'est le garagiste, lui dont tout le monde a besoin, les paysans pour la réparation de leurs machines agricoles et M. le Marquis pour sa Panhard quand elle refuse de marcher. Sa femme tient un café où l'on se réunit pour débattre les idées. C'est là qu'il donne les mots d'ordre, comme jadis le curé de sa chaire et le châtelain sur la place de l'église.

L'influence des notables ne s'exerce pas seulement dans la politique, mais dans tous les domaines de la vie. Les Français sont un peuple de paysans, on ne peut le dire assez souvent. Ceux qui travaillent dans l'industrie ou s'en vont habiter les villes gardent leur mentalité paysanne, même quand ils accèdent à un niveau de vie supérieur. Les paysans sont toujours méfiants et hésitants : ils veulent d'abord voir. Il faut donc que quelqu'un prenne les devants. C'est précisément la tâche des notables.

Dans les départements du Centre qui ont conservé, comme nous l'avons vu, des formes d'agriculture extrêmement vieilles, on construit un peu partout des

barrages et des conduites d'électricité. Les avantages de la lumière électrique sont tellement manifestes que les paysans l'acceptent. Tourner simplement un bouton pour que l'étable soit inondée de lumière, c'est tout de même autre chose que d'être éclairé d'un vieux falot aux vitres fumées. Quand la rousse velle, on y voit au moins. Mais installer des moteurs ? Cela va trop loin ! Pas si vite que ça !

Un jour nous étions installés, quelques camarades et moi, dans la salle d'une auberge de village, en train de nous délecter à un plat d'écrevisses et à des perdreaux tendres et savoureux (ils étaient braconnés, car on n'était que fin juillet et cela leur donnait une saveur spéciale, d'autant plus que les gendarmes se tenaient à côté devant le zinc : on les voyait à travers la porte vitrée). L'un d'entre nous, installateur au chef-lieu d'arrondissement, dit alors : « Ils ont tous de l'argent, les avares ! ce n'est pas cela qui leur manque. Seulement, il faudrait qu'un notable fasse le premier pas, quelqu'un en qui tout le monde aurait confiance. Alors, après un certain temps, vous verriez que tous feraient installer un moteur pour couper la paille, pour scier le bois, pour pomper l'eau. Bientôt ce serait une honte de ne pas en avoir. C'est comme cela que ce peuple est fait : il faut qu'un notable prenne le devant. Mais cela viendra. C'est alors qu'on fera des affaires ! A la vôtre ! » Et il leva son verre et but en riant.

* * *

Parmi les notables, on trouve en premier lieu : les propriétaires terriens, les médecins et les avocats. Entre égaux aura la préférence celui qui est de vieille souche. Toutefois, chacun peut se faire un nom, par un travail désintéressé et couronné de succès pour le bien public, à la tête des associations d'anciens combattants, de la Ligue des Droits de l'Homme, des Loges

maçonniques ; ensuite par des donations. Même les plus petites villes ont des « bienfaiteurs » dont le nom est perpétué dans une place, un square, une rue. Puis nous avons cette nouvelle classe de notables, dont le garagiste est le prototype.

Pour un jeune homme intelligent et ambitieux, de vieille famille, la carrière politique est toute tracée. S'il habite la ville, il fera son Droit et s'inscrira au barreau. S'il est à la campagne, il s'occupera de ses terres ou se fera médecin. Le dévouement qu'il montrera dans toutes sortes d'associations le recommandera à ses compatriotes pour les élections municipales. Il sera conseiller puis maire aussitôt que la place sera vacante. Etant maire, il deviendra tôt ou tard conseiller général ; c'est déjà beaucoup. De là il n'y plus qu'un petit pas à franchir pour entrer au Parlement. Pendant tout ce temps, il n'aura qu'à faire honnêtement son devoir, sans effort extraordinaire, et à suivre tout droit le chemin tracé.

En France, toutes les choses sont plus faciles qu'ailleurs. Parce que tout est plus léger, tout a moins de poids. Et pourquoi cela ? Parce que ce peuple, depuis qu'il a pris conscience de lui-même, n'a cessé de lutter contre le poids mort et contre la pesanteur, et a fini par les vaincre par les forces de la foi et de la raison. Ce sont des fruits de cette lutte des ancêtres dont il jouit aujourd'hui.

Le rôle des notables est bien illustré par la façon dont Paul Boncour a été élu au Sénat. L'élection au Sénat est faite par des délégués ; il y a trois tours, tous le même dimanche. Lorsque, dans le département du Loir-et-Cher, après deux tours, l'issue était encore incertaine, les délégués tombèrent d'accord pour élire Paul Boncour qui n'était point candidat, tout simplement parce qu'il était un homme politique renommé et que sa famille habitait depuis deux siècles la même maison

à Saint-Aignan dans ce département ; c'était donc un fils de la petite patrie et un notable. Il était à ce moment-là député socialiste d'Albi ! On le mit devant le fait accompli.

* * *

Il est indispensable de parler encore des avocats et des médecins. Que les avocats, hommes sachant manier la parole et connaissant les lois de par leur métier, semblent prédestinés à représenter leur concitoyens au Parlement, cela tombe sous le sens, surtout dans un pays où le droit formel et l'éloquence jouent un si grand rôle ; mais les médecins ? Comment expliquer leur influence ? Le rôle joué par le médecin de campagne en France est très différent de celui de son collègue allemand. Il n'est pas seulement le médecin du corps, mais aussi l'homme de confiance, le conseiller intime, le médecin des âmes. Certes, le paysan, en général, ne le cherche que quand la mort le menace. Pour les petites maladies, il y a d'abord les herbes, dont on connaît la valeur médicinale depuis des siècles, les infusions, les cataplasmes. (La France, ce qui étonnera bien des gens, est le pays des cures d'herbes. Les herboristes qui les vendent doivent passer un examen comme les pharmaciens ; il y en a même de première et de deuxième classe. Le Petit Larousse donne pour chaque mauvaise herbe ses vertus curatives : astringente, sédative, sudorifique, etc. Avec des racines de chiendent, des queues de cerises, du sureau, de la farine de moutarde on peut guérir un nombre infini de maux.) Si les herbes ne produisent pas d'effet, il y a lieu de croire qu'il y a envoûtement. Pour cela chaque village a son « sorcier » (comme dans les contes de fée qui, en France, ne sont pas de la littérature, mais l'expression d'une réalité vivante). Le sorcier doué de forces occultes peut beaucoup : il jette un sort, impose la

main, brûle des cheveux, de petits bouts de bois, des racines, des herbes aromatiques, il connaît les formules magiques qui arrêtent l'hémorragie, guérissent les brûlures. Il peut établir si la Blanche est envoûtée parce qu'elle avorte chaque fois, mais il peut aussi envoûter une jeune fille pour qu'elle accepte un prétendant. Il guérit, en outre, les maladies qui, dans le sens le plus ample du mot, ont une origine psychique. Quand le sorcier s'avère impuissant, il y a encore les lieux saints où des forces surnaturelles se manifestent : une source, une statue, une caverne. Mais quand la mort frappe à la porte, il n'y a que le médecin qui peut aider. Il fait une petite piqûre et les douleurs les plus atroces cessent, il regarde à travers le corps comme si celui-ci était transparent comme du verre ; il ruse avec la mort, comme le médecin du conte de fées qui fit retourner le lit de la princesse pour lui sauver la vie. Un homme doué de telles forces peut aussi savoir s'il est bon d'acheter telle ou telle terre, de placer de l'argent dans telle ou telle entreprise ; personne ne saura mieux que lui défendre la petite patrie contre les pouvoirs.

Dans les régions où l'Eglise catholique a conservé son influence, le curé joue encore un rôle assez important, mais décroissant à mesure que l'Eglise se retire des querelles politiques et se borne au domaine spirituel. Entre Elle et l'Etat la paix est établie.

Dans le Parlement élu en 1936, le nombre des avocats a considérablement diminué. Dans ce fait, insignifiant à première vue, on peut voir un indice des grands changements qui sont en train de se faire dans la mentalité du peuple français.

Une place à part dans la vie publique française est occupée par les Grandes Ecoles ; si elles se tiennent à côté de la politique, l'influence indirecte qu'elles exercent sur celle-ci n'en est pas moins énorme. Les études universitaires en France ont un tout autre carac-

tère qu'en Allemagne. L'étudiant ne se compose pas, comme chez nous, un horaire de « Kollegien » à son gré, mais suit les cours d'une **école** : Ecole de Médecine, Ecole de Droit, Ecole Normale Supérieure, Ecole Polytechnique, Ecole des Ponts et Chaussées, Ecole Centrale des Arts et Métiers, Ecole des Sciences Politiques, etc. Certaines de ces écoles sont des internats, où l'on n'entre qu'après un concours, auquel prennent part les meilleurs élèves du pays entier. Il y a de nombreuses bourses qui permettent aux jeunes gens pauvres d'entrer dans ces écoles. L'Ecole Polytechnique a une organisation militaire, les élèves portent uniforme et épée et marchent en tête de la parade du quatorze juillet. Rien de plus français que de voir défiler, tant bien que mal, ces jeunes mathématiciens aux têtes de savants.

Chacune de ces écoles a son esprit à elle, son âme, sa personnalité, et dont les élèves sont à jamais imprégnés. On parle couramment de l'esprit normalien ou de la rue d'Ulm (« la rue d'Ulm », c'est l'Ecole Normale Supérieure), d'un esprit X pour l'Ecole Polytechnique, d'un esprit Po pour les Sciences Politiques. Les anciens élèves des grandes écoles restent solidairement unis durant toute leur vie.

La plus spirituelle de toutes ces écoles est celle de la rue d'Ulm ; il y règne une sorte d'ascétisme monacal. Elle a donné à la France un nombre très grand d'hommes remarquables : poètes, écrivains, savants, philosophes, politiciens, diplomates, et même un cardinal. Péguy était Normalien, Bergson, Jaurès, Herriot, Déat, le cardinal Baudrillart, l'ambassadeur François Poncet également. On dit que les élèves de la rue d'Ulm ont écrit le plus grand nombre de livres savants et n'ont obtenu que le plus petit chiffre d'éditions. Au point de vue politique les contrastes les plus grands se heurtent au sein de cette école qui, cependant, unit ses

élèves dans un esprit commun. Il n'y a pas longtemps, une partie des Normaliens, pacifistes convaincus, ont refusé de suivre les cours de préparation pour le grade d'officier de réserve, ce qui a fait beaucoup de bruit.

Un Français éminent, ministre, membre de l'Académie, a dit, moitié sérieusement, moitié pour plaisanter, que toute la discorde politique à l'intérieur de la France se résumait, en dernière ligne, à l'opposition entre l'esprit de Normale et celui de l'association des avocats sortis de l'Ecole de Droit. « L'Union Nationale » pour lui c'était l'accord réalisé entre ces deux esprits. Ce mot caractérise bien l'importance politique des Ecoles.

Chose inattendue, les « Ponts et Chaussées » ont aussi leur esprit spécial d'où est né Georges Sorel, l'auteur des « Réflexions sur la violence », père spirituel du fascisme et du national-socialisme.

On peut comparer le rôle des grandes écoles en France avec celui des écoles des Jésuites dans les pays catholiques. En Allemagne l'exemple illustrant le mieux ce rôle est celui du « Stift » de Tubingue, qui forme une élite de théologiens protestants depuis quatre siècles, et qui a donné à l'Allemagne un plus grand nombre de poètes, de philosophes, de savants, d'hommes d'Etat que tout autre école. Là aussi, les élèves, une trentaine chaque année, sont choisis par un concours général dans le pays de Wurttemberg, mais dès l'âge de quinze ans ! car avant d'aller au « Stift » attaché à l'université de Tubingue ils font pendant quatre ans leurs humanités dans les quatre célèbres écoles de Maulbronn, Schöntal, Urach et Blaubeuren, anciens couvents transformés en collèges. Toute cette instruction est gratuite et a permis à d'innombrables fils de paysans, d'instituteurs, de petits fonctionnaires, de pasteurs, d'accéder aux plus hautes positions. Des générations entières de familles d'une très haute culture

ont été formées ainsi, et si le Wurttemberg l'emporte de beaucoup sur les autres pays de l'Allemagne, non seulement au point de vue de la culture générale, mais encore de l'esprit humain, la raison en réside précisément là, car dans ce pays la culture de l'esprit n'a pas été le privilège d'une caste et les élites ainsi formées se sont, au cours de siècles, constamment renouvelées par en bas.

* * *

Si nous nous tournons maintenant vers le **Parlement français**, centre de la vie politique, organe de la volonté du peuple, il nous sera possible, avec ce qui a été dit précédemment, de comprendre plus facilement la situation toute particulière où il se trouve. Ce qui frappe d'abord l'imagination c'est la multitude déconcertante de partis, groupes et sous-groupes. Il en exista dans le Parlement de 1932 dix-sept, dont seulement cinq étaient constitués en partis. Comment s'y reconnaître ? Certes, il y a eu deux grands partis émergeant du pêle-mêle fluctuant : le parti radical et radical-socialiste et le parti socialiste S.F.I.O. Mais ceux-ci même sont loin d'être aussi vigoureusement organisés comme par exemple les partis en Angleterre ou jadis la Socialdémocratie ou le Centre allemand, sans parler de la N.S.D.A.P. allemande. Une discipline de parti n'existe en réalité que chez les Socialistes (en employant ce mot nous entendons toujours le parti S.F.I.O., membre de l'Internationale Ouvrière). A côté et entre ces deux grands partis, il y a la quantité des groupes qui quelquefois ne comptent qu'une poignée de députés assemblés autour d'un petit chef ambitieux. Un grand parti, l'Alliance démocratique, groupant les modérés, existe comme tel seulement en dehors du Parlement, où ses membres se répartissent sur différents groupes. Pris séparément, ces groupes n'ont souvent aucune importance ; ce qui leur donne du poids, c'est qu'on a besoin

d'eux pour former une majorité. La confusion est augmentée du fait que les noms des groupes ne disent rien qui vaille.

Le mieux sera de donner la parole à un technicien, M. Edouard Pfeiffer, qui connaît à fond le mécanisme politique, ayant été longtemps secrétaire général puis vice-président du parti radical-socialiste. Dans un article de la « République », du 16 mars 1935, M. Pfeiffer s'est exprimé dans les termes suivants :

> « Comment expliquer à nos compatriotes eux-mêmes les différences qui peuvent séparer le groupe de la « Gauche indépendante » de celui des « Indépendants de gauche », le groupe des « Républicains du centre » de celui du « Centre républicain », le groupe des « Socialistes français » de celui des « Socialistes de France » ?...
>
> « Pourquoi cette confusion ?
>
> « Un certain nombre de candidats de tendances radicales hésitent parfois, pour des raisons locales, à accepter cette étiquette ; d'autres se plient difficilement aux exigences de la discipline de parti ; d'autres trouvent les radicaux un peu modérés à leur gré, mais au lieu de chercher à se grouper, ils ne songent qu'à se disperser. Il est normal qu'il y ait au Palais-Bourbon un groupe intermédiaire entre radicaux et socialistes, il est anormal qu'il y en ait quatre que rien ne différencie.
>
> « Il est également paradoxal de voir à la droite des radicaux des groupes parlementaires sans cohésion aucune et de voir siéger sur les travées du centre des hommes qui devaient être assis à l'extrême-droite, et vice versa.
>
> « La « gauche radicale » comprend des hommes venus de tous les points de l'horizon politique, et que réunit seulement le désir commun de faire toujours partie de la majorité gouvernementale. Peu leur

importe si elle en constitue le centre, l'aile droite ou l'aile gauche.

« Mais ce qui est particulièrement plaisant c'est qu'il n'y a, au Parlement, aucun groupe qui se dénomme « de droite »...

« Consultez la liste des dix-sept groupes de la Chambre et des six groupes du Sénat, le mot « droite » n'y figure pas ; le groupe le plus « à droite » de la Haute Assemblée est celui de la « Gauche républicaine » et, à la Chambre, celui de M. Louis Marin, dénommé « Union républicaine démocratique ».

« Il faut en conclure que le mot « droite » forme un sérieux handicap aux élections puisque, non seulement les députés, mais déjà les candidats le bannissent soigneusement de leur vocabulaire. »

Déduisons de cela que tous les partis veulent être au moins républicains et démocratiques, et qu'un certain nombre s'orne de l'épithète « socialiste ». A en juger on pourrait croire qu'il ne peut y exister d'antagonisme profond au sein du parlement français. Mais « nom est bruit et fumée », d'après le mot de Gœthe, ici comme ailleurs.

* * *

Le Parlement français est donc divisé en un grand nombre de partis, et en ce sens il ne forme pas une image fidèle du peuple dont les idées et les sentiments sont si uniformes. C'est cet éparpillement qui a toujours rendu si difficile la formation d'une majorité solide. Il est l'expression de l'individualisme exagéré, du respect de la personnalité et de l'aversion contre le grand nombre.

Les députés du Parlement français se groupent beaucoup plus autour de personnalités qu'autour de programmes. Pourqu'une idée puisse devenir un centre d'attraction, il faut qu'elle s'incorpore d'abord dans un

homme, dans un grand **nom**. Le socialisme, c'était longtemps **Jean-Jaurès**, normalien, professeur, tribun du peuple, bourgeois natif de Castres, dont le cousin était amiral français, un homme que tous ceux qui l'ont connu de près tiennent dans le plus haut respect. Aujourd'hui, c'est **Léon Blum**, bourgeois lui aussi, d'origine alsacienne, ancien Conseiller d'Etat, grand connaisseur des arts et des lettres. Jaurès était un vrai tribun populaire, un chef qui s'imposait et qui par son éloquence savait entraîner les masses. Blum est l'opposé de tout cela ; c'est avant tout une intelligence, un peu trop aiguë peut-être, un peu froide. A côté de lui, le nom de Jaurès reste sacré ; des milliers de rues le portent. Seul le nom d'**Aristide Briand** peut se mesurer avec le sien. Et si l'aile droite des Socialistes quitte le parti sous Déat, il se réclame du grand nom et s'appelle « groupe Jean Jaurès ».

Le radical-socialisme, c'est **Edouard Herriot**, qu'on n'aime pas en Allemagne, représentant beaucoup moins un programme politique, qu'une mentalité, qu'une « Weltanschauung ». C'est un homme, puissant comme une force élémentaire ; d'origine modeste, normalien, professeur, grand travailleur, grand mangeur et buveur, avec sa pipe légendaire. Il a longtemps été chef de parti, et il fut combattu comme pas un. Il est maire de la troisième ville de France et ministre d'Etat. Et comme si cela ne suffisait pas encore à épuiser ses forces, il a publié chaque année un livre, tantôt sur Beethoven, tantôt sur la Forêt Normande, ou sur l'Union Soviétique, sur tous les sujets possibles et il fait en outre de nombreuses conférences sur des thèmes autres que politiques. A l'époque de la Conférence de Lausanne, Herriot a fait, pendant toute une semaine, la navette entre Paris et Lausanne, travaillant tour à tour un jour à Paris et l'autre à Lausanne et passant ses nuits dans le train. Un homme volontaire, autoritaire et

dont les jeunes de son parti ne supportent pas aisément l'autorité. Il a de bons yeux bruns, dans lesquels on laisse plonger volontiers son regard et des mains musculeuses et chaudes où l'on place volontiers la sienne.

Quand, près du colosse Herriot, les jeunes du parti se sentent opprimés et s'en séparent, ils sont obligés, eux aussi, de se placer sous le vocable d'un grand nom, comme les croyants invoquent un saint, et ils s'appellent groupe « Waldeck-Rousseau » ou « Camille Pelletan ».

Il est fréquent aussi qu'au sein même d'un parti se forment des groupes autour d'un homme, groupes qui, pour cela, ne quittent pas le parti, soit pour veiller à la pureté de la doctrine, soit pour la développer et la mettre en accord avec l'évolution des choses.

* * *

En France, l'indépendance des individus est devenue, au cours des siècles, très grande comme conséquence d'une émancipation intérieure et extérieure, que le caractère et l'évolution des hommes ont favorisée. Rappelons-nous qu'il n'y a plus eu de serfs depuis le quatorzième siècle. Ce seul fait suffit à expliquer la grande avance que la France a pu prendre. L'homme, qui a le sentiment de la liberté, se dresse instinctivement contre toute contrainte. Bien que les Français soient convaincus que le principe de la majorité est inséparable de l'idée même de la civilisation, ils se révoltent constamment contre les majorités. Les grands chiffres, loin de leur en imposer, les effrayent. L'idéal du Français est de ne dépendre de personne.

Comme conséquence logique de cet état de choses, le peuple français est profondément hostile à toute discipline extérieure, discipline qui oblige l'individu à conformer son attitude à celle d'autrui, de marcher au pas par exemple. En revanche, il est intérieurement

bien plus discipliné que d'autres peuples, et l'aversion contre la discipline extérieure a sans doute sa raison profonde dans la conscience de cette discipline intérieure. Tout ce qui est vraiment nécessaire, tout ce dont il comprend la nécessité, il veut le faire volontairement. C'est pourquoi, en voulant employer des mesures de coërcition, les autorités n'arrivent à rien ; car contre toute tentative de violence, fût-elle légitime, le peuple se dresse.

Si le préfet de police de Paris, pour ne citer qu'un exemple récent, veut réduire l'usage nocturne de la corne d'automobile, il aura peu de chances d'atteindre son but en édictant une ordonnance qui menace les contraventions d'amende. Il y arrivera, au contraire, facilement en faisant afficher un simple avis disant qu'après consultations des propriétaires et chauffeurs d'automobiles sur les meilleurs moyens pour réduire le cornage nocturne, on était tombé d'accord sur les mesures suivantes à prendre, etc. Dans ce cas ce sera une question d'honneur pour chaque automobiliste de contribuer à la diminution du bruit, alors que, en présence d'un ordre brutal, chacun aurait profité de toute occasion pour y contrevenir, afin de se prouver à lui-même son indépendance. Le peuple français est très chatouilleux au point de vue de liberté et il est en même temps, nous l'avons vu, très « gosse ».

Une organisation grande et puissante ne manque certes pas de produire la plus grande impression sur l'imagination des Français, et ils y admirent sans réserve l'effort réalisé. Cette admiration est d'autant plus sincère qu'ils se sentent eux-mêmes incapables de réaliser pareil effort. Mais plus forte est en présence d'une telle puissance l'aversion mêlée d'angoisse : c'est qu'ils sont parfaitement conscients que tout ce qui est colossal, tout ce qui dépasse la mesure, est contraire à leur génie.

Dans ces conditions on comprend les difficultés qui s'opposent à la formation de partis puissants. Sans discipline ils ne pourraient vivre. Il faut que le particulier se soumette et se range. Jamais il ne le fera de bon cœur. Se voyant réduit à l'importance d'une unité arithmétique, il se sent humilié. Par conséquent, aussitôt qu'un parti devient trop grand pour que chaque membre puisse faire valoir son opinion, il y a réaction. Lorsque les élections de 1932 avaient gonflé les rangs des deux grands partis de gauche, il y eut scission des Néo-socialistes, sous Déat, en 1933, et du groupe Camille-Pelletan, sous Cudenet, en 1934.

Quiconque ignore l'état de choses que nous nous sommes efforcés de dépeindre, restera désemparé devant la complexité de la politique intérieure en France. C'est malheureusement la situation dans laquelle se trouvent la plupart des étrangers, y compris les diplomates et les correspondants de journaux, mais aussi, il faut le dire, de nombreux Français, notamment dans les milieux des anciennes élites, et même des journalistes.

* * *

Tout le monde, en France, a déploré que le Parlement ne soit jamais à la hauteur de sa tâche et qu'il s'avère incapable d'accomplir les grands gestes que la situation difficile exige. On a proposé, pour y remédier, toutes sortes de réformes ; on veut par exemple changer le mode de scrutin. Mais personne ne semble voir que la raison de cette impuissance réside dans la double nature des représentants du peuple même. Le peuple, en effet, voit en eux ses avocats dont la mission est de le défendre contre les pouvoirs, alors que la Constitution leur assigne la tâche de faire les lois et de veiller à leur exécution. Les députés, d'un côté, font donc les lois, mais, de l'autre côté, leurs électeurs les

obligent à les protéger contre ces mêmes lois. Il y a là une incompatibilité profonde à laquelle il faudra un jour s'attaquer si l'on veut changer cet état de choses Comment peut-on croire qu'on pourrait modifier tout cela en changeant le mode de scrutin ? Ne voit-on pas ces malheureux députés, après avoir voté une loi indispensable, se torturer l'imagination pour trouver un biais qui permettra de ne pas l'appliquer à leur petite patrie ?

Mais d'où cette incompatibilité est-elle née ? Pour le comprendre, il faut, une fois de plus, remonter au passé. Les notables gaulois avaient été les hommes de confiance des Romains, les nobles francs les vassaux du roi. Tous les deux représentaient un pouvoir de maîtres étrangers contre lesquels le peuple se trouvait dans la défensive, car pour lui, pour les masses paysannes, ces maîtres restaient des oppresseurs qui ne demandaient qu'à extorquer de lui le plus d'argent possible. Pendant le moyen âge, le roi de France était célèbre parmi ses collègues, parce qu'il pouvait tirer de son peuple des sommes plus fortes en argent monnayé que tout autre prince. De tout cela le souvenir est resté au fond de l'âme du peuple.

Théoriquement, depuis la Révolution, c'est le peuple souverain lui-même qui détient le pouvoir, mais pratiquement il n'a pas cessé de voir dans l'administration l'ennemi contre lequel il faut se défendre pour ne pas être entièrement dépouillé. Et dans les notables qui sont devenus représentants du peuple, il voit ses propres avocats contre l'arbitraire des pouvoirs. En somme, le peuple n'a pas encore tiré la conséquence de ce fait qu'il est devenu le maître de ses destinées.

Il faut ajouter que depuis que Napoléon I[er] a concentré toute l'administration à Paris et créé l'institution des préfets qui dépendent directement du gouvernement, le peuple de province ne voit plus ce qui

se passe. Jadis, dans les anciennes provinces, on avait été entre soi ; on avait pu voir ce qui se faisait, et on avait été certain que, finalement, c'était l'intérêt de la province, de la petite patrie, qui l'emportait. Notons, à ce propos, que les provinces avaient été aussi des unités économiques, séparées les unes des autres par des douanes intérieures, contre l'abolition desquelles elles avaient vivement protesté. Il existe des régions de France, où certains intérêts ne demanderaient pas mieux que d'ériger de nouveau des frontières douanières intérieures pour empêcher la concurrence de départements voisins. C'est à cela qu'il revient quand, par exemple, dans le département du Calvados, les syndicats paysans ont menacé les minotiers, en 1934, d'établir des moulins coopératifs, si ceux-ci continuaient à acheter du blé « étranger » au département.

Le préfet est donc un Monsieur venu de Paris pour sauvegarder les intérêts de l'administration centrale. Que sait-il de la petite patrie ? Comment pourrait-il l'aimer, puisqu'il en est « étranger » ? A ses ordres il a le gendarme. Et le gendarme, dans l'esprit du peuple, c'est l'ennemi de toujours, l'ennemi en soi, qui ne poursuit qu'un seul but : rendre malheureux de pauvres diables. Ce qui se passe à Paris, on n'en sait rien ; c'est trop loin. Mais ce qu'on sait très bien, c'est qu'à Paris « tout est pourri ». C'est une vieille rengaine. Rien ne se passe selon le droit et l'équité, mais tout est corruption et maquignonnage. En fin de compte l'administration fait ce qu'elle veut. C'est connu. Elle veut surtout prendre aux gens le plus d'argent possible. Les lois, c'est une dérision. Ainsi juge le peuple. Pour ne pas être écorché, on a donc besoin d'un bon avocat, habile, influent, sans scrupules. Sans cela, on en arriverait bientôt à la ruine. Finalement la chère petite patrie serait la seule à payer les impôts pour le reste. C'est le député auquel incombe ce

rôle d'avocat : il est élu pour empêcher les injustices et pour procurer à son pays la plus grande part possible à l'assiette au beurre. Le député, naturellement, est parfaitement conscient de ce rôle.

Il est évident que, dans ces conditions, on demande avant tout que le député soit habile, capable et influent ; son opinion politique ne vient qu'en second lieu. Même, si un tel homme a eu des démêlées avec les tribunaux, la confiance de ses électeurs n'en doit pas nécessairement souffrir. Qui n'a jamais braconné ? Qui n'a jamais pêché à un endroit où c'est défendu ou avec un filet alors que seule la ligne était permise ? Qui n'a jamais fraudé dans la distillation de l'eau-de-vie ? Qui a toujours honnêtement déclaré son revenu ? Le cas récent du député Philibert Besson, du Puy, l'a prouvé.

A quel degré les électeurs se moquent des programmes de parti, rien ne le prouve mieux que le fait étonnant qu'en 1928 non moins de deux cents députés ont été élus n'appartenant à aucun parti, n'ayant posé leur candidature sur aucun programme, s'étant explicitement réservés toute liberté de n'adhérer au groupe de leur choix que plus tard. Lorsque la Chambre se réunit, ils étaient l'objet des sollicitations les plus empressées de la part de sept ou huit groupes et n'avaient que l'embarras du choix. Exactement comme en Allemagne, dans les villes universitaires, les corporations se ruaient au début du semestre sur les nouveaux venus pour les convier à entrer chez elles. Encore, en 1935, lors des élections partielles pour le Sénat, on ignorait, pour un nombre assez grand de nouveaux élus, « quelle étiquette ils prendraient » (expression sacrée).

Comme conséquence de l'idée — très nette — que les électeurs ont du rôle et de la tâche de leur élu, ils s'adressent à lui dans toutes leurs affaires personnelles, quand ils croient que son intervention peut leur être

utile. Qu'il s'agisse de l'attribution d'un bureau de tabac, d'une place de facteur rural, d'une subvention pour une pompe à incendie, de dommages causés par les eaux ou la grêle, c'est au député qu'on a recours. Au Palais-Bourbon, la salle de réception est toujours archipleine de gens, venus de tous les coins de la France pour voir « leur » député. Un jour, je rendis visite, dans son appartement, à un jeune député qui était occupé à signer le courrier que sa secrétaire lui soumettait : quarante-cinq lettres dans une seule journée.

Ensuite, on attend que le député soit toujours présent quand il y a un événement de quelque importance dans son arrondissement. Que ce soit l'inauguration d'un groupe scolaire ou d'un hôpital, la remise d'un drapeau, le jubilé d'une association, la décoration d'un homme de mérite, l'ouverture d'un congrès, une distribution de prix, il faut que le député préside et fasse un discours. Il doit assister au banquet, tutoyer ses camarades d'école, leur « taper sur le ventre ». Si son arrondissement est loin de Paris, il passera au moins deux nuits par semaine dans le train. Bien jouer son rôle de député en France, ce n'est pas pour rire. Il y faut un dévouement extraordinaire et une santé de cheval.

* * *

Les inconvénients d'un pareil état de choses sont manifestes. Les journaux en parlent tous les jours, et les gouvernements ne cessent de s'en plaindre. Le travail législatif en souffre. Et les Français, très obligeants de nature, ne refusent qu'à contre-cœur un service qu'on leur demande. L'amitié et la camaraderie, dont nous avons vu l'immense rôle, l'emportent quelquefois — dans tous les partis — sur l'intérêt général. Un livre devenu célèbre a parlé de la « République des camarades ». Mais comment y remédier ? Il n'y aurait qu'un seul moyen efficace : affranchir les députés

de la double tâche de législateurs et d'avocats du peuple, en bornant leur rôle à la deuxième qui est celle pour laquelle le peuple les destine. Ainsi ils sortiraient de la situation ambiguë où ils se trouvent placés malgré eux.

Il serait cependant injuste de ne voir que les inconvénients et de vouloir ignorer les avantages qui sont, eux aussi, de poids.

Le premier, le plus grand de ses avantages est celui que le député vit dans un contact continu avec ses électeurs. Il sait où le bât les blesse. Et ce ne sont pas seulement pour leurs intérêts matériels qu'ils s'adressent à lui, mais aussi pour leurs idées et leurs aspirations. Un député a raconté qu'il recevait tous les quinze jours la lettre d'un jeune menuisier vivant dans un vallon éloigné, racontant comment les faits apparaissaient vus de là-bas, et ce que lui, homme du peuple, en pensait. Il ne voulait pas faire l'important, mais se libérer, sous une poussée intérieure, de ce qui l'occupait. Ce n'est certainement pas un cas isolé. Dans le peuple français, les aspirations jouent un rôle bien plus grand qu'on ne le voit de l'extérieur. Il est surtout animé d'un désir profond, religieux, d'une vraie nostalgie de la paix, cette paix devant être, selon lui, l'expression d'un état d'âme, et non pas seulement une interruption d'hostilité. Il croit ardemment à la possibilité d'une telle paix et exige de ses chefs qu'ils mettent un terme à la haine des peuples et comprennent leur véritable tâche en organisant cette paix.

Le second avantage est que le gouvernement est toujours parfaitement renseigné sur l'état d'âme du peuple — non point des agitateurs de droite ou de gauche dans les villes, mais des grandes masses populaires, dont la volonté ne trouve guère son expression dans la presse. Quand on connait la province on constate souvent que les affirmations des journaux parisiens, proférées ce-

pendant à grand effort de paroles violentes, ne correspondent à aucune réalité. Comment s'y reconnaître ? Mais puisque les ministres sont eux-mêmes des élus du peuple, que bon nombre d'eux sont sortis du peuple et sont en même temps des conseillers généraux ou des maires de quelque petite commune, ils ont toujours la possibilité de se renseigner et de tâter le pouls à la véritable opinion publique et de pressentir la « volonté du peuple ». Ainsi il leur est possible d'éviter des erreurs fatales.

En été 1935, au moment où André Tardieu, en qui amis et adversaires ont vu un des politiciens les plus intelligents et les plus énergiques de la France, s'est retiré, dans une amère déception, de la vie politique, un journal de droite a écrit que les erreurs psychologiques que Tardieu n'avait cessé de commettre, provenaient du fait qu'il ne connaissait que Paris. Pour la même raison, le même journal a prédit l'échec de M. de La Roque. (Les erreurs psychologiques de la politique allemande à l'égard de la France ont la même origine.)

Avec une plus grande précision encore s'est exprimé M. Henri de Kérillis, le journaliste de droite bien connu, en écrivant, le 21 juillet 1935, dans l'« Echo de Paris » : « André Tardieu, la plus belle intelligence de nos hommes politiques, se glorifie d'être né dans le lit où est né son aïeul bourgeois de Paris. Il n'est pas peuple. La Roque, devenu personnage dominant dans notre vie publique, La Roque, qui a levé une magnifique armée nationale et montré des dons si grands d'organisateur, est « colonel-comte » et commandeur de la Légion d'honneur comme le rappellent sans trêve ses adversaires, qui savent pourquoi ils le font. Il n'est pas du peuple. »

De nos jours, des forces puissantes, aussi bien à gauche qu'à droite, sont à l'œuvre pour pousser le gouver-

nement dans une direction où les masses populaires ne le suivraient certainement pas. S'il cédait, il n'en résulterait que du malheur. Car en France rien de décisif ne peut être fait contre la volonté du peuple. Vérité capitale et qui ne perd rien de son importance du fait que de nombreuses gens, à Paris et à l'étranger, persistent à ne pas vouloir la voir.

* * *

Les programmes de parti, nous l'avons vu, ne jouent en France qu'un rôle infiniment moindre qu'ailleurs. Les noms des partis sont de simples étiquettes pour distinguer les différents groupements. Nous avons déjà cité l'expression « prendre l'étiquette d'un parti ». Ce que l'usage de la langue a une fois consacré, il serait vain de le contester.

Au fonds, il existe en France deux grandes tendances, pas plus.

Jadis, on les nommait blanc et bleu. Les blancs défendaient la bannière blanche fleurdelysée de la royauté, les bleus furent ainsi nommés d'après l'uniforme bleu des troupes de la Révolution : ils défendaient les couleurs bleu-blanc-rouge. Des torrents de sang ont été versés pour le bleu et le blanc.

Plus tard, on parlait de gauche et de droite. On continue à le faire, bien que depuis longtemps personne ne veuille plus être un droitier. Etre de la droite semble être devenu honteux. Depuis le début de notre siècle la balance s'est penchée du côté gauche, et personne ne pourra plus rien y changer. Dans cinquante-cinq départements au sud de la Loire, il n'existe plus de droitiers du tout, sauf dans quelques petites enclaves. La lutte s'y fait entre socialistes et radicaux qui, en réalité, se ressemblent beaucoup plus qu'on ne le croirait. Les radicaux aiment à représenter les socialistes comme des radicaux qui « s'ignorent », et les socialistes pré-

tendent l'inverse. En vérité, il n'existe, dans ces régions, qu'une seule mystique qui est beaucoup plus qu'une simple conviction politique, mais une façon de concevoir la vie, un ensemble d'idéaux, une véritable « Weltanschauung » qu'on a appelée « radicale ». La lutte politique, dans ces conditions, est une lutte de clans, couverte de grands mots. — Même en Bretagne, où le peuple est encore fermement attaché à l'Eglise, les conservateurs ont été chassés de nombreuses positions. — La preuve la plus éclatante, preuve irréfutable, est que les droitiers, pour échapper à la débâcle, ont été obligés de changer continuellement d'étiquettes. Ainsi, depuis 1879, ils se sont transformés de monarchistes en « ralliés », de ralliés en « conservateurs », de conservateurs en « libéraux », de libéraux en « progressistes », et les progressistes sont finalement devenus les « républicains démocrates » qui, de nos jours, forment l'extrême droite du parlement.

La question se pose comment, dans ces conditions, il est possible que les partis de droite (car les noms républicains et démocrates ne trompent personne) ont encore tant de représentants à la Chambre ? Cela aussi s'explique aisément par le fait que le peuple ne choisit pas ses représentants selon un programme de parti, mais selon l'avantage qu'il espère en tirer. Un homme notable et influent, qu'il soit grand industriel ou maître de forge, sera donc élu quelque soit sa conviction politique ; il faut seulement qu'il ménage les sentiments républicains et démocratiques de ses électeurs, en évitant d'arborer une étiquette réactionnaire.

Mais quelque grande que puisse être l'influence économique des milieux de droite, en matière politique ils sont impuissants contre la volonté du peuple. Ils le savent bien et leurs journaux trahissent quelquefois leur secrète colère. Ainsi un gouvernement réactionnaire est devenu chose impossible en France.

La contradiction entre les noms de parti et les tendances réelles n'est, d'ailleurs, pas moins grande à gauche qu'à droite. L'exemple le plus frappant en est offert par le parti S.F.I.O.

Le programme de l'Internationale Ouvrière est celui du marxisme : lutte des classes, abolition de la propriété personnelle, dictature du prolétariat. De tout cela, le parti S.F.I.O. peut bien parler dans les centres ouvriers, mais pas devant les petits vignerons du Midi, qui forment sa clientèle la plus fidèle. Ces petites gens votent socialiste pour manifester leur attachement à la Liberté et parce que c'est la tradition dans leur pays. Au fond, leur mentalité est bourgeoise, sans donner à ce mot un sens péjoratif. Ainsi, lorsque le gouvernement décida de priver Narbonne de sa garnison, ce fut tout un tollé contre pareil affront. Or, Narbonne est la forteresse du parti S.F.I.O., la ville que le chef du parti, Léon Blum, représente à la Chambre, et il va sans dire que les gens de Narbonne sont farouchement antimilitaristes. Mais pester contre le militarisme et les marchands de canon et renoncer aux avantages d'une garnison, cela fait deux.

En réalité, c'est un contresens de vouloir prêcher en France la lutte des classes, dans ce pays heureux qui, à force de multiples sacrifices, a fini par abolir les cloisons entre classes dans une mesure qui doit susciter l'envie de tous ses voisins, comme il est un contresens d'y parler d'abolition de la propriété et de la dictature du prolétariat, alors que le peuple français est un peuple de petits propriétaires, d'épargnants et de petits rentiers, et qu'on y chercherait en vain des masses prolétaires.

C'est dans ces contradictions intérieures qu'a résidé si longtemps la faiblesse du parti S.F.I.O., faiblesse qui l'a obligé de rester dans la négative et qui est augmentée du fait que, seule, une petite partie des élus socia-

listes sont de véritables militants marxistes, ceux qui représentent la population des grandes villes et de certains centres industriels, alors que la plupart sont de simples « avocats » de leur petite patrie, souvent de notables ayant choisi plus ou moins librement l'étiquette socialiste.

Tout l'art des chefs socialistes a dû tendre à voiler cette contradiction. Depuis que les socialistes se sont alliés aux communistes, cela est devenu de plus en plus difficile. Car le parti communiste est jusqu'ici le seul qui compte des députés vraiment élus, au moins en bonne partie, sur un programme marxiste. Et ce parti risque d'autant moins d'afficher ce programme, qu'il est certain qu'un communisme, type Moscou, n'a pas la moindre chance en France. Les communistes ont donc pu renchérir sans danger, mais ils mettaient par là leurs alliés socialistes dans une fausse posture. Car ceux-ci savent très bien que toute tentative sérieuse de réaliser le programme marxiste mènerait à la catastrophe et ne servirait que la cause « réactionnaire ». C'est pourquoi les socialistes ont si longtemps cherché toutes sortes de prétextes pour ne pas participer au pouvoir.

Mais la situation a changé depuis la formation du Front populaire en 1935 et surtout depuis sa victoire écrasante dans les élections de 1936. Le front populaire doit son origine à la révolte du 6 février dont nous aurons encore à nous occuper. Il comprend les radicaux, socialistes et communistes et les petits groupes intermédiaires. Sa principale tâche, celle pour laquelle il fut formé, a été de « barrer la route au fascisme ». Dans la nouvelle Chambre, il a une très grosse majorité ; le Parti le plus fort est maintenant le parti S.F.I.O. Les radicaux ont perdu beaucoup de sièges mais occupent une situation tactique plus favorable : ils forment le centre de l'Assemblée et pourraient, en principe, faire pencher la balance du côté où

ils voudraient, mais pratiquement ils ne peuvent profiter de cette possibilité. Les communistes, qui n'avaient jusque là qu'un petit nombre de députés, forment maintenant un groupe important.

Vu leur victoire, les socialistes n'ont pu se dérober au devoir d'entrer dans le gouvernement ; ils se sont même empressés d'exiger de prendre le pouvoir. Léon Blum est donc le chef du nouveau gouvernement. Ils tiennent à préciser que ce gouvernement n'est pas socialiste, mais front populaire. Il ne s'agit pas de réaliser le programme marxiste, mais un programme beaucoup plus modéré. Pour les raisons que nous avons dites, ni socialistes, ni communistes n'auraient pu battre les droites, en réclamant l'abolition de la propriété, la lutte des classes, le pacifisme à outrance, etc. Les communistes ont été les premiers à renverser la vapeur et à proclamer un programme « national » de réconciliation, de défense de la patrie « pour une France libre, forte et heureuse ». Les socialistes ont été obligés de les suivre. Tout cela est à l'opposé des théories de Karl Marx.

En vérité, le peuple français était las des querelles politiques. Il avait élu, en 1932, une forte majorité de gauche qui avait dépensé ses forces en intrigues, querelles et maquignonnages, à la grande satisfaction des partis de droite. Le peuple ne voulait pas que pareil spectacle recommençât. Dans son bon sens naturel, il comprit qu'il ne sert à rien de mettre le vin nouveau dans les vieilles outres, et sa sagesse collective exprima ce sentiment dans les mots : « Il faut que ça change ». Ainsi la politique de parti semble voué au mépris. Les notions de droite et de gauche ont perdu leur sens ; deux autres s'y sont substituées : capitalisme et anticapitalisme.

Les Français, dans leur immense majorité, sont anticapitalistes. Ce trait ne semble pas concorder avec l'image qu'on s'est faite d'eux à l'étranger. Et en vérité,

il étonne chez un peuple qui attribue tant d'importance à l'argent, qui — on ne peut dire autrement — aime tant l'argent et où l'intérêt et la rente jouent un rôle si prépondérant. Mais ici se manifeste une des grandes différences essentielles entre les Français et leurs voisins : S'ils aiment l'argent, ce n'est point pour la puissance qu'il confère, mais à cause de l'**indépendance.** Nous savons quelle importance les Français donnent à la **sécurité.** C'est pour être assurés contre les hasards et les mauvais coups du destin qu'il leur faut de l'argent, et pour pouvoir se permettre une modeste jouissance de la vie, sans être obligés d'être au service de quelqu'un et de tirer le chapeau devant d'autres. C'est pourquoi ils cessent en général de « gagner » aussitôt que leurs économies leur permettent de vivre modestement. Pour la même raison ils sont de mauvais salariés. On a cru qu'ils n'aiment pas à travailler, qu'ils sont paresseux ; de cela il est seulement exact qu'ils n'aiment pas à travailler à la solde d'autrui. Là encore il existe une preuve linguistique irréfutable. En allemand on dit : Quelqu'un « se met au repos » ; quand il a assez travaillé, il veut se **reposer.** L'expression française correspondante « planter ses choux » désigne, au contraire, une **activité.** Les Français qui, à l'âge de cinquante ans, vendent leur fonds de commerce et s'en vont habiter la campagne, en retournant à la terre ne pensent pas au repos ; au contraire, ils se lèveront à cinq heures du matin, remueront la terre avec la houe et la pelle, iront à la chasse et à la pêche et endosseront peut-être des charges publiques. Ce qui leur importe, c'est de vivre à leur gré, de vivre naturellement. Les Français sont plus actifs et se remuent davantage que nous. On peut en voir une preuve dans le fait qu'ils ne connaissent pas le repos après les repas, dont les Allemands se passent difficilement ; le travail recommence immédiatement après le déjeuner.

Cette appréciation différente de l'argent trouve son expression dans le fait typiquement français, que beaucoup de gens, notamment les paysans, depuis toujours et actuellement plus que jamais, ne placent pas leurs économies dans des valeurs à intérêt, mais les conservent en espèces, de préférence en or. C'est le fameux bas de laine. Ils renoncent donc sciemment aux intérêts ; l'argent est une réserve, rien de plus. Depuis la guerre, depuis que les détenteurs de valeurs mobilières ont perdu tant d'argent, cette tendance s'est nettement renforcée. On a estimé cette « thésaurisation » à au moins quarante milliards de francs ; c'est là un des problèmes les plus brûlants de l'économie, et l'on peut aller jusqu'à dire qu'en France il n'y aurait pas de crise s'il n'y avait pas de thésaurisation. Les paysans, à défaut de coffre-fort, ont l'habitude de cacher leur argent. De cela nous fournirons dans un autre chapitre des exemples curieux. Mais il y a aussi des gens qui portent leur fortune toujours sur eux, tel ce bûcheron, âgé de soixante-sept ans, que l'on trouva un jour, en été 1935, assassiné dans la forêt près de Montargis. Personne ne comprit le motif de cet assassinat jusqu'à ce qu'on sut qu'il avait toujours porté sur lui plusieurs milliers de francs. Voit-on un bûcheron allemand allant à son travail, avec seulement mille marks dans sa poche?

Quand on n'entasse pas l'argent, pour exercer, par ce moyen, un pouvoir, on ne veut pas non plus que d'autres le fassent. Et c'est précisément ceci que le peuple français reproche aux détenteurs et administrateurs des grands capitaux. Pour lui, le mot « capitalisme » évoque nécessairement l'idée de l'abus de l'argent pour des buts égoïstes. Voilà pourquoi il est contre le capitalisme, mais il ne parle de capitalisme que quand des grandes sommes sont accumulées avec le but de fonder sur elles un pouvoir. Personne n'appellera capitalistes des épargnants, même aisés. Posséder une for-

tune n'est pas honteux, à moins qu'on n'abuse de la puissance qu'elle donne. Les ouvriers français ne sont par exemple aucunement choqués par le fait que parmi les chefs socialistes il y a des gens riches.

Tout ce qui se passe en France doit être regardé sous cet angle ; alors seulement on ne se méprendra pas.

* * *

Dans la lutte pour la rénovation de la vie politique de nouveaux combattants sont entrés en lice : les différentes ligues patriotes et nationalistes. Des circonstances particulières leur ont amené depuis 1934 un grand nombre d'adhérents : d'abord les scandales politico-financiers, ensuite les succès du parti communiste lors des élections communales de 1935.

Le peuple voit dans les ligues, à tort ou à raison, les « gardes du corps » du capitalisme. Il leur reproche de vouloir entraver l'évolution naturelle qui va vers une refonte complète de la vie économique. Les ligues s'en défendent et prétendent être anticapitalistes elles aussi. En effet, comme il est devenu honteux, aux yeux du peuple, de se dire de « droite », il ne l'est pas moins de se dire « capitaliste ».

L'opposition entre les ligues et leurs adversaires a fait apparaître, à certains moments, le danger de guerre civile. Certes, il n'est pas impossible que des luttes fratricides éclatent à Paris et dans quelques villes, mais, pour une vraie guerre civile, il manque dans ce pays la condition indispensable d'une grande scission du peuple en deux camps opposés. L'immense majorité des Français pense uniformément et a le même idéal. D'ailleurs, tout le monde comprend qu'une guerre civile ne changerait rien aux difficultés où l'on se débat, mais ne ferait que les augmenter. Quiconque prendra le pouvoir en France ne pourra jamais résoudre les grands problèmes contre le gré du peuple.

Un homme remarquable, qui n'est pas politicien, mais que son activité a mis en contact continu avec le peuple, m'a dit, après le 6 février 1934, lorsque le pays semblait en proie à des convulsions violentes : « Ne vous trompez pas ; tout cela n'est qu'à la surface ! Au fond, la France sait très bien ce qu'elle veut ». La France, il en parlait comme d'une personne intelligente qui agit consciemment. Aucun doute ne lui vint qu'elle puisse ne pas savoir exactement ce qu'elle voulait et où elle allait.

* * *

Un jour, un homme du peuple écrivit à son journal pour protester contre le pessimisme et le défaitisme : « Tout de même, il y a en France encore de braves gens, de belles filles, de bons vins, de larges horizons et de nobles idées. »

Aucun philosophe, aucun poète ne saurait exprimer mieux et en moins de mots, ce qui, aux yeux du peuple français, donne sa valeur à la vie. Tout y est réuni. En dernier lieu viennent les « nobles idées », mais ce sont elles qui sanctionnent le reste, qui lui donnent la raison d'être. Le peuple français croit aux nobles idées et se sent responsable devant l'humanité de les réaliser. Nous le verrons dans un chapitre ultérieur.

Nulle erreur plus grande que de croire qu'il s'agit là de phrases.

b) Politique extérieure

Nous avons vu que dans la lutte entre la droite et la gauche la balance s'est définitivement penchée du côté gauche, du côté du peuple, contre les anciennes élites. L'établissement de gouvernements autoritaires dans certains Etats voisins loin d'être contagieux a renforcé dans les masses populaires la tendance vers la gauche.

Sous le mot d'ordre « contre le fascisme », des radicaux très bourgeois se sont même ralliés aux socialistes et aux communistes. Ils ont marché, lors du 14 juillet 1935, dans le cortège commun, où, à côté des drapeaux bleu-blanc-rouge, flottaient les drapeaux rouges de la révolution. L'Internationale y fut chantée avec au moins autant d'ardeur que la Marseillaise. (Ce qui importe dans ses chansons, ce n'est pas le texte, car la plupart des gens ne connaissent que la première strophe, tout au plus la deuxième, et bon nombre ne savent que le refrain ; ce qui importe ce sont les symboles.) Et chaque fois que les « Ligues » ont organisé une manifestation patriotique, le peuple a répondu par une grande contre-manifestation où les masses se sont montrées parfaitement disciplinées. Chaque observateur impartial y a pu évaluer les proportions entre les droites et les gauches : on peut estimer la relation de 1 à 10.

Au point de vue politique intérieure, il n'est pas téméraire de dire que la république démocratique et parlementaire est solidement ancrée en France. Sa position ne peut être ébranlée. Elle est si forte que même ses adversaires, comme nous l'avons vu, sont obligés de coller des étiquettes républicaines et démocratiques sur leur devanture pour vivre. Ils ne peuvent exercer leur influence qu'à l'abri de ces étiquettes.

Dans le domaine de la politique extérieure la situation est différente. Les forces qui, dans le sens le plus large du mot, représentent des idées « ancien régime » y ont pu garder leur influence.

Pour comprendre la France, il faut toujours demander des explications à son histoire ; cela est particulièrement vrai pour la politique extérieure, celle-ci étant, par excellence, le domaine de la tradition.

Dans un chapitre précédent, nous avons parlé de la lutte plusieurs fois séculaire entre les Capétiens et les

Habsbourgs. Avec l'élection de Charles-Quint à la dignité d'Empereur allemand contre le roi français François Ier, qui avait posé sa candidature, la victoire des Habsbourgs avait paru définitive. A cette époque la France était entourée de pays qui appartenaient à l'Empereur, lequel pouvait en outre disposer des immenses richesses d'or du nouveau monde. Est-ce immoral, ou faut-il même s'étonner que les Capétiens cherchaient, dans cette situation, des alliés là où ils les trouvaient ? Et s'ils soutenaient les princes allemands qui, dans leurs luttes contre l'Empereur, les appelaient à leur secours, on oublie aussi trop facilement qu'à cette époque le concept de la « nation », dans le sens que nous lui donnons aujourd'hui, n'existait pas encore. Il n'y avait pas même une politique « allemande », mais le mot « deutsch » ne désignait que la langue. Il y a encore un autre côté de la question : sans l'aide des rois de France, l'Empereur aurait réussi à étouffer la Réforme de Luther. C'est cependant elle qui a donné son cachet à la culture allemande moderne. Un Gœthe ne pouvait naître que dans l'atmosphère protestante des villes impériales. C'est à juste titre qu'on glorifie en Allemagne Gustave Adolphe, sauveur du protestantisme allemand. Or, le roi de Suède est intervenu dans la Guerre de Trente Ans sur l'instigation de Richelieu, lequel a financé sa campagne.

En vérité, la puissance de l'Empereur a été brisée par l'égoïsme et la trahison des princes allemands qui ne connaissaient que leurs petits intérêts personnels. De cet état de choses la France a profité et, une fois les Habsbourgs réduits à l'impuissance, elle a tout fait pourqu'ils ne puissent redevenir dangereux. Encore de nos jours, tout un côté de la politique extérieure française est déterminé par cette tendance. Appelons-le le côté « ancien régime ». Aujourd'hui, plus que jamais, les politiciens de la vieille école réussissent à faire

croire aux Français qu'avec quarante millions d'habitants, ils ne pourront se maintenir seuls contre les soixante-dix millions d'Allemands et qu'il leur faut donc des alliés. Jadis on trouva des alliés dans l'Allemagne même, à présent il faut les chercher ailleurs.

Mais, à côté de cette politique extérieure traditionnelle, d'autres tendances se sont manifestées déjà sous la royauté, la tendance notamment de collaborer avec l'Allemagne au lieu de la combattre et l'idée que les deux grands peuples sont destinés à organiser l'Europe. C'est cette tendance qui répond aux souhaits et à la volonté du peuple de France. C'est l'autre côté de la politique extérieure ; appelons-le : le côté « populaire. »

* * *

Avant d'en apporter des preuves, il est indispensable d'examiner les deux grands reproches qu'on fait aux Français en Allemagne : ceux d'être à la fois militaristes et impérialistes.

Il est aisé de réfuter le reproche du militarisme, car le militarisme est l'expression d'une certaine mentalité et ne dépend pas de l'importance des armements. Même un peuple désarmé peut bien avoir un esprit militariste. Or, il est manifeste que le peuple français a une aversion véhémente contre le service militaire. Elle a depuis toujours obligé les rois de France à prendre à leur solde des mercenaires étrangers, pour la plupart de langue germanique, afin de pouvoir faire leurs guerres, leurs sujets ne s'y prêtant que de fort mauvaise grâce. Leur cavalerie se composait en grande partie de « reîtres » allemands ; le mot, conservé dans la langue française, en est la meilleur preuve. Leurs gardes du corps étaient des Suisses, et là encore, la langue en témoigne, ayant conservé le mot de « loustic » pour un homme qui fait des facéties. On nommait

ainsi, dans les régiments suisses, des hommes spécialement appointés pour faire oublier aux soldats la nostalgie de leur pays. Les Français sont beaucoup moins querelleurs que leurs voisins, à l'exception peut-être des Normands. Ce serait, d'ailleurs, en contradiction avec leur idée de civilisation. Un ami m'a raconté que, du temps de sa jeunesse, il y eut encore, dans son pays, des disputes dégénérant en bagarre entre les jeunes gens des différents villages — comme ils sont de règle en Bavière — mais que cela a peu à peu diminué et entièrement disparu depuis la guerre.

Un des maréchaux de Napoléon, Davout, témoin compétent, a dit des Français qu'ils étaient guerriers mais pas militaristes. Au fond, il n'en peut guère en être autrement pour des individualistes aussi prononcés : ils se soumettront toujours à contre-cœur aux restrictions de leur liberté personnelle, restrictions pourtant inséparables du service militaire. La nécessité d'obéir à des supérieurs dont le niveau moral et intellectuel n'est parfois pas très élevé, l'asservissement aux exercices mécaniques (les Français ont l'horreur de tout ce qui est mécanique), tout ceci fait qu'un Français a pu me dire : « Quand on n'est pas pacifiste, on le devient à la caserne ». Les Français sont ahuris de voir, que dans d'autres pays des hommes, sans y être forcés, mettent le sac au dos et marchent au pas cadencé ; à cela ils ne trouvent ni rime ni raison. La majorité écrasante des Anciens Combattants, qui ont cependant prouvé leur valeur guerrière, s'y refuseraient avec indignation. Certes, parmi les nouvelles ligues, il en est qui se soumettent à des parades, mais quel drôle de spectacle ! On a le sentiment très net que cela ne concorde point avec le caractère français, qu'il y a là une inspiration étrangère. Les journaux ont beau louer dans des panégyriques enthousiastes l'alignement, comme « tiré à la ficelle » et le pas vigoureux des colonnes : celui qui a passé par

l'école de l'armée allemande ne peut s'abstenir de sourire. Que le peuple français n'est point militariste, voilà qui est absolument certain, le contraire est légende.

Avant la guerre, on tendait même à croire en Allemagne, que les Français n'étaient pas non plus de bons soldats. La grande guerre a bien prouvé le contraire. Le soldat français s'est avéré l'égal du soldat allemand, surtout à Verdun. Ce fut une surprise pour beaucoup d'Allemands. En France c'est un lieu commun de dire : La grande guerre a bien prouvé qu'il n'y a que deux peuples guerriers : Français et Allemands ; le reste ne compte pas.

L'impérialisme, cependant, est bien un reproche justifié ?

Le but de tout impérialisme est, selon le sens de l'expression, la fondation d'un empire. On crée un empire en assujetissant d'autres pays et en les réunissant dans un grand Etat. Ainsi ont été formés l'empire romain, l'empire britannique, celui des Habsbourgs. Le reproche qu'on fait aux Français est de vouloir organiser ainsi l'Europe en un vaste empire sous leur domination. Quand on en parle, en France, aux gens du peuple, il se dessine sur leurs figures un sourire tellement incrédule qu'on ne peut douter de leur sincérité. « Faire la guerre pour dominer d'autres peuples ? Mais c'est fou ! » Que des généraux en aient rêvé, c'est possible, le peuple en tout cas n'en veut rien savoir. Quel est donc l'idéal de ce peuple, le rêve secret que chacun caresse ? Des écrivains allemands ont dit : la possession d'un jardin. Pour être plus précis, il faudrait dire : d'un clos, mot connu en Allemagne par les grandes marques de vin : Clos-Vougeot, etc. Dans son clos on a sa maisonnette, on est son propre maître, personne n'y a rien à voir. Et le mur d'enceinte est nécessaire pour qu'on ne puisse ni être surveillé ni être contrôlé. Qu'on

cultive dans son clos du bon vin, des fruits choisis, de belles roses, des légumes ou des pommes de terre ou qu'on y laisse simplement pousser les orties et les herbes folles, voilà qui ne regarde que soi.

S'il est improbable qu'un peuple antimilitariste soit néanmoins impérialiste, cette tendance de se renfermer dans un petit coin entouré de murs, pour y être seul, est franchement incompatible avec tout impérialisme. L'un exclut l'autre.

Mais l'histoire ! On ne peut cependant pas escamoter l'histoire ! Elle prouve bien l'impérialisme français !

Attention ! Regardons l'histoire sans parti pris ! D'abord il faut nettement distinguer entre deux époques : avant et après la Révolution française.

Avant la Révolution, il n'y eut de guerres qu'entre princes et dynasties. La lutte séculaire entre rois francs et rois normands — expression plus juste que de dire : entre Français et Anglais — une fois terminée, ce fut la rivalité entre Capétiens et Habsbourgs — encore là on ne devrait pas dire : entre Français et Allemands — qui divisa l'Europe en deux camps opposés. Or, qui étaient les plus impérialistes des Habsbourg ou des Capétiens ? Franchement ! On n'a qu'à regarder une mappemonde de l'époque : Les Habsbourgs se vantaient que, dans leur empire, le soleil ne se couchait jamais, alors que la France d'alors ne remplit pas même les limites de l'ancienne Gaule.

Rien n'est aussi faux que d'appliquer notre point de vue moderne à des époques où les concepts même, dont nous nous servons couramment, n'existaient pas encore. C'est surtout le cas pour l'idée nationale, créée par la Révolution française. Dans les siècles précédents ce ne furent pas « Allemands » et « Français » qui se disputèrent leur territoire « national », ce furent des princes ambitieux ou querelleurs qui entraient en lutte

pour un morceau de terre dont ils espéraient tirer soldats et impôts afin d'agrandir leur puissance. Pendant toutes ces luttes, l'existence de l'Empire germanique ne fut jamais mise en question. De quelle nationalité les habitants des régions contestées étaient-ils, quelle langue parlaient-ils ? — personne ne s'en souciait. Tout au plus pourrait-on dire que l'ambition des rois de France se bornait en général à convoiter des terres où l'on parlait français, ou qui avaient fait partie de l'ancienne Gaule, alors que les Habsbourgs engloutirent tout: Allemands, Espagnols, Italiens, Hollandais, Tchèques, Magyars, Croates. De tous ces pays, ils avaient formé un véritable empire, sans compter les possessions d'outre-mer.

Quand on parcourt les vieilles chroniques des villes et des contrées allemandes, on est à chaque occasion frappé par l'horreur de la guerre et plus encore des soldats qui s'y exprime. Il n'y eut pas de métier aussi méprisé que celui du soldat. Les bourgeois et les paysans, dont le travail nourrit et enrichit un pays, haïssaient et craignaient les soldats comme le Malin. La guerre, la peste et la famine étaient les trois grands fléaux dont chaque dimanche on implorait Dieu d'épargner la petite patrie. Qu'il s'agît des soldats du propre souverain ou de son adversaire, on les jugeait sans différence d'après leur conduite. Les troupes de l'Empereur avaient au moins de l'argent et payaient ce dont ils avaient besoin, alors que les soldats des petits princes ravissaient tout simplement ; les ducats impériaux étaient les bienvenus. Après la mort de Gustave Adolphe, qui avait maintenu dans son armée une discipline sévère, les soldats suédois étaient plus exécrés que tous les autres, auprès des protestants aussi bien que des catholiques. D'autre part, en lisant « Dichtung und Wahrheit », de Gœthe, on n'a point l'impression que le « Lieutenant du Roy » ait été considéré

dans la maison du conseiller impérial comme un ennemi détesté.

Tout changea avec la Révolution française. En France naquirent les concepts « nation » et « national ». Au début, « national » désignait simplement le contraire de « royal ». Jadis tout avait appartenu à un seul, au roi, dorénavant ce tout appartiendra à tous, à la nation. Et la nation a le devoir de défendre ses biens ; il eût été indigne d'en charger des mercenaires. Ainsi fut créée l'armée **nationale** et la guerre par laquelle elle défendit la patrie devint une guerre nationale, la guerre sacrée, justifiée en elle-même. Pareille conception de la guerre ne s'était pas vue depuis les croisades.

Encore de nos jours, le mot « national » a gardé, dans de nombreux cas, le même sens. Ainsi le Syndicat des Instituteurs, qui, par ses sentiments radicalement pacifistes, « antinationaux », est un objet d'horreur pour tous les bien-pensants, s'appelle « Syndicat **national** des Instituteurs », sans la moindre ironie, parce qu'il groupe les instituteurs du pays entier. Ce qu'on appelle « national », en Allemand se traduirait mieux par « nationaliste » ou « patriote ».

Après les guerres de la Révolution vint la suite des guerres napoléoniennes. Personne ne contestera que celles-ci furent impérialistes. Napoléon eut, en effet, le rêve de réunir les Etats européens dans une grande fédération sous l'hégémonie française. Mais Napoléon était Corse et non Français ; il en avait lui-même le sentiment, autrement il n'aurait pas écrit dans son testament : « Ce peuple que j'ai tant aimé ». Ses lettres à Marie-Louise sont pleines de fautes de grammaire et d'ortographe. Le peuple français le suivit d'abord, parce qu'il fut général dė la Révolution, ensuite grisé par ses succès. Mais à la fin de son règne, tout le monde était tellement las des guerres interminables que

la défaite de Napoléon fut saluée de tous comme une délivrance. Ses propres maréchaux sabotaient ses efforts pour sauver la situation en 1814 ; Napoléon s'en est plaint amèrement.

Aujourd'hui, l'immense majorité des Français est parfaitement consciente de ce que l'impérialisme de Napoléon fut une erreur fatale, contraire au génie français, et qui a coûté cher à la nation. C'est le souvenir des deux Napoléons, dont les règnes, au fond, ne furent que des interludes courts, qui est à la base de l'aversion profonde du peuple français contre les gouvernements forts. Il n'a pas oublié que chacun de ces gouvernements forts a conduit la France à une catastrophe terrible. Qu'il veuille encore une fois recommencer la même expérience, cela semble hors de toute probabilité.

Connaître vraiment ce peuple, c'est ne pouvoir conserver le moindre doute sur l'absence du militarisme et de l'impérialisme ; le connaître, c'est le savoir républicain, démocrate et pacifiste.

* * *

La situation devient tout autre aussitôt qu'il est question de la défense de la patrie. Un peuple aussi tenacement attaché au sol, et dont l'amour du pays natal, la fidélité à la patrie est peut-être le trait le plus caractéristique. ne craindra aucun sacrifice pour défendre le territoire national.

* * *

Nous avons vu que la politique extérieure de la France, depuis que les rois anglo-normands ont été définitivement chassés du sol français, n'a connu qu'une seule grande préoccupation : celle de tenir en échec la puissance de l'Empereur. L'Allemagne est le pôle autour duquel tourne cette politique. La destinée de la

France dépend de ses relations avec l'Allemagne (comme d'ailleurs vice versa). L'attitude et la conduite de l'Allemagne déterminent toute la politique française.

Une politique suivie au cours de tant de siècles se crée certaines voies déterminées : une ornière de laquelle il lui sera très difficile de sortir. La tradition devient puissante, si puissante qu'elle finit par prendre une sorte de vie particulière. Son influence sur la gestion des affaires extérieures est devenue si grande que toutes les révolutions et tous les changements de régime depuis la fin du dix-huitième siècle n'ont pu rien y changer. Les mêmes diplomates, incarnant cette tradition, ont servi successivement Louis XVI, la République, Napoléon et de nouveau les Bourbons. Les membre du corps diplomatique de nos jours ont été élevés dans cette tradition, sauf quelques exceptions comme l'ambassadeur de Berlin, François Poncet, qui est Normalien. Si l'on considère combien le passé, de façon générale, est vivant en France, on ne s'étonnera pas des énormes difficultés réelles qu'il faut vaincre pour changer la direction de la politique extérieure.

Les gardiens de la tradition diplomatique trouvent leurs alliés dans les gardiens de la tradition militaire. Il est naturel que les deux cultivent le souvenir des grandes époques, du passé glorieux. Ce sont en même temps les milieux de l'élite sociale et intellectuelle de Paris. Ils ont été élevés dans la conviction que la civilisation française (non pas la France) est appelée à régner sur tout le continent, comme il en fut au dix-huitième siècle. Une nombreuse littérature propage ces idées et ces souhaits. Or, ce sont ces milieux que fréquente l'étranger éminent, le diplomate étranger ; leur culture vieille et raffinée le charme. Cette élite aime à se flatter de ce que c'est en elle que la véritable, l'authen-

tique France s'incorpore et l'étranger ne demande pas mieux que de le croire.

Dans une certaine période d'après-guerre, toute la politique allemande à l'égard de la France partait de l'erreur que le général Weygand était le véritable chef de la France, et qu'il suffirait de s'entendre avec lui sur une certaine relation entre les armements des deux pays pour trancher tout le complexe des problèmes franco-allemands. Cette opinion était tellement invétérée, qu'il était inutile de vouloir lutter contre elle. De même on a cru, depuis 1934, que le colonel de La Rocque prendrait prochainement le pouvoir en France, et qu'entre gouvernements autoritaires il serait aisé de s'entendre (l'expérience mussolinienne prouve cependant le contraire). Un capitaine de l'industrie allemande m'a raconté un jour que le ministre Loucheur s'était fait fort, vis-à-vis de lui, de changer de fond en comble, au moyen des journaux dont il disposait, toute l'opinion publique française dans un délai de quinze jours. On le croyait en Allemagne. — On était d'avis que la meilleure façon de rapprocher les deux peuples était une entente entre les élites spirituelles des deux pays ; le bon peuple ignorant suivrait aveuglément. Encore un rêve fini. Toute la voie des efforts pour réconcilier les deux peuples est jalonnée d'erreurs pareilles, souvent grotesques. — Quand on constate parfois combien les élites parisiennes ignorent tout de la volonté du peuple et de ses aspirations et quand on connaît d'autre part la puissance réelle des masses populaires, puissance dont celles-ci sont parfaitement conscientes, on se souvient qu'en 1789 le même aveuglement régnait.

Quelle est au fond l'attitude du peuple de France en face du problème franco-allemand ? Elle est double : D'un côté on lui dit : Ton sol est en danger, si tu abandonnes la politique traditionnelle qui a fait ses preuves,

souviens-toi des invasions ! Il ne peut contester le bien fondé de ce raisonnement : c'est pourquoi il accepte les lourds sacrifices pour l'armement de son pays. D'un autre côté, cependant, son bon sens lui dit : Tout cela ne devrait pas être. Il faudrait pouvoir vivre en bons voisins. La politique traditionnelle est contraire à son désir profond : elle n'est qu'un pis-aller.

Le peuple français est parfaitement conscient de l'enchevêtrement qui existe entre les destins des deux pays et auquel ni l'un ni l'autre ne peut échapper ; leur sort est lié par une fatale et pareille solidarité. C'est pourquoi l'attitude du peuple de France est tout autre envers l'Allemagne qu'envers l'Italie ou l'Angleterre. Il se sent irrésistiblement attiré vers l'Allemagne. On pourrait en trouver d'innombrables preuves dans la littérature, et mieux dans les propos spontanés, entendus, dans toutes les régions, dans tous les milieux sociaux, le plus souvent dans le Centre et le Midi, bien que les hommes de ces contrées soient ethniquement plus éloignés de nous. Dans l'Est et le Nord, où la race est la même que dans toute l'Allemagne du Sud-Ouest, on est plus réservé, mais cela s'explique par les souvenirs, encore trop frais, de la grande guerre. La culture « latine » hante beaucoup plus les esprits cultivés que l'imagination du peuple. C'est dans les régions limitrophes de l'Italie qu'on m'a dit carrément : Mais nous nous sentons intérieurement beaucoup plus près de vous que des Italiens. En réalité, le Français a la conscience, avouée ou non, qu'il est supérieur à l'Italien, de même que l'Allemand se sait supérieur au Polonais, et le Polonais au Russe. Tous les beaux discours ne changent rien à une telle conviction intérieure. Quant aux Anglo-Saxons, ils restent incompréhensibles aux Français, et l'homme du peuple ne pourra jamais se défaire d'un sentiment de réserve, sinon d'aversion à leur égard.

Avant la guerre, l'Allemagne était inconnue des Français. L'Allemagne, c'était « là-bas », au-delà de l'enceinte du clos. Depuis la guerre, l'homme du peuple nourrit une admiration très nette pour son ex-adversaire : « Nous étions les seuls qui comptaient ». Cette admiration est particulièrement élogieuse de la part de ceux qui ont été dans les régions occupées : les villes et villages allemands si propres, cette campagne si bien entretenue, où les terres en jachère sont inexistantes, et où les mauvaises herbes sont rares, tout cela leur a fait une impression grande et durable. L'Allemand qui vient en France, où que ce soit, sera accueilli avec une curiosité sympathique, pourvu qu'il se garde de cette morgue que les Français ne peuvent sentir. Les gens ne se lasseront pas de le questionner ; ils s'intéresseront à tout ce qui concerne ce pays dangereux, mystérieux et attrayant. Il pourra à toute occasion constater que les gens simples sont très bien renseignés sur ce qui se passe en Allemagne et combien leur jugement est objectif et impartial. La propagande « d'atrocités » qui a soulevé les pays anglo-saxons est restée presque sans effet dans la province française. Contre les articles de journaux le peuple se met toujours en garde : « tout cela est vendu », dit-il.

Un des instincts les plus puissants dans l'âme française est le besoin de clarté. Les Français veulent comprendre et savoir, ils veulent, surtout, se connaître eux-mêmes. Ils sont parfaitement conscients de ce que les instincts sauvages ne font que sommeiller au fond de leur âme, toujours prêts à se réveiller. Très peu suffit pour les déchaîner : par exemple endosser un uniforme. Ce qu'ils appelent « civilisation » n'est au fond que la victoire sur les instincts et leur canalisation vers des buts utiles. Mais il faut toujours rester sur ses gardes. Comment, dans ces conditions, auraient-ils le

courage de condamner un autre peuple ? Ils disent : Nous aussi, nous avons connu la Terreur.

C'est cette poussée vers la clarté qui fait que les Français, comme nous l'avons vu, ne cessent de réfléchir, et de ruminer et digérer ce qui frappe leur imagination, en tenant, le plus possible, à l'écart la sympathie ou l'antipathie. Voilà pourquoi il est possible de parler, en France, aux gens du peuple et avec profit de tout ce qui leur paraît intéressant ; ils ne se figent jamais dans une attitude prise d'avance, mais ils accueillent d'un esprit ouvert tout ce qu'on leur dit. Ils ont leurs idées propres sur la plupart des problèmes, mais sont prêts à les discuter. C'est l'effort spirituel incessant de tout un peuple, et non seulement de classes privilégiées, qui est certainement le trait le plus caractéristique de la France ; il crée cette atmosphère spéciale dont nous avons parlé, et où la pensée, par induction, devient facile et s'accomplit même toute seule.

* * *

Nous avons prétendu que le peuple français se sentait attiré vers le peuple allemand ; il faudra bien que nous prouvions une assertion qui, à beaucoup, paraîtra téméraire. Les preuves cependant abondent. Nous allons nous borner à celles fournies par l'histoire, preuves qui pour la plupart sont inconnues tant des Allemands que des Français.

Lorsque, en 1756, Louis XV « renversa » les alliances en dirigeant sa politique **contre** la Prusse, avec laquelle l'opinion publique sympathisait, un vif mécontentement naquit. « Tandis que la France était en lutte contre le roi de Prusse, l'opinion publique était prussophile. A Paris, on faisait tout haut des vœux pour Frédéric et on se réjouissait de ses succès. Dans l'armée plus d'un officier haïssait l'allié autrichien, ne cachant pas ses sympathies pour l'adversaire. » (Bainville.) Après la

défaite de Rossbach, la joie fut grande et se fit jour dans des chansons satyriques. Le peuple était content de l'échec subi par son roi. Qu'on veuille bien y réfléchir un peu, Depuis ce renversement des alliances, la maison royale vivait en discorde avec le peuple ; lors de la condamnation de Louis XVI ce fait a été expressément constaté.

Trente ans plus tard, c'était le peuple qui prit le pouvoir. Aussitôt il essaya d'orienter la politique extérieure dans un autre sens. Tous les chefs de la Révolution étaient prussophiles. Danton appelait la Prusse « notre alliée naturelle ». « La tribune des assemblées n'a cessé de retentir de l'éloge de Frédéric II et des Hohenzollern ». (Bainville.) Dans les instructions envoyées par le Comité du Salut Public aux négociateurs de la Paix de Bâle, il est dit verbalement : « En méditant bien de l'Etat de l'Europe, tu auras sûrement reconnu que la Prusse et la France doivent se réunir contre l'ennemi commun. » A une autre occasion, ce même Comité a dit : « Nous persistons à vouloir que le premier allié de la plus puissante République du monde soit le plus puissant monarque de l'Europe. »

A cette époque, le peuple français voulait que la France et l'Allemagne (conduite par la Prusse) gouvernassent en commun l'Europe.

Bien que les choses aient tourné tout autrement, le penchant secret et indestructible du peuple français pour l'Allemagne n'a pas péri et a percé toutes les fois que l'occasion s'en est présentée.

Michelet a raconté l'émotion et la sensation qu'il a éprouvées en 1848, en voyant, lui, homme de cinquante ans, « le grand drapeau de l'Allemagne si noble, le saint drapeau de Luther, de Kant, de Fichte, de Schiller, de Beethoven ». Il raconte : « Nous disions alors : Dieu nous donne de voir une grande et puissante Allemagne. »

Qui, en Allemagne, sait que pendant la guerre de 1866 les sympathies françaises étaient du côté de la Prusse ? Les journaux étaient unanimes. La « LIBERTÉ » exigea que la France restât fidèle à la politique de l'hégémonie d'une Prusse protestante en Allemagne. A la nouvelle de la victoire de Sadowa, Paris illumina !

Cela aussi tourna autrement. Ce qui nous importe c'est de montrer que le peuple français n'a jamais été hostile à la formation d'une puissante Allemagne.

Quoique l'hégémonie prussienne, tant souhaitée par le peuple français depuis le milieu du dix-huitième siècle, ait amené, une fois réalisée, la défaite de la France en 1870, le peuple français n'a point changé d'avis, et sa sympathie pour l'Allemagne s'est réveillée aussitôt les blessures cicatrisées. En 1905 le Président du Conseil Rouvier dit à l'ambassadeur allemand von Radolin : « Le peuple français a beaucoup plus de penchant pour le peuple allemand que pour le peuple anglais... On doit s'accommoder de la situation de fait, pour nouer avec l'Allemagne des rapports étroitement amicaux. Si les deux Etats marchaient ensemble, la paix du monde serait assurée. »

Et après la guerre mondiale, lorsque les blessures saignaient encore, une dame française, veuve d'un médecin et qui avait perdu son fils unique à la guerre et dont la propriété dans les Ardennes avait été entièrement détruite — elle n'y est jamais retournée — me dit ces paroles émouvantes : « Malgré tout je maintiens que si les Français, en plus de leurs belles qualités, avaient encore celles des Allemands, ils seraient le premier peuple du monde, et vice versa. »

Des centaines de fois, j'ai entendu dire aux Français : « Nos deux peuples sont destinés à se compléter, mais non à s'entre-déchirer. »

Quand on s'est donné la peine d'étudier un peu l'histoire et qu'on a fait de pareilles expériences, on n'a tout simplement plus le courage de parler de la « volonté diabolique d'anéantissement » des Français.

C'est précisément la guerre mondiale qui a contribué à ce que les deux peuples apprissent à se connaître et à s'estimer. « On nous avait présenté les soldats allemands comme poupées mécaniques qui resteraient inertes une fois les chefs tombés », m'ont raconté des Anciens Combattants français. « Nous avons bientôt vu ce qu'il en fut. Et nous n'avons plus souffert que les journaux parlassent avec dédain des soldats allemands. »

Aujourd'hui c'est une conviction commune à tous les Français du peuple qu'en Europe la Paix ne régnera que quand la France et l'Allemagne travailleront la main dans la main.

* * *

Nous constatons donc dans la politique extérieure française deux tendances nettement différentes :

La tendance traditionnelle de maintenir l'Allemagne en état d'infériorité ;

Le désir du peuple d'arriver à une collaboration avec l'Allemagne.

La politique traditionnelle n'est pas conforme à la volonté du peuple. Elle l'oblige de rester, tout en étant antimilitariste, armé jusqu'aux dents et à conclure des alliances avec des pays qui, au fond, lui sont parfaitement indifférents. Le peuple français est cependant convaincu que, tant que la situation n'aura pas changée, il ne lui reste pas d'autre choix. **Là-dessus, il n'est pas permis de se tromper.**

En Allemagne, on a parfois éprouvé, depuis la guerre, une profonde satisfaction à faire peur aux Français, en organisant des manifestations puissantes. On a voulu

ainsi leur dire : « Nous sommes désarmés, c'est vrai, mais voyez notre force ! » Au fond, rien là de plus naturel ; c'était une consolation dans la défaite. Il n'est pas moins vrai que ces manifestations ont causé un dommage énorme. Que le peuple allemand soit fort, les Français le savent sans que besoin soit de le démontrer. Ce qu'il faudrait, par contre, leur prouver, afin de vaincre leur méfiance, c'est que si nous sommes forts, ils ne doivent en avoir aucune crainte !

Seulement — et nous arrivons au point névralgique — il n'y a pas d'erreur plus grande que de croire qu'il soit possible d'arriver à une détente au moyen de paroles pacifiques et de déclarations solennelles.

Si jamais une entente, une union, un « mariage » doit se faire entre la France et l'Allemagne, il faudra que toute l'attitude allemande ait inspiré aux Français la conviction profonde que non seulement eux n'ont plus rien à craindre, mais que la paix tout court ne sera pas troublée.

La France, comme « personne », est adulte, pas vieille, juste dans le meilleur âge. L'Allemagne est jeune. Elle s'est engagée dans la voie qui devra la conduire à la formation d'une « personnalité ». Elle fait, en ce moment, les expériences décisives de l'adolescence. Sentant ses forces juvéniles, son cœur est gonflé de fierté. Nous aussi, nous mûrirons ; car nul être vivant ne peut rester jeune par la force de sa volonté, ce serait contraire aux lois de la nature. Mais qu'un homme arrivé à l'âge de maturité jette par la fenêtre son expérience rachetée par tant de souffrances, pour retourner à l'âge d'adolescence, il ne faut point s'y attendre. En aucun cas, les Français ne le feront. Nous sommes en train de « devenir » ; eux ils sont arrivés. Ils défendent leur position et ils travaillent à accroître un patrimoine acquis.

En Allemagne, on objecte que cela revient à exiger d'une grande nation qu'elle donne des preuves de sagesse. Après les sacrifices que le traité de Versailles a imposés à l'Allemagne, personne n'a le droit, dit-on, de lui demander de nouveaux sacrifices. C'est mal poser le problème. Il ne s'agit point de sacrifices. Si mon voisin se méfie de moi, je dois ou renoncer à son amitié ou bien lui prouver que sa méfiance n'est pas justifiée. Comment cela serait-il honteux ?

Si le peuple allemand croit ne pas devoir tenir compte de cet état de choses, mieux vaut alors ne pas parler de rapprochement franco-allemand. Il n'en sortirait que déception et découragement et, à la fin, on serait plus éloigné les uns des autres qu'avant. Alors le moment viendrait où les deux grandes nations devraient mesurer leurs forces une dernière fois. On ne peut y penser qu'avec effroi.

* * *

Les deux peuples auraient beaucoup à se donner. C'est Victor Hugo qui a dit que les Français avaient besoin de l'Allemagne. Sans ce voisin, ils s'endormiraient. Gœthe est vénéré en France comme s'il était Français. Dans la bibliothèque d'une gare de province, je vis une fois « Hermann et Dorothéa » traduit en français ; on m'affirma que cela se vendait. Dans la musique de Bach, de Beethoven, de Wagner, les meilleurs Français trouvent l'expression de leurs plus profondes aspirations. Le peuple allemand, de son coté, a reçu de France la plupart des grandes idées qui fermentent en lui : nation, socialisme, race ; car, en France, où tout est plus léger et plus facile, les idées naissent plus facilement qu'ailleurs. On pourrait encore comparer la France à un grand creuset où le métal précieux est séparé du minérai. Il faudrait aussi rappeler aux Allemands qu'en France les liens de

famille, donc du sang, sont plus solides qu'en Allemagne ; que le peuple français est bien plus tenacement attaché à la glèbe que nous ; que la France est devenue un pays de petits propriétaires, comme l'Allemagne voudrait bien le redevenir ; que les parois entre castes et classes ont disparu en France comme nulle part ailleurs. La France, en revanche, pourrait prendre en exemple le courage allemand qui défie toutes les difficultés ; qui saisit toujours le taureau par les cornes ; qui ne cède pas devant les obstacles. Elle aurait le plus grand bénéfice à apprendre un peu plus de discipline extérieure.

* * *

L'idée de la Paix est l'idée que les Français placent plus haut que toutes les autres. Rien ne les préoccupe autant que le problème de l'organisation d'une paix réelle et durable. Ils avaient cru que la Société des Nations serait appelée à la réaliser. Certes, ils voient bien les faiblesses et les imperfections de l'institution de Genève — un peuple aussi sceptique ! — mais, disent-ils, c'est au moins un commencement. Toute œuvre humaine est imparfaite, mais ce n'est pas une raison pour se décourager. Si tous apportaient de la bonne volonté, on finirait par en faire quelque chose de bien. Le temps est un grand réalisateur.

Le peuple français est profondément attaché à l'idée d'une Société des Nations en soi (comme d'ailleurs le peuple anglais) et les masses populaires davantage que les élites. Sur ce terrain, la politique officielle peut s'appuyer sur les masses et notamment sur les Anciens Combattants.

Les désirs profonds et les aspirations du peuple de France ont trouvé leur meilleure expression en la personne d'Aristide Briand. Le peuple lui-même en est conscient. Quel démagogue ! disent ses adversaires ;

quel personnage équivoque ! dit-on à l'étranger. Quoiqu'il en soit : Briand était l'homme selon le cœur du peuple. Il avait compris son immense aspiration vers la PAIX. Pour réaliser cet idée, il avait voulu faire en 1922, lors de la Conférence de Cannes, des concessions à l'Allemagne ; il fut rappelé. A Genève, il eut le courage de briser la glace et de causer avec Stresemann. C'est lui qui a dit : « Avec mon pire ennemi, je puis causer avant de croiser les épées ; peut-être trouverons-nous un moyen pour éviter la lutte. » Il est, surtout, l'auteur de la fameuse parole : « Tant que je serai là, il n'y aura pas de guerre. » Par tout ceci, il a gagné la confiance du peuple qui reste convaincu qu'on serait beaucoup plus avancé si l'on avait laissé faire Briand. Pas de réunion publique, où il soit question de paix, sans hommage à Briand. Il faut avoir vu comme les figures s'illuminent, comme les yeux brillent, comme le tonnerre d'applaudissements éclate, quand l'orateur cite ces mots célèbres : « Tant que je serai là... ». C'est là qu'on peut mesurer la profondeur de l'idée de paix dans l'âme française.

Il y a un phénomène extrêmement curieux. Dans la politique extérieure, il est du cas Briand, comme dans la politique intérieure du cliché démocratie : exactement comme les partis de droite sont forcés de se targuer d'idées républicaines et démocratiques pour ne pas perdre tout crédit, de même tous les ministres des affaires étrangères, d'où qu'ils viennent, doivent se draper de la toge de Briand et se réclamer de lui. Le ministre qui dirait publiquement qu'il condamne la politique de Briand serait balayé. C'est, après sa mort, la grande victoire morale de Briand.

* * *

Dans la politique intérieure, la lutte entre la « volonté du peuple » et les représentants de l'ordre ancien

est arrivée à un point où rien de décisif ne peut plus être fait contre cette volonté. Elle réussira peu à peu non seulement à barrer la route à la réaction — au fascisme, comme on dit maintenant — mais à réaliser les idéaux qui vivent dans l'âme du peuple. Les élites, pour garder leurs positions, sont obligées d'en tenir compte, et de faire leurs les revendications du peuple.

Dans la politique extérieure cet état de choses n'est pas encore atteint, mais l'évolution va dans la même direction. Le seul fait qu'un représentant de la politique de Poincaré comme Barthou s'est vu obligé de se réclamer de Briand le prouve abondamment.

Le peuple français serait délivré d'un cauchemar s'il pouvait tourner ses regards vers l'Allemagne sans appréhension. Une fois les deux peuples reconciliés, tout le continent prendrait un essor merveilleux. La France, ravivée par l'impulsion allemande, pourrait mettre en valeur les richesses et les ressources infinies de son pays et de son empire colonial, aujourd'hui en bonne partie inexploitées. Actuellement la France donne l'impression de n'être aucunement consciente ni de sa force ni de sa richesse. Sans doute a-t-elle perdu trop de sang à la guerre.

Et l'Allemagne, délivrée d'un isolement tragique, rentrerait dans le circuit de la vie internationale. Elle trouverait du travail productif pour ses bras en chômage. Avec ses dons organisateurs, elle pourrait montrer au monde comment il faut construire une vraie communauté populaire, où personne n'a plus faim ni froid, où chacun peut travailler utilement. Une tâche immense se dresse devant l'humanité : l'organisation de l'abondance. Le monde regorge de richesses. Si tant d'hommes sont encore dans la misère, il n'y a, de cela, aucune excuse que l'ignorance. Et c'est une question d'organisation, pas plus. Le peuple allemand aurait les qualités pour la résoudre, avec sa discipline et sa vo-

lonté de subordonner les désirs personnels à une grande cause.

Il nous semble qu'aucun sacrifice ne serait trop grand pour atteindre ce but.

VII

LES ANCIENS COMBATTANTS

a) Leur Caractère et leurs Organisations

Dans ces feuilles il a été tant de fois question des Anciens Combattants qu'il devient nécessaire de fournir sur eux des renseignements plus précis ; car, sans connaître le rôle qu'ils jouent dans la vie française, il est impossible de comprendre ce qui se passe dans la politique de ce pays.

Qu'ils occupent dans l'ensemble de la nation française une place privilégiée, rien de plus naturel ; n'est-ce pas eux qui ont sauvé la patrie ? Pour la France, la guerre mondiale a été tout autre chose que pour l'Allemagne : on l'oublie trop facilement ; mais on ne comprendra l'attitude des Français devant la guerre, sans se rendre compte de cette différence. Durant quatre ans le tiers du territoire était occupé par l'ennemi. Le front était à quatre-vingts kilomètres de la capitale, et les Parisiens ont dû vivre, durant des mois et des années, sous le cauchemar du grondement des canons. Dans les nuits de grandes batailles, quand le ciel au nord-est n'était qu'un seul et immense brasier, les hommes, dans leur angoisse, se demandaient : « Est-ce que le front tiendra ? Et s'il ne tient pas, alors, quoi ? Ce sera la fin ! » Ce n'était pas une guerre comme d'autres guerres, ayant pour but la réalisation de quel-

que dessein politique, c'était devenu la lutte de toute la nation pour son existence. « Etre ou ne pas être, voilà la question. » Qu'on veuille s'imaginer en Allemagne que les Russes aient occupé, durant quatre ans, tout l'Est de l'Allemagne, y compris la Silésie avec ses mines, et que le front fût passé par Francfort-sur-Oder.

On devrait faire beaucoup plus attention au fait que, dans ces conditions, les soldats français ont vécu la guerre tout autrement que les soldats allemands. Les Français se sentaient saisis à la gorge par un adversaire plus vigoureux qu'eux : il s'agissait de se dégager par un suprême effort ou d'être étranglés. C'était le sol de la patrie que le combattant français défendait et l'on connaît l'attachement de ce peuple au sol. Son village était peut-être dans la zone de guerre, peut-être même était-il occupé par l'ennemi. Toute dévastation lui allait droit au cœur. Le soldat allemand au rebours se trouvait en pays conquis. Il était absolument tranquille que jamais l'ennemi ne dévasterait ses champs, n'incendierait son village ; il savait sa femme et ses enfants dans une sécurité absolue. Le jeune soldat allemand partait en guerre comme pour la grande aventure de sa vie. Les fils de paysans de Bavière ou de Poméranie luttèrent dans les Flandres, au Frioul, en Serbie, en Transylvanie. Ils prirent d'assaut des places fortes et conquirent des pays entiers, et partout ils étaient les maîtres. Certes, il fallait des efforts surhumains, il y eut des pertes terribles, et quelquefois on était exténué jusqu'à l'épuisement, mais il y eut aussi la récompense morale de victoires retentissantes et le cœur humain est ainsi fait d'oublier vite les privations passées. Et quand le permissionnaire rentrait, chargé de lard et de farine blanche, les gens de son village écoutaient bouche bée les histoires de pays lointains qu'il racontait, pays dont on avait ignoré même l'existence. Cela est vrai pour les premières quatre années de la guerre.

Ce n'est qu'à la fin que la détresse morale envahit les rangs de l'armée allemande.

Les hommes de France ont vécu la guerre tout autrement. Cela explique leur horreur de la guerre, horreur qui ne les quittera plus. Quand le danger fut enfin écarté et que leur poitrine fut délivré du poids de ce cauchemar, ils eurent peine à croire que c'était fini, bien fini, et qu'il ne fallait plus retourner dans la boue des tranchées. Pendant longtemps, les poilus restèrent comme engourdis et eurent de la difficulté à se réadapter à la vie. On me l'a souvent dit.

Après l'Armistice toute l'affection et toute la reconnaissance du pays allaient aux soldats qui avaient tenu. Certes, la victoire n'avait été possible qu'avec le concours des Alliés ; mais c'est la France qui avait dû faire les plus grands sacrifices et toutes les fois que la situation avait été quelque part compromise, on avait eu recours aux Français. Même le féroce Clemenceau disait : « Ils ont des droits sur nous », parole citée d'innombrables fois et entrée dans le trésor des mots classiques, dont la langue française est si riche.

Il est dans le caractère des Français de se réunir en groupes, dès qu'un certain nombre d'individus ont des intérêts communs à défendre. Ainsi les Anciens Combattants ont très tôt commencé à former de petites sociétés. Ceux, pour qui la guerre était finie à cause de leurs blessures, ont fondé des organisations dès 1916. Un de ces préjugés indestructibles dont le monde est si riche veut que ce soit en Allemagne qu'il y ait le plus de sociétés. En réalité, en France, il existe une multitude inimaginable de petites sociétés avec les buts les plus variés. Au fond, il ne peut en être autrement dans un pays où l'amitié et la camaraderie jouent le rôle que nous avons vu. Et les associations ne sont pas seulement beaucoup plus nombreuses que chez nous, mais

la part qu'elles prennent dans la vie est aussi plus grande. On y trouverait de quoi faire tout un livre.

La plupart des grandes organisations d'Anciens Combattants sont ainsi nées de petits débuts locaux. Nous avons vu l'aversion des Français contre le grand nombre ; mais c'est aussi une aversion contre le travail méthodique. A la base, il y a la crainte de toute sorte d'esclavage. Au lieu de tracer un plan et de l'exécuter, ils aiment mieux se fier à leur don d'improvisation ; ils prétendent que ce don leur a permis depuis toujours de vaincre les plus grandes difficultés. Quelque grande que soit leur prévoyance en matière d'argent (l'argent dont la valeur s'exprime en chiffres se prête à des calculs exacts), dans tout ce qui sort du problème mathématique ou arithmétique, ils préfèrent attendre les événements. A quoi bon se faire du mauvais sang puisque l'expérience a prouvé que les choses tournent finalement tout autrement que le plus sage ne l'eût pu prévoir ? C'est une des raisons du laisser-aller français. L'idée ne leur serait donc pas venue de rêver une vaste organisation d'Anciens Combattants et d'en réaliser la construction pas à pas dans un long travail méthodique.

En revanche, il était naturel que les A.C. d'une commune, d'un régiment, formaient une association ; que des associations voisines se groupaient dans une petite fédération, que les amicales régimentaires d'une même arme se réunissaient. Il était naturel que les participants d'une même campagne, de Macédoine, de Syrie, de l'occupation de la Rhénanie, plus tard de la Ruhr fondaient des sociétés, ne fût-ce que pour cultiver les souvenirs communs. Le nom d'« Amicale », que porte la plupart de ces sociétés, montre qu'au début il s'agissait d'amitié, de camaraderie. Dans chaque petite ville, dans chaque bourg, il y a une A.M.A.C., Amicale des Mutilés et Anciens Combattants. Il n'était pas moins naturel que ceux qu'une même destinée cruelle

avait marqué de son sceau se réunissaient en groupes : les amputés, les gazés, les blessés du crâne, les aveugles, les aviateurs mutilés. On supporte mieux son sort en commun qu'isolé et il est aussi plus facile de défendre ses intérêts. Enfin la solidarité entre fonctionnaires A.C. des grandes Administrations est à la base des associations des A.C. des Chemins de fer, des Postes, de l'Enseignement, etc.

Finalement tout signe commun, même purement extérieur, servit de point de cristallisation. Ainsi les médaillés militaires, les croix de guerre, les chevaliers de la Légion d'honneur forment des groupes. Et comme la croix de la Légion d'honneur est donnée aussi pour des mérites civils, les chevaliers qui l'ont obtenue à la guerre s'appellent « décorés au péril de la vie » ; ces paroles se trouvent brodées en lettres dorées sur leurs drapeaux. Si la France connaissait autant de décorations qu'il y en a eu en Allemagne, où chacun des petits Etats possédait sa hiérarchie de médailles et de croix, on peut être sûr que chaque catégorie aurait son association.

Même les techniciens de la matière ont de la peine à se reconnaître en France dans l'immense variété des associations et des fédérations ; on ne cesse jamais d'en découvrir de nouvelles.

Les seuls noms de toutes ces organisations mériteraient une étude qui fournirait des éléments importants pour juger le caractère français. D'aucuns de ces noms sont romantiques, comme les « Ailes brisées », d'autres d'un humour sauvage comme les « Gueules cassées ». Ce serait une bonne thèse de doctorat pour un jeune philologue allemand. Dans un chapitre précédent nous avons déjà cité quelques noms de journaux d'A.C.

Ce qui rend l'orientation difficile, c'est que bon nombre de ces associations s'entrecoupent. Vous ren-

contrez aujourd'hui un camarade comme simple membre de l'A.M.A.C. de son pays, demain comme délégué des Poilus d'Orient, après-demain comme Président des Postiers mutilés de son département et un autre jour il remplira quelque fonction comme « Gueule cassée » ou comme Chevalier de la Légion d'honneur décoré au péril de sa vie. Alors vous renoncez à vous y reconnaître. Les cotisations étant très modestes, de dix à quinze francs par an, — tandis que les organisations allemandes prélèvent jusqu'à six francs par mois — le luxe n'est pas grand de faire partie de plusieurs organisations.

Le tableau de ces innombrables associations rappelle le tapis bariolé d'un pré en fleurs, dont les herbes n'ont pas d'autres prétentions que de fleurir et d'égayer la vie. C'est très français : laisser croître les choses comme elles veulent, sans rechercher des buts éloignés ; cette aversion contre tout ce qui est artificiel, contre tout ce qui a la prétention d'être puissant ne l'est pas moins. Toute sorte de puissance fait peur aux Français. Le cœur d'un Allemand bat fièrement quand la rue tremble du pas cadencé des bataillons ; pour un Français du peuple c'est plutôt un cauchemar dont il se libère par une mauvaise plaisanterie.

Nous verrons, cependant, que toutes ces nombreuses associations, en soi insignifiantes, ont fini par former, en se fédérant, des organisations très puissantes et dont la force et l'influence sont même plus grandes qu'en d'autres pays. Seulement leur force est plutôt latente et ne se plaît pas dans des manifestations voyantes.

Cela aussi s'est fait par la voie de l'évolution. Il était, en effet, naturel que les différentes associations d'un département formaient une fédération, ne fût-ce que pour mieux défendre leurs intérêts matériels. Rappelons-nous la grande place qu'occupe « la petite patrie » dans la vie des Français. Quelquefois il y a plusieurs

fédérations dans le même département ; elles sont peut-être composées d'hommes à tendances politiques différentes, où bien y a-t-il simplement des jalousies personnelles à la base des scissions. Rien ne serait, cependant, plus faux que de croire qu'il y a une opposition intérieure entre les différentes fédérations. La masse du peuple français a des sentiments et des idées très uniformes, bien plus uniformes que chez d'autres peuples, pour la simple raison que ce peuple, dans l'évolution vers une personnalité collective, est plus avancé que les autres. Et les Anciens Combattants, trempés, égalisés par la terrible expérience commune des tranchées, se ressemblent entre eux encore plus que le reste des Français.

Ce qui leur est commun à tous, c'est cet « esprit combattant » qu'André Gervais dans une petite brochure a si bien caractérisé. Cet esprit cependant est bien différent de ce qu'un Allemand imaginera sous ce nom ; ce n'est point un esprit combattif, ni même héroïque, mais plutôt une volonté farouche de paix ; l'esprit de camaraderie, si développé en France, y entre pour beaucoup, ainsi que la coutume, la quasi-nécessité, imposées par la guerre, de sentir et de penser collectivement.

« Nous avions pris l'habitude de penser de même, de juger de même, de réagir de même en face des mêmes événements, quelles qu'aient été avant la guerre notre situation sociale, notre formation intellectuelle ou notre éducation. A nous tous, nous n'avions qu'une seule âme, quand nous claquions des dents sous nos couvertures trouées, en mangeant notre soupe froide au fond des abris humides ; quand nous serrions les fesses en entendant grandir le sifflement du gros noir qui allait éclater au-dessus du boyau où nous étions tassés ; quand nous sautions sur le parapet et que nous filions à découvert, en faisant le gros dos, vers la tranchée

boche où nous guettaient les mitrailleuses embusquées derrière les réseaux bas ; quand nous partions en perme, et que de longs trains aux vitres cassées nous emportaient vers l'arrière, nous, nos bidons de pinard, nos bagues d'aluminium, nos capotes pisseuses et nos poux. »

« Ce n'était pas une âme aussi belle, aussi pure, aussi haute que le prétendaient dans les journaux les bourreurs de crâne officiellement appointés, les représentants de cet arrière froussard à qui nous faisions alors peur et à qui nous ne faisions même plus pitié ; ceux-là même qui nous couvraient de fleurs et nous bourraient de cigarettes, et qui rationnent maintenant le pain à nous mutilés et aux enfants de nos morts. Ce n'était pas une âme surhumaine, mais c'était une âme unique. Et les liens éternels qu'elle tissait entre nous, nous n'en soupçonnions pas encore l'invisible puissance. »

C'est de cette âme commune qu'est né ce qu'on a nommé plus tard « l'esprit combattant » — cet esprit commun, caractéristique pour tous ceux qui ont été au front et qui s'exprime dans une entr'aide non conditionnée entre camarades — « on ne laisse pas en panne un camarade » — dans un parti pris féroce contre tous les mots creux, dans une franchise un peu rude, mais cordiale, dans une profonde nostalgie de la paix et une douloureuse déception que la paix véritable soit peut-être plus éloignée que jamais.

* * *

Il n'était pas moins naturel que des fédérations voisines formaient des unions et que ce processus finit par s'étendre sur le pays entier. Ainsi naquirent les grandes fédérations nationales.

La plus grande et la plus influente de ces fédérations est l'Union Fédérale des Associations Françaises d'Anciens Combattants et de Victimes de la Guerre, géné-

ralement connue sous l'abréviation « Union Fédérale » ou tout court, U.F. C'est en même temps la plus grande organisation d'Anciens Combattants du monde. On rencontre, en elle, non seulement cet esprit combattant dans une forme très pure, mais tout dans son organisation est typiquement français, comme nous essayerons de le démontrer.

Après des débuts antérieurs, l'U.F. a trouvé sa forme définitive en 1918. Elle était composée alors de 19 groupes d'environ 15.000 membres. Depuis, elle n'a cessé de croître. En 1929, elle comprenait 69 groupes avec 472.000 membres ; en 1934 : 83 fédérations départementales, 9 associations nationales, 9 groupes coloniaux et 6 groupes à l'étranger, avec, en tout, 955.000 membres cotisants. Depuis elle a atteint le million, bien que le nombre absolu d'Anciens Combattants commence à décroître fortement par les décès naturels.

Les 83 fédérations départementales se composent de plus de 5.000 associations amicales dont chacune porte fièrement son nom à elle. On appelle « associations nationales » celles dont les membres sont répartis sur le pays entier. Il en existe qui sont formées par les A.C. de l'Enseignement Supérieur et Secondaire, des Ecoles Primaires Professionnelles, des Instituteurs de France et des Colonies, des Administrations de l'Etat et des Services Publics, etc. Si nous les citons nommément, c'est pour montrer leur grande variété.

Parmi les groupes étrangers, le plus fort et le plus influent est celui d'Italie. Nous verrons plus tard le rôle qu'il a joué dans le rapprochement franco-italien.

Elle-même, l'Union Fédérale, s'appelle une institution démocratique, fondée sur la collaboration de tous ses membres. Les traits caractéristiques de son organisation sont l'autonomie financière et administrative des groupes ; leur collaboration étroite tant pour l'élaboration de la doctrine que pour l'action commune ;

l'élection annuelle et secrète du Conseil d'Administration ; la gratuité de tous les emplois électifs ; l'exclusion de toutes les questions religieuses ou politiques ; l'incompatibilité du poste d'administrateur avec un mandat dans une assemblée législative. Par la dernière de ces conditions sont exclus les députés et, partant, les intrigues de parti, ce qui est d'une importance capitale.

Comme nous le voyons, les différents groupes de l'U.F. ne portent pas même un nom commun. Seul l'insigne, porté à la boutonnière, est commun à tous, mais cela n'empêche pas les groupes d'avoir encore leur insigne spécial. Au fond, le lien qui réunit ce million d'A.C. se réduit à très peu de chose : à l'obligation pour les groupes de verser, par tête, une minime cotisation au bureau central de Paris. Quand on connaît le caractère français, on ne voudra même pas jurer que toutes les associations soient entièrement sincères dans la déclaration du nombre de leurs adhérents. On sait que les Français sont « avares » et on voit très bien les gens de province dire : « Que veut-on faire à Paris de tout cet argent ? La bombe peut-être, et à nos frais ? Ah ! non ! Gardons le plus possible de nos deniers ! »

A Paris, l'U.F. possède une jolie maison avec des salles de réunion et des bureaux, en rien comparable avec la maison Schlageter des A.C. allemands. On y trouvera une demi-douzaine d'employés et autant de dactylos. Tout le reste du travail est fait gratuitement. Le Président, sans aucun doute un des hommes les plus influents de France, n'a pas même d'automobile. Professeur à Orléans, il y donne ses cours pendant trois jours de la semaine. Les autres jours, il dirige des négociations difficiles et est convoqué par des ministres, par le Président du Conseil qui demandent son avis ; il va à Rome pour être reçu par Mussolini, à Berlin, pour voir Hitler, à Prague, à Varsovie, pour assister à un

Congrès international. Les dimanches, il doit se rendre dans quelque coin de la France, pour inaugurer la « Maison du Poilu », d'une A.M.A.C., décorer un militant, présider un banquet, faire un discours. Rentré chez lui, il se trouve devant quarante cahiers qu'il faut corriger. Il s'en passerait bien, on peut le croire, mais comment faire puisqu'il n'a que son traitement de professeur pour vivre ? Renoncer à son professorat, ce serait perdre son indépendance. Il ne faut pas que les camarades puissent dire, dans leur for intérieur : Il vit de nos sous. Il ne veut même pas demander un congé de plusieurs mois à ses supérieurs. Tirer le chapeau devant M. le Ministre de l'Education Nationale ? Jamais !

Tout cela a de graves inconvénients, certes, mais c'est bien français. Pour nous, il ne s'agit pas de critiquer, mais de dégager les traits caractéristiques du génie français, de la personne France. Cela serait, d'ailleurs, inconcevable en Allemagne et probablement partout ailleurs.

On dirait qu'un lien aussi superficiel entre un million d'hommes répartis sur plusieurs milliers d'associations, dont chacune est entièrement libre et, en plus, jalouse de sa liberté, lien qui exclut toute discipline rigide, ne représente pas grand'chose. Mais cette grande Union fédérale est animée d'un esprit fort, vigoureux et très uniforme, de cet « esprit combattant » que nous avons décrit. Entre eux, ces hommes se sentent parfaitement indépendants, mais ils n'en sont pas moins unis dans une communauté d'esprit. Se sentant unis, ils peuvent se permettre une très grande liberté individuelle. Mais ils ne pourraient pas se sentir unis s'il y avait même l'ombre d'une contrainte. Le peuple français est ainsi fait. Et de ce côté de son caractère découlent aussi bien sa grande force souvent invisible aux regards super-

ficiels que ses faiblesses malheureusement par trop visibles.

En effet, vu de l'extérieur, ce sont plutôt les faiblesses qui frappent les yeux ; car sans une discipline rigide, inséparable d'une certaine contrainte, il est matériellement impossible de réunir, pour une action commune et vigoureuse, des millions de volontés individuelles même dans un peuple aussi uni que le peuple français. Voilà une des grandes raisons qui fait qu'en France, communément, **rien n'est fait.** Tout le monde est bien d'accord qu'il faut « que ça change » et les veilleurs du capitole ne se lassent pas de pousser des cris d'alarme, mais en réalité on abandonne les affaires publiques à leur évolution naturelle ; il n'y a, nulle part, action. En conséquence, les étrangers, ne voyant pas le lien spirituel qui unit tous les Français, ou ne croyant pas aux forces invisibles, jugent la France faible, erreur qui ne laisse pas d'avoir de grands dangers.

L'avantage de cet état de choses — car il ne faut pas seulement voir les inconvénients — est que la vie en France, réglée par les seules lois biologiques naturelles, est restée saine. On ne s'est pas servi de châssis ni de serres chaudes pour obtenir une floraison artificielle ; on ne maintient pas vivant, par mille soins, ce qui n'est pas viable, on le laisse mourir de sa mort naturelle. Tous ces scandales dont le monde entier parle sont, au fond, des procédés naturels de purification par lesquels l'organisme se débarrasse de poissons. Evidemment, cela pue quelquefois.

Cette même aversion contre tout ce qui est artificiel est une des causes pour lesquelles la vie économique est restée, en France, beaucoup plus saine que dans les autres pays d'Europe. On a sans doute créé, pendant la guerre, des industries qui ne sont pas viables, mais, en général, l'économie française ne présente pas ce

spectacle d'un organisme artificiellement gonflé par la pompe du crédit ; elle repose sur les bases solides de l'épargne. Et leur amour de ce qui est naturel a fait que les Français sont restés bien plus près de la terre que d'autres nations.

Il est un peu trop facile d'expliquer la situation favorisée de la France par ses richesses naturelles, par la prétendue chance qu'elle aurait toujours eue au cours de son histoire. Rappelons-nous plutôt le mot de Méphistophélès : « Les imbéciles ne voient jamais comment la chance et le mérite s'enchevêtrent. »

Le lien spirituel puissant, qui unit les Français et dont l'existence est si souvent oubliée devant le spectacle ahurissant de la vie politique journalière, devient visible aussitôt que la patrie est en danger. Alors la nation entière forme immédiatement un bloc massif sans fentes ni fissures ; chacun est prêt à faire le sacrifice de soi-même.

Pour connaître « l'esprit combattant », il n'y a rien de plus instructif que d'assister à un des congrès annuels de l'U.F. C'est surtout intéressant pour un Allemand, qui s'y voit mis en présence d'une véritable coupe à travers le peuple français. Mille ou douze cents délégués du pays entier s'y réunissent ; pour certains, c'est le grand événement de l'année, le seul voyage qu'ils se permettent. On se salue bruyamment et on commence aussitôt à se railler. On mange et l'on boit copieusement et l'on fait un véritable effort pour ne pas paraître sérieux. Néanmoins les discussions dans les séances ont un niveau remarquable ; on y chercherait en vain les mots creux, les phrases redondantes. Celui qui essaierait de s'en servir aurait un grand succès d'hilarité. On y trouvera le paysan et l'ancien ministre, l'ouvrier et le professeur d'université,

le commerçant et le fonctionnaire réunis sur le même banc, égaux entre eux, libérés des clichés de parti, unis dans un même sentiment et une même pensée. Vouloir leur raconter des histoires serait chose vaine. Chacun dit ce qu'il a sur le cœur, souvent en paroles brutales. Quelquefois, les passions s'échauffent, mais l'esprit de fraternité finira par l'emporter. C'est cet esprit dans lequel, à la fin, tout le monde se retrouvera, dans lequel tous les cœurs seront trempés ; et cette grande communion des âmes est peut-être plus importante que les discussions et les résolutions. Les dirigeants, surtout, en tirent la force pour continuer leur œuvre.

Au Congrès de Vichy, à la Pentecôte 1934, il s'est passé un petit incident particulièrement caractéristique : Henri Pichot, élu Président, parlait des problèmes de politique intérieure. C'était une période de désarroi. Des voix, dans la salle, crièrent : « Dis ce que tu veux, Pichot, nous te suivrons ! » Toute l'assemblée applaudit. Et Pichot de répondre : « Il y a là, mes enfants, une grande erreur. Peu importe ce que je veux, moi ; il faut que vous sachiez, vous, ce que vous voulez. Je me chargerai alors de le défendre. »

Une fédération aussi librement organisée, dirigée par des hommes très différents entre eux et qui ne peuvent lui vouer qu'une partie de leur temps, à côté de leur gagne-pain, est-elle à même à accomplir un grand travail pratique ? Tout, finalement, ne se réduit-il pas à la culture plus ou moins superficielle des sentiments de camaraderie ? On se tromperait à le croire. Les seuls faits que les hommes de confiance de l'U.F. se trouvent dans tous les offices s'occupant des mutilés, veuves de guerre et orphelins, qu'elle compte de nombreux amis à la Chambre et au Sénat — bien qu'aucun député ou sénateur ne puisse occuper une place dans l'U.F. — et même au sein du gouvernement, lui as-

surent une grande influence. Elle a été pour une bonne part dans l'élaboration de toutes les lois de pensions, notamment de la loi fondamentale du 31 mars 1919. Elle réclame la paternité du principe de la « réparation » (qui n'a rien à voir avec les réparations du traité de Versailles). Ce principe exige pour tout combattant, même non blessé, réparation pour la perte de vitalité que la guerre lui a causée. Dans cette matière, la conception française est entièrement différente de la conception allemande. Pour les Français, les relations entre l'individu et l'Etat sont réglées par un contrat tacite fixant les droits et les devoirs de chaque parti. L'homme du peuple dit : « J'ai défendu la communauté au péril de ma vie ; j'ai risqué ma santé, sacrifié les meilleures années de ma vie. D'autres ne l'ont pas fait. Il faut que ceux-ci me dédommagent de ce que j'ai perdu. » Dans un langage plus brutal, cela s'exprime ainsi : « Nous avons tenu le front. Qui en a profité surtout ? Les riches. Qu'ils payent ! » L'hostilité contre le capitalisme, si générale en France, y joue son rôle ; elle devra nous occuper ultérieurement.

Le droit à la réparation a été reconnu par l'octroi de la « retraite du combattant » si fortement contestée en 1934/35. C'est une pension à laquelle tous les combattants authentiques ont droit, qu'ils aient été blessés ou non, et quelque soit leur revenu. Elle s'élève à 500 francs par an pour l'âge de 50 à 55 ans, ensuite à 1.200 francs. Pour la toucher, il faut être porteur de la « Carte du combattant » créée en 1926 et qui n'est délivrée que sur preuve que le titulaire a lutté dans les tranchées. Les membres des états-majors, par exemple, ne peuvent l'obtenir que quand ils ont passé au moins trois mois dans la première ligne ou quand ils ont été blessés. De nombreuses intrigues se jouent, on le conçoit, autour de l'acquisition de cette carte, dont les

porteurs sont les authentiques sauveurs de la patrie. A un homme qui voudrait faire l'important sans la posséder, il serait facile de fermer la bouche.

* * *

La deuxième association, selon le nombre d'adhérents, est l'U.N.C. (Union Nationale des Combattants) ; elle en compte 900.000. Son organisation est plus rigide que celle de l'U.F., le principe de l'autorité y joue un rôle plus grand. Il serait, cependant, erroné de croire que la mentalité de ses membres est bien différente de celle des autres groupes ; elle est, au contraire, très semblable. Ce qui diffère, c'est plutôt l'esprit des personnalités dirigeantes. Dans la vie pratique, les deux grandes fédérations ne se font guère de concurrence ; elles occupent, somme toutes, des régions différentes. Là où il y a compétition, on trouvera à la base la jalousie de chefs locaux, de « notables ». Je connais des fédérations départementales ayant jadis fait partie de l'U.N.C. et ayant passé à l'U.F., sans que, pour cela, l'esprit en ait changé ; c'est l'étiquette seule qui a été remplacée par une autre.

Il existe, cependant, un fait dont l'importance échappe à la vue superficielle, mais qui détermine la position des deux grandes Fédérations. Alors que, dans l'U.F., aucun porteur d'un mandat politique ne peut être élu administrateur, cette restriction n'existe pas pour l'U.N.C. On peut donc y trouver des Conseillers généraux et des Députés. Cela donne, vu du dehors, à l'U.N.C. une teinte politique qu'en réalité elle ne possède guère à en juger d'après la mentalité des masses adhérentes. Ainsi l'U.N.C. est censée être « de droite ».

Depuis l'année 1933, le peuple de France se désintéresse de plus en plus des querelles de parti. Il avait placé de très grands espoirs dans la victoire des gauches lors des élections de 1932. Or, il a été profondément

deçu. Radicaux et Socialistes, au lieu d'attaquer les grandes réformes que chacun estime indispensables, se sont épuisés dans des luttes fratricides. Dès qu'un gouvernement a voulu mettre la main à l'œuvre, il a été renversé. Le peuple en est las. Il dit : « A quoi bon élire les hommes que nous estimons les meilleurs ? A peine ont-ils mis le doigt dans l'engrenage qu'ils y sont pris. Ce n'est plus que maquignonnages, intrigues, ambition, lutte d'intérêts matériels. Pour un portefeuille de ministre chacun semble prêt à trahir. L'ambiance, au Parlement, est trop forte ; personne n'y résiste. » Les masses populaires en sont dégoûtées.

Dans ces conditions, il n'est peut-être pas avantageux pour une grande Association d'A.C. d'être mêlée dans la lutte des partis. Le fait surtout que la grande presse ne cesse de cajoler l'U.N.C. — alors qu'elle ne parle guère de l'U.F. — fait du tort à la position morale de l'U.N.C. Cela s'est vu très clairement lors d'un incident précis. Quand le député Jean Goy, de l'U.N.C., alla, fin 1934, à Berlin pour voir Hitler, il fut dès son retour vivement attaqué dans la presse aussi bien qu'à la Chambre. Jusque-là, Goy avait été plutôt un adversaire du rapprochement franco-allemand ; on lui reprocha d'avoir renversé la vapeur par sympathie pour le régime national-socialiste. Dans une séance sensationnelle de la Chambre, Goy fut sévèrement jugé, surtout par la droite ; le député Franklin-Bouillon prononça un véritable réquisitoire contre lui. Par tout cela, la cause du rapprochement franco-allemand fut plutôt compromise, pour la seule raison que Goy était en même temps chef d'une grande Association d'A.C. et homme politique.

Au rebours, lorsque, peu de temps après, le Président et le Secrétaire général de l'U.F. firent le même voyage, personne n'osa les attaquer, pas même la presse natio-

naliste, et ceci malgré deux articles extrêmement germanophiles qu'Henri Pichot publia dans l'« Œuvre » : « Le Pont sur le Rhin » et « Pour Nous, la Guerre est finie », pour la simple raison que personne ne pouvait les suspecter d'avoir poursuivi des buts de politique de parti.

* * *

Il existe d'autres fédérations possédant une certaine importance soit par le nombre d'adhérents, soit par l'activité que leurs dirigeants déployent. Citons : Les Anciens Combattants Républicains, Les Mutilés et Réformés, la Semaine du Combattant, la Fédération Ouvrière et Paysanne, la Ligue des Anciens Combattants Pacifistes. A côté de celles-ci se trouvent de petites fédérations. Le total d'adhérents de tous ces groupes peut être évalué à un million et demi ; leur étude ne nous apprendrait rien de nouveau.

* * *

A peu d'exceptions près toutes les associations et fédérations se trouvent réunies, comme sous un toit commun, dans la **Confédération Nationale**, qui comprend 140 fédérations avec trois millions et demi de membres. Que cette Confédération, rien que par sa masse, représente une puissance formidable, la plus forte qui existe en France, cela se conçoit. La difficulté consiste dans la mobilisation de cette force. Comme dans tous les domaines de la vie publique française, elle ne serait guère possible que pour un but de défense, donc contre quelque chose : contre le danger d'une dictature, contre le danger d'une guerre. Elle s'est avérée impossible pour un but positif tel que le seraient des réformes. Pour que le peuple français se sente uni, il faut toujours qu'il soit menacé par un danger. La grande puissance latente de la Confédéra-

tion ne trouve elle aussi aucune expression dans des signes extérieurs. Pendant de longues années, son secrétaire général, Georges Rivollet, a eu son petit bureau au quatrième étage sur la cour d'un vieil immeuble du 2e arrondissement, sans ascenseur, et le grand mutilé qu'est Rivollet était forcé de monter et de descendre plusieurs fois par jour, en clopinant, les escaliers raides et étroits. Il va sans dire qu'il n'avait pas non plus d'automobile. Au moins a-t-il un traitement fixe et ne doit-il pas gagner son pain dans un autre métier.

Personne ne peut se faire une idée juste de la vie dure et fatigante de tous ces hommes, à moins de ne les avoir vus au travail. Toutes ces négociations, discussions, rendez-vous, réceptions, dont leur journée est faite, suffiraient à exténuer un homme. Mais il y a les dimanches où il faut aller dans les coins les plus éloignés de la France pour ne pas mécontenter les fédérations et associations affiliées, qui se disputent la présence des dirigeants. On passe deux nuits dans le train, mais pas dans le wagon-lit. Un jour, j'accompagnai, avec des camarades, Georges Rivollet à la gare de Saint-Gervais dans la Haute-Savoie, où il devait prendre le train de nuit pour Paris. « Dans nos voyages, nous ne pouvons prendre les wagons-lits, me confia-t-il ; les camarades y verraient un luxe. » Mais à ce prix, ces hommes restent dans un contact vivant avec les masses et ce contact ininterrompu est, dans la vie publique française, un des éléments les plus importants.

La Confédération avait été fondée pour défendre les droits des A.C. Au début, elle s'est bornée à prendre des résolutions et à émettre des vœux plus ou moins platoniques. Par les événements de l'année 1934, elle a été mêlée de plus près à la vie politique. Son secrétaire général fut nommé ministre. Une nouvelle époque de son existence sembla devoir commencer.

Avant que nous nous en occupions, il faut que nous parlions d'une organisation d'Anciens Combattants qui n'a jamais pris part au mouvement A.C. proprement dit, mais qui a été, au contraire, toujours hostile à la Confédération : nous avons nommé les Croix de feu. La ligue des « Croix de feu » a été en effet, dans ses débuts, une association, en somme peu importante, d'Anciens Combattants. Elle a voulu être une élite d'hommes, dont la valeur guerrière est hors de doute. Elle n'a donc accepté primitivement comme membres que ceux qui avaient gagné la Croix de guerre dans le feu des batailles, d'où son nom. La croix de guerre correspond à peu près à la première classe de la croix de fer allemande. C'était une association nationaliste, antipacifiste, à esprit héroïque. On confondait les Croix de feu souvent avec les Camelots du Roy, avec lesquels ils s'associaient pour troubler les manifestations pacifistes. Ils étaient alors nettement germanophobes.

C'est par la révolte du 6 février 1934 à laquelle ils ont pris une part importante qu'ils se sont soudain trouvés placés au centre de l'attention publique, dans la lumière crue des phares. A la suite, ils ont connu un essor extraordinaire, mais leurs rangs ont été grossis surtout par des jeunes gens n'ayant pas fait la guerre et qu'ils ont organisés militairement. Peu après le 6 février, ils se sont séparés des Camelots du Roy et les présidents des deux associations ont échangé des lettres véhémentes. A cette époque-là, la grande presse avait pris l'habitude de parler des Croix de feu comme des vrais et authentiques Anciens Combattants qui nettoieraient les écuries d'Augias. En mai 1935, le résultat des élections municipales et la victoire des communistes dans la banlieue parisienne leur ont amené de nouvelles masses d'adhérents. Il existe, dans la jeunesse française, un besoin certain d'une discipline plus grande et une volonté d'action collective, tendances qui pouvaient

mieux se satisfaire dans l'organisation « paramilitaire » des Croix de feu que dans les vieux cadres. Leurs colonnes marchent « au pas » comme des soldats, et le rythme : « une-deux, une-deux » marque la cadence. Pareille chose ne s'était jamais vue en France et cela plut aux gens, surtout à ceux qui ont été fortement impressionnés par la formidable discipline des S.A. et S.S. allemands et qui en même temps souffrent du manque de discipline extérieure des Français.

Cependant, la Ligue des Croix de Feu a subi, par cette affluence de non combattants, une modification fondamentale de son caractère. D'une association d'A.C. elle est devenue un mouvement politique qui d'abord était nettement de droite, mais dut changer d'étiquette à plusieurs reprises. Son président, après avoir à tout instant annoncé « le coup de torchon » et effrayé l'opinion publique par ses « mobilisations », a fini par prêcher la réconciliation de tous les Français. Le peuple voit dans les Croix de feu une troupe qui veut installer le fascisme en France. Le front populaire est né de la réaction contre les manifestations des Croix de feu. En réalité, M. de La Roque a été, sans le vouloir, le meilleur propagandiste du front populaire. Une des premières actions du gouvernement front populaire a donc été la dissolution de la Ligue des Croix de feu et de toutes les organisations similaires dites « fascistes ».

Citons, pour finir, une dernière association s'étant toujours tenue en dehors de la Confédération Nationale et occupant une place à part : l'Association Républicaine d'Anciens Combattants (A.R.A.C.) dont l'animateur fut l'écrivain Henri Barbusse, mort en 1935. C'est une association à tendance nettement communiste, ce que beaucoup de gens ne soupçonnent pas. Ici encore, le nom sert simplement d'étiquette.

b) Le Rôle des Anciens Combattants dans la Politique Intérieure

Avant de parler du rôle auquel les organisations des A.C. pourront un jour être appelées en France, il faut souligner le fait qu'elles constituent, dans la vie française, un élément neuf, une force, comme il n'en a jamais existé de pareille dans ce pays. On a toujours connu, en France, des clans et des partis. Les clans défendent leurs intérêts, c'est manifeste ; les partis luttent, au moins apparemment, pour certaines idées. Dans la réalité, cependant, les partis dépendent en grande partie des clans dont ils ont besoin pour obtenir des succès électoraux. Dans beaucoup de cas, les intérêts des clans et des partis coïncident ou s'entrecoupent. Notamment dans les pays au sud de la Loire, dont la population a une mentalité politique très uniforme, où il n'existe, en somme, qu'une seule philosophie, la lutte politique est, en vérité, une lutte entre clans. Dans certaines régions, par exemple, l'étiquette politique couvre la lutte des catholiques contre les protestants, lesquels, bien qu'en minorité, détiennent le pouvoir économique. Le parti socialiste même, né au dix-neuvième siècle de certaines idées beaucoup plus que d'intérêts matériels, n'échappe point à ce jeu. Les électeurs socialistes du Midi, en effet, les plus fervents partisans du socialisme sont loin d'être des marxistes ; ce sont des vignerons et des paysans. Il serait extrêmement difficile de préciser au juste en quoi ces socialistes diffèrent de leurs voisins radicaux, avec lesquels, d'ailleurs, ils s'allient souvent.

Pour les mêmes raisons pour lesquelles il n'existe pas, en France, d'organisations puissantes d'Anciens Combattants, il n'y a pas non plus de partis puissants. Tout est extrêmement vivant, mais en même temps flottant, sans contours nets, échappant aux précisions.

L'art de gouverner consiste, dans ce pays, à connaître d'abord les multiples forces et courants, souvent difficiles à discerner, et ensuite à s'en servir savamment pour les opposer les uns aux autres, afin d'arriver à un équilibre qui n'est point l'équilibre des deux plateaux d'une balance, mais l'équilibre de l'église romane, donc d'une construction dans laquelle les forces s'étayent et se maintiennent mutuellement.

Sauf quelques exceptions que nous avons signalées, les A.C. se sont jusqu'à présent tenus délibérément à l'écart de ce jeu, pour lequel ils ont marqué un certain mépris. Ce qui caractérise leurs organisations c'est précisément qu'ils réunissent dans leur sein des hommes non seulement d'orientation politique différente, mais surtout de toutes les couches sociales. Puisque la grande guerre a été faite par le peuple entier — comme jamais on ne l'avait vu dans l'histoire — et qu'il est un honneur d'être Ancien Combattant, c'est le peuple entier qu'on retrouve dans leurs associations : coupe véridique à travers toutes les couches dont la nation se compose, des plus basses jusqu'au plus hautes. Insistons sur le fait que rien de semblable n'a jamais existé avant. Par leur composition même, les organisations d'A.C. forment donc la représentation la plus parfaite de la nation française, représentation bien plus fidèle qu'un parlement ; en conséquence, il serait tout à fait possible, et même aisé, de leur faire prendre la place du parlement au cas où celui-ci finirait par ruiner son autorité. Les hommes de confiance des A.C. sont les représentants prédestinés du peuple.

Au lieu de se mêler aux luttes politiques, les A.C. ont, jusqu'à présent, limité leur activité à deux buts précis : l'un matériel, la défense de leurs droits, l'autre idéal, la lutte contre le danger d'une nouvelle guerre. Le second de ces buts est le plus ancien et, malgré les apparences, le plus important. Les soldats ne sont pas

revenus de la guerre avec l'idée fixe de tirer maintenant le plus grand profit possible de leurs souffrances, mais avec la volonté bien déterminée que cette guerre devait rester la dernière, la « der' des der' ». « Guerre à la guerre », a écrit André Gervais, « n'est pas la devise d'un parti. C'est, pour parler comme les Américains, le « slogan » de toute la France meurtrie. »

Il y a une différence fondamentale entre les revendications des A.C. et celles d'autres catégories de citoyens. Pour les A.C. il s'agit de réparation d'un dommage, réparation qui ne peut jamais être que partielle. Comment serait-il possible de réparer la mort d'un père, la perte d'une jambe écrasée, le malheur d'yeux à jamais éteints, et ceci par de l'argent ? En outre, les revendications des A.C. sont limitées dans le temps, puisqu'elles cessent un jour par la mort des ayant droit.

Au premier plan des efforts des A.C. nous trouvons donc leur travail, pour empêcher une nouvelle guerre. Les Français, pères de familles qu'ils sont, parlent ainsi : « Si mon gosse devait passer par là ! Il faut à tout prix qu'on ne revoie pas ça ! » S'il y a eu, avant la guerre, des gens qui caressaient des rêves romantiques de gloire militaire, les quatre ans et demi de détresse et de souffrances ont détruit toutes les illusions. Les Français, plus critiques que d'autres peuples, à l'égard même de leur propre histoire, que d'ailleurs ils connaissent mieux que d'autres, disent : « Le roi-soleil, quelque brillant que fût son règne, a fini par ruiner son pays par sa manie de guerroyer. Napoléon Premier a bien conduit la France au sommet de la gloire et de la puissance, mais seulement pour la précipiter après dans le plus profond abîme, et l'aventure de son neveu n'a pas fini autrement. Nous en avons assez. Enfin, la grande guerre a bien prouvé que le vainqueur n'est pas moins ruiné que le vaincu. »

Voilà pourquoi les Anciens Combattants se méfient si profondément des « grandes paroles ». Elles leur apparaissent creuses. Jusqu'au mot « patriotisme » qui dit simplement « amour de la patrie » et qui devient suspect à beaucoup d'entre eux, parce que les gens « de droite » en font un trop ample usage. L'idée de la patrie même n'a pas échappé à cette dépréciation. On reproche surtout aux instituteurs de vouloir délibérément remplacer l'idée de patrie par celle d'Europe et d'Humanité. Et les instituteurs ne s'en défendent même pas, mais répondent ceci : « Jadis, la France était composée d'un certain nombre de petites patries qui se combattaient entre elles. Elles ont été réunies dans la grande patrie française. Maintenant le monde est devenu petit et étroit : la grande France n'est plus qu'une petite patrie. Il nous en faut une plus grande. » Il existe un livre « Europe ma Patrie », dont l'auteur est un député radical, et un hebdomadaire « La Patrie Humaine ». La méfiance contre les paroles sonnantes a trouvé son expression la plus aiguë dans le mot d'Anatole France, si souvent cité : « On croit mourir pour la patrie et l'on meurt en réalité pour des industriels. »

* * *

Alors, que faire pour empêcher une nouvelle guerre?

A l'intérieur, il existe deux grands moyens : d'abord réaliser la justice sociale afin d'empêcher la naissance de tensions dangereuses dont des dictateurs ambitieux pourraient profiter, ensuite faire de sorte que personne ne puisse tirer un bénéfice quelconque d'une guerre.

La JUSTICE SOCIALE est une des principales revendications des A.C. Jusqu'à présent, ils se sont bornés à en exiger la réalisation du gouvernement et du Parlement. Mais si, à la fin, les pouvoirs publics

s'avèrent incapables, verra-t-on, un jour, les A.C. mettre eux-mêmes la main à l'œuvre ?

Réaliser la justice sociale, c'est là le grand problème, qui, de nos jours, hante l'humanité entière. L'humanité est arrivée à un point de son évolution où elle ne peut plus se résigner à admettre qu'un petit nombre de riches possèdent tout en abondance, alors que les masses ont faim. La parole, vraie encore, il n'y a pas longtemps : « Qui ne travaille pas, ne mangera pas », a perdu tout son sens depuis que des millions d'hommes n'ont plus la possibilité de travailler, quelque grand qu'en soit leur désir ! Toutes les nations se voient dans la nécessité de garantir un minimum de vie à leurs membres, ne pouvant les laisser mourir de faim. Un nouveau droit s'établit : le Droit à la Vie.

Cette idée du « Droit à la Vie » est née, elle aussi, en France d'où tant d'idées nouvelles ont pris leur essor. En réalité, elle n'est pas nouvelle. Vers 1848, quand la famine régnait en beaucoup de pays d'Europe, elle a joué un grand rôle, mais la longue époque de prospérité qui a commencé aux environs de 1850 et qui a duré, sauf quelques crises bénignes, jusqu'à la grande guerre, l'a fait tomber en oubli. Au « Droit à la Vie » s'opposent les « Puissances d'Argent ». Telle est la situation actuelle ; elle nous occupera dans le prochain chapitre.

En dehors de la Justice Sociale, les A.C. exigent, avec plus de force encore, que personne ne doive plus jamais tirer un profit pécuniaire d'une guerre. Ils croient, et avec eux tout le peuple français, qu'une des principales sources de tensions, d'inquiétudes, d'intrigues serait tarie si l'on arrivait à cela. Le peuple français nourrit une haine particulièrement véhémente contre ce qu'il appelle les « marchands de canon ». Tout orateur est sûr de son succès quand il jure contre eux. C'est un thème tout aussi de mode que celui de la « vénalité

de la presse ». Il existe, dans ce domaine, toute une phraséologie, dont même des écrivains du rang d'un Romain Rolland ne dédaignent pas de se servir. En Allemagne, on trouverait cela un peu trop facile. Il reste, cependant, acquis que la richesse de beaucoup de contemporains provient de livraisons de guerre. Au fond, c'est contre cela que le sentiment populaire se révolte.

Pour y remédier, les A.C. ont exigé, depuis longtemps, la nationalisation des industries de l'armement. C'est là sans doute une des raisons principales pour lesquelles la grande presse, tout en tirant à chaque occasion le chapeau devant les « sauveurs de la patrie », leur est, en réalité hostile et noye leurs efforts autant que possible dans le silence. D'ailleurs, les ministres et les politiciens ne voient pas, non plus, d'un très bon œil l'action des A.C. Tout en parlant d'eux dans un langage fleuri et en vantant le dévouement des hommes qui n'ont pas « ménagé leur sang », ils espèrent, par là, les apaiser pour empêcher qu'ils ne passent « à l'action directe ».

Entre temps les idées propagées par les A.C. font leur chemin. Il ne peut en être autrement. Comme c'est le peuple lui-même qui s'est organisé dans les associations des A.C., lesquelles ne servent pas d'intérêts particuliers, c'est **la volonté du peuple**, la véritable opinion publique qui s'exprime dans leurs idées et leurs revendications. C'est de là que leurs idées tirent leur force ; elles sont comme un ferment qui transformera toute la nation. Deux paroles du président du conseil Flandin ont révélé, au printemps de l'année 1935, jusqu'à quel point l'évolution est déjà avancée et que ces idées ont fini par gagner des milieux qui, en réalité, devraient leur être hostiles. Flandin, homme du centre, bourgeois aisé, partisan de l'économie libérale fondée sur le capitalisme, a été amené par la force des choses

à jeter le gant aux puissances d'argent. Dans un grand discours prononcé lors de l'inauguration du nouvel hôtel de ville de Vincennes, Flandin a proclamé le « Droit à la Vie » et la lutte contre « l'Argent-Roi ». De nombreux journaux ont supprimé ce passage dans leurs comptes rendus. Un peu plus tard il a déclaré solennellement, à la tribune de la Chambre, qu'en cas de guerre toutes les fabriques d'armement seraient requisitionnées par l'Etat.

Si les A.C. en sont arrivés à ne plus se satisfaire ni de vœux, ni de résolutions platoniques, ni de promesses jamais tenues, c'est la journée du 6 février 1934, qui en est la cause, ce fameux 6 février qui est devenu une date historique et qui jouera peut-être dans l'histoire de notre époque un rôle semblable à celui du 14 juillet.

On a lu et entendu bien des opinions fantaisistes sur le six février ; aujourd'hui, cependant, le jugement est à peu près arrêté. Un grand témoin de la droite, Henri de Kerillis, rédacteur en chef de l'« Echo de Paris », a dit, le 28 mars 1935, dans une conférence publique, que cette révolte avait été préparée par le parti royaliste. afin de changer le régime. Les royalistes ont voulu conquérir le Palais-Bourbon, — ce qui fut manifeste — chasser les députés et établir un gouvernement dictatorial. Avant, on n'avait cessé de prétendre que, dans cette révolte, la colère du peuple de Paris, causée par le scandale Stavisky, avait explosé. Certes, beaucoup de gens de bonne foi ont assisté à cette soirée — sans toutefois y prendre une part active, — afin de manifester leur dégoût, mais les vrais mobiles des meneurs du jeu étaient un secret de polichinelle. Tout le plan était connu plusieurs jours avant — le 6 février était un mardi ; le jeudi précédent il avait été exposé dans une réunion à laquelle j'assistai par hasard, — et seul le gouvernement ne l'avait pas pris au sérieux.

Comment les A.C. ont-ils été mêlés de cette bagarre ? De façon double. D'abord, les Croix de feu, alliés des Camelots du Roy, y ont pris une part active ; or, les Croix de feu n'étaient, à cette époque, qu'une association d'A.C. Ensuite la section parisienne de l'U.N.C. a organisé le même jour et sur les mêmes lieux une manifestation de protestation contre les scandales. Les Croix de feu ont eu des morts et des blessés ; les hommes de l'U.N.C. furent bousculés et quelques-uns, tel leur président Lebecq, durent essuyer des coups de matraque.

Soudain, il n'était plus question que des Anciens Combattants. Ils se sont levés, a-t-on dit, pour crier leur dégoût de la pourriture. Le gouvernement Daladier, appuyé cependant par une forte majorité de la Chambre, donna sa démission — chose inouïe dans un régime parlementaire — et Doumergue constitua son ministère de trêve où il appela le secrétaire de la Confédération Nationale d'A.C., Georges Rivollet, comme ministre des Pensions.

L'excitation qui s'était emparée des A.C. se serait sans doute bientôt apaisée, si Doumergue, dans sa volonté de rétablir l'équilibre financier surtout par des économies selon la recette classique, n'avait demandé aux A.C. un sacrifice sur leurs pensions. Contre pareil attentat ils se dressèrent comme un seul homme. La Confédération convoqua des assises nationales qui eurent lieu du 23 au 25 mars 1934. C'est encore une date à retenir, car c'est là que les A.C. sont descendus pour la première fois dans l'arène politique avec un programme d'action civique et de justice sociale. L'auteur de ce programme est Henri Pichot, Président de l'U.F., laquelle, dans le mouvement A.C., représente la force dynamique. Inutile d'étaler tout ce programme ici ; qu'il nous suffise de citer le passage sur le Droit à la Vie. Dans le style légèrement professoral qui,

en de pareilles occasions, est d'usage en France, il y est dit :

> « Par-dessus tout, il est un principe fondamental à appliquer, c'est celui du Droit à la Vie par le travail. Le machinisme ayant réduit dans le monde entier les besoins de main-d'œuvre, en accroissant le statut de la production, il importe, sur le double plan national et international, de réorganiser le statut de la production par la réduction des heures de travail ou la limitation de l'âge de travail de l'homme, sans diminuer ses facultés de consommation. »

Ce n'est pas sans graves soucis que les A.C. eux-mêmes avaient vu venir le Conseil National. On était sous l'impression que l'U.N.C. avait pris le tournant de la droite ; d'autres associations, au contraire, avaient fortement évolué vers la gauche. On était donc heureux, et un peu surpris, de constater que la grande masse des délégués de province étaient restés unanimes dans leurs sentiments. Il ne fut pas question de scission, au contraire, les dirigeants furent forcés de tenir compte de cette unanimité et de tomber d'accord sur les décisions à prendre.

Le Conseil National des A.C. avait, dans sa résolution du 25 mars, catégoriquement refusé toute attaque à la « dette sacrée » (encore une de ces expressions toutes faites dont la langue française abonde). Mais Doumergue ne céda pas et menaça de démissionner. Un second Conseil National convoqué pour le 12 avril accepta, pour la forme, une réduction de 3 p. c., mais sous la condition expresse que le gouvernement eût commencé, avant le 1er juillet, la réalisation du programme adopté par le Conseil du 25 mars. Commencement juillet, un nouveau Conseil National devrait en statuer. On traduisit ainsi cette condition : « Les A.C. ont pris une hypothèque sur le gouvernement. » La

grande presse n'en était pas contente du tout et s'efforça de renvoyer les A.C. dans leur rôle de héros vénérables dont la renommée ne pourrait que souffrir s'ils s'occupaient de politique.

Un Allemand ne comprendra jamais comment une querelle aussi violente a pu naître pour une petite réduction de 3 p. c., alors que le coût de la vie, depuis la fixation des pensions, avait diminué de beaucoup plus de 3 p. c. Pour les A.C. français, ce fut une question de principe, et il ne faut jamais oublier l'importance que les Français attachent aux principes. Peu importe que ce fussent trois ou trente pour cent, ce n'était pas cela l'essentiel, mais il était un crime d'attaquer la « dette sacrée ». D'un homme qui en est capable, il faut s'attendre au pire. Toute la vie se règle sur des principes ; une fois un principe établi, il ne faut plus le mettre en doute, autrement toute vie réglée devient impossible. Le meilleur de la civilisation consiste précisément dans le fait que les hommes sont tombés d'accord sur l'établissement de quelques principes qui excluent l'arbitraire et facilitent la vie en commun. L'arbitraire est l'opposé de la civilisation. Quand on ne veut plus s'en tenir aux principes sacrés, il faut toujours recommencer de nouveau. Comment, dans ces conditions, pourrait-on jouir de la vie ? Et une vie, de laquelle on ne jouit pas, n'a aucune valeur. Ainsi jugent les Français.

C'est pourquoi les Français attachent une si grande importance à la sainteté des traités. Le sol commence à trembler sous leurs pieds quand on ne veut pas considérer comme sacrées les obligations auxquelles on a souscrit.

Un gouvernement précédent avait voulu supprimer les pensions des veuves de guerre remariées sous prétexte que celles-ci n'en avaient plus besoin. En France, toutes les obligations de l'Etat sont portées sur le Livre

de la Dette Publique institué par la Révolution. Jamais, depuis la création de ce livre, aucune pension n'a été rayée. L'Empire avait continué à payer les pensions accordées par la Révolution ; la Royauté restaurée celles de l'Empire et de la Révolution ; la monarchie de Juillet, la seconde République, le second Empire, la troisième République, tous ont reconnu les engagements des régimes précédents. Parmi ces pensions, il y en a eu de vraiment curieuses ; il en subsiste encore. De temps en temps les journaux en parlent, mais on a continué à les payer. Et maintenant, les veuves de guerre devaient être les premières victimes ? Impossible. Ce seul argument suffit pour repousser l'attaque d'un ministre des finances « brutal ».

Pour des raisons similaires, les billets de la Banque de France ne perdent jamais leur valeur. Si quelqu'un retrouve dans un vieux magot des billets d'il y a cent ans, la Banque de France les remboursera à la valeur nominale actuelle.

Le nouveau Conseil National de la Fédération eut lieu le 8 juillet. On avait craint des troubles. Les Croix de feu avaient menacé, dit-on, de faire sauter le congrès ; contre cette éventualité les masses ouvrières furent mobilisées. Mais tout se passa dans le calme. Le Conseil se borna à constater que le gouvernement n'avait pas rempli les conditions et que, de ce fait, l'acceptation du 12 avril était devenue caduque. Mais on n'en tira pas de conséquences. Les esprits s'étaient calmés et les vacances étaient là. Enfin, on s'était aperçu que l'immense Confédération n'était pas faite pour mener une action énergique. Du reste, il était bien évident que le délai de trois mois avait été trop court pour permettre au gouvernement de réaliser des réformes.

Si les résolutions du Conseil National des A.C. du mois de mars sont ainsi restées apparemment sans len-

demain, il serait cependant prématuré de leur dénier toute importance. En France, nous l'avons vu, les forces du passé sont beaucoup plus vivantes et, par conséquent, plus fortes qu'en Allemagne. Pour les vaincre il faut un long effort continu. Il suffit pour le moment que les idées aient été mises en marche ; elles feront leur chemin. Nous en avons, d'ailleurs, déjà donné un exemple. Ce qui a amené la chute de Doumergue, c'est que, avec l'opiniâtreté du vieillard, il se soit entêté à ne pas tenir compte des idées nouvelles, croyant pouvoir résoudre les problèmes avec les vieilles recettes.

En 1935, la Confédération a tenu un nouveau Conseil National les 30 et 31 mars. D'aucuns avaient prédit sa dissolution, mais l'unité a été maintenue. L'action civique, cependant, est devenue affaire des grandes Fédérations. L'Union Fédérale et l'Union Nationale ont chacune établi un programme qu'ils propagent à travers le pays. Celui de l'U.F. est à peu près identique au programme de la Confédération établi le 25 mars 1934.

Les décrets-lois du gouvernement Laval de juillet 1935 ont imposé aux A.C. de nouveaux et plus sensibles sacrifices. Ils ont vivement protesté, mais ont fini par accepter. On avait compris que l'effort du gouvernement Laval constituait une dernière tentative des vieilles équipes pour sauver la France par les vieilles méthodes et qu'on ne devait pas l'entraver. Il fallut démontrer « ad oculos » que la crise ne pouvait être résolu par les moyens de la déflation.

Après l'échec de Laval et de son successeur Albert Sarraut, les élections de 1936 ont amené au pouvoir un gouvernement de front populaire. Celui-ci a entamé une politique nouvelle de grandes réformes. Il s'est empressé de donner satisfaction aux revendications des Anciens Combattants.

Ceux-ci ont la satisfaction de voir leurs idées faire leur chemin. Quand on compare le programme civique de l'Union Fédérale, proclamé au Congrès de Vichy de 1934, et les premières réalisations du cabinet Blum, on est surpris de constater en combien de points le nouveau gouvernement s'est conformé aux idées de l'U.F.

Au moment où ces feuilles vont être mises sous presse, personne ne peut prévoir si les efforts du gouvernement seront couronnés de succès. Pour l'instant, l'opposition semble impuissante. Il faut, cependant, prévoir qu'elle se ressaisira. Le gouvernement lui-même pourra commettre des erreurs qui mettront en danger son œuvre.

Quoiqu'il arrive, la volonté du peuple français de se donner un ordre nouveau ne sera pas changée. Et cette volonté sera toujours incarnée dans les organisations des Anciens Combattants. En cas de péril imminent, les représentants des A.C. pourront toujours prendre le pouvoir pour sauver la patrie.

Le peuple de France est profondément las des querelles politiques, mais aussi des petits expédients, des rafistolages, des tours de passe-passe. Il ne veut pas qu'on continue à mettre des lambeaux neufs sur les habits vieux ni à remplir de vin nouveau les vieilles outres. Et les idées nouvelles ont déjà acquis une telle puissance que personne — fût-ce un dictateur — n'échappera à la nécessité de tenter leur réalisation.

La France veut se donner un nouveau visage.

c) L'action extérieure des Anciens Combattants

Les Anciens Combattants, leurs légitimes revendications une fois satisfaites, se sont tournés vers l'idéal de la Paix. Pour réaliser la paix, il fallait empêcher de nouvelles guerres. Or, la guerre est un événement

de politique extérieure. C'est pourquoi les A.C. ont voulu s'intéresser aux questions de politique extérieure, bien avant de dire leur mot dans les luttes de politique intérieure, auxquelles ils n'ont été mêlés qu'après le 6 février et malgré eux.

L'action de Briand aurait été impossible sans eux, car ils le soutenaient dans le pays entier ; lui, d'ailleurs, le savait. Que son nom, depuis sa disparition, ait perdu de son éclat, c'est possible ; mais, pour les A.C. et pour le peuple, il restera l'homme qui a compris leurs aspirations et leurs nostalgies et les a calmées et satisfaites par la promesse catégorique, non conditionnée, sans équivoque : « Tant que je serai là, il n'y aura plus de guerre. » Cela voudrait dire : « N'ayez crainte, mes enfants, je veillerai bien à ce que les diplomates et les états-majors ne gâtent plus les choses. » Le peuple français avait en Briand une foi vraiment religieuse.

Briand, lui, mettait au premier plan l'idée européenne, si vivante précisément dans les classes populaires de France. Car ce peuple comprend, sans qu'on ait besoin de le lui prouver, que l'évolution naturelle va nécessairement des petites unités vers les unités plus grandes ; il comprend que pour rendre possible cette évolution, tous les Etats doivent renoncer à une partie de leur souveraineté et que cela ne peut être « contre l'honneur ». Il va jusqu'à reprocher à ses dirigeants d'être beaucoup trop timides dans cette voie. « La conception périmée de la souveraineté » est encore une de ces formules toutes faites qui, dans un meeting populaire, sont sûres de leur succès.

Les gardiens d'un patriotisme, tel que le concevaient les Déroulède, les Barrès, sont tous des hommes appartenant aux anciennes élites, élevés dans la tradition de la gloire française, et loin du peuple. S'ils voulaient faire « vibrer la corde patriotique » dans un milieu po-

pulaire, on leur ferait un accueil dont ils seraient peu enchantés.

Il serait, cependant, faux et même dangereux d'oublier que le peuple français, tout en étant largement pénétré d'idées internationales, est « national » par définition. L'amour sacré du sol de la patrie étant inné à tout Français et ne pouvant être mis en doute, il n'a pas besoin d'afficher une attitude patriotique, et il peut même marquer un certain dédain à l'égard du langage patriotique. Exactement comme il peut se permettre un laisser-aller, un désordre apparent presque effrénés — et ceci malgré le dommage qu'ils causent — parce qu'il est sûr de pouvoir se ressaisir aussitôt qu'il y aurait danger, tandis que l'homme allemand, vivant « dangereusement » au bord du gouffre, est toujours menacé de sombrer dans le chaos et ne peut s'en sauver que par une discipline implacable.

* * *

Deux facteurs avaient sauvé la France : la vaillance de ses soldats et l'aide des alliés. Quoi de plus naturel que de cultiver la camaraderie avec les anciens frères d'armes ! Ainsi naquit, dès 1920, la Fédération Interalliée d'Anciens Combattants (F.I.D.A.C.). Sans contester la valeur de ce culte de l'amitié et des grands souvenirs, il ne suffit pas à la longue pour donner de la vie intense à un grand mouvement ; il n'y a, dans ce domaine, pas de tâche réelle à remplir, pas de problème à résoudre. Mussolini, dans une interview accordée à un A.C. français en 1934, a appelé la F.I.D.A.C. une société pour organiser des banquets. C'est évidemment injuste, mais il y a là un fond de vérité.

Ce sentiment d'insuffisance de la F.I.D.A.C. a amené très tôt des hommes de l'U.F., membres de la F.I.D.A.C., à chercher le contact avec les anciens adversaires. Cela s'est fait dès l'époque de l'occupation de la Ruhr, à un

moment où l'opinion publique française n'était point encore préparée pour une collaboration. Ces hommes se sont dit : Notre œuvre restera imparfaite tant que nous n'aurons pas gagné nos adversaires à la cause de la paix. Ceux qui ont combattu de l'autre côté des barbelés ont vécu la guerre de la même façon que nous; ils ont vu ce qu'il en est sorti. S'il devenait possible d'unir les A.C. des deux camps opposés dans la même volonté d'empêcher le retour de la guerre, un rempart serait créé contre lequel les vagues les plus puissantes se briseraient. Ces hommes n'avaient pas confiance dans l'action des diplomates qui manquent d'imagination et ne peuvent sortir de l'ornière. Ils étaient, en plus, de l'avis qu'il était à eux, aux vainqueurs, de faire le premier pas et de tendre la main aux vaincus.

Ainsi se sont rencontrés en 1923 pour la première fois sur le sol neutre de Genève, dans la salle du B.I.T., sous l'égide d'Albert Thomas, des A.C. allemands, autrichiens et français. Henri Pichot, qui en avait été l'animateur, a raconté combien les Français, gênés par leur timidité naturelle, étaient embarrassés. Ces Allemands, c'étaient pourtant ces « boches » sur lesquels on tirait, sur lesquels on jettait des grenades ! (Le souvenir de la guerre était encore frais dans les mémoires.) Fallait-il leur donner la main ? s'asseoir à la même table avec eux ? Et comment dire ? Messieurs ? Camarades ? Enfin tout alla bien et la glace fondit rapidement.

C'est de ces débuts que naquit la Conférence Internationale des Associations de Victimes de la Guerre et d'Anciens Combattants (C.I.A.M.A.C.). Elle prit un essor rapide. Dès 1925 elle tint son premier grand congrès ; Tchèques, Polonais, Yougoslaves, Roumains, Bulgares, Finlandais y entrèrent ; mais Français et Allemands en formaient la colonne vertébrale. Le nombre d'adhérents monta à quatre millions et demi. Dans la C.I.A.M.A.C. fut réalisée une anticipation de la future

société des peuples européens. Celle-ci, pour être viable, devra être fondée sur les lois biologiques. La France et l'Allemagne donneront à son corps la solidité, la tenue droite ; autour d'elles se grouperont, tout naturellement, les petits peuples. Tous seront membres du même corps, chacun aura sa tâche à remplir ; il n'y aura pas pour cela de querelles de préséance. Mais s'il est certain qu'un corps peut vivre amputé d'une jambe ou d'un bras, il ne le peut cependant pas sans une solide colonne vertébrale. Il y a deux grandes erreurs communément commises en politique extérieure, erreurs fatales : celles de négliger, d'un côté, les données géographiques, de l'autre, les lois biologiques. Le traité de Versailles en est la démonstration « ad absurdum ». Les Congrès de la C.I.A.M.A.C. de 1931, à Prague, et de 1932, à Vienne, étaient des événements internationaux, vrais parlements européens, animés d'un bel esprit de compréhension, d'estime réciproque, de fraternité. Les hommes qui avaient tiré les uns sur les autres mettaient la main dans la main pour empêcher le retour d'une pareille folie.

Une opinion, très répandue en Allemagne, veut que les Allemands, dans la C.I.A.M.A.C., aient joué le rôle des vaincus et aient sacrifié les intérêts de leur patrie. C'est contraire à la réalité. Leur influence était, au contraire, si grande que les petites nations s'en sont plus d'une fois plaintes sous prétexte que la C.I.A.M.A.C. était devenue une affaire franco-allemande, où les autres jouaient le rôle de comparses. Les Polonais, surtout, étaient mécontents et menaçaient, lors du Congrès de Prague, de quitter la C.I.A.M.A.C.

Lentement la C.I.A.M.A.C. gagna de l'influence sur la politique extérieure. Pour la première fois, ses dirigeants intervinrent directement lors de la Conférence de Lausanne de 1932, qui devait régler le problème des réparations. Ils furent reçus par les gouvernements

français et allemand et insistèrent auprès d'eux pour trouver une solution. Dans un moment critique de la Conférence ils réussirent à empêcher la rupture qui paraissait inévitable. Concernant leur intervention, une note fut rédigée et approuvée par les deux gouvernements, note de laquelle nous citons les passages suivants:

« Les chefs de la C.I.A.M.A.C. ont d'abord donné aux ministres allemands quelques détails sur l'organisation de la C.I.A.M.A.C. qui comprend aujourd'hui plus de quatre millions d'Anciens Combattants européens. Des résolutions réitérées de la C.I.A.M.A.C. ont exprimé le vœu que l'antagonisme franco-allemand, qui a tant de fois transformé l'Europe en champs de bataille, fasse enfin place à une collaboration étroite de toutes les nations européennes et notamment des deux grands peuples voisins, collaboration qui seul pourra garantir la paix européenne et la reprise de la vie économique. M. Pichot a ajouté : « Si ceux qui, durant quatre ans, se sont entre-tués ont pu trouver le courage de vaincre l'esprit d'hostilité, de renouer des liens de confiance, que risqueraient les gouvernements et les peuples à suivre leur exemple !... »

« La délégation a souligné le fait que le respect mutuel de l'ancien adversaire restait entier dans l'esprit des A.C., et qu'il constituait à leur avis l'un des éléments primordiaux du respect mutuel entre les peuples et du rétablissement de la confiance. En particulier les A.C. allemands et français de la C.I.A.M.A.C. sont convaincus que l'entente franco-allemande sera le gage même de la paix...

« L'entretien s'est passé dans un esprit parfait de franchise et de compréhension mutuelles.

« La délégation de la C.I.A.M.A.C. s'est rendu ensuite auprès de M. Herriot. Celui-ci s'est plu à rappeler qu'il avait déjà eu, à plusieurs reprises, l'occasion de donner son agrément aux efforts de collaboration paci-

fique des A.C. européens groupés dans la C.I.A.M.A.C. Il a tenu à déclarer que le peuple français tout entier était animé d'un profond désir de paix à l'égard de tous les peuples et particulièrement à l'égard du peuple allemand. Il a manifesté l'espoir de voir la Conférence de Lausanne régler définitivement le problème compliqué des dettes de guerre. Il a marqué fortement son sentiment pacifique en déclarant que les esprits devaient être en tous pays, particulièrement en France et en Allemagne, résolus à résoudre toutes les difficultés internationales par des moyens de droit. L'idée même du renouvellement d'un conflit franco-allemand, mettant en danger la civilisation, doit devenir odieux à tous les gens raisonnables. Le Président Herriot a remercié la C.I.A.M.A.C. d'avoir manifesté une fois de plus la volonté pacifique et réfléchie des A.C., au nom desquels elle a le droit de parler. »

En dehors de cette réception officielle, des conversations plus intimes avec les ministres des deux pays ont facilité la conclusion d'un accord. Le Président Herriot notamment, étant assuré du soutien des A.C. français, a consenti à faire des concessions auxquelles il s'était refusé avant.

Ces faits suffisent, à eux seuls, pour réfuter l'assertion que les Allemands auraient joué, au sein de la C.I.A.M.A.C., le rôle de moutons bêlants.

Depuis, la C.I.A.M.A.C. est devenue veuve, les A.C. allemands l'ayant quittée. Toujours est-il qu'elle comprend encore 26 associations nationales avec trois millions d'adhérents dans onze pays. Mais l'intention de ses fondateurs avait été d'atteler les A.C. allemands et français à une tâche commune. La rupture avec la C.I.A.M.A.C. a beaucoup plus contribué à renforcer la méfiance du peuple français et notamment des A.C. contre l'Allemagne que la propagande « des atrocités », à laquelle le peuple en France n'a guère fait attention,

méfiant qu'il est contre tout ce que racontent les journaux. Il n'a pu comprendre les raisons de cette rupture. Il a pu s'expliquer comment l'Allemagne se crut obligée de quitter la Conférence du Désarmement et même la S.D.N. ; mais dans la C.I.A.M.A.C. personne ne lui avait fait de difficultés. Les Français étaient prêts à aller jusqu'à la dernière limite des concessions. Un de leurs chefs m'a dit à un moment où dans le monde entier l'excitation contre l'Allemagne était particulièrement grande : « Nous nous refusons de croire que les A.C. allemands que nous connaissons depuis si longtemps veuillent une nouvelle guerre. Si on leur a donné de nouveaux chefs, collé une nouvelle étiquette, nous n'imaginons pas que cela ait pu changer leurs cœurs. Nous sommes certains que le jour viendra où nous pourrons de nouveau nous entendre avec eux. »

L'antipathie qu'on a en Allemagne contre la C.I.A.M.A.C. vient, chose curieuse, de ce qu'on la croit « marxiste ». C'est cependant une erreur. La plus grande Fédération française, l'Union Fédérale, qui, depuis le départ des Allemands, forme seule l'épine dorsale de la C.I.A.M.A.C., tout en s'abstenant de faire de la politique de parti, n'est certainement pas marxiste. Ensuite on reproche à la C.I.A.M.A.C. son pacifisme ; mais la F.I.D.A.C. n'est pas moins pacifiste. Le mot « pacifisme » a, en Allemagne, on le sait, un sens nettement péjoratif.

On préférerait en Allemagne la collaboration avec la F.I.D.A.C. pour une raison non moins curieuse : c'est qu'elle a des allures plus militaires. La F.I.D.A.C. cependant a refusé cette collaboration qu'on avait sollicitée ; la British Legion, qui s'était faite l'interprète du désir allemand, est restée seule pour le soutenir.

Au reste, la question C.I.A.M.A.C. ou F.I.D.A.C. ne nous intéresse que médiocrement. L'essentiel est de rétablir une nouvelle collaboration franco-allemande sur

le terrain A.C., peu importe la forme dans laquelle elle se ferait. Or, les liens entre les organisations françaises et allemandes ont été heureusement renoués et si, pour le moment, la collaboration reste limitée à des échanges de politesse, cela vaut toujours mieux que rien.

En dehors des milieux A.C. on ne se rend pas compte pourquoi, au juste, la collaboration des A.C. est indispensable pour arriver à une entente franco-allemande. Il s'agit là, non point d'une simple assertion, mais d'une vérité fondamentale que les dirigeants des deux pays devraient toujours se tenir présente à l'esprit. Et voici pourquoi :

Le grand obstacle qui s'oppose à une entente franco-allemande est formé par **la méfiance** des Français contre les Allemands, et non seulement des gouvernants ou des élites, mais aussi du peuple, il faut bien le dire. Les gouvernants ont le devoir d'être méfiants, cela fait partie de leur métier. Les élites ont été élevées dans la tradition de cette méfiance, elle leur est entrée dans la chair et dans les os, et elles ne s'en départiront jamais. Reste le peuple. Il serait au fond tout prêt à abandonner son attitude méfiante ; seulement il lui faudrait une garantie que la paix en Europe ne sera plus jamais troublée, ni à l'Ouest ni à l'Est. Les paroles les plus cordiales et les plus sincères ne suffiront pas. Au moment où le peuple français aurait la conviction qu'aucun conflit en Europe ne serait plus tranché par les armes, il exercerait une poussée sur les gouvernants, poussée qui serait assez forte pour les obliger à chercher la réconciliation avec l'Allemagne. De cela nous sommes encore loin.

Le peuple français est beaucoup trop sceptique pour croire qu'il n'y aura plus de conflits, mais il est convaincu qu'il n'est plus permis aux peuples européens de se faire la guerre. Il sait, par sa propre histoire, que jadis les provinces françaises se sont livré des luttes

cruelles et sanglantes ; la haine entre Bourguignons et Armagnacs est restée proverbiale. Mais de même que les provinces françaises, au lieu de se combattre, collaborent, de même les pays d'Europe devront collaborer pour le plus grand bien de chacun. Le peuple français est d'avis, d'après l'image employée par Pichot dans un article de la « Europäische Revue » de janvier 1935, que les nations européennes sont comme les locataires d'une maison devenue trop étroite, locataires qui, cependant, sont obligés de s'arranger entre eux tant bien que mal. Car si l'un d'eux essayait de se faire droit par la violence, il aurait toujours tous les autres contre lui.

Qui pourra faire le garant ? Voilà toute la question.

A l'extérieur, l'Angleterre aurait pu être ce garant ; mais elle ne l'a pas voulu. Aujourd'hui, même si elle y consentait, ce serait trop tard. La Société des Nations ? N'insistons pas.

Et à l'intérieur ? Qui pourrait donner son aval ? Un parti ? Les puissances d'argent ? La grande presse ? Il ne faut pas y penser. On peut chercher tant qu'on veut, on ne trouvera que les Anciens Combattants. Si les dirigeants des grandes organisations déclaraient publiquement et sans réserve aucune, qu'ils ont pleine confiance dans l'Allemagne, et s'ils se portaient garants de l'entente franco-allemande, alors le peuple abandonnerait sa méfiance ; dans ce cas il serait possible de vaincre toutes les résistances.

Si l'on ne veut s'exposer à des déceptions, il faut avoir le courage de voir ces choses d'un œil froid et objectif. Il faut surtout bannir tous les rêves et ne pas confondre ses vœux avec la réalité.

La grande influence des A.C. sur l'opinion publique n'a jamais été aussi manifeste qu'après la réception de leurs chefs par Adolf Hitler, fin 1934. Le Chancelier, dans le courant de l'année, n'avait cessé de faire des

déclarations pacifiques. Il avait reçu plus d'un journaliste français. Tout cela fut passé sous silence dans la grande presse française ou déprécié par les commentaires désobligeants. Mais quand il eut reçu des A.C., d'un coup tout se mit en mouvement. La presse n'aurait pu ni taire ces entrevues, ni les commenter défavorablement.

* * *

On ne sait pas assez que toute la réconciliation franco-italienne a été préparée par les A.C. et n'a pu être réalisée que grâce à eux. On se rappelle quelle animosité régna longtemps dans les relations franco-italiennes. Les Italiens jugeaient insuffisant le prix reçu pour leur aide dans la grande guerre, et les Français avaient de la peine à vaincre leur aversion contre la dictature fasciste. En décembre 1932 enfin, Herriot fit un discours à Toulouse pour briser la glace. Aussitôt commença le travail des A.C. Henry de Jouvenel, ami de l'U.F., fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire à Rome. L'U.F. a en Italie une section particulièrement active qui se mit à l'œuvre, en collaboration étroite avec les camarades italiens. Les dirigeants de l'U.F., un professeur, un receveur de finances, allèrent à différentes reprises en mission à Rome, furent reçus par Mussolini, prononcèrent des discours dans les grandes villes italiennes. On organisa des réceptions solennelles, on fraternisa. Henry de Jouvenel invita les grands mutilés italiens, quelque fût leur situation sociale, au Palais Farnese, où ils furent l'objet d'une hospitalité généreuse. Cela ne s'était jamais vu à Rome et fit sensation. Ainsi l'opinion publique italienne fut systématiquement travaillée pour créer une atmosphère dans laquelle il deviendrait possible d'aborder les questions litigieuses. En France, les mêmes dirigeants de l'U.F., soutenus par la volonté des masses

combattantes ne cessèrent d'exercer une légère pression sur le gouvernement français pour vaincre la résistance des bureaux et faciliter à la diplomatie la sortie de l'ornière.

Tout cela s'est passé à l'ombre ; la grande presse en a parlé dans de minces entrefilets. Le bruit, d'ailleurs, n'aurait fait que du mal. Les bonnes choses mûrissent dans le silence. Les faits, cependant, sont indéniables et ont trouvé leur confirmation officielle. Lorsque, le 6 janvier 1935, Laval et Mussolini sortirent, peu avant minuit, de leur conclave, proclamant l'accord enfin réalisé, le premier des assistants auquel Laval s'adressa, fut M. Mirauchaux, président de la section italienne de l'U.F. « Les Anciens Combattants des deux pays ont bien travaillé », telle fut sa parole (Le « Temps » du 8 janvier 1935).

Quelque ait été l'évolution de la politique italienne depuis cette date, le mérite des A.C. n'en peut être diminué.

C'est par cette voie, et par elle seule, que la réconciliation entre la France et l'Allemagne peut être réalisée. Les obstacles qui s'y opposent sont, avant tout, de nature psychologique. Il faut d'abord créer une nouvelle situation psychologique avant d'aborder les problèmes. Mais ce travail ne peut être fait que par des hommes qui connaissent les données psychologiques, des hommes, Français et Allemands, qui se connaissent mutuellement et qui aient confiance les uns dans les autres. Dans les conciliabules diplomatiques, il s'agit, pour parler crûment, de savoir qui roulera mieux l'autre. De cela, il ne peut être question si l'on veut créer une collaboration franco-allemande. Il faut d'abord que les arrière-pensées fassent place à la franchise la plus sincère, la plus brutale même. Autrement on n'arrivera jamais à rien. Inviter des Allemands à Paris pour échanger avec eux, dans l'atmosphère chaleu-

reuse d'un banquet, des paroles aimables, des poignées de mains, voire des accolades ne sert à rien, pas plus que d'inviter des Français en Allemagne pour les éblouir par l'ordre, la discipline, l'organisation parfaite.

Beaucoup d'Allemands croient qu'il suffirait d'établir entre la France et l'Allemagne un certain « modus vivendi », un équilibre approximatif. Cela aussi est un espoir vain. Un tel état de choses cacherait à peine la rivalité existante. Sous ce voile, chacun continuerait à s'appliquer pour faire pencher la balance de son côté ; et, de cette lutte muette, il naîtrait, vu le caractère des deux peuples, tôt ou tard de nouveau une lutte ouverte. Ce qui importe en réalité, c'est d'atteler les deux peuples ensemble à la même corde, de créer ce « ménage » franco-allemand, dont Jules Romains a parlé. Avant qu'on n'y ait réussi, il n'y aura pas de paix durable en Europe.

* * *

Nous avons vu qu'à l'intérieur les A.C. pourraient un jour se voir placés devant la nécessité de participer au pouvoir, sinon de le prendre.

Plus importante, cependant, est la tâche qui leur incombe dans la politique extérieure. Car eux seuls sont capables de réaliser le rêve d'une collaboration franco-allemande : qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, l'avenir de l'Europe en dépend.

Le temps des A.C. n'est point passé, comme d'aucuns veulent faire croire en France. Il nous semble plutôt que c'est dans l'avenir qu'ils auront à jouer leur véritable rôle.

VIII

LES IDÉES GÉNÉREUSES

a) Civilisation et Culture ; Mesure et Equilibre

Dans le trésor de chaque langue, il se trouve des mots qui vont droit au cœur de tout un chacun et y réveillent certains sentiments, primitifs peut-être, mais vigoureux, sentiments toujours latents dans le fond de l'âme.

Dans la langue allemande ce sont des mots comme « Bächlein, Mägdelein, Vöglein im grünen Wald » d'un côté et « Schwert, Blut, Fehde, Ehre » de l'autre. Ces deux catégories de mots ont ceci de commun qu'elles évoquent des sentiments romantiques, les uns d'un romantisme idyllique, les autres d'un romantisme héroïque. L'âme allemande est essentiellement romantique ; elle est faite de sentiments. Les mots cités ne sont d'ailleurs pas les seuls ; on pourrait en ajouter un grand nombre d'autres.

En France, les mots qui font vibrer les cœurs sont de nature différente. Leur nombre est restreint ; ils s'appellent « civilisation, paix, justice, liberté, fraternité, équilibre, mesure ». Voilà à peu près tout. Ce sont les noms de concepts abstraits, d'idées. L'âme française tire sa force, non des sensations, mais des idées.

Dans les deux peuples, cependant, les sentiments que ces mots éveillent ont un trait commun : ils sont l'expression d'une aspiration, d'une « Sehnsucht ». Une opinion très répandue veut que seul le peuple allemand soit fait de « Sehnsucht ». Rien n'est plus faux. Le peuple français connaît des aspirations qui ne sont

peut-être pas moins fortes, mais qui vont vers un tout autre but. Allemands et Français, en se critiquant, n'aperçoivent même pas le but vers lequel les efforts du voisin sont tendus.

La « Sehnsucht » allemande est tournée vers un paradis perdu. « Pourquoi ne peut-on plus vivre sans soucis, comme l'oiseau dans les bois ? » Pourquoi faut-il qu'un homme vaillant n'ait plus le droit de n'obéir qu'à la loi qu'il se fait lui-même ? Pourquoi le chevalier ne peut-il plus défendre son honneur avec le glaive ? Et s'il fut tué sur les landes vertes, n'avait-il pas vécu et n'était-il pas mort en brave ? De ce temps à jamais passé chantent les vieux « lieder » des lansquenets qui, de nos jours, enflamment de nouveau les cœurs des jeunes.

L'aspiration française est plutôt tournée vers l'avenir : vers une communauté humaine qui n'existe encore que dans les rêves, mais qu'il faudra construire : une communauté dans laquelle la violence ne fera plus la loi, où le sceptre sera enlevé à une prétendue destinée aveugle, où règnera la Justice, où des hommes doux cultiveront en paix leur jardin. Les mots dont les cœurs français se réconfortent tiennent de la religion, mais d'une religion de ce monde.

Et s'il est impossible de donner à des Français une idée même très approximative de ce que des mots comme « reisiger Ritter, blankes Schwert, auf grüner Heid erschlagen » disent à un cœur allemand, comme ils inspirent son imagination et font ressusciter tout un monde regretté, — les Français n'y voient qu'un simple atavisme, un retour à la barbarie — il n'est pas moins impossible de faire comprendre à des Allemands ce que, pour un Français, renferment des mots comme « Paix » ou « Humanité » : ils ricanent et parlent de phrases creuses et d'hypocrisie.

C'est qu'au fond des cœurs vit encore, en Allemagne, ce vieil idéal du guerrier qui méprise la mort, qui risque sa vie pour la mériter, pour qui n'a de valeur que ce qui a été conquis à la pointe de l'épée et dont le cœur bat plein de fierté quand les autres le craignent. C'est l'idéal des anciens Germains, guerriers et paysans, mais qui n'étaient pas trop attachés au sol, qui étaient toujours prêts à partir en guerre quand on leur montrait de meilleures terres à conquérir.

Sur cet idéal, en France l'idéal du paysan l'a emporté, l'idéal du laboureur qui, dans un long travail, défriche la terre, arpent par arpent, et finit par en modifier profondément la surface ; qui exècre le soldat parce qu'il dévaste les champs et brûle les greniers, et qui ne prend les armes que pour défendre sa glèbe.

C'est l'idéal de cette vieille race de paysans qui détient le sol de France depuis cent siècles ; qui en a fait un « jardin » ; qui est si profondément enracinée dans cette terre qu'il serait impossible de l'en arracher, et qui au cours de son histoire — non pas de l'histoire officielle qui fut celle des conquérants étrangers — est venue à bout de tous les intrus, de tous les guerriers et seigneurs, en les absorbant lentement.

Qu'on ne nous objecte pas que ces antinomies sont par trop faciles et qu'il n'est pas permis de simplifier ainsi une situation autrement complexe. Nous sommes loin de prétendre que le peuple allemand est encore de nos jours prêt à partir, à un signal donné, pour des conquêtes, de même que nous sommes loin d'affirmer que l'idéal guerrier s'est entièrement éteint en France. Mais l'attitude si différente des deux peuples devant les problèmes politiques ne peut être expliquée que par une différence fondamentale de leur conception de la vie, de leur «Weltanschauung», différence dérivant des origines.

Rien d'ailleurs n'est plus facile que de prouver par l'histoire et par la littérature que la France, comme

tous les Etats d'Europe, a eu durant des siècles un idéal guerrier, et ceci jusqu'à un passé assez récent. Il y a cent ans, Montalembert, lors de la construction des premiers chemins de fer, put encore écrire : « J'espère que la France ne reniera jamais sa gloire, ses traditions, sa mission dans le monde au point de croire un chemin de fer plus précieux qu'une conquête. »

De l'autre côté, l'horreur de la guerre a été très vivante dans le peuple allemand depuis le moyen âge. Nous en avons donné, dans un chapitre précédent, les preuves. Cette horreur, cependant, restait limitée aux classes laborieuses. En France, l'idéal paysan a tôt pénétré dans les élites. Dès le dix-septième siècle, la PAIX, dans le sens paysan, a été glorifiée dans la littérature. Et au dix-huitième, sous la monarchie, guerrière elle, par ses origines et son histoire, Voltaire a adressé à ses compatriotes le fameux appel : « Il faut cultiver notre jardin. » Les guerriers ne font pas de jardinage. Depuis la Révolution qui a donné les terres aux paysans, l'idéal guerrier a dû reculer, pas à pas, devant l'idéal paysan. Les rechutes du temps des deux Napoléon n'ont pu empêcher la victoire définitive de cet idéal. L'issue de l'affaire Dreyfus, en diminuant l'autorité de l'Etat-major, gardien naturel de l'idéal guerrier, a largement contribué à cette victoire qui est complète depuis la grande guerre.

En Allemagne, l'ancien idéal guerrier est en train de pâlir ; peu à peu il se transforme en idéal « du soldat ». L'accent est mis sur la notion du service. L'expérience a prouvé que la guerre même victorieuse « ne paye plus ». La victoire du National-socialisme, de quelque point de vue qu'on la regarde, a été la victoire des masses sur les élites ; et les masses, en Allemagne, comme dans tous les pays, sont profondément hostiles à l'idée de la guerre ; elles n'admettent que l'idée de la défense du territoire.

En même temps, l'idéal paysan proprement dit gagne en vigueur. A un congrès récent des paysans allemands, le chef de la paysannerie a proclamé la solidarité internationale de tous les paysans de l'Europe. Il s'est écrié: « Paysans de tous les pays d'Europe, unissez-vous pour le maintien de la paix, pour le rétablissement de la prospérité ! » C'est une évolution fort curieuse, à laquelle on devrait faire davantage attention.

* * *

De toutes les idées qui régissent le peuple français, aucune n'est exposée à tant de malentendus que celle de la CIVILISATION, idée maîtresse de laquelle découlent les autres.

Autour de cette notion de civilisation, une lutte acharnée s'est engagée entre savants, écrivains, artistes français et allemands. Du côté allemand on lui a opposé la notion de « Kultur », prétendant que celle-ci représente un état de choses supérieur. Cette querelle montre de façon particulièrement probante comment les meilleurs esprits des deux nations, tout en se servant des mêmes mots, ne se comprennent pas. Chaque parti associe d'autres idées, d'autres images aux mêmes paroles.

Il ne peut être notre tâche de nous mêler de cette querelle ; nous voulons essayer simplement de dégager ce que le peuple de France entend sous les mots de civilisation et de culture. Cela pourra aider à éclaircir la situation.

Le mot de civilisation vient de « civis » citoyen. L'antagoniste du « civis » est le « barbarus », l'homme inculte. Un barbare se transformant en citoyen est ainsi « civilisé ». La civilisation est donc ce qui distingue le citoyen du barbare. Pris dans ce sens, ce mot correspond exactement à ce que Schiller, dans le Can-

tique de la Cloche, a appelé « Heilige Ordnung », l'ordre sacré :

« O loi sacrée de l'ordre,
Bienfaisante fille du ciel,
Toi qui, dans la liberté et la joie,
Unis de liens légers
Ceux qu'un même sort rapproche,
Toi qui jetas les bases des cités,
Et du fond des bruyères
Y appelas le sauvage insociable. »

A cette définition de la civilisation tout Français souscrira. Schiller, d'ailleurs, vivait dans les idées de la Révolution française. La civilisation n'est-elle pas, en effet, la loi sacrée de l'ordre à laquelle chacun doit se soumettre volontairement, sachant que par là seulement une vie en commun devient possible ? Cette loi est la base même de toute société humaine. Quiconque reste en dehors est « insociable » et reste barbare.

La condition primordiale de toute civilisation est donc une restriction de la liberté individuelle acceptée de bon gré, le renoncement aux méthodes de la violence, à toute action arbitraire.

Un Français éminent m'a reproché un jour : « Vous autres Allemands, vous voulez vivre arbitrairement, voilà tout. Vous ne voulez pas vous soumettre à une loi commune à tous, parce que vous croyez que c'est contre votre honneur. » Peu importe que ce reproche soit justifié ou non, c'est, sans aucun doute, le reproche le plus grave que les Français nous fassent et à côté duquel tout le reste pèse peu. L'arbitraire, en effet, est incompatible avec la civilisation, comme l'eau avec le feu. Goethe d'ailleurs a dit une fois, en parlant d'un jeune homme qui ne voulait pas se ranger aux nécessités de la vie : « Chacun peut vivre arbitraire-

ment. » Il voulait dire par là : C'est une solution facile, mais où nous mène-t-elle ?

Le raisonnement des gens du peuple en France pourrait être exprimé par les paroles suivantes : « Evidemment chacun de nous aimerait mieux vivre selon ses passions et ses caprices. C'est ainsi que font les bêtes dépourvues de raison. A l'homme, la raison est donnée pour comprendre qu'il doit vaincre ses passions. Dans la poitrine de chacun, la bête féroce est aux aguets ; il ne faut jamais l'oublier. Si l'on se laisse aller, on est tout de suite perdu. Il ne faut pas oublier qu'on n'est pas seul au monde, qu'il faut vivre en paix avec ses voisins, et cela est possible avec un peu de bonne volonté des deux côtés. »

Souvent on est sous l'impression qu'il en coûte particulièrement aux Français de vaincre leurs passions. J'oserais presque affirmer qu'il leur faut pour cela un effort plus grand qu'à nous autres Allemands. Sans aucun doute, les passions sont plus fortes en eux. C'est pourquoi les crimes passionnels sont plus fréquents en France et, au reste, plus indulgemment jugés. En Allemagne avoir agi par passion n'est pas une excuse. C'est pour cette raison que les Français attribuent une si grande importance à la « victoire de soi-même », elle occupe une grande place dans leurs idées. La peur ne les quitte pas d'être entraînés un jour à la ruine par leurs passions, s'ils cessaient de les surveiller de près.

La forte aversion du peuple français contre l'uniforme a une de ses sources dans cette crainte. L'individu a le sentiment de n'être plus pleinement responsable de ses actes quand il a mis un uniforme : la responsabilité est passée à la collectivité. Pécher sur le dos de celle-ci : la tentation est par trop grande. Il vaut mieux l'éviter, la bête féroce pourrait se réveiller. En Allemagne c'est exactement l'inverse : Vêtu d'un uniforme l'individu se sent responsable devant la col-

lectivité de ne point la déshonorer. Il se surveillera tout autrement quand il porte « l'habit de l'honneur ».

La civilisation est donc un ordre extérieur, un soutien, un parapet, un garde-fou, la digue d'un canal. Est civilisée une société quand les forces élémentaires, les instincts, les passions aveugles ne peuvent plus se donner libre cours, mais quand elles sont domptées par les forces de la raison et canalisées vers des œuvres utiles.

Rappelons-nous que la politesse, elle aussi, n'est qu'un ordre extérieur, résultat du polissage des surfaces.

Dans le cadre de la civilisation et sous le manteau de la politesse, chacun a le droit d'être comme bon lui semble, pourvu qu'il se conforme aux lois communes à tous.

* * *

De la notion même de civilisation est inséparable le **principe de la majorité.** Vivre dans une communauté d'hommes suppose qu'on se range à la volonté de la majorité de cette communauté laquelle, en revanche, garantit la sécurité des individus. Peu importe que ce soit une minorité qui gouverne : elle agira toujours au nom de la majorité. Même un dictateur se réclame de la volonté de la majorité du peuple. Quand il aura perdu le soutien de cette majorité, il disparaîtra tôt ou tard.

Dans l'histoire française, la libération des Communes aux onzième et douzième siècles est particulièrement riche d'enseignements sur la notion de la civilisation. Nous avons vu que les villes avaient été gouvernées par un comte, un évêque, un abbé, non point selon la volonté, ni même dans l'intérêt des bourgeois, mais dans l'intérêt d'un Seigneur, de l'Eglise, d'un ordre monacal; par une minorité contre la volonté d'une majorité. Un jour la majorité secoua le joug et se donna un ordre « sacré » librement consenti et sanctionné par un ser-

ment solennel. De ce fait, des forces immenses qui jusqu'alors s'étaient usées dans la résistance furent d'un coup libérées et donnèrent la vie à toute une nouvelle civilisation. L'essor inouï du treizième siècle est dû à la libération des communes, essor dont les cathédrales gothiques sont témoins.

Nous avons pris l'habitude de voir, dans la Renaissance italienne, le début d'une nouvelle ère. On nous dit que dans la Renaissance, la culture antique fut réveillée, éclairant de ses rayons la « nuit » du moyen âge. Mais en réalité rien de neuf naquit avec la Renaissance. En revanche, le douzième siècle est l'époque de la naissance de tout un monde nouveau. A sa suite la vie entière fut transformée. Les efforts épars des « maîtres du monde » furent remplacés par les efforts réunis et librement consentis des collectivités, et de cet effort commun naquirent des œuvres telles qu'il n'en avait jamais existé et que même les temps modernes n'ont guère dépassées.

En plus du principe de la majorité, c'est la loi écrite qui est inséparable de la civilisation, le traité écrit, solennellement confirmé, conçu en termes clairs, ne se prêtant pas à l'équivoque. Pour que les citoyens puissent se soumettre à un ordre commun, il faut qu'ils sachent lequel ce sera. La loi est un contrat ; celui-ci doit tout régler et à côté de lui il n'y a plus de place pour l'arbitraire. Mais seulement ce qui a été écrit a force de loi ; car la parole n'a qu'une vie éphémère. Après un certain temps personne ne saura plus au juste ni les mots ni le sens exact de ces mots.

Cette conception est une des raisons de la « pactomanie » française, mais aussi de leur habitude de laisser les lettres sans réponse. Car ce qui a été écrit dure et peut être utilisé plus tard pour toutes sortes de buts. C'est pourquoi quand on a une question importante à régler avec des Français, mieux vaut faire

le voyage pour aller les trouver ; puis, après avoir bien mangé et bien bu, on discutera et on trouvera un accord sans trop de difficultés.

Les Français font facilement toutes sortes de promesses, par politesse naturelle, dans la joie de leur cœur, pour ne point désobliger leur interlocuteur ; puis ils les oublient aussitôt. Ils ne retiennent que ce qui a été écrit. Mais quand ils ont fait une promesse écrite, on peut être sûr qu'ils la tiendront ; ils ne chercheront ni prétexte ni excuse.

Dans la plupart des cas les Français emploient le mot de « civilisation » dans le sens général que nous nous sommes efforcés d'esquisser. Lorsqu'ils parlent d'une civilisation spécialement française, ils pensent à autre chose, comme nous le verrons tout à l'heure.

En ce qui concerne la CULTURE ce mot a gardé, surtout pour le peuple, beaucoup de sa signification primitive. Une des causes de la querelle franco-allemande sur ce sujet se trouve dans le fait que, pour les Allemands, tant civilisation que culture sont des mots étrangers qui ne leur disent rien en soi et auxquels on peut, par conséquent, donner le sens qu'on voudra. Alors que, pour les Français, il ne subsiste pas de doute sur leur signification. « Culture » en effet est apparenté à « cultiver » et c'est la terre qu'on cultive. On parle donc de culture de légumes, de céréales, de fruits, mais aussi de volailles, d'abeilles, d'huîtres. Ce sens primitif du mot l'emporte de beaucoup sur l'autre. Somme toute, culture désigne une activité ; et il en est de même quand on parle de culture de l'esprit, des lettres, de la musique. La culture est un ensemble de soins qu'on applique à une certaine matière afin d'obtenir un résultat meilleur.

La culture, dans ce sens, est une section de la civilisation. Comme celle-ci, elle veut remplacer l'arbitraire par un ordre donné, par une discipline. On ne permet

pas aux arbres fruitiers de se développer selon leurs forces naturelles, mais on leur impose une discipline ; on ne laisse pas les bêtes domestiquées se multiplier selon la poussée de leur instinct aveugle, mais on fait une sélection. Ainsi on arrive à des résultats supérieurs. La culture des arbres fruitiers en est un exemple particulièrement instructif. Elle a été développée en France, au cours des siècles, pour devenir un véritable art, et la France est dans ce domaine le maître de tous les autres pays. On oblige les arbres à ne dépasser certaines mesures, à se conformer à certaines formes ; on les soumet à une taille savamment expérimentée, et on les contraint ainsi à produire des fruits en nombre limité, mais parfaits. Il existe d'ailleurs plusieurs écoles de la taille des arbres qui se font entre elles une guerre acharnée. L'arboriculture est un exemple typique de ce que les Français appellent une culture.

Dans le domaine de l'esprit nous retrouverons la même conception. Les soins qu'on donne à l'esprit pour le développer, la discipline qu'on lui impose, les formes auxquelles il doit s'adapter, voilà qui constitue la culture de l'esprit. Le but est le même : obtenir de plus beaux fruits. Un homme « cultivé » est sur le terrain humain ce que, dans l'agriculture, est un jardin cultivé.

La Sorbonne elle-même voit dans la culture un département de la civilisation. Pendant les vacances elle organise pour les étrangers des cours d'initiation à la « Civilisation Française » ; un des principaux thèmes en est formé par la « Culture générale ».

* * *

Les malentendus entre Français et Allemands commencent aussitôt qu'on donne aux mots de civilisation et de culture un sens qui en dépasse le sens primitif,

pour désigner l'ensemble de ce qui, dans la vie d'un peuple, est caractéristique pour son génie spécial : la forme de son organisation politique, ses œuvres d'art, sa philosophie, ses lettres et sciences. Tantôt on parle de culture, tantôt de civilisation. En allemand on a pris l'habitude de dire la « Kultur » égyptienne, grecque, allemande ; en français on dit de préférence « civilisation » latine ou française. Somme toute, on veut dire, dans les deux langues, la même chose, mais les deux concepts ne coïncident pas, il y a de nombreuses différences de nuances, d'où la querelle.

On oserait affirmer que la civilisation, dans l'esprit français, dépasse ce qu'en Allemagne on appelle Kultur. Le domaine de la civilisation est plus grand que celui de la Kultur. La culture grecque du temps de Périclès fut une éclosion merveilleuse du génie humain, dans des formes particulières aux Grecs, et limitée à une couche régnante. La civilisation romaine, au rebours, est un ensemble singulièrement plus vaste. Elle comprend la culture romaine, peu originale, mais en plus de cela toute l'action civilisatrice de Rome, beaucoup plus importante. La PAX ROMANA, qui, pour les Français, est un des grands titres de gloire de Rome, est comprise dans la civilisation romaine. Avoir épargné au monde occidental pendant cinq siècles les guerres, leur apparaît plus méritoire que toutes les victoires et conquêtes. Les Français savent d'ailleurs très bien que leur pays doit l'avance qu'il a pu prendre sur les autres pays européens précisément à la Paix Romaine et à la Civilisation Romaine.

Pareillement, la civilisation française dépasse de beaucoup le cadre de la culture française. Ce dernier mot évoque le siècle de Louis XIV, la floraison de tous les arts, lettres et sciences de cette époque qui ressemble beaucoup à la culture grecque. La civilisation française est bien plus : elle comprend toutes les

formes de vie spéciales dans lesquelles le génie français a voulu s'exprimer dès le début du moyen âge : la Chevalerie, la Féodalité, la Courtoisie, la Galanterie, la Poésie ; puis la Réforme et Cluny et l'architecture romane ; et enfin la Libération des Communes et l'art gothique.

Inversement, le concept allemand de « Kultur » dépasse la notion française de civilisation, mais dans une autre direction. Civilisation, nous l'avons vu, est avant tout un ordre extérieur, une réglementation de la vie. La « Kultur », pour un Allemand, comprend l'intérieur ; c'est même avant tout une question de cœur, une attitude en face de la vie. Tout homme est considéré civilisé qui se soumet volontairement aux restrictions que la vie en commun et la volonté de la majorité lui imposent. Cette condition remplie, il a le droit d'être comme il veut. Pour avoir de la « Kultur », il faut qu'en plus l'intérieur soit transformé. La « Kultur » crée une certaine atmosphère. Ainsi Dresden est une ville de culture, alors qu'à Berlin c'est nettement la civilisation qui prévaut. Ces choses-là, on ne peut sans doute les prouver, mais on peut très bien les sentir.

Français et Allemands, en se disputant sur la valeur de civilisation et de culture, pensent à des choses différentes, regardent chacun dans une autre direction. Comment dans ces conditions se comprendraient-ils?

A la base de ce malentendu nous retrouverons encore l'opposition entre l'idéal paysan et l'idéal guerrier. Conquérir le monde sans coup férir en le civilisant, le transformer lentement et patiemment, comme la charrue transforme le visage de la terre, voilà l'idéal cher à l'âme française. Et pour les Français civilisation désigne beaucoup moins l'état créé par l'action civilisatrice que cette action même, continue, patiente, éternelle, tandis que pour nous autres Allemands le mot de « Kultur » évoque une floraison riche, un état de

vie supérieur, nécessairement limité dans le temps et l'espace et réservé à une élite, telle que fut la culture athénienne du temps de Périclès ou la culture de la Renaissance dans les Cités italiennes.

* * *

L'ÉQUILIBRE et la MESURE sont des concepts qui n'ont pas besoin d'être définis ; aucun malentendu ne peut régner à leur égard. Dans les chapitres précédents nous avons fourni des exemples de l'importance que les Français leur attribuent. Qu'il nous soit simplement permis de souligner une dernière fois cette importance.

Le rôle qu'ils jouent, on le comprendra mieux en se laissant pénétrer par l'esprit gothique. La cathédrale gothique, cela nous paraît une vérité fondamentale, est l'expression la plus parfaite et la plus grandiose du génie français, création originale sous tous les rapports. Déjà l'architecture romane était née de l'idée de l'équilibre des masses ; la pesanteur qui empêche l'âme de s'envoler ne peut être vaincue que quand on oppose les masses les unes aux autres, neutralisant ainsi leurs forces. Ce ne devient possible que par l'établissement de l'équilibre entre elles. L'idée de l'équilibre était sans doute sousjacente dans l'âme française. Autrement on ne l'aurait pu y trouver. Car « inventer », c'est trouver et tirer au jour.

Mais ce n'est que dans l'église gothique que cette idée de l'équilibre a trouvé sa réalisation parfaite. On a jeté d'abord des fondements larges et solides. C'est sur eux qu'on dressera la construction téméraire. Rien dans elle n'est laissé au hasard. Tout est prémédité, sans toujours être « calculé ». Rien n'est superflu, mais chaque élément a sa raison d'être logique, une tâche à remplir. En montant, les nefs s'épaulent l'une l'autre. Un système d'étayage aussi génial que hardi et sans cesse perfectionné a permis de porter la ligne de

faîte toujours plus haut dans le ciel ; de se contenter de murs toujours moins épais, économisant en même temps et sur la matière et sur le travail ; de laisser entrer des flots de lumière toujours plus abondants. De siècle en siècle, les piliers, élément essentiel de toute la construction, les piliers, qui doivent supporter tout le poids de la voûte, sont simplifiés pour être finalement réduits à leur plus simple expression. Toute l'évolution de l'art gothique se lit dans la forme des piliers, c'est elle qui caractérise les époques et non l'ornementation des meneaux des fenêtres, élément purement décoratif. Tout se tient dans ce système et tout est fondé sur l'idée de l'équilibre. Enlevez le moindre petit élément de construction et l'édifice grandiose s'écroulera. L'entreprise est d'une hardiesse incomparable, mais non point folle, ne négligeant jamais les lois infaillibles de la logique. Telles sont les données, telles sont les lois, tel doit être le résultat. Il ne peut en être autrement, on peut s'y fier et ainsi on peut oser.

La cathédrale gothique est le symbole d'une autre construction, vivante elle : la Nation française. Construction née de forces instinctives, mais réalisée par un effort continu de la Raison, effort qui n'a jamais été découragé par l'échec, qui après l'effondrement en a recherché les causes et qui a recommencé en évitant les erreurs commises.

Pour les Français conscients d'eux-mêmes, cette nation est une œuvre d'art, fondée sur les lois de l'équilibre, réalisant un idéal d'équilibre auquel il faut se garder de toucher au risque de mettre en danger tout l'édifice. C'est parce qu'on est conscient de cet état de choses, qu'on parle tant d'équilibre en France : pour que les hommes n'en oublient jamais l'importance.

D'autre part, puisque la France se trouve en équilibre, et pourvu qu'on ne s'attaque pas aux fondements,

on peut bien se permettre de se laisser aller dans ce qui est accessoire, de lâcher la bride aux fantaisies, de se plaire dans toutes sortes de facéties. Les sculpteurs du moyen âge, dans la décoration des tympans, dans les médaillons, dans les petits à-côté, n'ont-ils pas fait de même ? Ce n'est qu'un jeu. Là, on peut même dépasser la mesure et donner libre cours à l'instinct. On ouvre ainsi une soupape, une échappatoire et on empêche les tensions qui, devenues trop fortes, pourraient un jour menacer l'équilibre.

b) Liberté — Egalité — Fraternité

Sur tous les édifices publics de la France, on trouve, inscrite en grande lettres, la devise de la République LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ.

Bon nombre de gens, Français comme étrangers, prétendent que ces mots ont perdu leur sens, qu'ils sont devenus vides et creux. Si c'est vrai pour une partie des intellectuels, c'est cependant faux en ce qui concerne le peuple. Pour lui, ces mots, loin d'avoir épuisé leur sens, désignent un but qu'on est encore loin d'avoir atteint, vers lequel il faut, au contraire, tendre tous les efforts. Tâchons donc de comprendre quelle signification le peuple donne à ces mots.

LIBERTÉ, dans son sens absolu, désigne un état où l'homme fait sa propre loi et où rien ni personne ne l'empêchent de faire ce que bon lui semble. Parfois, infirmant la liberté, un obstacle peut être formé par une force majeure, une loi, un scrupule ; l'homme rétablit alors son entière liberté en décidant, de sa propre autorité, de ne pas tenir compte de cette entrave ; à condition toutefois que ses forces lui permettent de passer outre. Il n'est jamais inutile de se rappeler le sens réel des mots dont on se sert.

Cette liberté inconditionnée est évidemment incompatible avec la notion même de civilisation. Une vie en commun, réglée par les lois de l'ordre sacré, ne devient possible que quand chacun renonce à une partie de sa liberté.

Les Français, en parlant de liberté, entendent par là la liberté relative, volontairement limitée par les besoins de la civilisation. Pour eux, les hommes dans un Etat sont libres, si les restrictions inévitables ne sont pas imposées par la volonté d'un individu ou d'une minorité, mais votées par la majorité des citoyens et acceptées par tous de plein gré. L'idée de la liberté est pour eux, exactement comme l'idée de la civilisation, inséparable du principe de la majorité. Ils n'admettent pas qu'il puisse exister différentes sortes de liberté : française, allemande, italienne, mais seulement la liberté tout court. Ce qui peut, cependant, différer entre les peuples, c'est la nature des restrictions.

En nommant la totalité de ces restrictions d'un mot français passé dans toutes les langues, la discipline, à laquelle un peuple se soumet, nous pouvons distinguer une discipline française, allemande ou italienne. Pour les Français, il est cependant indispensable que la discipline soit librement consentie, autrement il n'est plus question de liberté.

Pour parler du rôle de la LIBERTÉ en France, il est donc essentiel de connaître la nature de la discipline française. Au fond, les Français sont-ils disciplinés ou ne le sont-ils pas ?

Il y a évidemment deux sortes de discipline : une discipline intérieure, devenue un état d'âme, entrée dans les habitudes et à laquelle on obéit sans y penser, et une discipline extérieure se manifestant dans certaines attitudes plus ou moins voyantes.

Jusqu'à ces derniers temps, la majorité des Français voyait dans la discipline extérieure, sans en vouloir

nier la nécessité, un épouvantail, un pis-aller, une coërcition à laquelle l'individu essayait d'échapper le plus possible. Par conséquent, les Français étaient considérés comme un peuple indiscipliné. A juger d'après les apparences, à voir la tenue négligée des gens, l'état délabré des édifices publics, la saleté des rues contre laquelle on ne luttait que mollement, on pouvait le croire. On était confirmé dans ce jugement en lisant dans les journaux que, dans une grande artère de Paris et en plein midi, un officier faillit être assailli de coups, parce qu'il avait blâmé la tenue incorrecte d'un soldat ; voulant héler un taxi, les chauffeurs refusèrent de le conduire. Les Français eux-mêmes enviaient à l'Allemagne une discipline dont ils se sentaient incapables. Je connais des Français qui sont revenus anéantis du Congrès de Nuremberg de 1933 ; ils voyaient déjà leur patrie perdue.

Cependant, en France plus qu'ailleurs, il faut se garder de juger d'après les apparences. En Allemagne on dit : « Kleider machen Leute », l'habit fait l'homme. En vérité, on se trompe rarement en Allemagne, en jugeant les hommes d'après leurs habits. Pour les peuples germaniques, l'extérieur doit être en harmonie avec la valeur intérieure d'un homme. Un homme de valeur n'a pas le droit de négliger sa tenue ; dût-il ne pas manger à sa faim. La société impose à chacun une certaine tenue correspondant au degré qu'il occupe sur l'échelle sociale. L'amour de l'uniforme qui permet de classer les hommes est une expression de cet état d'esprit, ainsi que la manie de construire des palais aux façades pompeuses pour les bureaux des Sociétés anonymes.

Inversement on dit en France : « Ce n'est pas l'habit qui fait le moine. » Il faut se méfier de l'apparence, elle est trompeuse. Et en réalité nulle part on ne se trompe si lourdement à juger les hommes d'après leurs

habits qu'en France. Vous allez rendre visite au chef d'une grande entreprise : vous trouvez un vieux Monsieur poli et doux, timide, avec une petite barbiche blanche, habillé d'une jaquette aux revers usés, assis dans une petite cage de verre au milieu de ses employés. Un jour, dans un banquet, j'étais assis en face du préfet : à sa tunique, aux brandebourgs noirs, manquait un bouton. — La « Berliner Illustrierte » a une fois reproduit la photographie du Conservateur du Louvre sous la porte de Brandebourg, lors d'une visite qu'il a faite à Berlin. C'est une des plus grandes autorités dans le domaine de l'art ; comme il paraissait modeste ! Il serait facile de multiplier ces exemples.

La négligence de la tenue provient d'ailleurs en partie du système français de contributions, système fondé sur les « signes extérieurs ». On payait l'impôt selon le train de sa vie. Les dimensions des portes et des fenêtres servaient d'échelle pour l'imposition. Celui qui vivait modestement ne payait rien ou presque. Un homme pouvait être millionnaire : si cela ne se voyait pas dans ses dépenses, il était épargné. L'application de l'impôt sur le revenu se heurte aux résistances les plus opiniâtres ; en province et surtout dans les campagnes, cette loi est restée lettre morte. Un receveur de finances m'a une fois expliqué que toutes les misères de la France disparaîtraient, si l'on osait appliquer rigoureusement la loi de l'impôt sur le revenu. D'après ce que j'ai vu moi-même, je le crois volontiers.

L'état délabré de tant d'édifices s'explique par la même mentalité. Si les propriétaires voulaient entretenir leurs immeubles dans un état aussi parfait qu'en Allemagne, ils devraient s'attendre à être lourdement imposés. C'est ce qu'ils craignent.

En dehors de tout cela, les Français, frondeurs de par leur nature, toujours enclins à se révolter, supportent mal toute sorte de contrainte. Aussitôt qu'on

veut les forcer à faire ceci ou cela, ils feront exprès le contraire pour se prouver à eux-mêmes leur indépendance.

A bien réfléchir, il semble cependant impossible qu'un peuple aussi civilisé soit indiscipliné ; car la civilisation et la discipline dépendent l'une de l'autre. Seulement la discipline en France est intérieure, entrée dans les habitudes, devenue toute naturelle. S'il répugne aux Français de montrer cette discipline, l'aversion contre toute sorte de militarisme y est pour beaucoup.

Pour se rendre compte de cette discipline tacite, il suffit d'observer le soir, à la sortie des bureaux, la foule des employés se dirigeant vers les stations de tramways et d'autobus. Chacun prend son numéro et fait la queue. Il n'y a pas de bousculade, pas d'impatience, personne ne travaille des coudes. Lentement la foule avance entre de minces chaînettes. Toute cette institution des numéros serait impossible sans une très grande discipline intérieure. Quand la voiture arrive, le receveur se fait montrer un numéro, le crie et demande : « Personne avant? » Puis les gens montent dans l'ordre arithmétique. Les mutilés de guerre, les femmes enceintes et celles avec des bébés sur le bras passent sans numéro. On assiste au même spectacle à la fin des représentations de théâtre ou à n'importe quelle autre occasion. Quand, dans le Métro, un enfant descend à la main de sa mère l'escalier souvent étroit, ceux qui suivent attendent patiemment, fussent-ils très pressés ; ils ne s'impatientent même pas quand ils voient le portillon d'accès se fermer devant eux parce que le train entre en gare. Celui qui, en France, essayerait de faire usage de ses coudes n'irait pas loin. Ce qui caractérise cette discipline, c'est qu'elle est entièrement volontaire. Rarement un agent a besoin d'intervenir.

Cette discipline se manifeste de la façon la plus impressionnante dans le trafic des automobiles. Pendant longtemps, Paris et sa banlieue ont eu plus d'automobiles que toute l'Allemagne. La préfecture de police fait des statistiques régulières sur la densité du trafic. On a constaté qu'à certains endroits le nombre des automobiles qui passent dans l'après-midi s'élève à trois et même quatre mille par heure. Mais tout ce trafic immense se règle presque sans effort. A de nombreuses croisées de rues il n'y a même pas d'agent. A certains endroits le piéton est invité à mettre lui-même en mouvement le signal d'arrêt s'il veut traverser la rue. En général, on la traverse sur les passages cloutés; au besoin, on lèvera la main, pour arrêter les autos, mais personne n'en abusera. Une entente amicale semble régner entre le public et les chauffeurs. Mais si la police voulait user de la main forte à l'égard des chauffeurs de taxi qui, en bonne partie, sont communistes, elle n'arriverait à rien. Il faut qu'elle s'adresse à leur bonne volonté.

Le peuple français est donc, contrairement aux apparences, profondément discipliné. Ce laisser-aller qui choque l'étranger, et souvent à juste titre, serait en réalité impossible sans cette base de discipline inconsciente. C'est un peu la même chose que pour l'équilibre. Un peu plus de discipline extérieure ferait, cependant, le plus grand bien au peuple français. On en est, d'ailleurs, conscient et à l'époque actuelle le mot même de discipline est en train d'être promu au rang d'un grand mot. Il n'y a pas longtemps encore, il était méprisé parce qu'il sentait par trop la caserne, où des brutes de sous-off', en se réclamant de discipline, chicanaient des adolescents sensibles. La discipline est une question d'éducation. Un être jeune, qui aura appris la discipline avant le service militaire par le camping et les excursions en commun, la trouvera

toute naturelle. Cette éducation a déjà commencé, il n'y a pour s'en convaincre qu'à observer les boy-scouts et les jeunes gens des ligues. Avec quel zèle et quelle fierté ne jouent-ils pas leur rôle ! Tous les jours les journaux parlent de la nécessité de la discipline. Dans ces questions non politiques, les journaux sont des baromètres assez sûrs de l'opinion publique.

On peut constater des progrès dès à présent. A Paris, la propreté des rues a augmenté. Dans les petites villes de province cela frappe quelques fois les yeux. Chose curieuse, les municipalités socialistes sont souvent les plus ambitieuses à cet égard ; mais cela s'explique de façon naturelle par le fait que seul la S.F.I.O. connaît une sorte de discipline de parti. Au reste, les masses ouvrières sentent très bien qu'elles ne sont fortes que disciplinées. La grande manifestation du 10 février 1935, pour commémorer les morts de février 1934, fut un modèle de discipline librement consentie. Un service d'ordre volontaire réglait les mouvements des masses ; la police, ayant à sa tête le ministre de l'intérieur et le préfet de police en personne, regardait, les bras croisés. Lors des manifestations contre les décrets-lois en juillet 1935, quelques mécontents voulurent s'armer de pavés, entassés dans une rue à proximité de l'Opéra ; mais l'appel « Discipline, camarades ! » les obligea à les déposer.

Notons en passant que la discipline extérieure est meilleure partout où il y a une tradition huguenote. Il existe une différence frappante entre Avignon et Nîmes. Citons encore Montpellier et, parmi les petites villes, Bergerac, aux rues si propres, au magnifique jardin public. C'est d'ailleurs la petite ville française par excellence, peut-être un peu endormie, un peu dépeuplée, un peu petit bourgeois, mais animée de visages joyeux, pourvu d'excellents hôtels et située au milieu d'un pays où rien ne manque : ni le fleuve poissonneux,

ni les champs de blé et de tabac, ni les figues ni les pêches, ni les vignobles aux crus fameux (Frédéric-le-Grand ne buvait que du vin de Bergerac), ni les oies périgourdines, les vastes forêts, le gibier, les truffes et les cèpes.

* * *

Le second mot de la devise de la République Française s'appelle ÉGALITÉ.

Prétendre que les Français aient jamais cru qu'un jour on pourrait rendre tous les hommes égaux est un malentendu manifeste. Dans un peuple aussi individualiste et où chacun a l'ambition de se différencier de son voisin, ce ne serait pas même un idéal. Egalité a voulu dire d'abord: égalité devant Dieu, ensuite devant la loi et surtout devant les impôts.

Avant la Révolution, les classes privilégiées ne payaient non seulement pas d'impôts, mais beaucoup de leurs membres recevaient encore des pensions prélevées sur les deniers publics. Les impôts principaux étaient la « taille », impôt réparti dans une province par tête d'habitants, et la « gabelle », impôt sur la consommation du sel. La gabelle était particulièrement haïe à cause des vexations auxquelles elle donnait lieu. L'inégalité de l'imposition et l'abus des pensions furent les grandes causes de la Révolution. Quand il ne fut plus possible d'augmenter les impôts et que les rentrées ne suffirent plus, l'arc trop bandé se cassa.

De nos jours, l'égalité devant la loi et le fisc est, en principe, réalisée. Le mot d'égalité a donc perdu de son importance. Un autre mot a pris sa place : la JUSTICE SOCIALE.

L'idée de la Justice tout court a toujours joué un rôle important dans la vie du peuple français, le plus grand peut-être. L'égalité, telle que les Français la comprennent, est une forme de la justice. Les rois, aux

yeux du peuple, étaient surtout gardiens de la justice. Le peuple cherchait protection auprès d'eux contre l'arbitraire des seigneurs. Saint Louis, rendant la justice sous un chêne du bois de Vincennes, est devenu un symbole.

C'est pour une question de justice, indépendante de tous les intérêts, que le peuple français a failli se casser en deux vers la fin du dix-neuvième siècle, à la suite de l'affaire Dreyfus. Sur cette affaire, les plus grandes erreurs ont cours en Allemagne. Tantôt on la présente comme un duel entre francs-maçons et catholiques, tantôt comme une attaque de l'esprit marchand juif contre l'esprit héroïque français. Quoiqu'il en soit, pour le peuple de France il s'est exclusivement agi de justice. Un homme avait été condamné à une peine très sévère sur la foi de documents notoirement faux, parce que certains milieux voulaient se débarasser de lui. Voilà l'essentiel. Pour des raisons d'Etat, les autorités militaires ne voulaient pas laisser contester le jugement. C'est contre cela que le peuple s'est révolté. La culpabilité ou l'innocence du capitaine d'Etat-major Dreyfus était secondaire. Les meilleurs esprits de la nation entrèrent en lice et se livrèrent une bataille acharnée. Toute la France se divisa en deux camps opposés. Dans la même famille, dans le même cercle d'amis, les opinions se dressèrent les unes contre les autres, inconciliables. Il n'y eut plus que Dreyfusards et Anti-Dreyfusards. Certes, ce fut en même temps une révolte du peuple contre les élites représentées par l'Etat-major, mais ce côté de l'affaire était plutôt subconscient ; au premier plan se trouvait l'idée de Justice. Que l'Etat-major ait cru pouvoir faire bon marché de la Justice, en invoquant des raisons d'Etat, voilà qui révolta les consciences du peuple. Dans cette lutte, l'Etat-major a été vaincu ; depuis lors il reste suspect aux masses popu-

laires. Même un moraliste aussi sévère et en même temps patriote aussi ardent que **Raymond Poincaré** pour lequel les raisons d'Etat auraient dû, à première vue, primer toutes les autres, même Raymond Poincaré « libéra sa conscience » et se joignit aux Dreyfusards. Encore maintenant, quand un grand homme meurt, on souligne s'il était Dreyfusard ou non.

En 1934 une querelle semblable paraissait devoir naître lors de la mort mystérieuse du conseiller Prince. Deux partis se dressèrent avec véhémence l'un contre l'autre. Pour les uns, Prince avait été assassiné par une « maffia », afin de faire disparaître un témoin qui aurait pu gêner les gauches — chose curieuse, ce fut un ministre de gauche qui jeta le mot de maffia dans la discussion — pour les autres, Prince avait cherché la mort pour des affaires d'argent et de femmes. Mais, quelque violente que fût la discussion dans la presse, l'opinion publique — la vraie — ne s'y intéressa pas. On est peut-être en droit d'en conclure que le peuple ne croit plus à la probabilité des grandes injustices. Il aurait donc confiance dans la juridiction. Cela marquerait une victoire décisive de la Justice.

De nos jours, c'est l'idée de la JUSTICE SOCIALE qui hante les esprits. Elle est revendiquée par les masses, comme le fut, avant 1789, l'Egalité, de laquelle elle est, du reste, la forme moderne. Le problème de la justice sociale a été posé, en France, par les fondateurs du socialisme. Né en France, le socialisme resta longtemps une affaire de philosophes. Avant d'exercer une influence sur la vie pratique, il fut d'abord discuté et mis dans un système sur un terrain purement spirituel. La direction que Karl Marx lui a donnée plus tard a toujours été contraire au génie français. Ceci de l'avis des meilleurs esprits du socialisme, et de Jaurès lui-même. Jusqu'à nos jours, les électeurs qui donnent leur voix aux candidats marxistes sont, en grande par-

tie, loin d'être marxistes. En réalité, la mentalité paysanne et petite-bourgeoise est foncièrement opposée au marxisme. Cela éclaterait au grand jour, si l'on voulait réaliser en France le programme de Karl Marx.

Depuis que la crise mondiale a commencé à peser plus lourdement sur la vie française, le problème du socialisme et de la justice sociale s'est compliqué d'un autre qui peu à peu prend la première place : celui du DROIT A LA VIE auquel nous avons déjà fait allusion. Ce n'est point un problème neuf ; il est même plus vieux que le socialisme doctrinaire. Il est né dans la Révolution sous le nom du DROIT AU TRAVAIL.

On pourra esquisser la situation actuelle, telle qu'elle se présente aux yeux des masses populaires, à peu près dans les termes suivants :

« La grande Révolution de 1789 n'est pas encore terminée. Ce fut une tentative d'amener une ère nouvelle qui n'a réussi que partiellement. Les forces de l'ancien régime sont toujours vivantes et ne demanderaient pas mieux que de priver le peuple de sa liberté. La noblesse terrienne, certes, est réduite à l'impuissance, mais sa place est occupée par la Haute Finance, bien plus dangereuse, parce qu'elle travaille dans le secret. Deux cents familles réunissent tout le pouvoir dans leurs mains : ce sont les grands banquiers, les administrateurs des compagnies d'assurances, les maîtres de forge, les grands industriels, les minotiers, les magnats de la presse. Les deux cents sont retranchés derrière un mur d'argent et servent l'argent-roi. On ne les voit pas, mais ils exercent le pouvoir par des hommes-liges. Ils ont leurs mains partout. Les grands journaux leur appartiennent et beaucoup de politiciens sont leurs vassaux. Ils ont établi une nouvelle féodalité, pire que l'ancienne, pour exploiter le pays. »

Dans la discussion sur ces questions nous trouverons toute une série de ces expressions toutes faites, qui ont

retenu notre attention déjà plusieurs fois : la féodalité financière, le mur d'argent, l'argent-roi, la vénalité de la presse, les politiciens corruptibles et ainsi de suite On se rappelle le mot de Méphistophelès :

Là justement où manquent les idées
Un mot vient à propos les remplacer.

Mais il faudrait prendre le sens de ces vers à rebours, car en France les mots se présentent moins comme « Ersatz » d'idées, c'est plutôt l'idée, quand elle a gagné suffisamment de force, qui se crée pour son usage un certain nombre de mots susceptibles de frapper l'imagination. La langue française foisonne de ces expressions frappées comme une monnaie et qui conservent longtemps cette frappe. Bon nombre d'elles se retrouvent aussi bien dans les proclamations dithyrambiques de la Révolution que dans celles de la Commune et dans les affiches des partis actuels. Quel rôle « le calme et le sang-froid » n'ont-ils pas joué ! « La France, dans le calme et le sang-froid, attend... » Comme cela sonne ! Des mots pareils ne manquent jamais leur but. Et toujours la France est imaginée et représentée comme une grande personne. On se sert d'images simples, simplistes même, telles ces « images d'Epinal » qui ont leur pendant en Allemagne, dans les « Neuruppiner Bilderbögen ».

« La Révolution de 1789 — continuera-t-on — n'a fait que changer la vie **politique**, car les grands problèmes économiques n'existaient pas encore à cette époque. Aujourd'hui il s'agit de faire le 1789 **économique.** Jadis le sol était la source de la richesse, il appartenait à un petit nombre. Maintenant ce sont les moyens de production qui appartiennent à quelques privilégiés. La masse du peuple est exclus de ces « richesses de la nation » ; une meilleure répartition s'impose. Les hommes, détenteurs des moyens de production, ne

voient que leur profit ; c'est de leur intérêt égoïste que dépend le nombre d'ouvriers auxquels ils veulent bien donner du travail. Mais chacun a un droit au travail, le droit de gagner sa vie par le travail de ses mains. Autrefois quiconque voulait travailler avait la possibilité de gagner modestement sa vie et de bien élever ses enfants. Cela est devenu impossible. Il faut tout simplement trouver des formes nouvelles pour permettre à tout le monde de vivre. Si les puissances financières s'y opposent, il faut briser leur résistance. Il ne s'agit pas de leur ravir l'argent pour le donner à d'autres, mais de créer une organisation toute nouvelle de l'économie. »

A ce Droit au Travail se substitue cependant peu à peu le Droit plus élémentaire à la Vie. Peu de gens se rendent compte que cette substitution constitue, en vérité, une rupture complète avec le passé de l'humanité.

La Commune de 1871 fait encore terminer une de ses proclamations par les mots: « Qui ne travaillera pas, ne mangera pas. » Les Français étaient particulièrement sévères à cet égard. Qu'on se rappelle la fable de la Cigale et la Fourmi. Quelle morale impitoyable ! Oh ! de nos jours la valeur de cette morale est fortement contestée. Il arrive que des élèves refusent d'apprendre par cœur cette fable prétendant qu'elle est immorale. Dans les journaux satyriques on la tourne en ridicule. Si les Français commencent à se détourner de La Fontaine !

En réalité, une situation a été créée dans le monde telle qu'elle n'a jamais existé avant. On pourra fouiller le passé tant qu'on voudra, on ne trouvera pas de parallèle. Le mot « qui ne travaillera pas, ne mangera pas » a perdu son sens dans un monde où il n'y a plus de travail pour tous. Il en est du reste de même de la vieille malédiction : « Tu mangeras ton pain à la sueur

de ton front. » Ce fut bien une malédiction ; on l'avait oublié. La machine a pris la place de l'homme ; d'année en année elle prive un nombre croissant d'hommes de la possibilité de travailler. Mais les hommes n'ont que leurs bras pour gagner leur vie ; si on les prive de travail, ils mourront de faim.

On n'est pas assez sot, en France, pour croire que la redistribution des richesses de la nation puisse être faite de la façon primitive de prendre l'argent aux uns pour le donner aux autres. D'autre part, le richard le plus endurci n'osera plus répondre au chômeur : « Qui ne travaillera pas, ne mangera pas », puisque chacun ne demande pas mieux que de travailler ! Le problème est donc d'assurer un minimum de vie à ceux qui, malgré eux, ne trouvent pas de travail. On le fait provisoirement par les allocations de chômage ; mais ce n'est pas une solution. Il faudrait trouver une solution à la fois juste et logique. Elle existe : faire produire par la collectivité les biens indispensables et les répartir à tous. Chacun sera tenu de faire le travail que la collectivité lui imposera dans cette production. Mais comment organiser cela pratiquement ? Voilà la question.

Théoriquement le problème est résolu. Comme tous les grands problèmes il a été étudié, éclairé, logiquement résolu dans le domaine spirituel. Il existe une LIGUE DU DROIT A LA VIE, dont l'animateur est un ancien ministre, Jacques Duboin. Cette ligue propage ses idées dans de nombreuses conférences, articles de journaux, livres et plaquettes. Elle propose des solutions incontestablement logiques. Mais personne ne peut prévoir comment iront les choses.

L'évolution a cependant fait un grand pas en avant, depuis que l'Union Fédérale, la plus importante des associations d'Anciens Combattants, a fait siennes les revendications de la Ligue du Droit à la Vie. Dans sa

brochure, « La République des Combattants », le problème est traité dans les termes suivants :

« Chacun sait maintenant que les machines, ces esclaves mécaniques de l'homme, produisent de plus en plus, servies ou surveillées par un nombre de plus en plus restreint d'ouvriers ; d'où le chômage, puisque les machines travaillent à la place des hommes.

« Les hommes qui ne travaillent plus ne vivent plus ; ils végètent, chômeurs secourus, à la charge de la collectivité, consommateurs qui ont autant de besoins que leurs compatriotes « gagnant leur vie », mais qui ne peuvent satisfaire ces besoins, faute d'argent.

« Ainsi, plus on produit, moins on emploie de main-d'œuvre, plus on restreint le nombre de consommateurs normaux. Abondance d'une part, gêne et misère de l'autre, telle est l'aboutissement du progrès scientifique et le chômage est tel qu'il s'étend rapidement à la jeunesse ; des milliers de jeunes gens sont sans gagne-pain.

« Le chômage du XXe siècle n'est pas un accident ; il restera quoiqu'on fasse, si l'on y applique les remèdes ordinaires, un état permanent : désormais il y aura toujours des hommes sans travail, nourris insuffisamment aux frais des hommes encore au travail.

« C'est une erreur, pensons-nous, de croire que la crise passera d'elle-même, sans qu'on sache trop pourquoi, et que les choses rentreront dans l'ordre. Il n'est au pouvoir de personne d'arrêter le cours de la science et d'empêcher les savants d'inventer, les ingénieurs et techniciens d'imaginer et d'exploiter. Ceux qui se proposent de réduire la production, de fermer les usines, de revenir à des procédés de production antérieurs, propagent simplement l'aggravation de chômage.

« Car il ne faut pas dire que la crise a amené le chômage ; crise ou chômage, c'est le même mot : c'est le chômage qui fait la crise.

« La question à résoudre, c'est d'organiser le travail pour permettre à tous les citoyens de vivre, c'est-à-dire de mener au moins la vie moyenne d'un homme moyen.

« Or, il y a, dans le monde industrialisé tout ce qu'il faut pour assurer la vie matérielle des populations ; le problème n'est donc pas d'étendre une production qui continuera d'aller grandissant, mais d'assurer la répartition de ces montagnes de produits, les besoins des hommes étant loin d'être satisfaits.

« La révolution économique se fait sous nos yeux ; il faut y adapter la société. »

Plus loin on lit dans la même brochure :

« La seul fait d'indiquer que le problème actuel est de distribution et de répartition, non de production, constitue un geste révolutionnaire, car, être révolutionnaire, ce n'est pas vouloir démolir et détruire, c'est comprendre que quelque chose de fondamental doit changer, vouloir que cela change et créer les nouveaux cadres de la vie nationale.

« C'est pourquoi nous disons que tout homme ayant le droit de vivre, les hommes rejetés malgré eux hors du monde du travail par le chômage ont, autant que ceux qui sont encore au travail, le droit de vivre ; qu'à partir du moment où le travail fait défaut, il reste le droit à la vie, et qu'en conclusion, quand une société ne peut plus assurer le travail de tous, que le droit au travail ne peut plus être satisfait, c'est le droit à la vie qui demeure, dont le droit au travail n'était que la forme visible, et la notion du travail change elle-même.

« L'organisation, la défense et la sauvegarde du droit à la vie est maintenant le devoir strict de l'Etat. »

Vu l'importance des associations d'anciens combattants et l'influence qu'elles exercent sur l'opinion publique, on peut prévoir que le problème du droit à

la vie ne disparaîtra plus des discussions. Il éclipsera plutôt, selon toute probabilité, les autres problèmes l'un après l'autre et finira par occuper le premier plan.

N'oublions cependant pas que le problème — quoiqu'on pense à l'étranger — est moins brûlant en France qu'ailleurs. En réalité, il serait possible de rétablir en France la vie économique du pays, si les Français, au lieu de ne penser qu'à épargner, sortaient, au contraire, l'argent des bas de laine où il dort inutilement. Même le renvoi des ouvriers étrangers suffirait en principe pour résorber le chômage. Le problème est donc plus idéel que matériel. Cela ne pourra étonner dans un pays où les idées sont si puissantes. C'est avant tout un problème de justice, de JUSTICE SOCIALE.

* * *

Le dernier mot de la devise de la République s'appelle FRATERNITÉ. De tous les trois il est, certes, celui qui est encore le plus loin de sa réalisation. Les Français en sont parfaitement conscients. On peut les entendre dire : « La Liberté paraît assurée chez nous tant que l'imperfection humaine le permet. L'Egalité devant la loi est devenue chose naturelle. Mais combien loin est encore le règne de la Fraternité ! Son temps, cependant, viendra. »

Des exemples pris sur le vif nous ont permis de montrer le rôle de l'amitié, de la camaraderie, de l'entr'aide mutuelle. Ce rôle, cependant, reste borné à des communautés restreintes. Dans un groupe, dans un clan, les membres peuvent faire preuve du plus grand empressement à s'aider : les groupes eux-mêmes ne cesseront, pour cela, pas de se combattre. L'idéal d'un « peuple uni de frères », l'idéal de Schiller est encore dans les nues.

A Paris, il y a un monument émouvant et curieux, mais presque inconnu : « La Fraternité protégeant les persécutés ». Il se trouve dans un square entre l'avenue Gambetta et le mur du cimetière du Père-Lachaise. Dans ce cimetière, les dernières troupes de la Commune s'étaient retranchées. Chassées de leurs positions et finalement coincées contre un mur, elles y furent fusillées. Ce coin s'appelle « le Mur des Fédérés » et les ouvriers de Paris organisent chaque année un pèlerinage à ce lieu, l'avant-dernier dimanche de mai. Le monument dont nous parlons ne se trouve pas au Mur des Fédérés et n'est point un monument de la Commune ; mais il s'inspire de cette fin tragique. Sur un mur fait de pierres grossièrement équarries se dessinent, esquissés seulement, les visages de ceux qui sont voués à la mort : visages pleins d'effroi, de défi, d'enthousiasme, d'héroïsme, ou simplement résignés, voire abrutis ; yeux fermés de peur ou grands ouverts avec des expressions de haine ou d'angoisse ; lèvres serrées, ou bouches criant la rage et la souffrance. Ce sont des visages d'hommes et de femmes, d'adolescents et de vieillards. Devant eux se dresse la Fraternité, jeune femme pleine de compassion : elle étend les bras pour protéger les persécutés. Dans un coin, un mot de Victor Hugo est gravé : « Ce que nous demandons à l'avenir, ce que nous voulons de lui, c'est la justice, ce n'est pas la vengeance. »

Des enfants jouent autour de ce monument, surveillés de vieilles grand'mères ratatinées. Rarement un homme passe, jamais des étrangers. Et cependant ce monument serait digne d'attention, plus digne que tant de monuments pompeux dont Paris s'enorgueille. Il retient le visiteur.

La Fraternité, pour le peuple français, est indissolublement liée à la Paix. De tous les grands mots, pour les Français, la PAIX est le plus grand. Seulement la

paix, à laquelle il aspire, n'est pas « l'état entre deux guerres » du Petit Larousse, mais le règne de la fraternité.

Chaque fois que nous essayerons de pénétrer l'âme française, nous y rencontrerons l'idéal paysan. Ainsi l'idée de paix, que le peuple français caresse dans son cœur, est d'essence paysanne : que chacun puisse cultiver en paix son champ, protégé contre le rapt et la dévastation ; que chacun reste sur sa glèbe, sans convoiter celle du voisin ; qu'on ne cherche pas de querelles de bornes et de droits de passage ; que les voisins causent ensemble en bons amis, en labourant, l'un de ce côté-ci, l'autre en face ; qu'on se communique ses expériences, et qu'on s'aide en se prêtant des outils et des semences.

Et c'est toujours le voisin allemand qui est présent à l'esprit des Français. Car ils sont séparés des voisins espagnols et italiens par les Pyrénées et les Alpes. Pour avoir le sentiment de voisinage, il faut qu'on puisse se voir labourer, qu'on puisse rivaliser à qui tracera le sillon le plus droit, à qui aura l'attelage le plus vaillant.

Dans tout ce qui se fait en France dans le domaine de la politique, on regarde ainsi du côté allemand. Dans le fond de son cœur, le peuple Français est convaincu que Français et Allemands sont faits pour se compléter, au lieu de se combattre, et que de leur collaboration seulement naîtra un jour la paix en Europe, la vraie.

Les Français, cependant, ont de cette collaboration une autre idée que les Allemands. Au fond de l'âme allemande dort encore un rêve héroïque. Même ceux qui désirent ardemment une réconciliation franco-allemande ont de la peine de la concevoir sous une autre forme que celle d'une hégémonie commune sur l'Europe. Ils croient qu'une œuvre civilisatrice immense et merveilleuse pourrait alors être accomplie en Europe,

dans des pays encore à peine dévéloppés. Les Français, cependant, sont d'un autre avis. Pour eux, les rêves impérialistes sont finis. Il ne s'agit pas de dominer l'Europe, mais d'y créer le règne de la liberté et de la paix. Certes, il y a encore bon nombre de Français, sortis des anciennes élites et qui rêvent d'hégémonie ; mais le peuple n'en veut rien savoir : il oppose une résistance inébranlable à la vieille politique traditionnelle qui, de plus en plus, se voit réduite à l'impuissance.

Un Français éminent m'a dit un jour : « Charles-Quint a voulu dominer l'Europe et a échoué. Louis XIV l'a tenté et à la fin de son règne la France était ruinée et avait perdu de vastes territoires. La Révolution voulait réunir toute l'Europe dans une grande fédération de républiques faites à son image ; mais Napoléon après avoir conquis presque toute l'Europe, vit son empire s'écrouler et la France s'est trouvée rétrogradée de dizaines d'années. Napoléon III est retombé dans la même erreur, avec la même issue fatale. Maintenant nous sommes vaccinés contre les velléités impérialistes; nos expériences nous ont coûté trop cher. En Europe, il n'y a plus de place pour des hégémonies quelque grande que soit la différence dans la valeur des peuples. »

Ainsi, un malentendu profond et tragique plane sur l'idée de l'entente franco-allemande. C'est ce malentendu, et lui seul, sur lequel toutes les tentatives le mieux intentionnées se brisent. Ce serait, cependant, une erreur que d'espérer que les Français se départissent jamais de leur point de vue. Ils n'oublieront pas la triple expérience douloureuse de leur histoire.

Ensuite, le peuple français, exactement d'ailleurs comme le peuple anglais, est fidèle à l'idée d'une Société des Nations. Ce ne sont pas les institutions genevoises auxquelles il tient — ce peuple sceptique n'en aperçoit que trop bien les imperfections ! — mais

à l'idée. Et il est opposé à l'idée d'abattre une chose parce qu'elle n'est pas entièrement réussie. La France a la patience des paysans. Nous autres Allemands, nous avons l'impatience des guerriers. Nous disons : Puisque l'œuvre est ratée, il vaut mieux l'abandonner et recommencer. A quoi bon tant d'efforts quand il est manifeste qu'il n'en sortira jamais rien qui vaille ? Les Français, au rebours, pensent qu'une fois les bases jetées, il faut construire sur elles. Avec de la patience on finira quand même par obtenir un résultat. L'idée d'une société des nations leur paraît juste en soi ; c'est le fondement. Il est dans la ligne de l'évolution naturelle que peu à peu les petites unités se réunissent pour en former de plus grandes. Renoncer à cette idée parce qu'elle n'a été réalisée qu'imparfaitement, serait une régression. Combien de temps, disent-ils, a-t-il fallu à d'autres idées pour devenir des réalités ? Les grandes idées de notre Révolution en sont encore loin, après cent cinquante ans. Cela ne peut être une raison pour se décourager. Voilà quinze ans que la S.D.N. existe. Que peut-on faire en quinze ans ? Rien ; il faudra voir dans un siècle.

Les Français sont convaincus qu'il n'existe pas de possibilité de créer une véritable PAIX en Europe, une paix à leurs vœux, une paix paysanne, en dehors d'une société ou d'une fédération des nations.

* * *

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ, dans ces trois mots s'exprima, à la fin du dix-huitième siècle, l'idéal du peuple français. De nos jours on choisirait peut-être les mots un peu différents ; on dirait, ainsi que cela se trouve sur le titre de « La République des Combattants » :

LIBERTÉ — JUSTICE SOCIALE — PAIX.

c) Le Plomb dans les Ailes

Quiconque connaît de près le peuple de France ne saurait contester que, dans sa vie intérieure, les « idées généreuses » jouent un rôle des plus importants, jusque dans les âmes les plus simples et les recoins les plus éloignés du pays. On les trouvera souvent là où on ne les rechercherait point. Quelque fois elles se cachent sous une apparence peu invitante d'égoïsme ou d'avarice. Ces idées ne vieillissent pas, au contraire, elles ne cessent de gagner en vigueur et en influence, nourries qu'elles sont par le travail incessant de millions de cerveaux. Ce sont des IDÉES-FORCES.

Leur origine est double : romaine et chrétienne ; mais la part du christianisme est bien plus grande que celle de la latinité. Le peuple français a été, plus que d'autres, pénétré et transformé par les idées chrétiennes ; sous leur poussée il a créé des chefs-d'œuvre comme les cathédrales gothiques. Et il reste pénétré d'esprit chrétien. Car si les Français sont sceptiques, ne croyant plus aux dogmes de l'Eglise et les combattant même, la valeur morale de la doctrine chrétienne reste incontestée.

Dans un peuple, cependant, dont l'idéal est humain, terrestre, qui, beaucoup plus qu'aux joies du ciel, aspire à un bonheur dans ce monde, les idées chrétiennes se sont lentement transformées. Elles sont devenus ce que nous avons appelé les « idées généreuses ».

La liberté a pris la place de la rédemption ; la charité chrétienne est devenue justice sociale. Que la foi dans un règne de la paix est essentiellement chrétienne, a-t-on besoin de le prouver ? Ainsi, les idées généreuses, la croyance en elles, remplissent la tâche d'une véritable religion.

Or, comment se fait-il que de tout cela l'étranger voie si peu ? Pourquoi la France, vu du dehors, appa-

raît-elle si souvent mesquine, chiche, peu généreuse, voire hypocrite ? Alors qu'elle se croit elle-même et en toute sincérité grande, belle et généreuse ? Les idées généreuses ne servent-elles que de décoration les jours de fêtes, après quoi on les renferme dans le tiroir ? Leur influence n'est-elle que superficielle et ne pénètre-t-elle pas dans les couches profondes ? Ou bien sont-elles paralysées par des forces hostiles ?

Il y a, sans doute, un peu de tout cela. Essayons de rechercher les raisons de ces contradictions.

Tout d'abord, il n'y aurait rien d'étonnant dans le fait que les nobles idées partagent le sort des idées chrétiennes qui, elles aussi, dans la vie de la plupart des fidèles, ne sont à l'honneur que le dimanche alors que durant la semaine elles dorment dans le tiroir. C'est l'histoire du bain du samedi soir. En effet, en l'honneur du dimanche, il faut laver l'âme de la boue dont elle a été éclaboussée en semaine. La religion est parfaite pour remplir ce côté. Comment les idées nobles échapperaient-elles à ce sort ?

Les idées généreuses ont aussi des adversaires : les hommes du passé, les représentants de l'ancien régime, dont l'esprit n'est point encore mort en France. Chose curieuse, ceux-ci se réclament de la religion chrétienne pour combattre la religion humaine du peuple. Dans leur for intérieur vit encore inconsciemment l'ancien idéal guerrier et ils ne pardonnent pas à l'idéal paysan de l'avoir vaincu. La révolte du 6 février était une dernière tentative de cet idéal périmé pour regagner son influence. Mais si le Christ réapparaissait dans le monde, il se placerait sans aucun doute du côté du peuple.

Il y a aussi des forces impersonnelles qui, comme du plomb dans les ailes, alourdissent l'envolée des grandes idées. Ce sont surtout deux, fondées sur le caractère français même : La MÉFIANCE et l'AVARICE.

Dans le monde entier les paysans sont méfiants. Leur métier les rend ainsi. Nulle existence n'est incertaine comme celle du paysan. Le champ de blé promet une belle récolte ? Demain la grêle peut l'anéantir C'est une lutte incessante contre les ennemis : maladies, parasites, mauvaises herbes. Et on est impuissant contre les plus dangereux d'entre eux : gelée, inondation, sécheresse, tempête, grêle. Parfois quand on a tout de même récolté, on doit vendre à vil prix. A part cela, un passé millénaire a appris aux paysans que, dès qu'ils possèdent quelque chose, on est prompt à le leur ravir. Jadis c'étaient les conquérants, les seigneurs, les soldats. De nos jours, c'est l'Etat avec ses impôts.

Ainsi le paysan se méfie de tout ce qu'il rencontre. Les grandes idées, certes, trouvent un écho dans son cœur. C'est son idéal à lui, l'idéal paysan, qu'elles expriment : liberté, justice sociale, paix. Nul autre n'aurait un aussi grand avantage à les voir réalisées. C'est pourquoi elles sont vivantes dans son cœur ; il ne cesse de les remuer dans ses pensées. Il en a le temps. Les citadins ne se doutent pas combien le paysan réfléchit et combien de temps il a pour le faire. Car à eux le temps nécessaire pour méditer fait toujours défaut. Quand ils regardent un paysan labourer, ils s'exclament : « Mon Dieu, que ce doit être ennuyeux de trotter ainsi toute une matinée derrière une charrue ? » Le paysan, tout en veillant à ce que le sillon soit droit, tout en incitant les bœufs, réfléchit. Son âme est remplie d'images et de pensées qui l'occupent ; il ne s'ennuie pas. Peut-être ses pensées sont-elles imparfaites, peu claires : il aura le temps d'y revenir, de les tourner d'un côté et d'autre jusqu'à ce qu'il y voie clair. La vie intérieure d'un paysan est infiniment plus forte que celle d'un citadin. Et plus indépendante. Seulement cette vie intérieure perce peu à la surface.

Et si le paysan sait mieux que le citadin ce qu'il veut, c'est qu'il a davantage réfléchi.

Seulement, même devant son propre idéal, le paysan ne réussit pas à se défaire de sa méfiance. Comme ce serait beau de réaliser toutes ces idées ! Ce serait peut-être trop beau. Ces belles paroles sont trop séduisantes ! Qui sait où elles nous méneraient ? Surtout il il ne faut pas perdre le sol sous les pieds.

Plus forte que l'appel des idées est la voix de l'instinct primitif : Paysan, méfie-toi ! Ne vas jamais trop loin ! Quelque imparfaite que soit ta situation, au moins tu sais ce que tu as. Tu ne l'abandonneras pas sans savoir ce qu'on te donnera en échange. Sécurité avant tout ! La méfiance est la mère de la sûreté.

La voix de l'instinct est plus forte dans le peuple français que dans le peuple allemand. Les Français écoutent cette voix et se fient à elle. Puisque l'instinct est là pour veiller, ils ne risquent rien à se laisser emporter par les paroles, loin, beaucoup plus loin que nous. Ce ne sont que paroles ; autant en emporte le vent. A peine prononcées, elles se meurent. Des paroles aux actes, la voie est longue. L'instinct veille à ce que les paroles téméraires ne se transforment pas en actes irréfléchis. C'est comme pour la discipline et l'équilibre.

C'est pourquoi on voit, en France, tant d'hommes qui semblent entièrement gagnés à une grande idée. Ils la professent, la défendent, luttent pour elle avec beaucoup de courage et d'abnégation, tant que cette idée reste dans le domaine abstrait. Ils vont jusqu'à voter communiste — tout en étant de braves bourgeois, ayant des réserves — parce que l'idée du communisme les enflamme. Mais aussitôt qu'il s'agit de réalisation, ils se rétractent, pris de peur. Non pas par lâcheté, mais parce que leur instinct s'entremet et leur défend de faire l'irrévocable. On l'a vu dans la politique :

Durant de longues années, les Français ont réclamé la sécurité collective. Mais quand il s'est agi en automne 1935 de marcher à fond avec les Anglais pour la réaliser, ils ont reculé. Ils ont trouvé des excuses infinies pour justifier leur hésitation. Le 14 juillet 1935 de nombreux radicaux ont marché dans les rangs du front populaire avec un enthousiasme beau et sincère. Ces mêmes hommes défendraient l'ordre bourgeois avec la dernière énergie si les socialistes voulaient réaliser leur programme marxiste. Ce qui rend si difficile de juger la situation politique en France, c'est qu'on ne doit jamais attribuer trop d'importance aux paroles, fussent-elles les plus enthousiasmées. Il faudrait connaître les forces réelles qui correspondent à ces paroles. Cela est autrement difficile. On ne peut surtout pas les connaître à Paris ni par la presse.

A côté de la MÉFIANCE il y a l'AVARICE. Elle aussi est inséparable du caractère paysan. Pour ce comprendre il faut connaître le rôle que l'argent joue dans le monde paysan.

L'argent, pour le paysan, n'est pas destiné à être dépensé. Le paysan doit pouvoir vivre sur sa terre, sans avoir besoin d'argent pour la vie journalière. Ce qu'il reçoit comme prix de ses produits doit servir, après déduction de quelques grandes dépenses, comme réserve : réserve pour le cas de mauvaise récolte, d'épidémie, de mévente, mais aussi et surtout pour la dot de la fille et pour acheter un jour tel ou tel champ quand il sera mis en vente. Cette réserve doit être toujours prête. Placer son argent dans des valeurs mobilières est, au fond, contraire à la mentalité paysanne. Le paysan, en suivant son instinct, met l'argent dans le bas de laine, le cache, l'enterre même. Cette mentalité est restée si vivante en France, que les bourgois, restés paysans, achètent des lingots d'or, des monnaies d'or étrangères, pour les cacher dans leur coffre-

fort, renonçant sciemment aux intérêts : ils se forment un « magot » et le coffre-fort sert de cachette. Il y a des banques à Paris qui, puisque la Banque de France ne cède que des lingots entiers, en achètent pour les scier et les vendre en détail.

En parlant d'avarice, il serait cependant faux de croire que les Français sont chiches ; ils le sont moins que nous. Pour aider un ami, ils sont quelquefois d'une rare générosité. Seulement, ils ne veulent pas dépenser l'argent sans savoir au juste dans quel but déterminé il servira. « Jeter de l'argent par la fenêtre » reste le plus impardonnable des crimes. C'est pourquoi il est très difficile d'obtenir de l'argent pour des mouvements de nature générale. « Méfie-toi, paysan ! Les gens ont beau raconter ce qu'ils feront de tes deniers. Peut-être ne veulent-ils que faire la noce à tes frais ; et tu en sera dupe ! »

Pendant des années, le radicalisme a dominé toute la vie politique française. C'était beaucoup plus qu'un programme de parti, c'était une véritable religion avec des dogmes, surtout dans les pays au sud de la Loire. Néanmoins, au dire de gens bien informés, le parti radical-socialiste n'aurait jamais eu plus de deux cent mille membres inscrits. Parmi les millions de sympathisants il ne s'est pas trouvé un nombre plus grand consentant à payer une cotisation. Que ferait le parti avec tant d'argent ? Il le gaspillerait, voilà ! On ne veut même pas s'abonner à un journal de parti, sacrifice insignifiant. Ainsi le grand parti radical-socialiste n'est pas à même à faire paraître un journal de parti. Le plus grand quotidien de doctrine radicale, « La Dépêche » de Toulouse, est une entreprise privée. Les socialistes et les communistes ont au moins leurs feuilles de parti.

Que les deux grandes fédérations d'Anciens Combattants atteignent chacune presque le million, voilà qui ne s'est jamais vu en France. Le fait s'explique par

l'avantage matériel que les anciens combattants ont à adhérer à ces organisations où ils trouvent une sorte d'assurance contre la mauvaise volonté des ministres des finances qui ne demanderaient pas mieux que de réduire les pensions.

Un changement cependant semble se produire aussi dans ce domaine. Sous le coup des événements de juin 1936 la C.G.T. qui jusque-là ne groupait guère qu'une petite partie des ouvriers a vu ses effectifs se quadrupler en quelques semaines. Dans la plus grande usine d'automobiles française le nombre des syndiqués est monté de 194 en avril à 23.150 en juillet.

* * *

On connaît l'exclamation de Faust : « Deux âmes, hélas ! habitent ma poitrine ! » C'est un état de choses, dont nous souffrons tous : la discorde éternelle entre l'esprit qui veut s'envoler et la motte de glaise. Ce serait une grande erreur de croire que les Français ne sont pas frappés de ce sort. Daudet, dans son Tartarin immortel, a nommé les deux âmes de son héros ; dans la plupart des Français il y a un Don Quichotte et un Sancho Pança. Mais il serait peut-être plus exact encore de dire : Prométhée et Harpagon. Prométhée qui vole le feu aux dieux pour le donner aux hommes, qui conspue le Père des hommes et des dieux et que la punition la plus cruelle ne fait pas fléchir, et Harpagon, l'Avare de Molière.

Innombrables sont les Français qui sont prêts à donner leur vie pour une idée, innombrables ceux qui sont morts victimes de leurs convictions. La raillerie d'une marchande de quatre-saisons « Les députés ne sont bons qu'à toucher leurs vingt-cinq francs par jour » a suffi pour faire monter un député, en 1852, sur les barricades, en s'écriant : « Je vous montrerai

comment on meurt pour vingt-cinq francs. » Il tomba aussitôt, criblé de balles.

Mais ce qu'il ne faut pas demander aux Français, c'est d'attaquer leurs réserves, ni de faire une déclaration d'impôts sincère. Cela est au-dessus de leurs forces. Un déjeuner à l'heure, par exemple, est une chose infiniment plus importante que bien d'autres.

Dans la poitrine des Français les deux âmes, cependant, ne se dressent plus aussi hostiles l'une contre l'autre. Elles ont trouvé un « modus vivendi » : elles vivent, en somme, en paix ; le domaine de chacune est défini. Quand même la méfiance et l'avarice freinent l'envolée du génie français et font que la France n'a pas trouvé la forme qui serait digne d'elle et que, vue de dehors, elle n'apparaît pas telle qu'elle est vraiment, aucun doute n'est permis que l'esprit a remporté la victoire sur la matière. Pour que cette victoire devienne plus manifeste, peu de chose suffirait, peut-être simplement un peu plus de discipline extérieure.

Une autre raison existe encore, raison profonde, pourquoi les idées généreuses ont tant de mal à devenir réalité : c'est que les Français, dans le tréfonds de leurs âmes, ne prennent pas entièrement au sérieux ce qui se passe dans le monde extérieur. Depuis cent siècles, ils vivent, profondément enracinés dans le sol maternel, se nourissant de ses forces, cellules de la personne France qui les protège. La France est sage, elle pense et agit à leur place. Aucun mal ne peut leur arriver. Ils en ont vu tant ! S'ils essuyent une perte, quelque grande fût-elle, en quelques années elle sera réparée. Ainsi, ils vivent heureux. Ce qui se passe autour d'eux n'est point tout à fait réel. En aucun cas, cela ne doit les empêcher de bien manger, de bien boire, de bien aimer et de bien dormir. Voilà les grandes joies qui réjouissent le cœur. Comparé à elles, tout le

reste ne pèse pas lourd ; ce n'est que jeu et un jeu, tout en vous passionnant, n'en reste pas moins un jeu.

Les idées généreuses, les hauts idéaux n'échappent pas à ce sort.

Rien, cependant, ne peut plus empêcher la victoire de l'esprit. Elle deviendra de plus en plus évidente. Peut-être ne sera-t-elle complète que dans cinquante ans, dans un siècle ? Peu importe. Les Français ne sont pas pressés, ils ont le temps.

IX

LA FRANCE PATRIE DE LA RATIONALISATION

a) Production et Distribution de marchandises

On prétend que les Anglais se nourrissent de prêches, les Allemands de sentiments et les Français de constructions logiques.

Que ce soit un peu trop simplifié, chacun en conviendra. Il est, cependant, indiscutable que dans aucun autre pays la raison et la logique n'occupent une première place comme en France. La Raison sert d'échelle à tout. Pendant un certain moment on lui rendait des honneurs divins. Pour qu'une revendication ait du succès, il faut qu'elle soit faite « au nom de la Raison ». La phrase suivante, tirée d'un quotidien, est typique : « Il nous plaît qu'au nom de la raison, un homme comme Caillaux érige un rempart solide contre le jeu stupide avec la guerre » (Marcel Déat dans la « République » du 27-4-35).

La Raison exerce son influence sur la marche des affaires par le truchement des millions de cerveaux qui journellement méditent en France sur tous les

problèmes, cerveaux aussi bien de grands esprits que de communs mortels. Dans la personne du pêcheur à la ligne du Grau, nous avons fait la connaissance d'un homme modeste, mais qui, pour sa petite part, aide à tisser le tapis spirituel de la France.

La langue française a deux mots pour ce que nous appelons « Gedanken » : pensée et idée. Par la pensée, produit du cerveau, l'homme se rend d'abord compte de ce que les sens lui rapportent. Les idées en revanche sont des forces vivantes, existant depuis toute éternité, indépendantes de la pensée humaine, cherchant, cependant, à agir sur le monde matériel. Pour ce faire, les idées ont besoin d'être « pensées » par des cerveaux humains. Elles ne peuvent se réaliser qu'après avoir été transformées en pensées. Aussi sont-elles toujours à la recherche d'hommes qui veuillent bien se mettre à leur service. Pour les Français les idées sont aussi vivantes qu'elles le furent pour Platon. On le voit quand on entend parler des gens humbles d'idées nobles, d'idées généreuses, d'idées-forces comme de réalités.

Les hommes qui sont au service des idées et qui y réfléchissent se comptent en France par millions. Au lieu de dire « ils réfléchissent » il serait plus exact de dire : « cela raisonne en eux ». C'est un travail qui s'accomplit presque seul : il dégage les idées, lesquelles ensuite agissent comme un levain, transformant lentement toute l'âme de l'homme qu'elles ont élu. Ainsi ces hommes accèdent à un niveau supérieur de conscience. Ils apprennent à se fier à la raison et finissent par tout soumettre à son jugement. Et la somme de ces efforts crée l'immense champ magnétique, sur lequel, le long de courants puissants, toutes les pensées s'ordonnent et se réunissent.

Ce règne qu'exerce la raison a pour conséquence que les Français, d'une façon générale, n'attendent jamais rien du hasard, ni de la chance, ni de la « Destinée ».

Et s'ils n'espèrent pas de faveur de la destinée, ils ne croient pas non plus qu'il soit impossible de lui échapper. Le rôle que joue le concept « Schicksal » dans l'âme et la pensée allemandes leur restera toujours incompréhensible.

C'est pourquoi il est contraire au caractère français d'abandonner les choses aux jeux du hasard. D'un autre côté les Français hésitent à troubler l'évolution naturelle. Ce qu'ils voudraient, c'est pouvoir diriger l'évolution. En vérité, pour eux la tâche de l'homme dans ce monde est une fois pour toutes définie dans le commandement de la Bible : « Tu t'assujetteras la terre. »

Le travail incessant du raisonnement porte un autre fruit : les Français sont rarement surpris par les événements. Quoi qu'il arrive, voilà des gens qui ont tout prévu. Non seulement cela, mais ils ont déjà élaboré tout un système de ce que, selon leur prévisions raisonnées, devait un jour arriver. La grande Révolution avait été attendue depuis vingt ans ; les esprits y étaient parfaitement préparés. Voltaire avait envié les jeunes gens qui vivraient ce temps heureux. De nos jours c'est l'idée du Droit à la Vie qui, après avoir longtemps dormi, s'est réveillée pour s'étendre lentement, mais irrésistiblement. On croit la voir se répandre tel un fluide, pénétrer partout ; c'est une idée-force par excellence. Un jour elle deviendra réalité et le monde entier en sera transformé.

Quand de telles idées ne trouvent pas de conditions favorables en France, elles émigrent, pour tenter leur chance ailleurs. Il en fut ainsi de l'idée du fascisme conçue par Georges Sorel à la fin du dix-neuvième siècle et des idées racistes de Gobineau et de Vacher de Lapouge.

Dans une telle atmosphère les hommes sont tout naturellement amenés à s'attaquer aux petites et grandes

difficultés de la vie journalière par les moyens de la raison.

Toute activité humaine est née de besoins. Elle se développe sur la base de certaines données, en cherchant par la force de l'imagination des possibilités toujours nouvelles, toujours plus grandes. Un trésor d'expériences purement pratiques est lentement accumulé. De ces expériences naît la routine : Ainsi ont fait les ancêtres ! Dans cet état de l'évolution le rôle de la raison est encore insignifiant. Mais elle entre en lice aussitôt que quelqu'un, après avoir réfléchi, ne veut plus se contenter de routine. La raison émet alors la prétention de régler logiquement ce qui fut fait, jusque là, par habitude. Continuer à faire certaines choses de façon déterminée, seulement parce qu'il en fut toujours ainsi, est contraire à la raison. La tâche de celle ci est de diminuer l'effort, de vaincre ou de contourner les obstacles.

Il y a toujours eu hostilité entre la raison et la routine. La raison veut le progrès, la routine y oppose les forces du passé, de l'inertie. Ces forces, nous l'avons vu, sont particulièrement puissantes en France. Elles forment l'un des pôles de la vie française ; l'autre est formé par la foi dans la raison, arbitre suprême et estimé infaillible de toutes les choses.

La tension entre ces deux pôles régit et féconde toute la vie française ; mais la raison s'avère plus forte que la routine. A en juger d'après les résultats, la raison a dû commencer tôt à exercer son influence afin de diminuer les difficultés et de rendre la vie plus facile, afin de spécialiser les métiers et de créer des types. Cette action de la raison est précisément ce qu'on a convenu d'appeler, dans la vie économique, la RATIONALISATION.

* * *

Dans la production de marchandises, la spécialisation est le premier pas dans la voie de la rationalisation. Au lieu de faire faire l'ouvrage en entier par un seul ouvrier, on répartit le travail sur plusieurs ; chacun d'eux ne fait plus qu'un certain nombre de tours de mains, ce qui lui permet de se perfectionner. Cette spécialisation ne peut cependant se faire que lorsque la demande est assez forte. Un cordonnier qui ne peut vendre qu'une paire de souliers par jour est forcé de la fabriquer lui-même du commencement à la fin. Quand c'est une douzaine, il peut répartir le travail entre plusieurs ouvriers dont l'un, par exemple, préparera la semelle, l'autre l'empeigne, un troisième la tige, alors que le quatrième rassemblera ces pièces détachées en un soulier. Dès le commencement du moyen âge la demande a dû être forte à Paris, car en 1160 il existe déjà cinq corporations pour le travail du cuir, et le rôle d'impôts de 1291 compte plus de trois cents corporations différentes, chacune spécialisée dans un certain travail et veillant jalousement à ce qu'on ne lui fasse pas concurrence. Sans doute la supériorité de l'artisanat parisien, supériorité maintenue durant des siècles, notamment dans les industries de luxe, a-t-elle eu sa cause dans cette rationalisation réalisée plus tôt qu'ailleurs. Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle — il n'y a donc guère plus de cinquante ans de cela — Paris a détenu un monopole de fait pour la plupart des articles de luxe (c'est eux sur lesquels l'artisan gagne) tels que bronzes, glaces, lustres, pendules, meubles de luxe, toilettes et chapeaux de dames, bijouterie vraie et fausse, fards et poudres, parfums, etc. D'aucuns seront étonnés d'apprendre que jusqu'en 1890 environ, l'Allemagne a dû acheter à la France aussi les brosses à dent, les verres de lunettes et les jumelles. Les industries de luxe ont fourni durant des siècles — il faut y réfléchir un peu ! — le monde entier sans concurrents sérieux ;

elles sont une des grandes sources de la richesse française.

Pendant tout le moyen âge, les métiers ont été concentrés dans certaines rues. Cela aussi est de la rationalisation ; c'était plus commode pour les clients et permettait aux artisans de s'entr'aider. A Paris cet état de choses dure encore dans certains métiers. Ainsi les fabricants de meubles se trouvent toujours, comme depuis des siècles, dans le faubourg Saint-Antoine, justement célèbre non seulement pour cette raison, mais aussi pour son passé révolutionnaire. Chaque maison y est occupée par un magasin ou une fabrique de meubles ; il y a des spécialistes pour tous les styles. On en trouvera qui ont su conserver vivante la tradition Régence, Louis Quinze, Directoire, etc. C'est encore tout un passé vivant. C'est du faubourg Saint-Antoine que tous les petits et grands despotes d'Allemagne ont fait venir les meubles pour les châteaux où ils ont logé leurs maîtresses, et là où il existait des ateliers en Allemagne, comme à Würzburg ou à Bamberg, on n'a fait que copier les modèles de Paris.

La spécialisation poussée trop loin a fini par créer un état de super-rationalisation qui a été la cause de grands désagrements au dix-huitième siècle. Louis XV a dû, à tout propos, trancher les querelles des corporations ; il en était fort mécontent. Ainsi, un fabricant d'éventails était forcé d'acheter les lames d'ivoire sculpté, la soie, la corde aux corporations respectives et n'avait que le droit de les rassembler. Après, pour la peinture, il devait s'adresser encore à une corporation spéciale. Louis XVI a fini par couper court à cet imbroglio de jalousies en abolissant les corporations. Cet acte révolutionnaire d'un roi faible et timide lui donne, aux yeux de certains historiens, droit à la reconnaissance de la nation ; il a d'ailleurs déclenché un essor inouï de toutes les industries qui, affranchies de

leurs chaînes, ont pu par la suite se développer librement.

Ainsi les Français ont passé, il y a déjà cent cinquante ans, par cette maladie de la surrationalisation, qui est pour beaucoup dans la crise actuelle ; et si d'autres pays jouent avec l'idée de refaire les corporations, les Français ne retomberont pas dans cette erreur.

Un peu plus tard, la Révolution a accompli un des actes les plus méritoires dans le domaine de la rationalisation, en créant le système métrique. Dans ce système il y a ceci de typiquement français qu'en partant d'une unité, le quarante millionième du méridien, on a érigé toute une construction logique, complète et sans lacune, comprenant non seulement les mesures de longueur, mais aussi de surface, de masse et de capacité. C'est une création de la raison pure. Tout se tient, tout découle d'un même principe. La parenté est manifeste avec l'art gothique où tout est dérivé avec une conséquence logique du principe de la voûte sur nervures croisées.

A la fin du dix-neuvième siècle, mais surtout dans le vingtième, les Américains se sont emparés des idées de rationalisation avec les conséquences qu'on connaît. Il y a cependant une différence essentielle entre les façons de voir française et américaine : Pour les Français, il s'est toujours agi de simplifier le travail et de réduire la peine, avec le but déterminé de devenir plus libres et de pouvoir mieux jouir de la vie. Ce qui, au rebours, a tenté les Américains, c'est de permettre d'augmenter en la rationalisant la production dans des dimensions colossales. De nos jours la grande industrie française a été obligée de se rationaliser d'après le modèle américain : elle n'eut pas d'autre choix. Les exagérations cependant ont été évitées. Elle est surtout fondée sur des bases plus solides qu'ailleurs, le

nouvel équipement n'ayant pas été fait, en général, moyennant le crédit des banques.

* * *

Mieux encore que dans la production de marchandises on reconnaîtra les traits caractéristiques du génie français dans la répartition des produits à travers le pays. Nous y verrons un certain nombre d'habitudes et d'institutions typiquement françaises qui ne se retrouvent pas dans d'autres pays, ou qui ont été copiées sur le modèle français.

Un beau matin, me promenant sur les quais de Bandol, petit port de cabotage sur la Méditerannée qui, à ce moment, n'avait pas encore de Casino, je trouvai tout le monde dans une agitation joyeuse. Les pêcheurs avaient capturé, dans la nuit, un important banc de sardines, ce qui, paraît-il, est rare dans ces parages. On estima la part de chacun à deux cents francs actuels. Je me demandai comment cette richesse inespérée serait mise en valeur, dans un petit port, où il n'y a pas d'acheteurs, et je posai la question. « Ah ! c'est très simple, me répondit-on. Il y a ici les commissionnaires qui s'occupent en général de l'expédition de primeurs, de fleurs d'immortelles (grande spécialité de Bandol), etc. On leur donne les poissons, ils les font emballer et expédier ; ils sont outillés pour cela. Vers midi passe un train de marchandises du P.L.M. qui, sur toute la côte, rassemble tout ce que les gens ont à vendre. Il arrive à Marseille vers les quatorze heures ; de là il voyage à 90 kilomètres l'heure. Il est à Paris assez tôt pour que tout puisse être vendu demain. Ce sont les mandataires assermentés des halles de Paris qui s'en chargent. Après la vente, ils renvoient les paniers et, par la poste, le décompte et un chèque. Après demain, peut-être un jour plus tard, le commissionnaire de Bandol aura tout entre les mains ; il

ne lui reste qu'à encaisser le chèque et le lendemain le pêcheur touchera son argent. Les droits du commissionnaire, du mandataire, les frais d'emballage et d'expédition, tout cela est fixé ; personne n'est volé. Les pêcheurs n'ont à s'inquiéter de rien. »

Une autre fois, je voyagais la nuit de Nancy à Stuttgart. Mon vis-à-vis était, je l'appris avec surprise, un berger souabe, natif de l'Alb de Kirchheim. Il venait de Verdun et allait à Göppingen, ville wurtembergoise située au pied du Hohenstaufen, pour y acheter des brebis à la foire. Ce que cet homme me racontait était très instructif. « Je suis, dit-il, d'une vieille famille de bergers ; mes ancêtres furent bergers, mes frères le sont. Mais en Allemagne il est impossible de vivre de l'élevage des moutons ; les impôts vous ruinent (c'était en 1932). Nos troupeaux paissaient en été sur les hauteurs de la Rauhe Alb (le Jura souabe) et en hiver dans la vallée du Mein. C'est un long chemin à faire deux fois par an. Eh bien ! pour la transhumance, nous avons besoin de tant de certificats de santé, de tant d'autres papiers, que tout le bénéfice en est mangé. Partout les vétérinaires font les importants. Depuis quelques années, je garde le troupeau d'un Alsacien sur les hauteurs de la Meuse. Je n'ai pas de salaire, mais j'ai droit à une partie des agneaux mis bas, et au produit de la vente des moutons qui sont en trop. Je n'ai pas de frais. Les paysans, sur les champs desquels je fais parquer mon troupeau, me donnent en revanche le logement et la nourriture, de la viande tous les jours et du vin rouge. « Bois, camarade », disent-ils en trinquant. Maintenant j'ai déjà cent brebis qui sont à moi ; d'ici quelques années je me serai refait un troupeau. A Göppingen, je vais acheter pour mon Alsacien un certain nombre de brebis — il sortit un portefeuille bourré de billets de mille francs — je les conduirai à pied à Verdun. Nos moutons, vous savez, sont

plus rustiques que les moutons français. Quand j'ai des bêliers en trop, je les expédie sans plus de formalités de la prochaine station à l'adresse des Abattoirs de la Villette. Trois ou quatre jours après, je reçois les papiers de vente et l'argent. Tout est réglé. Celui qui tue le mouton, celui qui enlève la peau, celui qui le partage, ils ont chacun droit à une partie : celui-ci reçoit la tête et les pieds, l'autre la peau, le troisième les tripes. A moi appartient le prix de vente de la viande. C'est de l'argent tout trouvé pour moi. Et il n'y a pas de tromperie. »

On peut encore se faire une bonne image comment la distribution des produits est rationalisée, en étudiant d'un peu plus près l'organisation du commerce dit de la « Nouveauté ». Dans ce commerce on vend tout ce qui a rapport aux toilettes et à la parure des dames, sauf les étoffes ; une branche en est la « mercerie » qui vend des boutons, de la passementerie, des ornements, etc. Les grandes maisons de mercerie sont toutes groupées autour du boulevard Sébastopol. Les rues de ce quartier sont les plus vieilles rues de commerce de Paris; la rue Quincampoix s'y trouve, fameuse par la banque de Law. Les concurrents peuvent presque se regarder par les fenêtres, mais cela a son importance, comme nous le verrons tout à l'heure.

La mode étant sujette à des variations rapides, celui qui vend des articles de mode doit veiller à deux choses : Quand la saison commence, il doit avoir suffisamment de marchandises pour pouvoir profiter de la vogue ; mais il doit faire attention qu'il ne lui reste pas à la fin de la saison de « rossignols » qui mangeraient tout son bénéfice. Voilà comment on fait pour atteindre ce but :

A la base de tout commerce intérieur en France se trouve la fidélité. Chaque maison a une clientèle qui lui reste fidèle, et ceci dans une mesure inconnue dans

d'autres pays. Sans cette fidélité, toute la construction s'écroulerait.

En Allemagne l'acheteur a surtout l'ambition d'acheter à bas prix. Le client français tient surtout à être bien servi. Quand il sait par l'expérience que son fournisseur le sert bien, lui livre des marchandises de bonne qualité, à un prix qui lui permet de les revendre avec bénéfice, il ne chicane pas trop sur le prix. La confiance est tout, l'apparence peut tromper. L'amitié joue son rôle, et non le moindre, dans les relations commerciales. Le père et le grand-père ont déjà acheté à cette maison, des liens solides d'amitié se sont établis, on a toujours été content. Cela vaut mieux qu'un rabais de 5%. Tout le monde veut vivre. Il est de l'intérêt de tous que la marchandise garde son prix.

Avant la guerre, travaillant dans l'exportation, je visitais de temps en temps une cliente, une dame très distinguée qui trônait dans son magasin sur les grands Boulevards. On échangeait des politesses et j'étais introduit dans le bureau minuscule. Là, l'acheteur recevait l'ordre de « préparer une bonne petite note pour Monsieur ». Puis on causait du temps, de la politique, pour en arriver aux petits-enfants de Madame, thème inépuisable, et qui occupait le reste du temps. A la fin on me donnait la commande avec cette assurance : « Nous vous aurions écrit, mais puisque nous vous attendions ! » Pas un mot des prix ou bien seulement on exprimait qu'on comptait sur les meilleures conditions. C'était dans une branche où les fabricants se faisaient une concurrence implacable. On sortait heureux de ce magasin : Comme la vie pourrait être facile et belle si tous étaient ainsi! Cela n'existe qu'en France.

Et si le client recevait d'un autre fournisseur des offres plus avantageuses, il ne se mettrait pas à rédiger une lettre furieuse, mais se contenterait de faire une

observation au voyageur, lors de son prochain passage, et cela serait suffisant.

Un marchand en province a donc ses fournisseurs auxquels il reste fidèle, mais il en a plusieurs, même pour la même catégorie d'articles. Ce qui importe avant tout au marchand de Nouveautés, c'est que son fournisseur puisse lui procurer à chaque instant ce qu'il y a de plus neuf, la dernière nouveauté. Cela est plus important que le prix. Deux fois par an, le voyageur passe avec les nouvelles collections. Les voyages de commerce sont très bien organisés en France, les commis-voyageurs profitent de nombreux avantages dans les chemins de fer et ailleurs. De plus en plus, cependant, l'auto remplace le train ; elle semble toute faite pour ce travail. Dans la collection du voyageur le client choisit ses modèles pour la prochaine saison, en passant une petite commande de chacun. Avec la livraison, ou avant, il recevra un nombre de cartes d'échantillons des modèles choisis et qui lui serviront auprès de sa clientèle de tailleurs, de couturières, de modistes, etc. La tournée terminée, le grossiste peut se faire un aperçu des modèles favoris et du chiffre d'affaires approximatif sur lequel il pourra compter. Sur ces données, il passe ses commandes aux fabricants.

Au début de la saison, voici quelle est la situation : Le grossiste a un stock suffisant pour pouvoir satisfaire sa clientèle ; il le renouvellera au fur et à mesure des ventes. Le détaillant, de son côté, n'a en stock que ce qu'il lui faut pour une semaine et seulement des articles courants ; pour les autres il a la collection sur laquelle son client peut choisir. Aussitôt la saison commencée, il remplacera, jour par jour, ce qui a été vendu. Chaque soir, après la fermeture du magasin, il se mettra à écrire les fiches de commandes, une vingtaine ou trentaine, remplies à la hâte, au crayon. Chez A. il commandera vingt mètres de dentelle, chez B. cinq grosses

d'agrafes, chez C. une douzaine de peignes de celluloïd, chez D. un corset, chez E. six paires de boucles de souliers et ainsi de suite. Il fourrera le tout dans une seule enveloppe, à l'adresse de son plus grand fournisseur. Celui-ci recevra les fiches le lendemain matin et les fera immédiatement porter ; ce travail doit être terminé à dix heures. A partir de quinze heures, jusqu'à dix-sept heures, les petits paquets afflueront chez lui. Il réunira le tout avec sa propre marchandise dans des colis de G.V. qui arrivent chez le destinataire dans la journée du lendemain. Un patron qui manque est remplacé par un similaire ou bien, on le « réassortit » chez le concurrent d'à côté, qui le donnera au prix coûtant ; c'est usuel. Si le client n'en est pas content, il le renverra et on lui en fera l'avoir sans mot dire.

Les avantages sont manifestes : Le marchand en province n'a pas besoin d'avoir un stock important et il peut, néanmoins, servir sa clientèle vite et bien. Il remplace quotidiennement ce qui est vendu, et ceci avec un minimum d'efforts et de frais. Il économise sur le port, sur les frais de transport et d'emballage. Il n'a pas d'ennuis, pas besoin d'écrire des lettres. Tout marche sur roulement à billes.

Le règlement des dettes commerciales n'est pas moins « rationalisé ». Un client reçoit de son fournisseur dix, quinze, vingt livraisons par mois qu'il vérifie aussitôt. A la fin du mois le fournisseur lui adresse un relevé des livraisons faites avant le 25, avec l'annonce d'une traite pour la fin du mois. On lui donne quelques jours pour réclamer, s'il y a erreur. Passé ce délai, le fournisseur met la traite en circulation. Son banquier la réescompte immédiatement auprès de la Banque de France, qui l'envoie à sa succursale en province pour la faire accepter. Au plus tard le quinze, elle sera présentée au client qui doit la signer. Sinon elle serait protestée, faute d'acceptation, et son crédit

serait à jamais ruiné. Le jour de l'échéance, il ne peut donc plus surgir de difficulté. Les commerçants de tous les pays ne peuvent qu'envier à leurs confrères français de pareilles coutumes. On n'a pas besoin de se quereller, de prier, de menacer, il n'y a pas de déductions arbitraires et l'on peut toujours compter sur des rentrées d'argent à date fixe. Surtout, il n'y a pas d'ennuis et pas de correspondances inutiles.

C'est cette organisation saine et raisonnée, qui permet à l'économie française de résister aux crises. A première vue, on est frappé du fait que, dans ce système, le crédit ne joue aucun rôle. Un commerçant qui ne pourrait payer les marchandises achetées après trente, au plus soixante jours contre une traite que la banque lui présentera ne pourrait ouvrir une boutique. Celui qui n'a pas assez d'argent pour travailler ne doit pas se faire commerçant ! Mais grâce à cette organisation spéciale un petit capital lui suffira pour travailler puisqu'il n'a pas besoin d'immobiliser son argent dans des stocks. Et à la fin de chaque mois il sait ce qu'il a gagné et peut mettre de l'argent de côté.

Le grossiste, ne devant guère craindre des pertes, n'est pas obligé d'en calculer le risque et peut se contenter d'un bénéfice modeste. Les dettes bancaires qui en temps de crise étranglent les commerçants sont presque inexistantes. Quand on agrandit sa maison, on y emploie des économies. Le commerce avec la clientèle est réduit à sa plus simple expression.

Essayons maintenant de dégager ce que, dans les exemples donnés, est typique et, en même temps, typiquement français.

D'abord : toutes les éventualités habituelles sont prévues. En se basant sur l'expérience on a créé des institutions qui sont là une fois pour toutes et dont l'individu n'a qu'à se servir ; des rails en légère pente sur lesquels on n'a qu'à mettre le wagonnet pour qu'il puisse

rouler tout doucement vers son but : une fois mis en mouvement il arrivera tout seul sans qu'on ait besoin de le surveiller. Cette organisation, fondée sur la logique, est éprouvée, mais on ne cesse de l'améliorer s'il le faut. Ce qui la caractérise, c'est qu'un petit effort suffit ; qu'il n'y a que peu d'ennuis ; que le risque est presque exclu. Dans ces conditions, les gens gardent des nerfs solides.

Mais à tout cela il y a une grande condition, formée par une situation de fait, particulière à la France : c'est la probité et la fidélité sur lesquelles toute la vie française repose. Mais tous ces scandales ! dira-t-on. Il ne faut pas se laisser tromper. Les scandales deviennent possibles parce que les gens sont trop confiants : ils croient à la probité des maîtres-chanteurs qui, le plus souvent, ne sont pas d'origine française et qui savamment exploitent l'honnêteté générale.

Chose curieuse, quelquefois on est tenté de croire que cette probité dans le commerce est moins l'expression du caractère que le résultat d'un raisonnement. Si les gens n'étaient pas honnêtes, toute cette organisation ne pourrait fonctionner. Comme ces avantages frappent les yeux, il vaut mieux être honnête afin d'en profiter. Si, par exemple, dans la mise en valeur d'une pêche inespérée, un seul des intermédiaires voulait tricher, tout deviendrait impossible. Les gens le comprennent et puisque, pour eux, la raison est l'arbitre suprême, ils se soumettent à ses exigences. D'autre part, devant accepter une discipline sévère dans ce domaine, ils aiment se rattraper sur d'autres. Rien ne tente les Français autant qu'un petit profit illégal, notamment au détriment du fisc anonyme. Que Stavisky ait pu tromper tant de monde a également sa raison dans cette petite cupidité. Il fit répandre des histoires des Grands d'Espagne qui, chassés par la Révolution, vivaient au midi de la France et se voyaient dans l'obli-

gation de mettre leurs joyaux en gage, leurs immenses trésors. C'est pour leur prêter que le Crédit Municipal de Bayonne avait besoin de tant d'argent. Le côté romantique de l'affaire, les intérêts élevés qu'on pouvait sans scrupules faire payer à ces aristocrates, tout cela séduisit les gens.

A Paris même, la distribution des marchandises abonde d'exemples typiquement français de la rationalisation.

Cela se voit dans la boucherie. La vente de ses produits se répartit sur trois métiers : boucher, charcutier, tripier. Aucun d'eux ne tue l'animal, mais ils achètent à l'abattoir ce dont ils ont besoin. Le boucher vend la chair fraîche de bœufs, veaux et moutons ; le charcutier la viande de porc, fraîche, salée, fumée, préparée en jambon, saucisses, etc ; le tripier les issues : cœur, poumons, foie, rognons, tripes, cervelles, langue et en plus de cela les têtes et les pieds.

Le boucher qui correspond au « Fleischer » allemand, sauf qu'il n'abat pas le bétail, et que, pour cette raison, on trouve dans ce métier des gens de caractère doux, le boucher reçoit des abattoirs sa moitié de bœuf, de veau, son mouton. Sa science et son avantage consistent dans le partage. A Paris, tout le monde exige du bifteck et du rosbif parce que c'est le plus vite préparé. C'est sur ces parties que le boucher gagne parce qu'on paye volontiers un prix assez élevé. Le reste doit être vendu à bon marché. En France, dans chaque magasin de victuailles et sur les marchés, toutes les marchandises portent une étiquette avec le prix. Dans la boucherie, un tableau noir est accroché au mur, sur lequel les prix de toutes les sortes de viande sont écrits à la craie. Dans une petite boucherie d'un quartier ouvrier, j'ai ainsi compté 29 sortes de bœuf, 17 de mouton, 13 de veau, chacune avec son prix. L'écart entre les prix est énorme ; alors que le bœuf

bouillon vaut 1 fr. 95, la poitrine de bœuf 2 fr. 25, le bifteck coûte jusqu'à 15 fr. Bien entendu toute cette viande est d'un seul et même bœuf, donc de même qualité. L'art du boucher consiste à faire en sorte que tout soit vendu et que sur le total il lui reste un bénéfice suffisant. Le boucher français n'a pas la possibilité de fabriquer des saucisses avec la viande non vendue, comme le fait son collègue allemand.

Le métier de charcutier n'existe pas en Allemagne ; tout au plus y a-t-il, dans quelques régions, des boucheries spéciales pour porcs. En Autriche on connaît le « Selcher » qui est une sorte de charcutier, en général il est en même temps boucher. Le charcutier vend tout ce qui vient du porc, y compris saucisses, jambon, chair à saucisses, oreilles et queues fumées, etc. En dehors de cela il vend toutes sortes de mets préparés ou déjà cuits, des hors-d'œuvre en grande variété, des salades, mais aussi des légumes cuits : choux-fleurs, épinards, haricots blancs. C'est tout un chapitre de la rationalisation : cela permet aux femmes travaillant en ville et ne rentrant que tard, de préparer dans un minimum de temps et avec un minimum d'effort, à un prix abordable, des repas entiers, composées d'une suite de plats, comme le veut l'habitude française.

Le tripier, lui aussi, fournit en dehors des tripes des plats « cuisinés », notamment les fameuses « tripes au vin blanc ». A un jour de la semaine, tous les voisins en vont chercher chez lui ; on n'a qu'à les réchauffer.

Bouchers, charcutiers et tripiers vendent en même temps de la volaille ; certains d'entre eux la livrent rôtie à l'heure convenue. Il n'est pas rare que charcutiers et tripiers soient des « traiteurs » qui fournissent sur commandes des repas complets à la maison. Même dans des familles, on préfère quand on a des invités de commander tout le repas à un traiteur, à commencer par les hors-d'œuvre, jusqu'à la bombe glacée

du dessert. La maîtresse de maison est ainsi déchargée de tout travail ; et la dépense n'est point excessive.

Les Grands Magasins que nous nous imaginons volontiers américains sont d'invention française, fruit logique d'un raisonnement. Le premier a été ouvert à Paris en 1834, il y a plus de cent ans. Cela ne laissera pas d'étonner bien des gens. Leur but déterminé est de réduire l'effort, de simplifier et de rendre l'achat plus agréable au client.

Pour bien le comprendre, il faut se rappeler dans quelles conditions un client devait acheter jadis : quand il entrait dans un magasin, il était, d'un œil rapide, taxé, puis on lui soumettait un choix de marchandises approprié à sa condition présumée, sans, toutefois, indiquer les prix. Un premier choix fait, on commençait à débattre le prix ; pour ne pas être volé, il fallait marchander. Ce fut la forme primitive de tout commerce ; elle est encore d'usage dans les foires de bétail. Quand j'allai, en 1900, pour la première fois à Paris, mon père qui avait vécu, sous le second Empire, trois ans à Paris — comme mon grand-père cinq ans sous la Restauration — m'exhorta à toujours marchander ! Et en effet, à cette époque encore, il fallait marchander quand on achetait par exemple un chapeau, ou un parapluie, ou un complet. Celui qui, par timidité, ne le faisait pas, perdait de l'argent.

Les grands magasins, d'un seul coup, abandonnèrent ces habitudes : voilà les marchandises sur l'éventaire, chacune avec son prix. Pas d'effort de persuasion, pas de tentative de duperie, pas de nécessité de marchandage non plus. Si la marchandise ne plait pas au client ou qu'il en trouve le prix trop élevé, il est libre de sortir du magasin. On comprend combien la clientèle trouvait cette nouveauté agréable.

Les grands magasins ont aussi inventé le **catalogue illustré**, qui épargne au client de province un voyage

coûteux, et lui permet quand même de choisir selon son goût et sa bourse. Longtemps les grands magasins de Paris ont eu une sorte de monopole, pareil à celui des industries de luxe dont nous avons parlé. Les « Grands Magasins du Louvre » possédaient une clientèle fidèle, non seulement dans les provinces françaises, mais dans les autres pays d'Europe, et même du globe entier, clientèle comprenant non seulement l'aristocratie, mais aussi la bourgeoise, et qui achetait sur la foi des catalogues. Là aussi la probité est la condition préalable. En 1900 on visitait encore le « Louvre » comme une des grandes curiosités de Paris.

L'organisation intérieure des maisons de commerce n'est pas moins rationalisée ; là encore nous verrons des traits typiquement français. Même dans des maisons assez importantes, il est encore d'usage que la caisse soit tenue par le patron lui-même ou par sa femme. Le vendeur accompagne le client à la caisse et fait le débit de la vente, sans écrire une fiche. Le livre de caisse a différentes rubriques pour les différentes catégories de marchandises ; le caissier (le patron) inscrit dans chacune ce qui a été vendu. Ainsi, il reste au courant de ce qui se vend, et peut passer les commandes aux fabricants en conséquence. Quand le soir, il fait l'addition, il ne connaît pas seulement le chiffre d'affaires total, mais encore celui des divers rayons. Et il sait à peu près ce qu'il a gagné ce jour-là. Il peut se passer de comptabilité compliquée, de statistiques, de bilans intermédiaires ; tout cela, il l'a dans la tête. Evidemment cela exige beaucoup de mémoire. La correspondance avec la clientèle, par exemple, n'est souvent pas copiée, il faut l'avoir dans la tête. On ne copie que ce qui a rapport aux payements, donc presque rien. Ainsi un copie-lettres dure des années.

Dans tous les domaines, on constatera en France cette tendance d'ordonner toute activité selon les lois de la raison. On a confiance dans la raison, mais on exige un effort considérable d'intelligence. Le but poursuivi est de réduire continuellement l'effort nécessaire, effort de temps, de peine, de nerfs ; de diminuer les risques et les ennuis ; de mieux graisser la machine ; et ceci non point avec la volonté de produire davantage et à meilleur compte, mais pour avoir plus de temps et de forces disponibles afin de jouir de la vie. Car tout travail n'est pas une fin en soi, mais doit fournir les moyens de vivre et de jouir de la vie.

b) L'Organisation du Trafic

On est tenté de voir déjà un début de rationalisation dans cette vieille organisation du trafic sur le réseau de voies de communication dont il a été question au premier chapitre. En s'adaptant soigneusement aux données géographiques, ces voies permettaient de faire le transit avec un minimum d'effort. Mais la raison consciente n'a rien à voir dans cette organisation, laquelle existait déjà quand les Romains conquirent le pays. On pourrait tout au plus prétendre que ce pays de Gaule a été depuis toujours habité par des forces spirituelles, force de la logique, de l'ordre, qui exerçaient leur influence sur tous les peuples qui venaient s'y installer. Au cours de l'évolution, les hommes ont pris conscience de ces forces et les ont employées comme si elles leur étaient propres. Pareille conception est conforme au génie français, qui voit dans les idées des forces extrahumaines.

L'organisation du trafic en forme de toile d'araignée. qui est celle des anciennes voies, nous la retrouverons partout en France.

Elle nous frappe tout d'abord dans le plan de Paris. Peu importe que, seulement au dix-neuvième siècle, un préfet de police auquel on reprochait la mégalomanie et le gaspillage, ait créé le réseau des grandes artères, tout en obéissant à des raisons stratégiques. Il n'a fait qu'exécuter ce qui était latent au fond de l'âme française. Et si les urbanistes de nos jours condamnent l'œuvre d'Haussmann, on ne voit pas trop comment eux résoudraient le problème de créer de la place pour le trafic moderne, dans un dédale de rues et de ruelles étroites et tortueuses, sans précisément canaliser ce commerce sur quelques grandes artères. Il n'est pas juste de reprocher à Haussmann de n'avoir pas prévu l'invention de l'automobile. Qu'on supprime, dans son imagination, la grande artère Nord-Sud formée par les boulevards de Strasbourg, Sébastopol et Saint-Michel, et l'on comprendra que sans elle aucun trafic Nord-Sud ne serait possible. C'est grâce à sa création que le vieux quartier Saint-Merri a pu conserver son cachet médiéval si pittoresque. Certes, on a amputé l'église de Saint-Leu de son chœur, mais ces deux rues de Saint-Martin et de Saint-Denis, les plus vieilles rues commerçantes de Paris, avec leurs églises et leurs maisons anciennes, n'auraient pu rester ce qu'elles sont, si on ne les avait pas libérées du transit.

Dans le plan de Paris se trouve dessiné encore un autre réseau, conçu, celui-ci, d'après les règles de la raison pure : le réseau du Métropolitain. On n'a qu'à comparer au plan de Paris celui de Berlin ou de Londres pour saisir la différence. A la gare du Nord, un plan des subways londoniens se trouve affiché à côté de celui du métro : la comparaison est facile. Le réseau du métro est serré et régulier ; il couvre la ville entière. Il est fait de sorte que, dans les quartiers populeux, on n'a presque nulle part plus de cinq à dix minutes de marche jusqu'à la prochaine station. Ce plan a été

conçu en 1905 par un ingénieur du nom de Bienvenüe — il tenait essentiellement au tréma sur l'U — et sera à peu près terminé en 1936 ; il comprend quatorze grandes lignes avec plus de 140 km. Rien de plus rationalisé que le métro. En trente minutes on peut traverser toute la ville d'une porte à l'autre. En utilisant les correspondances, on atteint n'importe quelle station en quarante minutes. A l'entrée de chaque station se trouve un plan de Paris, de même sur chaque quai. Chaque wagon contient plusieurs cartes du tracé de la ligne, avec les noms des stations et les correspondances. Un tracé simplifié se trouve à l'intérieur de chaque porte. Dans les stations les noms sont affichés en grandes lettres tout le long des quais, de sorte qu'on peut les voir aussi quand on se trouve coincé à l'intérieur d'un wagon plus que complet. On paye 0 fr. 70 en deuxième et 1 fr. 15 en première. Jusqu'à neuf heures du matin on a droit à un billet d'aller et retour ne coûtant que 85 c. ; c'est donc très économique. Le contrôle se fait seulement à l'entrée, une fois sur le quai on peut voyager, changer de train tant qu'on veut, pourvu qu'on ne franchisse pas la limite au-delà de laquelle les billets perdent leur validité ; mais on est, à chaque sortie, mis en garde par une grande pancarte. Chaque direction a son quai ; une fois qu'on y est, il n'y a plus d'erreur possible. Les entrées et les sorties sont séparées. Dans les stations de correspondance tous les quais correspondent entre eux sans qu'on ait besoin de sortir de la limite de validité. Cinq lignes se rencontrent à la Place de la République. Comme on évite, pour des raisons de sécurité, tout aiguillage, chaque ligne doit se trouver sur un étage particulier. Deux lignes seulement, ne se croisant pas, sont sur le même étage. Cela fait dix quais répartis sur quatre étages et de chacun de ces quais on peut atteindre chaque autre sans sortir et chacun communique, en outre, avec

la rue. On voit le labyrinthe d'allées souterraines et d'escaliers. Une reproduction de cette ville souterraine en verre, donc transparente, pourrait être un clou de l'exposition de 1937. Tout cela a exigé un énorme travail de la raison. Pour éviter les encombrements, les portillons d'accès des quais se ferment automatiquement dès qu'un train entre en gare. Que la fermeture des portes de wagons, la signalisation soient automatiques, cela va de soi. Pendant les heures d'affluences les trains se suivent à l'intervalle d'une minute et demie. Partout il y a des indications, des écriteaux, de sorte que même un enfant, s'il sait lire, ne peut se tromper.

Les grandes forêts donnent, en France, un autre exemple de l'organisation du trafic d'après le principe de la toile d'araignée. Là encore, on n'a qu'à regarder les cartes géographiques. Les Allemands, en général, sont déçus en pénétrant dans la forêt française ; elle est tellement différente de la forêt allemande, surtout en l'Ile-de-France. On voit des halliers étendus, parsemés de quelques grands arbres à haute tige. C'est que l'utilisation des forêts est tout autre en France que chez nous. Tous les quinze à vingt ans, on vend les sous-bois dont on fait des fagots. On ne laisse subsister que les plus beaux exemplaires d'arbres destinés à fournir du bois de construction. Le fagot joue un grand rôle dans la vie française. Dans la cuisine, on ne chauffe, en province, qu'avec des fagots, et dans toutes les gares on voit les tas de fagots destinés à chauffer les locomotives mises au service. Il y a de nombreux adages concernant le fagot. « Il y a fagot et fagot » veut dire que deux choses peuvent être très différentes tout en portant le même nom : les fagots peuvent être grands ou petits, bourrés ou non ; il n'y a pas de mesure, c'est une question de confiance quand on les achète. On appelle « de derrière les fagots » une chose

rare ou précieuse parce que jadis on avait coutume de cacher les objets précieux sous les tas de fagots où il était difficile aux soldats et aux bandits de les trouver. Une bouteille « de derrière les fagots » est une bouteille de vin vieux soigneusement conservée, couverte de poussière et de toiles d'araignée. « Cela sent le fagot » désigne une atmosphère d'intolérance, d'autodafé ; les fidèles apportaient des fagots pour entretenir le brasier quand on brûlait vif les hérétiques. Dans certaines régions de l'Allemagne, le fagot joue, d'ailleurs, un rôle semblable. Chaque paysan, s'il ne possède pas de forêt, achète en hiver un lot de « bas » pour faire ses fagots ; et il y a une petite histoire fort amusante de Martin Lang en dialecte souabe : « Le Büschelesma » (l'Homme aux fagots).

Toutefois, rien ne serait plus faux que de croire qu'en France il n'y ait pas de forêt exactement comme le « deutsche Wald » lequel dans la poésie populaire et romantique joue un si grand rôle chez nous. On la trouvera dans le Jura, en Auvergne, dans les Alpes, dans les Vosges. La plus belle forêt française, la forêt de Tronçay, fierté de l'Administration des Eaux et Forêts, est une futaie où l'on ne fait pas de fagots. Nulle part ailleurs les chênes ne se développent aussi bien que dans cette forêt ; ils s'élancent droits jusqu'à une hauteur de dix mètres sans s'embrancher : cela donne des troncs merveilleux. Dans cette forêt on supprime toutes poussées de racines, tous les arbres sont élevés en pépinière. C'est, du reste, l'exemple le plus ancien d'une forêt soignée d'après des principes scientifiques ; elle est visitée par les techniciens du monde entier. Les chênes de Tronçay fournissent le bois pour les fûts de cognac ; c'est grâce à ce bois qu'il développe son parfum et sa couleur. Comme ces chênes coûtent cher, avant la guerre une fabrique de fûts au bord de la forêt de Tronçay fit venir des chênes de Slavonie,

mais le cognac n'y réussit pas et le fabricant fut condamné à payer une forte somme pour dommages et intérêts. La forêt de Tronçay est également recouverte d'un réseau de routes en étoile ; dans l'auto, on peut la parcourir dans toutes les directions et à grande allure. Mais dès qu'on quitte les routes on se trouve transporté dans un paradis sylvestre. D'immenses chênes forment un dôme majestueux à l'ombre duquel vivent les groupes de houx et de sapins. On y chasse le cerf, le chevreuil, le sanglier. La forêt de Tronçay renferme de vastes étangs, des rivières, des vallons, des mamelons. On peut s'y promener durant des heures sans rencontrer une âme humaine. Elle est un véritable symbole de la « civilisation » telle que les Français la comprennent : joug imposé à la nature par l'homme, non pour la contraindre, mais pour lui permettre de mieux se développer et d'arriver aux meilleurs résultats possibles ; mais dans le cadre de la civilisation la plus grande liberté est laissée à l'individu.

L'exemple qui montre le mieux l'organisation typiquement française du trafic est fourni par le réseau des Chemins de fer. Il y a quatre grandes Compagnies puis l'Etat, ce qui fait cinq grands réseaux ; ceux-ci cependant ne sont pas simplement juxtaposés, mais forment les secteurs d'un cercle avec un centre commun, Paris, où se trouvent toutes les administrations. Cette « centralisation » est naturelle dans un pays qui pour ses habitants est une grande unité, un organisme vivant. Les Allemands ne commencent que maintenant à comprendre l'ensemble de leurs pays comme une seule grande collectivité, vivante et animée d'une volonté et d'une conscience communes, alors que les Français, arrivés plus tôt à former une Nation, parlent depuis un siècle de la France comme d'une personne. Le réseau de chemins de fer allemand a été composé de tronçons de lignes qu'on a rajustés tant bien que

mal ; dans le tracé des lignes, la jalousie des pays a joué un rôle funeste. Le réseau français a été exécuté selon un plan d'ensemble conçu et arrêté dès 1842.

Dans le total des « grands réseaux » français nous retrouvons l'image de la toile d'araignée. Les grandes lignes suivent le cours des voies de communication antiques dont la régularité avait déjà frappé les Grecs et les Romains. Tout le transit se fait sur un petit nombre de lignes, sur lesquelles on a pu ainsi « rationaliser » le trafic. Le calme dans le pays n'en est pas troublé, cette paix dans laquelle vivent les enfants de la « personne » France, se réjouissant de vivre, moins sujets que d'autres peuples à la hâte et à la fragilité de l'existence humaine.

La densité extraordinaire du trafic sur quelques grandes lignes, la ligne de Paris à Lyon en donne la meilleure illustration. Nulle part, on peut mieux s'en rendre compte qu'en passant la nuit dans la gare de Dijon. Par cette gare va tout le trafic de Paris, du Nord de la France, de l'Angleterre vers la Méditerranée, la Suisse occidentale, l'Italie, le Levant, les Indes, l'Extrême-Orient. En hiver 1934/35 il y eut encore, malgré la crise économique, soixante-dix-neuf trains express et rapides qui y passaient. Dans un intervalle d'une heure et demie nous y trouvons les arrivées et les départs suivants :

22.58 de Paris	23.59 pour Ventimille
23.19 de Bordeaux	0.00 pour Paris
23.23 de Paris	0.02 de Paris
23.30 pour Strasbourg	0.07 du Simplon
23.30 pour Chamonix	0.09 pour Ventimille
23.33 de Paris	0.12 pr Metz et Sarrebruck
23.34 de Nancy	0.15 pour Paris
23.39 pr Trieste et Belgrade	0.19 de Pontarlier
23.40 de Ventimille	0.22 de Paris
23.52 de Paris	0.28 pour Rome
23.57 de Belfort	

C'est dans ce rythme que les trains se suivent pendant six heures de la nuit, pour la plupart des rapides internationaux. De 22 h. 58 à 5 h. 10 soixante-quinze trains arrivent ou partent. Et tous ces trains sont obligés de changer de machine à Dijon, échanger les lourdes locomotives de montagne, aux quatre essieux couplés, contre les racers plus légers et plus élégants de la plaine, et vice versa, ce qui doit se faire dans cinq à six minutes. Ce trafic se déroule dans une gare étroite, coincée entre les rues de la ville, ne possédant que six paires de rails directs par lesquelles doivent encore passer tous les trains omnibus et de marchandises ; et pour comble, le dépôt de locomotives se trouve à plusieurs kilomètres de la gare à Périgny.

C'est un spectacle des plus impressionnants que d'assister à ce trafic nocturne. Silencieusement les longs trains, composés chacun de huit à douze wagons-couloirs, entrent l'un après l'autre dans le hall, tantôt de droite, tantôt de gauche. Le monstre noir de la locomotive se détache et disparaît, un autre sort de la nuit pour prendre la place vide. Puis le long serpent continue son voyage vers la Côte d'azur, vers Genève, Grenoble, Turin, Milan, Rome, Brindisi, Trieste, Agram, Bucarest. A la même minute, 3 h. 35, deux rapides arrivent et un troisième part. Soudain toute la scène paraît encombrée, puis, quelques instants après, elle est vide. Mais de nouveau entrent et disparaissent les convois. Le tout dans un quasi silence, interrompu seulement par les légers bruits de l'air comprimé quand, en dételant une locomotive, on coupe la conduite des freins ou quand la vapeur s'échappe du dôme d'une locomotive. Les fenêtres des wagons sont fermées, tous les rideaux baissés. Une telle nuit restera inoubliable à tout homme qui a le sens du mystère de la vie. Je me rappelle ce chef de gare de Dijon, dans sa jaquette noire aux boutons dorés, à la casquette revêtue de la

housse blanche, un petit drapeau rouge enroulé sous le bras et le sifflet entre les dents. Sans mot dire il regardait, tout absorbé par la contemplation, au milieu de la nuit, comment la Mountain fantastique de cent tonnes était attelée devant un train, dans lequel des hommes du globe entier, venus de Chine, du Japon, des Indes, d'Italie, d'Egypte, de Syrie dormaient paisiblement, attendant pleins de confiance le réveil à Paris. Petit bourgeois dans toute sa physionomie, il tenait cependant du symbole, et ses petits gestes avaient un caractère sacramentel sans qu'il en fût conscient : service de l'humanité.

Faut-il souligner qu'un tel service n'est possible que grâce à une conscience et une ponctualité extrêmes ? Un peu de négligence, de petits retards créeraient aussitôt le plus grand désordre, non seulement dans cette gare de Dijon, mais jusque dans le talon de la botte italienne et dans le fond des Balkans. On revise l'opinion qu'on avait eue des fonctionnaires français, dont la tenue négligente, l'uniforme souvent sale, ne sont pas faits pour inspirer de la confiance à un Allemand, qui est habitué à juger les hommes d'après leur extérieur.

La question cependant se pose, s'il est vraiment rationnel de concentrer de la sorte tout le trafic sur une seule ligne ; s'il ne serait pas, au contraire, plus rationnel de le répartir sur plusieurs lignes. Dans le cas qui nous occupe, se serait pratiquement impossible, mais cela ne serait pas non plus conforme à l'idée française de rationalisation. Les Français, nous l'avons vu, tendent à réduire l'effort par raisonnement. Il serait contraire à ce principe de charger plusieurs voies, plusieurs gares d'un travail qu'une organisation rationnelle peut accomplir sur une seule voie. Il ne faut jamais oublier que les Français sont des mathématiciens passionnés. Leur manie de la mathématique produit

quelquefois des effets pittoresques. Que faut-il dire quand on voit dans le grand Chaix que, sur le réseau du P.L.M., le supplément pour l'utilisation d'un compartiment-salon s'est élevé par kilomètre à 0 fr. 301674 dans les express, et à 0 fr. 402232 dans les rapides ? (Il en fut ainsi jusqu'en 1935.) Cela nous fait rire. Cette passion de pousser l'exactitude jusqu'à la limite extrême est aussi à la base de la manie française de couper les cheveux en quatre.

La densité du trafic crée une difficulté à laquelle on ne pense guère : S'il y a, dans la soirée, une demi-douzaine de trains partant de Paris pour Lyon, comment faire pour que les voyageurs ne se ruent pas sur certains trains favoris qui seraient encombrés, alors que les autres resteraient à moitié vides ? Pour y parer, il a fallu inventer tout un système compliqué qui, dans l'ancien Chaix occupait des pages entières, au grand désespoir du voyageur étranger qui n'y comprenait rien. Pour chaque train on a fixé certaines restrictions : les voyageurs de première, par exemple, sont libres de s'en servir à leur gré, ceux de deuxième ne sont admis que pour un trajet minimum de 600 km, ceux de troisième pour 800 km (ainsi on écarte les voyageurs à destination de Lyon qui est à 512 km de Paris et l'on réserve le train aux voyageurs pour la Méditerranée). Mais si un voyageur de deuxième veut payer le trajet pour 600 km, personne ne l'empêchera de descendre à Lyon. Un signe indique, dans l'indicateur, les trains soumis à des restrictions (ce sont pratiquement tous les rapides) ; il faut alors chercher des précisions sur une table spéciale. C'est toute une science. Il y a un autre moyen de forcer les voyageurs à se servir de certains trains : c'est la suppression des arrêts intermédiaires. Ainsi il y a, à la fin de l'après-midi, trois trains pour Nancy, se suivant de près aux départs : le premier, à première et deuxième seulement,

ne s'arrête pas du tout de Paris à Nancy, sur 353 km, le second dessert les stations d'importance moyenne entre Paris et Bar-le-Duc (255 km). Le troisième ne s'arrête pas avant Bar-le-Duc où il arrive à peu près en même temps que le second, qu'il va devancer pour s'arrêter encore deux ou trois fois.

Cette volonté de grouper les voyageurs dans certains trains est particulièrement manifeste dans l'organisation du trafic de banlieue. Prenons pour exemple la ligne de Paris à Saint-Germain, longue de 21 km avec 13 stations et ressemblant, à certain point de vue, à la Wannseebahn de Berlin. Elle est électrifiée depuis 1928 et a, du reste, servi de modèle pour l'électrification de la Stadtbahn de Berlin. La signalisation électrique et automatique permet aux trains de se suivre dans un intervalle d'une minute à une minute et demie. A la fin de l'après-midi l'afflux des voyageurs est énorme. De 18 h. 20 à 18 h. 45 il y a quatorze départs, en vingt-cinq minutes. La solution mécanique serait de faire partir un train toutes les deux minutes. Mais nous savons que les Français ont une aversion profonde contre les solutions mécaniques. Ils se munissent de la table de logarithmes, de la règle à calcul et de la planche à dessin, et se mettent à la recherche d'une solution qui satisfera la logique. Dans le cas qui nous occupe cette solution est la suivante :

départ des trains	direct pour	desservant ensuite
18.20	la 13e	——
18.22	la 8e	la 9e station
18.23	la 3e	la 4e station
18.25	desservant les stations 1 à 4	
18.28	la 10e	les 11e et 12e stations
18.29	la 4e	les 5e à 9e stations
18.31	la 3e	la 4e station
18.33	la 5e	la 6e station
18.35	desservant les stations 1 à 5	

départ des trains	direct pour	desservant ensuite
18.38	la 9^e^	les 10e à 13e stations
18.41	la 8^e^	la 9e station
18.43	la 6^e^	la 7e station
18.44	la 4^e^	——
18.45	desservant les stations 1 à 5	

Puis un nouveau cycle commence par le train de 18 h. 50 allant directement à la 13e station Saint-Germain.

A première vue, ce système paraît artificiel et compliqué, dans la pratique il est extrêmement commode. Les usagers ont tôt appris à savoir quel train prendre pour arriver vite et avec le moins d'arrêts possibles à leur domicile. Les trains, ne s'arrêtant pas souvent, peuvent marcher vite : on fait les 21 km. de Paris à Saint-Germain en 21 minutes dans les trains directs. Certes, l'organisation de ce service n'est pas simple, mais elle est typiquement française ; c'est avant tout un problème mathématique et ce sont ceux-là qui tentent le plus les Français.

En 1936, les Chemins de fer français ont encore accompli un travail extraordinaire de rationalisation. Ils ont unifié tous les multiples tarifs des cinq réseaux, en les réduisant à leur expression la plus simple. Alors qu'il était presque impossible de s'y reconnaître, cela est devenu un jeu d'enfant ; les 0 fr. 301674 par kilomètre ont disparu. L'indicateur Chaix a été remanié de fond en comble et les horaires même ont subi de profonds changements.

Le Réseau de l'Etat a poussé la témérité jusqu'à tenter la rationalisation de l'horaire de sa grande ligne de Paris au Havre d'après le modèle de la banlieue. Maintenant, tous les trains directs marchent dans des horaires fixes. Ainsi il y a :

des express pour Rouen à 7.20, 9.20, 11.20, 13.20, 15.20, 17.20, 21.20 s'arrêtant cinq fois en route et couvrant les 140 km. en 110 minutes, les arrivées et départs restant les mêmes pour toutes les stations intermédiaires ;

des rapides à 8.15, 10.15, 13.15, 17.15 ne s'arrêtant pas avant Rouen (140 km en 83 minutes) et s'arrêtant trois fois entre Rouen et le Havre ;

des autorails rapides à 8.05, 10.05, 14.05, sans arrêt de Paris au Havre et couvrant les 228 km. en deux heures.

Cela est extrêmement commode pour les voyageurs et, d'ailleurs, le seul moyen pour combattre la concurrence de l'automobile. Mais quand on sait quel travail est nécessaire pour changer l'horaire d'un seul train, et quels obstacles s'y opposent (dont l'inertie des hommes n'est pas le moindre), on est vraiment plein d'admiration pour tant de hardiesse. C'est un des efforts de la personne France pour se rajeunir.

* * *

L'organisation des chemins de fer français nous fournit encore d'autres indices sur le caractère de ce peuple.

Celui qui juge les chemins de fer d'après l'état des voitures, selon leur propreté et leur vernis, ne trouvera pas son compte en France. Malgré les grands efforts qui ont été faits ces dernières années, les wagons français, en dehors des trains internationaux et de certains trains de banlieue, sont encore, en bonne partie, sales, bas, étroits, sombres. Quand on visite l'Auvergne, si riche en lignes de chemins de fer pittoresques, et dont certaines n'ont pas à craindre la comparaison avec des lignes célèbres de la Suisse, on est obligé, pour voir le paysage, de se pencher au dehors, quitte à arriver à destination noir comme un nègre. Peu importe aux

Français ; ils ne voyagent pas pour voir quelque chose, mais pour arriver ; puis ils ont la peur des courants d'air et des rayons de soleil ; les fenêtres restent fermées et, dans les plus beaux sites, on descend les rideaux pour rester à l'ombre. En revanche, ils exigent que les ressorts soient excellents, et que les trains aillent vite pourqu'on arrive dans le moins de temps et avec le moins de fatigue possible. Pour cette raison, les bancs de troisième sont également rembourrés.

Dans ces conditions, on voyage beaucoup la nuit, depuis toujours. Quand personne ne pensait encore aux wagons-lits, invention américaine, les trains de nuits, même les omnibus, avaient, en France, des couchettes et des lits-salons. Il en est encore ainsi, et tandis que le wagon-lit est considéré comme un luxe, l'usage des couchettes est depuis longtemps rentré dans les habitudes.

A la base de toute l'organisation ferroviaire française, il y a une règle fondamentale de laquelle découlent la plupart des autres : il faut que, non seulement les hommes, mais aussi les marchandises, puissent, dans une nuit, atteindre tous les coins du pays, pour y arriver au plus tard vers midi le lendemain. Tout est assujetti à ce principe dont nous avons vu l'importance en parlant de l'organisation du commerce.

Sauf sur les grandes lignes de transit, le wagon-restaurant n'est pas encore entré dans les habitudes du public français ; c'est un privilège des riches. On a essayé d'introduire, pour le peuple, le wagon-bar, qui sert des boissons et où l'on peut avoir, à un prix modique, un bifteck, souvent coriace, ou une omelette. Le principe français, cependant, a été — et le reste encore sur maintes lignes — de faire, à l'heure sacrée des repas, un arrêt d'une demi-heure, pour permettre aux gens de manger. Ceux qui n'ont pas emporté le panier de provisions classique vont prendre leur repas

au buffet de la gare. Le menu comprend hors-d'œuvre ou potage, poisson, rôti ou volaille, légumes, salade, fromage, fruits, vin et pain et coûte environ 15 francs, un menu abrégé est servi à 9 francs. On entre dans la salle à manger et l'on se trouve devant deux tables : portant chacune une grande pancarte : Repas à 15 frs., repas à 9 frs. On n'a qu'à choisir entre les deux et le service commence aussitôt. Vins blanc et rouge se trouvent en général sur la table, de sorte qu'aucune question ne devient nécessaire. C'est la rationalisation parfaite. Cela va très vite et l'on a, cependant, tout loisir de manger, parce qu'on ne perd pas une minute.

Si, dans une telle station, deux trains partent vers des directions différentes, avec un certain intervalle, le service se fait sur quatre tables pourqu'il n'y ait pas de confusion. A Périgueux, j'ai une fois commis l'erreur impardonnable de m'asseoir à la table de Limoges, alors que j'allais à Brive. Or le train de Brive partait le premier et le départ fut déjà annoncé quand je n'avais pas encore le fromage. La patronne qui trônait sur sa chaire, ayant vu que je pressais la servante, descendit, s'avança majestueusement vers moi et me dit très poliment, mais avec un tout petit reproche : « Monsieur s'est assis à la mauvaise table. » Elle retourna au buffet, remplit un sac de quelques biscuits, d'une belle grappe de raisin et d'une demi-douzaine de pêches, puis la servante courut après moi qui étais déjà sous la porte : « Puisque Monsieur n'a pas eu de fromage! »

Tout cela est de la rationalisation pure et typiquement française. Soulignons, cependant, qu'il y a une condition préalable : c'est que chacun se soumette à l'ordre une fois établi. Cet ordre fondé sur la raison et l'expérience, personne n'a le droit de s'y soustraire. Il faut manger ce qui a été préparé et ne pas vouloir choisir. On est mal vu en France quand l'on demande

des exceptions ; l'« Extrawurst » chère aux Allemands ne trouve pas de place dans cette organisation. Ce qui est bon pour tout le monde, ne serait-il pas bon pour Monsieur ? La façon de laquelle les Français se soumettent à cet ordre, prouve mieux que toutes les paroles qu'ils sont un peuple profondément discipliné.

Le traditionnalisme français pour lequel le passé reste vivant et qui conserve les habitudes et les institutions le plus longtemps possible, perce aussi dans l'organisation des chemins de fer.

Un jour, sur une ligne du réseau de l'Etat en Normandie, desservie par des wagons directs de Paris, je vis que le chef de gare, avant le départ, montra au conducteur en chef un bâton, tel un bâton de maréchal, qu'il reporta après dans son bureau. J'appris à ma surprise que ce bâton remplaçait tout le système de signalisation. L'idée est d'une simplicité étonnante : Un tracé de 45 km., par exemple, est divisé en trois sections de 15 km. chacune. Pour chaque section il existe un bâton, un seul, nettement différent des autres. Celui qui possède le bâton a seul le droit d'utiliser la voie. Quand le chef de gare le remet au chef du train c'est exactement comme s'il ouvrait le signal de départ. Arrivé au bout de la section, le chef de train doit rendre le bâton qui servira de légitimation au prochain train en sens inverse. Mais comment faire quand deux trains se suivent, sans qu'il y ait, entre eux, un train de retour, puisqu'il n'existe qu'un seul bâton ? Dans ce cas on ne fait à la gare de départ que montrer le bâton au chef de train, qui est ainsi sûr qu'il n'y a pas de train en route. Si son train doit s'arrêter en route, il se protège contre le train suivant par des pétards mis sur les rails. C'est très simple et c'est en même temps amusant.

Le réseau de l'Etat est le mieux organisé, le plus moderne de tous. Son directeur, M. Raoul Dautry,

homme jeune et dynamique, passe pour être un des hommes de l'avenir. La grande ligne à laquelle cette ligne secondaire s'embranche est munie de signaux ultra-modernes. Mais le passé et le présent s'accordent à merveille. Il serait contraire à la raison d'abandonner un système qui a fait ses preuves, seulement parce qu'il n'est plus « moderne ».

Cela nous rappelle ces paysans du Franc Alleud, dont il fut question au premier chapitre. On ne recherche pas la nouveauté pour elle-même et l'on ne se sépare de ce qui est vieux que quand il ne peut plus servir.

Il en est ainsi partout en France.

X

ET PARIS ?

La plupart des livres, qui ont été écrits par des Allemands sur la France, sont fondés sur une connaissance plus ou moins approfondie de la capitale, de ses élites sociales et intellectuelles et de la littérature. Dans le passé, cela pouvait suffire. Certes, le peuple de France restait le grand inconnu, mais on pouvait, au besoin, renoncer à cette connaissance, parce que les décisions étaient prises à Paris. Quand on avait de bonnes relations à Paris, des amis dans les salons politiques, où les intrigues étaient ourdies, on pouvait même prévoir, dans une certaine mesure, l'évolution politique.

Cela a changé de fond en comble. Ce n'est point commode pour tous ceux qui veulent parler de la France ; c'est surtout désagréable pour les politiciens des pays étrangers, qui ne savent plus ce qui se passe réellement en France. Pour ceux-ci il devient de plus

en plus difficile de faire leur jeu et par conséquent ils ne cessent de se tromper. On l'a particulièrement vu en 1934, quand après les tumultes de l'hiver tous les voisins de la France prévoyaient l'écroulement de la démocratie et que les gens « les mieux renseignés » vous riaient au nez quand vous le contestiez. Mussolini lui-même, n'a-t-il pas, dans un fameux article, reproduit par la presse du monde entier, annoncé que prochainement la démocratie en France serait obligé de hisser le drapeau blanc ? C'était profondément méconnaître les forces vivantes du peuple français.

On l'avait cru parce que les salons politiques de Paris avaient professé cette opinion. C'est là que les observateurs étrangers avaient puisé leur science. C'est souvent un jeu vain qui se fait dans ces milieux, où personne ne connaît vraiment le peuple de France. On y caresse certaines idées romantiques à son égard, tel que le firent les nobles de l'ancien régime, qui, en 1789, plaisantaient quand on leur représentait le sérieux de la situation, en disant : « Mais vous n'allez pas nous apprendre à connaître nos métayers et nos fermiers ! » Henri de Montherlant, dans son roman « Les célibataires », a décrit d'une plume de maître les erreurs dans lesquelles l'aristocratie actuelle continue à se bercer à l'égard du peuple.

Les élites parisiennes, sans aucun doute, sont assez vigoureuses, ont assez de vitalité et d'esprit pour continuer à vivre leur vie à elles, à l'écart du peuple, tant que l'argent leur ne fera pas défaut. Dans cette vie, souvent d'un raffinement suprême, — dans le meilleur sens du mot — elles peuvent trouver une satisfaction entière. Mais c'est un circuit fermé ; ce n'est pas la vie du peuple de France, ni la vie de la « personne » France.

Dans le passé, Paris a joué en France et en Europe un rôle qui ressemble beaucoup plus à celui d'Athènes

qu'à celui de Rome. La culture athénienne avait pu éclore et arriver au raffinement que nous lui connaissons, grâce au travail impayé de milliers d'esclaves ; ce n'était, cependant, qu'une petite élite qui jouissait de cette culture. Il en était un peu ainsi en France. Le peuple était travailleur, intelligent, économe ; la nature avait favorisé le pays. Le prix du travail de millions d'êtres créait les richesses qui servaient aux rois et aux seigneurs pour construire des châteaux et des palais, pour donner du travail aux peintres et aux sculpteurs, pour permettre aux poètes et aux écrivains de créer leurs œuvres. Un poète ne pouvait vivre sans une pension royale ou sans un mécène généreux. Jean de La Fontaine, le grand fabuliste, en est un des exemples les plus connus. Ce fut une culture dans le sens qu'on donne au mot en Allemagne : vie cultivée, soignée, raffinée, entièrement différente de cette floraison des douzième et treizième siècles, due à l'effort collectif des bourgeois.

Dans un chapitre précédent, nous avons dit que les lois biologiques ne permettent pas qu'un tel état de choses puisse durer indéfiniment. La vie raffinée créée par l'effort des masses, mais dont celles-ci se voient exclues, devient leur but envié ; le jour viendra, tôt ou tard, où elles l'atteindront. Le dix-septième siècle avait vu l'apogée de la « culture française », mais à la fin du siècle suivant les élites furent privées de leurs privilèges. Depuis ce tournant de l'histoire française la part du peuple dans la vie collective n'a cessé d'augmenter, celle des élites de diminuer. Elles ont cependant pu conserver leur niveau culturel, grâce aux richesses inouïes que le dix-neuvième siècle a créées ; ces richesses ont même permis à de nombreux enfants du peuple d'accéder au niveau des élites, lesquelles, ainsi, se sont trouvées renforcées et rajeunies.

L'époque inaugurée par la Révolution tend visiblement à sa fin. De la crise mondiale, les élites souffrent relativement plus que le peuple : leurs actions ne donnent plus de dividendes ; l'argent prêté aux Etats étrangers est perdu ou ne rapporte plus d'intérêts ; les grandes maisons de rapport ne trouvent que difficilement des locataires ; les châtelains ne peuvent plus entretenir les grands châteaux, les frais d'entretien et les impôts étant trop élevés ; les fermiers ne peuvent plus payer leurs loyers. Ceux qui vivent, non pas du travail de leurs mains, mais du revenu de leurs fortunes, souffrent et s'appauvrissent. Leur influence décroît en proportion. Ils cachent ce déclin le plus possible, et l'étranger ne l'aperçoit guère encore. Mais en réalité le peuple s'empare lentement et avec une force irrésistible du pouvoir.

A côté du Paris des élites sociales, il y a toujours eu le Paris des élites intellectuelles. Les deux, certes, sont reliés entre eux par de nombreux liens ; mais ils ne sont point identiques. Car la Sorbonne, le quartier latin, sont issus du peuple. Pendant des siècles les professeurs de l'université ont vécu misérablement des dons des escholiers, pauvres eux-mêmes.

A différentes reprises nous avons parlé du grand champ magnétique que forme la France : Paris en est le pôle positif. Du pays entier, les courants convergent à Paris et s'y réunissent en faisceaux puissants. Et de Paris, les ondes rayonnent dans le monde entier. Cela donne à Paris cette atmosphère vibrante dont on peut sentir presque physiquement les oscillations, atmosphère bourrée d'idées et de pensées, vrai pays de cocagne spirituel, où l'on attrape les idées au vol, comme les pigeons rôtis du « Schlaraffenland ».

Dans les bibliothèques, les musées, les collections d'immenses richesses sont entassées, accessibles à tous. Des cours et des conférences publiques instruisent

quiconque veut apprendre, presque pour rien. Pour ces cours, les meilleurs esprits de la nation se mettent à la disposition. Ainsi Paris est devenu le grand centre animateur qui, depuis des siècles, attire de tous les coins du globe les esprits affamés de science, et en fait ses héraults. L'immense influence morale que la France exerce dans le monde y a sa source.

Les grands courants magnétiques, venant des recoins de la province, amènent à Paris les meilleurs esprits du peuple entier. Chose peu connue à l'étranger, parmi les grands noms de France, les Parisiens ne sont qu'une petite minorité. Une ville de province comme Dijon compte vingt-neuf hommes célèbres parmi leurs fils, dont des noms comme Charles le Téméraire, Bossuet, Rameau, Rude.

Souvent on a dit que Paris était la tête, le cerveau, le cœur, l'âme de la France. A ces comparaisons biologiques nous préférerions celles prises du domaine technique : l'atelier, le laboratoire, le foyer de la France. On pourrait dire que Paris est le grand phare, dont la lumière éblouissante, nourrie des forces du pays entier, éclaire le monde bien au delà des frontières françaises.

Avec tout cela, cependant, on oublie trop souvent, trop facilement qu'il existe aussi un **peuple** de Paris. L'étranger, en général, n'en sait rien, il ne connaît que les élites, et le peuple, pour lui, ce sont les filles qui lui vendent leur corps. C'est pourtant ce peuple qui a donné son caractère à toute la vie parisienne. Le vrai, l'authentique Paris, le Paris vivant n'est pas celui des palais et des musées, des grands boulevards et du faubourg Saint-Germain, mais c'est celui des rues étroites, grouillantes de vie, où se meut un peuple d'un caractère nettement différent du peuple de province : des gens frondeurs, « rouspéteurs », à l'esprit mordant, vif, railleur, très bon enfant tant que les passions dorment, mais dangereux aussitôt qu'elles sont réveillées.

Depuis toujours ce peuple a donné bien de la peine à ses maîtres. Machiavel a conseillé aux princes qui possèdent une ville à population séditieuse d'y élire domicile. Tant que les rois de France ont été assez prudents pour faire ainsi, aucun danger sérieux ne les a menacés. L'abîme entre le peuple et la royauté s'ouvrit lorsque Louis XIV, qui n'aimait pas le peuple, alla habiter d'abord Saint-Germain, ensuite Versailles. La rupture ne fut consommée que cent ans plus tard, mais elle était devenue inévitable. Cette séparation d'entre le roi et le peuple a été, sans doute possible, l'erreur décisive de la monarchie. Louis XV au lieu d'apaiser le conflit ne fit que l'agrandir. Détestant le peuple de Paris, il fit construire une route qui lui permettait de contourner Paris, la route « de la Fronde ». Le peuple qui avait vu dans les rois depuis des siècles ses protecteurs, ceux auxquels il avait recours contre les seigneurs, commençait à nourrir contre eux des sentiments hostiles. Cela devait finir par la ruine de la monarchie.

Certes, on peut construire des palais au milieu d'un désert de sable, comme Versailles, et créer de toutes pièces un parc merveilleux. Le résultat sera une œuvre d'art grandiose, majestueuse. Mais ce qu'on ne peut pas, c'est y insuffler la vie : la splendeur restera froide. Quelle différence entre Versailles et les palais grands et petits qui se trouvent dans Paris en si grand nombre! Ceux-ci semblent avoir poussé comme des arbres. Autour d'eux roulent les flots d'une vie palpitante, toujours animée, toujours gaie. Versailles est hanté de spectres.

Il est d'ailleurs difficile d'imaginer que le Louvre, château royal de Paris, ait pu devenir un lieu de dépravation et d'intrigues, tel que le fut Versailles. Deux facteurs s'y seraient opposés : les ombres du passé, toujours présentes, et dont l'influence est bien plus forte

qu'on ne le croie, ensuite la simple présence du peuple et le contrôle, même muet, qu'il aurait exercé.

Le peuple de Paris s'est parfaitement rendu compte que cet abîme entre lui et son roi était la véritable source du mal. C'est pourquoi il a forcé le roi en 1789 à retourner à Paris. Seulement c'était déjà trop tard. Il n'était plus possible de dompter les forces qui avaient été déchaînées ; c'était impossible surtout pour un roi faible, indécis et qui ne cessait de commettre les plus lourdes erreurs.

Les ombres du passé ! N'est-ce pas là tout le charme de Paris ? On en rencontre à chaque coin de rue. Pas de rue, pas de place dans le vieux Paris qui n'ait son histoire. Et les témoins foisonnent. Sur la pente de la Montagne Sainte-Geneviève il y a les arènes romaines, entourées de maisons, inconnues de bien des Parisiens ; les enfants jouent sur ses marches. Le 14 juillet 1936 on y a donné le « Danton » de Romain Rolland. Pour aller vers l'île de la Cité, on passe par la place Maubert, où Etienne Dolet, imprimeur du roi François Ier, fut brûlé pour hérésie. Nous voilà devant Notre-Dame, la plus grande merveille de son époque, œuvre gigantesque même pour nos yeux blasés. On n'a qu'à tourner le regard sur la rive gauche vers l'église romane, Saint-Julien-le-Pauvre, pour mesurer la différence entre deux époques. Un peu plus loin, toujours sur l'Ile-de-la-Cité, berceau de Paris, la Sainte Chapelle, bijou du treizième siècle, conservée telle qu'elle fut sous Saint-Louis. Dans un coin, on montre une petite fenêtre grillée, derrière laquelle Louis XI, misanthrope et méfiant, assistait à la messe sans être vu. La Sainte Chapelle fait partie du vieux palais royal, dont les caves ont hébergé, ô ironie ! le dernier roi et la dernière reine, avant qu'ils dussent monter à l'échafaud. Quelques pas nous mèneront de là au Pont-Neuf, qui s'appelle toujours « neuf », quoiqu'ayant plus de trois

siècles. Nous pensons à Henri IV qui le fit construire et à Ravaillac, nous admirons ses « mascarons ». Franchie la Seine, nous voici à Saint-Germain-l'Auxerrois dont le clocher donna le signal pour la sauvage tuerie de la Saint-Barthélemy. En face c'est le Louvre, le plus grand, le plus magnifique ensemble architectural du monde, créé lentement au cours des siècles et cependant animé d'un même esprit. Et le Théâtre Français, et le Palais Royal, dont les galeries servaient de marché d'amour pendant la Révolution, et le Café Régence où la foule admira Jean-Jacques Rousseau ; où d'après une jolie légende une jeune fille travestie en homme aurait sauvé la vie à son fiancé condamné à mort, en gagnant deux parties d'échecs à Robespierre, l'Implacable, l'Incorruptible ; où allèrent jouer aux échecs un Bonaparte, un Alfred de Musset, puis les champions modernes. Enfin c'est la Place de la Concorde, sur laquelle la guillotine était érigée en permanence en 1793, la guillotine, invention du charitable docteur Guillotin, « rationalisant » l'exécution de la peine capitale et évitant ainsi aux victimes les souffrances inutiles, que la maladresse du bourreau leur infligeait, quand il ne réussissait pas à trancher leur cou net et d'un seul coup. Que de milliers de têtes sont tombées sur cette place, que de sang versé ! Toute la journée la charrette cahotait sur le pavé du rue Saint-Honoré pour amener les condamnés.

Quelle foule de visions ! Les historiens en ont rempli des livres. Et partout les traces du sang ! Du sang versé pour des idées, pour la liberté surtout. Quels torrents de sang ! « Blut ist ein ganz besonderer Saft! » Le sang est un jus tout spécial, comme le dit Méphistaphélès à Faust. Les milliers de victimes de la Saint-Barthélemy sont morts pour les idées religieuses, ceux de la Révolution ont été sacrifiés pour la Liberté. Dans tous les siècles, il y a eu des révoltes où des hommes

sont morts pour la liberté. La dernière grande tuerie fut celle par laquelle se termina la Commune de 1871. Le Cimetière du Père-Lachaise, les Buttes-Chaumont, paradis des enfants, sont hantés par les ombres de milliers de morts, et dans la rue Haxo, à Ménilmontant, on rencontre celles des otages assassinés. Toute âme sensible peut sentir leur présence ; elles sont encore là.

Cependant, on dirait que dans ce dernier carnage du moi de mai 1871 les instincts sauvages du peuple parisien se soient épuisés. De nos jours ce peuple ne veut plus rien savoir de sang versé, et quand des victimes tombent, comme au mois de février 1934, un frisson secoue l'âme populaire. N'a-t-on pas assez de la tuerie de la grande guerre ? Des Français veulent-ils encore verser le sang de leurs frères ?

* * *

A côté de ce Paris héroïque il y a d'autres aspects, peu connus des étrangers : le Paris petit-bourgeois, le Paris provincial, le Paris villageois même. Il faut aller voir la place Saint-Blaise à Charonne, dans le XXe, avec la vieille église de village de Charonne, et l'ancien cimetière sur lequel se trouve la statue en bronze d'un prétendu secrétaire de Robespierre, dans le costume de l'époque, Bègue, dit Magloire, poète et philosophe — qui en réalité fut un indicateur de la police, enrichi sous la Terreur ; aux alentours on tombera peut-être soudain sur un jardin paysan datant de je ne sais quel siècle, coincé entre de vieilles bâtisses, où il n'y a que des fleurs démodées : soleils, pieds-d'alouette, guimauves, soucis, dans des variations antiques, ou quelques pieds de vignes, restes des anciens vignobles et pieusement conservés. Ou bien la « Place des Fêtes », à Belleville, longée par la rue Compans, où Jules Romains fait habiter un de ses héros ; ou le « pays Mouffetard » derrière le Panthéon, célébré par Georges Du-

hamel, avec la pittoresque Place de la Contrescarpe, où se trouvait jadis un ouvrage de fortification.

On y rencontre de vieilles grand'mères, avec la cape de laine tricotée, la bouche édentée. Elles portent le chapeau-capote comme au dix-neuvième siècle et font leur petit chemin sans se laisser déranger. C'est encore un trait français caractéristique : rester ce qu'on est et ne pas se laisser déconcerter. C'est curieux chez un peuple, dont l'attitude paraît si souvent incertaine. indécise, chancelante, qui semble ne pas savoir ce qu'il veut (mais il le sait très bien !). Et le droit de chacun à rester ce qu'il est ne sera jamais contesté.

Un jour j'allais derrière un vieux Monsieur très distingué, qui était habillé à la mode du second Empire, avec un faux-col à grandes pointes et une cravate noire, qui en faisait deux fois le tour ; il marchait d'un pas encore solide, appuyé sur une canne de jonc à pommeau d'argent. Chez nous, toute la meute des gosses l'aurait entouré ; à Paris, personne n'y fit attention. Il avait le droit de se montrer tel qu'il était : passé vivant.

* * *

Ce peuple de Paris a fait, de 1789 à 1871, l'histoire de France ; cela suffit pour prouver sa force et sa vitalité. Il a renversé la monarchie, il a applaudi Bonaparte, il a fait les révolutions de 1830, 1848, 1870. Il a imposé sa volonté au pays entier. L'Hôtel de ville de Paris était le centre de sa volonté ; de là elle fut proclamée au pays, la dernière fois le 18 mars 1871. Mais cette dernière fois, le peuple fut vaincu.

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle Paris avait été une fourmillière de rues étroites et tortueuses. Quand le peuple y érigeait des barricades faites de pavés, il était pratiquement invincible. Le pavé était un des grands accessoires, presque un symbole de la révolution. Lors de la manifestation au Mur des Fédé-

rés, en mai 1935, on a célébré un vieillard qui, jeune garçon, avait apporté des pavés aux constructeurs de barricades dans le faubourg Saint-Antoine ; cela lui donna une sorte de gloriole.

Les troupes gouvernementales ne pouvaient se risquer à pénétrer dans le dédale des vieilles rues pleines d'embûches. Elles ne possédaient pas de meilleures armes que les insurgés : fusils chargés par la bouche et qui ne tiraient que lentement, et sans faire trop de dégâts. Dans ces conditions la construction de barricades avaient un sens. De nos jours, elle a perdu son sens, mais c'est resté une tradition. Quand les camelots du roy veulent embêter la police, ils érigent des barricades à l'aide de kiosques de journaux, de bancs, de candélabres. Cela gonfle leurs cœurs de joie et de fierté ; mais c'est évidemment un pur enfantillage.

Napoléon III, pour mettre fin à un état de choses qui lui paraissait dangereux, fit percer dans toute la ville de larges et droites avenues. A partir de là on pouvait se servir de canons contre les barricades, on pouvait boucher des rues et cerner des quartiers entiers. Napoléon III n'en a pas tiré profit, son empire s'étant écroulé sans combat ; mais la victoire sur la Commune en a été facilitée.

Cette tentative de révolution a été faite, elle aussi, par le peuple de Paris ; c'était la dernière et restera peut-être la dernière. Aujourd'hui on oublie trop souvent que la Commune était une réaction du peuple contre la paix estimée honteuse ; le peuple se croyait trahi par les élites. Les buts que la Commune poursuivait étaient beaucoup plus nationaux qu'internationaux. Au fonds cette révolte a ressemblé aux révoltes des cités des onzième et douzième siècles, dont elle a, d'ailleurs, emprunté le nom de « Commune ». Et de même que ce mot de Commune était l'horreur et l'épouvantail des « bien-pensants » du moyen-âge —

l'Eglise l'avait d'ailleurs condamné — de même il l'est redevenu pour ceux de notre époque, tandis que ses dérivations telles que « communal » ont depuis longtemps perdu tout sens péjoratif.

Une des causes de la défaite de la Commune peut être vue dans le fait que la province était devenue lasse de l'hégémonie parisienne. Un antagonisme était né entre la capitale et le pays. Même si la Commune avait vaincu à Paris, il n'est pas certain qu'elle ait pu tenir devant la réprobation du pays.

La fin de la Commune de 1871 a été la défaite décisive du peuple de Paris ; il n'a plus jamais pu reprendre l'influence qu'il avait possédée. De nos jours les révolutions de style ancien sont devenues en vérité impossibles. Avec les moyens de combat modernes, tout gouvernement qui en a la volonté peut tenir en échec les masses séditieuses. Avec quelques mitrailleuses, on peut dominer la plus grande place. Seul le gouvernement qui s'abandonne est vulnérable.

Jusqu'en 1789 la noblesse et le clergé avaient eu tout le pouvoir. De 1789 à 1871, le peuple de Paris a imposé, à maintes reprises, sa volonté au pays. Depuis 1871, sous la troisième République, le peuple de province, le peuple français tout court, est en train de devenir le maître de la France. Il l'est déjà à un point que rien de décisif ne peut plus être fait contre sa volonté. On l'a vu plus d'une fois depuis 1934. La religion politique que ce peuple confesse est celle du radical-socialisme. Ce n'est pas du parti de ce nom que nous parlons, mais d'une certaine conception de la politique qui dépasse de loin, à gauche et à droite, les cadres du parti : la conception propre au « Français moyen ». (C'est Herriot, chef du parti radical, qui a créé ce nom.) Le radical-socialisme n'a jamais joué de rôle important à Paris ; son domaine est le pays au sud de la Loire, le pays du vieux peuple autochtone. Les

socialistes même sont pour la plupart des « radicaux », qui, pour une raison ou une autre, ont choisi une autre étiquette. C'est du Centre et du Midi que viennent les représentants de la vieille race pour gouverner la France. D'aucuns n'ont même plus aucune ambition de se débarrasser de leur accent. Un accent, celui de Toulouse, se maintient victorieusement à côté du parler de l'Ile-de-France. Les gardiens de la langue en sont quelquefois épouvantés.

Dans Paris même, de grandes transformations ont eu lieu. Pendant la grande guerre et dans les années suivantes on a dû avoir recours à des milliers et des milliers d'ouvriers étrangers. Ils sont venus des pays slaves, d'Afrique, de Chine. Dès avant la guerre la prospérité avait attiré les ouvriers agricoles qui, à Paris, gagnaient bien plus dans l'industrie qu'aux travaux de campagne. De tout cela le caractère du peuple de Paris a été profondément altéré. Ce furent de véritables migrations de la part même de la population parisienne. Elle a quitté les taudis de la vieille ville (habités actuellement en bonne partie de juifs orientaux, de Berbères, d'Arabes) pour aller habiter les faubourgs qui, politiquement, ne font pas un avec Paris. La ville de Paris, au point de vue administratif, est restée une Commune divisée en vingt arrondissements et administrée par un conseil municipal commun à tous, alors qu'à la tête de chaque arrondissement se trouve un maire. Son territoire ne dépasse pas la limite des anciennes fortifications ; passé cette ligne, on a quitté Paris, et cela se voit très clairement.

A l'intérieur de ces limites gouverne actuellement une majorité conservatrice à l'idéal « patriotique » (dans le sens que ce mot a pris en politique). C'est une île entourée d'une large bande de communes à majorités socialo-communistes : la banlieue rouge dont l'idéal est international : « Travailleurs de tous pays, unissez-

vous ! » Au delà s'étend le vaste pays de France, la terre qui est habitée par les enfants authentiques de la Mère France. Leur idéal, nous le connaissons : ils demandent la paix entre les nations, la collaboration des peuples, l'arbitrage en cas de conflit ; ils sont ennemis farouches de la guerre et de l'hégémonie du capital. Ils n'admettent plus que Paris leur donne des ordres.

On peut ainsi distinguer trois cercles concentriques : le plus petit, au centre, de couleur blanche, le second rouge-sang, le troisième, de beaucoup le plus grand, de teinte rose, plus ou moins foncée, avec bon nombre de taches rouges et beaucoup moins de taches blanches, formées par des villes.

Les conservateurs de Paris trouveront toujours le pays entier allié contre eux quand il s'agit de barrer la route à la réaction ou au « fascisme ». Cela s'est vu très clairement après le 6 février 1934 ; la surprise en a été grande pour bien des Parisiens.

La situation politique s'est donc renversée depuis 1871. A cette époque le pays était conservateur et s'opposait à la révolution sociale. De nos jours, c'est le pays qui exige un ordre nouveau et Paris qui s'y oppose.

La ville de Paris n'exerce plus l'hégémonie qu'elle a eue dans les siècles passés et elle ne la reprendra plus jamais. D'ailleurs, ce qui fut jadis le peuple de Paris a subi des transformations profondes. Cette population laborieuse, éveillée, gaie et frondeuse, le peuple des corporations qui a exercé une si grande influence sur l'histoire, depuis Etienne Marcel jusqu'à la Commune, tend à disparaître. Ce qu'on nous présente de nos jours comme « peuple de Paris » dans les grandes manifestations politiques, ce sont des masses populaires sans caractère précis, sans tradition, sans culture bien définie, des masses qui habitent davantage dans les faubourgs et aux bords de la ville que dans Paris

même, et qui sont fortement entremêlées d'étrangers, venus de tous les coins du monde. Ce nouveau « peuple de Paris » n'est pas encore beaucoup plus qu'un simple conglomérat sans trop de cohésion intérieure ; il est animé d'idées fortes et d'une grande foi dans ces idées, mais il ne possède pas encore d'âme commune nettement distincte et surtout il est loin d'être une « personnalité » collective. C'est pour cette raison, précisément, qu'il ne pourrait pas s'emparer du pouvoir, ni imposer sa volonté à la personne France qui, elle, a atteint un niveau de vie bien supérieur.

Le pouvoir, en France, appartient au peuple de province, au peuple des paysans. Cela se verra de plus en plus clairement. De nos jours déjà, rien ne peut plus être fait contre sa volonté. Députés et ministres doivent soigneusement tendre l'oreille pour savoir à quoi il aspire et ce qu'il pense. C'est la volonté de la personne France qui se manifeste dans ses mouvements. La voix de Paris ne possède pas cette autorité, malgré les apparences.

Le peuple de France exerce son règne encore plutôt de forme négative : il empêche tout ce qui est contraire à sa volonté ; car cette volonté n'est pas encore assez consciente pour réaliser des buts positifs. Ce temps, cependant, viendra ; il approche à grands pas. Pour y arriver, un peu plus de discipline extérieure suffirait. Les Français, d'ailleurs, en sont parfaitement conscients. L'exhortation à la discipline est déjà devenue presque un lieu commun. On voit poindre le jour, où le peuple, dans une discipline librement consentie, suivra les chefs issus de ses rangs. Les grandes Fédérations d'Anciens Combattants, dans lesquelles cet idéal est déjà mieux réalisé que n'importe où, sont comme des anticipations de ce que pourra être l'organisation nouvelle du pays, sur d'autres bases que celles périmées, de l'influence des notables, de la tyrannie des clans, des

programmes de partis factices. Tout cela est en train de mûrir, lentement peut-être, mais sûrement. Comme but apparaît un ordre économique neuf, fondé sur le droit à la vie. En vérité, la réalisation en devrait être en France plus facile qu'ailleurs : parce que la mentalité des Français est très uniforme ; parce que, au fonds, ils aspirent tous au même idéal : vivre une vie modeste et indépendante en sécurité ; parce que l'envie et la haine sont moins puissantes en France qu'ailleurs ; et sans doute parce que le pays ne manque de rien. Au moment où les Français comprendront que la grande mission de leur nation est précisément de créer cet ordre nouveau, où cette mission leur apparaîtra comme un devoir, ils auront la force de l'accomplir.

Paris cependant, quoiqu'il arrive, restera la magnifique métropole d'un pays riche et non seulement civilisé, mais cultivé ; le centre de son système nerveux, de ses vaisseaux de sang (c'est sciemment que nous ne disons pas : cerveau et cœur) ; son grenier et son trésor ; son foyer spirituel ; l'immense phare, la VILLE LUMIÈRE. Il est vrai que, peu à peu, les vieux quartiers disparaissent ; déjà la rue Brisemiche, derrière Saint-Merri, qui a fait les délices de Ernst Curtius, n'existe plus ; les vieilles maisons du moyen âge son tombées sous les coups de pioche. La ceinture des fortifications voit naître de grands blocs d'habitations à bon marché, aérées, avec tout le confort moderne, accessibles à toutes les bourses. Certains de ces groupes, comme à la porte de Bagnolet, sont des modèles d'urbanisme. L'atmosphère spirituelle de Paris, cependant, reste et restera la même. Les flots de sang des martyrs n'ont pas été versés en vain ; les courants spirituels naissant à Paris, indépendants des individus, continueront à circuler à profusion à travers le monde. Et le nom de Paris gardera toujours son charme indicible et inimitable. Toujours les hommes se sentiront irrésistiblement atti-

rés vers ce Paris mystérieux, les uns, à l'âme inquiète, cherchant la vérité, les autres, friands, s'enivrant de jouissances. Tous ils respireront avec délices cet air particulier, ils admireront des sites et des monuments qui n'ont pas d'égaux sur terre, ils verront leurs chaînes tomber et oublieront pour quelques instants leurs soucis et leurs misères en plongeant dans cette vie tourbillonnante et prodigieuse.



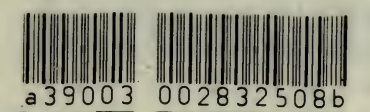
TABLE DES MATIÈRES

Ire PARTIE : LA PERSONNE FRANCE

IIme PARTIE : IMAGES DE FRANCE



Imprimerie « Alsatia » Mulhouse


a39003 002832508b